



# **MEGAPESCA**

## **PROJET FISH / 2003 / 02**

**CONTRAT-CADRE POUR LA REALISATION D'EVALUATIONS,  
D'ETUDES D'IMPACT ET DE SUIVI CONCERNANT LES ACCORDS DE  
PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA PECHE CONCLUS ENTRE LA  
COMMUNAUTE ET LES PAYS TIERS**

### **CONVENTION SPECIFIQUE (20): MAURITANIE**

**Evaluation *ex-post* du protocole d'accord de pêche entre la Mauritanie et la  
Communauté européenne, et analyse de l'impact du futur protocole sur la  
durabilité, incluant une évaluation *ex-ante***

**RAPPORT FINAL**

**SEPTEMBRE 2005**

Ce rapport a été préparé avec le soutien financier de la Commission européenne.

Les vues exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de la Commission européenne, ni n'anticipent sa politique dans ce domaine.

Ni le contenu intégral, ni des parties de ce rapport ne peuvent être reproduits sans autorisation écrite de la Commission européenne. Le cas échéant, tout extrait devra être accompagné de la référence explicite de ce rapport.

Oceanic Développement, Poseidon Aquatic Resource Management Ltd et MegaPesca Lda (2005). 'Contrat cadre pour la réalisation d'évaluations, d'études d'impact et de suivi concernant les accords de partenariat dans le domaine de la pêche conclus entre la Communauté européenne et les pays tiers : évaluation ex-post du protocole d'accord de pêche conclu entre la Mauritanie et la Communauté européenne, et analyse de l'impact du futur protocole sur la durabilité, incluant une analyse *ex-ante*'.

***DOCUMENT INTERNE : DROITS DE DIFFUSION RESERVES A LA C.E.***

Contact des auteurs :

OCEANIC DEVELOPPEMENT

Z.I. du Moros, 29900 Concarneau, France

Tel : +33 2 98 50 89 99

Fax : +33 2 98 50 78 98

Email : [info@oceanic-dev.com](mailto:info@oceanic-dev.com)

URL : <http://www.oceanic-dev.com>

Version : Rapport Final

Réf. rapport: FPA 20 / MRT / 05

Date de publication : 30/09/2005

## Résumé exécutif

1. La République Islamique de Mauritanie est située dans la Nord Ouest du Continent africain entre le Maroc et le Sénégal. Près de 90% des 1 030 000 km<sup>2</sup> du territoire sont situés en zone désertique saharienne, avec une pluviométrie annuelle inférieure à 100 mm. La Zone Economique Exclusive mauritanienne, dont les limites officielles ne sont pas contestées, couvre une surface d'environ 230 000 km<sup>2</sup> sur l'océan atlantique. Le pays dispose en outre d'un linéaire de côte équivalent à 750 km.
2. La situation politique mauritanienne peut être qualifiée de stable, avec des institutions démocratiques qui fonctionnent depuis l'adoption d'une nouvelle constitution en 1991. Le parti politique actuellement au pouvoir domine le paysage politique depuis plusieurs années.
3. L'avancée du désert et les sécheresses répétitives qui ont sévi dans la zone sahélienne au cours de ces dernières décennies ont provoqué de nombreux bouleversements dans la société mauritanienne. La fonte des superficies cultivables a provoqué un mouvement d'exode des populations rurales vers les pôles urbains et a contribué à augmenter le taux de sédentarisation d'une société autrefois à dominante nomade.
4. Ces changements ont contribué à la dégradation des conditions socio-économiques du pays. La Mauritanie fait aujourd'hui partie des pays pauvres les moins avancés (PMA) avec en 2001 un PIB de 350 USD par habitant. Le chômage touche entre 25 et 30% de la population active et 46% de la population vivait en 2001 sous le seuil de pauvreté. La dette extérieure considérable de la Mauritanie qualifie le pays au statut de pays pauvre très endetté (PPTE).
5. Le pays a été déclaré éligible en 1999 à l'initiative de réduction de la dette par la Communauté internationale. L'adoption en 2001 d'un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) par les autorités du pays précise la stratégie de sortie de crise du Gouvernement et consacre l'éradication de la pauvreté comme impératif national. Les grands axes stratégiques du CSLP visent à accélérer la croissance économique en en faisant bénéficier les plus défavorisés, et à renforcer l'accès pour tous aux services sociaux de base. Le CSLP est la base de toutes les politiques sectorielles, y compris celle de la pêche.
6. Le PIB mauritanien provient à 19% du secteur primaire, 24% du secteur secondaire et 48% du secteur tertiaire, dont la contribution a eu tendance à augmenter ces dernières années. La contribution du secteur de la pêche au PIB est évaluée à environ 5% en 2003, en baisse de 1 point par rapport à 1999. Ce pourcentage modeste traduit une faible intégration du secteur dans l'économie nationale. Le commerce extérieur mauritanien est dominé par le commerce du minerai de fer et des produits de la pêche qui représentent à eux deux 98% du total des exportations, dont 41% pour la contribution des produits halieutiques. Le budget de l'Etat est globalement en progression sur ces dernières années. Les recettes non-fiscales liées à la pêche atteignaient en 2003 26% des recettes, dont 15% proviennent des recettes de l'accord de pêche en cours (60% de la compensation payée par la Communauté et paiements des licences par les armements européens).
7. L'ensemble des textes régissant l'activité économique a été sensiblement remanié en 2002 (Codes des investissements, Codes sectoriels). Depuis le début de la décennie, l'investissement étranger a progressé notamment sous l'impulsion de compagnies pétrolières après la découverte de réserves de pétrole offshore dans le sud du pays. La mise en exploitation du pétrole est prévue pour 2006. Son impact sur le paysage économique du pays ne peut être apprécié à ce stade en raison du secret qui entoure l'accord de partage entre le Gouvernement et la compagnie pétrolière australienne sélectionnée, mais les estimations qui circulent font état d'un possible gain de croissance supplémentaire de 2 à 3% par an.
8. L'investissement étranger, et en particulier européen, dans le domaine de la pêche se révèle très modeste malgré les efforts réalisés par les institutions communautaires pour stimuler le

partenariat. La Mauritanie intéresse potentiellement les acteurs européens de la filière, mais le cadre juridique du pays (notamment l'obligation de parts majoritaires pour les nationaux dans les sociétés mixtes) et le manque de visibilité dans l'avenir ne garantissent pas la sécurité de l'investissement.

9. La stratégie sectorielle de l'Etat pour la filière pêche a pour principaux objectifs la préservation et la gestion durable des ressources et l'intégration accrue du secteur de la pêche dans l'économie nationale. La stratégie vise également à maximiser la rente économique tirée du secteur, ce qui requiert de trouver un équilibre avec l'objectif de gestion durable. La pêche n'est pas parmi les secteurs prioritaires du CSLP car il s'agit d'un secteur où l'incidence de la pauvreté est moindre. Au plan international, la Mauritanie a ratifié l'ensemble des grandes conventions sur la protection de la biodiversité marine. Elle est membre de la Commission Sous Régionale des Pêches (CSR/P) qui regroupe les pays de la sous-région, de la Commission Baleinière Internationale, et se préparerait à devenir partie contractante de l'ICCAT.
10. Le Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime (MPEM) rassemble les compétences en matière de gestion du secteur. Le Ministère est structuré en plusieurs directions dont les Directions de la Pêche Industrielle, de l'Aménagement des Ressources Halieutiques et de la Pêche Artisanale. Le MPEM a également la tutelle de l'organisme de recherche (l'IMROP) et du contrôle des pêches (la DSPCM). La dotation nationale au budget du Ministère s'élève à environ 3,5 M€ par an (fonctionnement et investissement). Ce budget est doublé par les montants réservés aux actions ciblées définies sous le protocole (4 M€ par an), et encore abondé par l'aide internationale.
11. Le Japon, l'Allemagne, l'Espagne, la France et les Pays-Bas sont les principaux bailleurs bilatéraux en matière de pêche. Le Japon intervient principalement dans le domaine de la pêche artisanale. L'Allemagne apporte un soutien au dispositif de surveillance et à l'aménagement des ressources halieutiques. La France intervient à divers niveaux dont la recherche halieutique et l'aménagement des pêches. La coopération espagnole cible la pêche artisanale et prépare des projets dans le domaine des infrastructures portuaires. Enfin, les Pays-Bas fournissent un appui à la recherche scientifique. La Banque Africaine de Développement finance pour ce qui la concerne un projet relatif au développement de la pêche artisanale.
12. Les conditions océanographiques au large de la Mauritanie (présence d'upwelling saisonniers et permanents) font que les zones de pêche sont très productives, avec des ressources démersales abondantes en poissons, céphalopodes et crustacés sur le plateau continental ou ses accores, des ressources en petits pélagiques (chinchards, sardinelles) et des ressources en thonidés tropicaux pour lesquels la zone mauritanienne coïncide avec la limite septentrionale de distribution. L'abondance des ressources est fortement corrélée avec l'intensité des upwellings dont les évolutions passées indiquent une grande variabilité et une tendance générale à l'abaissement.
13. Les ressources halieutiques de la ZEE de Mauritanie sont exploitées par une flotte artisanale constituée de pirogues motorisées, et par une flotte industrielle qui compte environ 350 navires de pêche battant pavillon mauritanien, communautaire et autres nationalités. La flotte industrielle peut être séparée en une composante démersale qui exploite les espèces de fond des eaux du plateau continental, une flotte de chalutiers ciblant les petits pélagiques, et une flotte de thoniers exploitant les ressources hauturières. Il n'y a pas de navires mauritaniens sur ces deux dernières composantes, les moyens nationaux étant concentrés sur le secteur artisanal et le secteur industriel démersal. L'essentiel de la flotte européenne présente en Mauritanie opère sous accord de pêche. Les autres navires étrangers sont présents en Mauritanie par le biais d'arrangements privés (licences libres, affrètement), certains de ces arrangements entrant sous le couvert d'accords cadres que la Mauritanie a signé avec des partenaires étrangers (Japon, Russie, Sénégal).
14. La flotte artisanale intègre entre 2 500 et 3 000 pirogues et occupe près de 9 000 pêcheurs à dominante sénégalaise. Une partie de cette flotte est spécialisée sur la pêche aux poulpes à l'aide de pots, principalement autour de Nouadhibou, et sur la pêche de poissons et de céphalopodes à l'aide de lignes ou de filets vers Nouakchott. Les prises de la pêche artisanale contribuent à

l'approvisionnement du marché local et à alimenter la filière export, soit en frais, soit après congélation à terre. La production de ce segment a longtemps été sous-évaluée, et on réalise maintenant que les débarquements sont plus proches des 80 000 tonnes que des 20 000 tonnes estimées dans le passé. Les tonnages de poulpes pêchés par les pirogues sont variables mais en progression sur ces dernières années et ont atteint près de 8 000 tonnes en 2004.

15. La pêche industrielle démersale est dominée par les catégories céphalopodières avec 180 navires chalutiers en activité comprenant 125 navires nationaux et un maximum de 55 unités européennes. La production de ce segment est de 40 000 tonnes par an, dont 20 000 tonnes de poulpes. Le second segment en importance est celui des navires chalutiers spécialisés sur les crustacés (crevettes essentiellement) avec 70 navires, dont 37 européens. Cette flotte exploite les crevettes côtières et les crevettes profondes et débarque 5 000 tonnes de produits par an, dont 4 000 tonnes de crevettes. Les autres segments comprennent des navires spécialisés sur le merlu noir à l'aide de la palangre ou du chalut (25 unités dont 18 européennes) et sur les diverses espèces de poissons du plateau à l'aide d'engins divers dont le chalut et le filet (40 unités dont 13 navires européens). Ensemble, ces catégories sont estimées pêcher aux alentours de 60 000 tonnes par an.
16. Les chalutiers petits pélagiques sont exclusivement étrangers. La flotte en présence dans la ZEE mauritanienne varie entre 60 et 70 navires. La Russie et l'Ukraine représentent la majorité des effectifs. La flotte européenne comprend des chalutiers néerlandais à titre principal, avec également la présence de navires allemands, britanniques ou français. Cette flotte est augmentée depuis mai 2004 par des navires de Lituanie, Lettonie et Chypre. Des navires sous divers pavillons, dont des pavillons de complaisance, complètent les effectifs. Les navires pêchent à l'aide de chaluts à grande ouverture verticale et capturent au total entre 500 000 et 600 000 tonnes de poissons par an, dont en majorité du chinchard et de la sardinelle ronde.
17. Les navires de pêche aux thonidés comprennent des thoniers senneurs européens qui suivent les stocks de thons tropicaux de l'océan atlantique et qui trouvent des conditions favorables en Mauritanie en été. L'autre segment important est celui des canneurs européens avec une présence importante de la flotte basée à Dakar et une présence ponctuelle de navires des Canaries ou des Açores. Les tonnages de thons capturés dans la zone Mauritanie sont très variables autour de 10 000 tonnes suivant les années.
18. Les navires industriels dans leur ensemble capturent 650 000 tonnes dans la ZEE mauritanienne, dont 90% de petits pélagiques. La valeur des prises est estimée à 375 M€, avec les espèces démersales qui totalisent 57% de la valeur.
19. Les infrastructures portuaires se trouvent autour de Nouakchott et de Nouadhibou. Seuls les ports de Nouadhibou sont pour le moment accessibles aux navires industriels de taille moyenne. Les infrastructures portuaires sont jugées insuffisantes en l'état du fait de leur exigüité et des dangers d'approche. Les services aux navires en matière d'avitaillement et de réparation navale restent à développer. Il existe plusieurs projets de développement portant sur le renforcement des capacités d'accueil des ports.
20. L'état des stocks exploités est évalué par l'IMROP en coopération avec des scientifiques européens. Le diagnostic pour le poulpe révèle une situation de surexploitation, avec un objectif de réduction de 25 à 30% de l'effort de pêche dirigé. Les stocks de crevettes ne sont pas dans un état préoccupant. Le stock de merlu est considéré comme pleinement exploité, comme ceux de la majorité des stocks des autres poissons démersaux, à l'exception de quelques espèces jugées dans un état préoccupant. L'état des stocks de petits pélagiques n'est pas connu avec précision en raison de la variabilité naturelle de l'aire de répartition des stocks. De manière globale, les recommandations scientifiques convergent vers un gel de l'effort pour préserver d'une part les espèces cibles, d'autre part les prises accessoires.

21. Les mesures de gestion et de conservation des pêcheries mauritaniennes intègrent une possibilité de régulation de l'accès au moyen de licences de pêche, et plusieurs mesures techniques portant sur les engins de pêche, les zones autorisées, les fermetures temporaires de pêcheries et les tailles minimales pour ne citer que les principales. Les licences de pêche accordées aux navires étrangers sont celles négociées sous l'accord avec la CE, des licences libres, ou des licences d'affrètement. L'administration nationale a gelé le nombre de licences de pêche industrielles céphalopodières, mais n'a pas défini d'objectifs vis-à-vis du nombre de licences pour les autres segments industriels. La tendance sur ces dernières années est à l'augmentation des capacités. Les dispositions de la Loi concernant l'attribution de licences aux embarcations artisanales ne sont pas appliquées et l'entrée en flotte sur ce segment est encore libre.
22. La comparaison entre le coût des licences nationales et le coût des licences payées par les armateurs européens sur les segments démersaux indique que ces derniers paient l'accès environ deux fois plus cher que leurs homologues mauritaniens. Le coût payé par les armateurs européens pour l'exploitation des stocks pélagiques est moins élevé que le prix des licences libres.
23. Les zones d'exercice de la pêche industrielle sont réglementées de manière à écarter les navires au-delà de profondeurs supérieures à 20 m. Elles éloignent également les navires jusqu'à un minimum de 6 à 12 milles de la côte suivant les catégories, afin de minimiser les interactions avec la pêche artisanale. Les mesures réglementaires sur les engins de pêche ne portent pratiquement que sur les mailles minimaux (40 mm pour les petits pélagiques, 50 mm pour les crevettes, et 70 mm sinon), et n'intègrent pas de considérations sur le diamètre des fils ou l'usage de dispositifs sélectifs. Les tailles minimales des espèces fixées par la réglementation mauritanienne sont peu compatibles avec les profils de sélectivité des chaluts, ce qui a pour conséquence la pêche et le rejet obligatoire de quantités importantes d'individus sous la taille réglementaire. Enfin, chaque catégorie de licence de pêche est soumise au respect de pourcentages maximaux de prises accessoires. Les résultats des programmes d'observateurs indiquent que les navires chalutiers pêchent des quantités en général supérieures à ces pourcentages du fait de la sélectivité des engins. Ceci oblige les capitaines à rejeter en mer les excédents pour rester en règle avec la législation.
24. Un repos biologique de deux mois (septembre-octobre) est en vigueur durant lequel toutes les flottes céphalopodières doivent s'arrêter. Cette disposition s'applique à tous les navires européens quelque soit leur activité. En 2005, une nouvelle mesure de fermeture temporaire a été introduite pour le mois de mai. L'IMROP estime que les bénéfices de ces arrêts biologiques sur l'état du stock de poulpe ne sont pas immédiats, mais qu'ils constituent une mesure utile en contribuant à la diminution de la pression de pêche sur le poulpe et les prises accessoires de la pêcherie.
25. La complexité des mesures de gestion et la situation de raréfaction de l'espèce principale génèrent des incitatifs à la fraude qui nécessitent un suivi étroit de l'activité des navires et un dispositif de contrôle efficace. Les performances de la DSPCM, l'introduction récente de dispositifs de suivi des navires par satellite et certaines dispositions spécifiques prévues dans le protocole pour la flotte européenne permettent un contrôle raisonnablement efficace des navires sur zone. Le suivi et le contrôle des navires européens par les Etats membres se sont révélés insuffisants avec notamment des manquements aux obligations déclaratives et un laxisme lors des contrôles au port. Cette situation rend les activités des flottes européennes dans la ZEE mauritanienne peu transparentes et a contribué à générer un climat de suspicion de la part des autorités mauritaniennes sur les pratiques réelles des flottes sous accord.
26. L'impact de la pêche sur l'environnement commence à pouvoir être apprécié grâce aux données collectées par les programmes d'observateurs embarqués financés par les armateurs. Le principal facteur de risque est la pêche abondante d'espèces non désirées qui a pour effet d'accentuer les prélèvements. La sélectivité médiocre des chaluts utilisés est la cause principale. L'étude identifie également les impacts possibles de la pêche sur les fonds, la pêche fantôme par des engins perdus ou les pollutions par les navires comme risques pour l'environnement. La pêche d'espèces protégées concerne essentiellement les dauphins susceptibles d'être capturés par les chalutiers pélagiques et les filets. Des mesures mitigatives existent mais le manque d'intégration de

considérations environnementales dans la politique des pêches n'a pas conduit à traiter ces problèmes de manière satisfaisante.

27. Le protocole d'accord de pêche en cours est le second à s'inscrire sous un accord cadre intitulé accord de coopération en matière de pêche maritime. Cet accord cadre ne prévoit pas de clause d'exclusivité. Ce protocole prévoit l'accès de plusieurs types de navires démersaux, petits pélagiques et thoniers européens, avec les céphalopodières (55 unités), les crevettiers (6 000 TJB), les merluttiers (8 500 TJB) comme principales catégories démersales, 15 chalutiers petits pélagiques et jusqu'à 67 navires thoniers. Le coût total de l'accord est estimé à 100 M€ par an, dont 86 M€ payés à titre de contrepartie par la Communauté et 14 M€ payé par les armateurs, y compris les frais d'observateurs. Le protocole a fait l'objet d'une révision en 2004 pour geler 5 licences céphalopodières en raison de l'état des stocks, et augmenter les capacités petits pélagiques à 25 afin de pouvoir intégrer dans l'accord les nouveaux Etats membres, et augmenter le nombre de canneurs à 35. Cette modification technique du protocole n'a pas entraîné de révision du coût de la contrepartie.
28. L'utilisation de l'accord s'est révélée excellente proche de 100% pour les navires spécialisés sur les crustacés et les céphalopodières jusqu'en 2004 où l'utilisation marque une baisse, avant de remonter en 2005. Le taux d'utilisation par les navires thoniers a été satisfaisant. L'utilisation par les autres catégories a été médiocre. Des échanges de possibilités de pêche entre Etats membres ont cependant permis de maintenir des taux d'utilisation au dessus de valeurs trop basses. Dans l'ensemble, l'accord a été utilisé par une moyenne de 185 navires communautaires par an, dont près de 130 dans les catégories démersales. L'utilisation réelle des possibilités a eu pour conséquence de générer des recettes inférieures à ce qui pouvait être attendu ex-ante par l'Etat mauritanien mais le manque à gagner de 2 à 4 M€ par an reste faible par rapport aux 100 M€ prévus.
29. L'analyse des performances économiques des navires européens indique que la flotte sous accord a réalisé un chiffre d'affaires estimé à 165 M€ avec une contribution de 38% par le segment petits pélagiques, 33% par le segment céphalopodier et 16% par le segment crevettiers. Les performances économiques ont été grevées par l'augmentation continue du coût des carburants qui représentent environ 20% du poste de dépense d'un chalutier. Une stagnation, voire une baisse, du prix des espèces du fait de la parité euro / dollar n'a pas permis de compenser l'augmentation du prix du pétrole. En conséquence, la valeur ajoutée brute générée par les flottes au bénéfice de la Communauté s'élève à 65 M€ en moyenne. L'analyse du coût de licence par rapport aux performances économiques des navires indique que la charge de licence est élevée pour les navires de pêche démersale, et plus légère pour les navires de pêche pélagique. Le prix des licences des navires de pêche démersale contribue à diminuer la rentabilité des flottes qui semble atteindre des niveaux critiques pour certaines catégories.
30. En tenant compte des effets économiques induits par l'activité des navires sous accord dans les filières amonts et aval de la Communauté, la valeur ajoutée totale générée par l'accord au bénéfice de la Communauté est de plus de 150 M€ par an. Ainsi, en moyenne 1€ investi par la puissance publique permet de générer 1,77 € de valeur ajoutée communautaire, au bénéfice principalement des régions dépendantes de la pêche dont sont issus les navires.
31. En termes d'emplois, l'accord permet de maintenir un total de 2 500 à 2 800 emplois de marins, dont 800 à 950 ressortissants communautaires. En tenant compte des effets induits dans la Communauté, l'accord est estimé soutenir un total variant entre 3 500 et 4 000 emplois.
32. L'évaluation ex-post du protocole d'accord indique qu'il est efficace vis-à-vis de l'objectif de soutien aux flottes communautaires lointaines et de sécurisation du marché européen des produits de la pêche. L'accord a contribué au développement de la filière mauritanienne en dynamisant les échanges entre les secteurs privés des deux parties, mais n'a pas été totalement efficace dans la mesure où il y a eu peu d'escales de navires européens dans les ports mauritaniens, empêchant ainsi la création de valeur ajoutée locale. L'accord n'a pas été efficace vis-à-vis de l'objectif de

promotion de la pêche responsable. Le manque de transparence de l'activité des flottes européennes dans la ZEE mauritanienne a contribué à prévenir l'instauration d'un dialogue en la matière.

33. L'analyse économique tend à indiquer que l'investissement communautaire n'est pas efficient car le coût de l'accord apparaît élevé en regard des bénéfices socio-économiques qu'il génère, par comparaison avec d'autres accords ou les accords thoniers. L'un des autres enseignements est que le prix des licences payés par les armateurs de navires de pêche démersale n'est pas spécialement avantageux vis-à-vis du prix payé par les nationaux et qu'il pèse lourd dans l'équilibre économique des entreprises. Le coût négocié pour les armateurs de pêche pélagique est avantageux et pourrait être augmenté. L'investissement communautaire s'est révélé efficient pour la partie mauritanienne en donnant aux institutions en charge de la pêche des moyens supplémentaires qui ont eu pour effet de doubler ses budgets. Cet apport a été particulièrement bénéfique pour les secteurs clés du contrôle des pêches et de la recherche halieutique.
34. La pertinence de l'accord se vérifie en répondant aux besoins des principales populations cibles. Les navires européens ayant utilisé l'accord sont pour la plupart très dépendants d'un accès aux zones de pêche mauritaniennes à titres divers, sans réelles possibilités alternatives. Pour la Mauritanie, l'exploitation des ressources de la ZEE ne peut être assurée en totalité par la flotte nationale. L'engagement avec un partenaire réputé fiable et sur une durée de 5 ans donne au Gouvernement une meilleure visibilité budgétaire, que n'apporterait pas la vente de licences libres ou la conclusion de contrats d'affrètement avec des opérateurs privés.
35. Si l'accord est estimé contribuer à la viabilité du secteur des pêches européens, il a un effet mitigé sur la viabilité du secteur de la pêche mauritanien. Les sommes versées par la Communauté au titre de la contrepartie ne permettent pas d'assurer un financement viable des institutions dans la mesure où elle représentent une part considérable des budgets. Sans ces montants, il est probable que l'Etat aurait des difficultés à trouver des ressources alternatives, même si l'apport budgétaire de l'exploitation du pétrole et la redistribution possible de certaines taxes peuvent apporter des solutions dans le moyen terme. L'accord a eu un effet défavorable sur la viabilité des flottes céphalopodières mauritaniennes en les plaçant en situation de concurrence sur une ressource que l'on disait déjà surexploitée en 1998. Pour les autres segments de flotte, l'accord n'a pas eu d'effets négatifs sur la viabilité des ressources biologiques si l'on en juge par les résultats des évaluations de stocks.
36. L'évaluation estime que les deux partenaires ont intérêt à poursuivre leurs relations en matière de pêche par la signature d'un nouveau protocole d'accord de pêche. L'analyse des impacts d'une situation de non-accord indique qu'elle placerait les deux parties en position de perdants, avec pour la Communauté des conséquences socio-économiques liées à l'immobilisation des navires, et pour la Mauritanie, une baisse très sensible des recettes budgétaires et une interruption des échanges avec le secteur privé.
37. Sur la base des résultats de l'évaluation ex-post, des recommandations sont formulées afin que le futur protocole minimise les impacts environnementaux, sociaux ou économiques défavorables, tout en conservant la substance des objectifs de la politique des accords de pêche telle que l'a approuvée le Conseil. Les recommandations visent également à augmenter l'efficacité et l'efficience de l'accord. De manière très globale, l'étude recommande un maintien des possibilités de pêche actuelles mais une baisse pour le segment céphalopodier afin de tenir compte de l'état du stock. L'efficience de l'accord sera améliorée si la contrepartie devient plus en rapport avec les capacités négociées afin de respecter la dimension commerciale. L'équilibre public - privé dans la répartition du paiement du coût de l'accès est recommandée évoluer vers un accroissement de la part des armateurs, notant cependant que les licences sont chères et que seules quelques catégories peuvent être augmentées sans risque de compromettre la rentabilité des navires. L'étude énumère un certain nombre de recommandations qui auront pour effet escompté d'améliorer l'attractivité des licences pour le secteur privé au bénéfice également de la partie mauritanienne.



38. Le partenariat prévu par le prochain protocole aura des effets positifs s'il se concentre sur des domaines qui font défaut ou qui méritent d'être encore renforcés. A ce titre, l'étude recommande de favoriser le partenariat dans le domaine de l'intégration des considérations environnementales dans les modes de gestion de pêches, la Communauté ayant une expérience en la matière depuis la réforme de la PCP en 2002. L'appui à la recherche, le contrôle des pêches, la formation maritime et la gestion du secteur de la pêche artisanale sont d'autres secteurs de coopération au bénéfice des deux parties. La restauration d'un climat de confiance entre la Communauté et les autorités mauritaniennes est une condition à la réussite de ce partenariat et les acteurs du protocole devront faire preuve de davantage de transparence à cet effet.

\*\*\*

\*

## LISTE DES ACRONYMES UTILISES

ACDI - Agence Canadienne de Développement Internationale  
 ACP - Afrique Caraïbes Pacifique  
 ADU - Agence de Développement Urbain  
 AFD - Agence Française de Développement  
 AFFOM - Analyse Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces  
 AMIGA - Agence Multilatérale pour la Garantie des Investissements  
 AMP - Aires Marines Protégées  
 BAD - Banque Africaine de Développement  
 BCM - Banque Centrale de Mauritanie  
 BIC - Bénéfices Industriels et Commerciaux  
 BW - Bretton Woods  
 CAPE - Coalition pour des Accords de Pêches Equitable  
 CCNADP - Conseil Consultatif National pour l'Aménagement et le Développement des Pêches  
 CCSM - Centre de Coordination et de Sauvetage Maritime  
 CDB - Convention sur le Diversité Biologique  
 CDE - Centre pour le Développement de l'Entreprise  
 CDMT - Cadre des Dépenses à Moyen Terme  
 CEDEAO - Communauté Economique Des Etats d'Afrique de l'Ouest  
 CEDRE - Centre de Documentation de Recherche et d'Expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux  
 CEI - Fédération de Russie  
 CFPM - Centre de Formation Professionnelle Maritime de Nouadhibou  
 CIRDI - Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements  
 CITES - Convention sur le commerce international des espèces de faune et flore sauvages menacées d'extinction  
 CMM - Crédit Maritime Mauritanien  
 CMS - Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage  
 CNED - Conseil Nation Environnement et Développement  
 CNROP - Centre National de Recherche Océanographique et des Pêches (ex - IMROP)  
 CNSS - Caisse Nationale de Sécurité Sociale  
 COMHAFAT - Coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'Océan Atlantique  
 COPACE - Comité des Pêches pour l'Atlantique Centre Est  
 CPUE - Capture Par Unité d'Effort  
 CSLP - Cadre de Stratégie de Lutte contre la Pauvreté  
 CSRP - Commission Sous Régionale des Pêches  
 DARH - Direction de l'Aménagement des Ressources Halieutiques  
 DFAA - Direction de la Formation et des Affaires Administratives  
 DGIS - Ministère néerlandais des Affaires Etrangères  
 DMM - Direction de la Marine Marchande  
 DP - Direction des Pêches  
 DPAC - Direction de la Pêche Artisanale et Côtière

DPI - Direction de la Pêche Industrielle  
 DPPP - Direction de la Promotion des Produits des Pêches  
 DRM - Direction Régionale Maritime de Dakhlet Nouadhibou  
 DSC - Document Stratégique de Coopération  
 DSPCM - Délégation à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer  
 DVIS - Département de la Valorisation et Inspection Sanitaire  
 EBE - Excédent Brut d'Exploitation  
 EDS - Enquête Démographique et Sociale  
 EIE - Etude d'Impact sur l'Environnement  
 ENEMP - Ecole Nationale d'Enseignement Maritime et des Pêches  
 EPBR - Etablissement Portuaire de la Baie du Repos  
 EPCV - Enquête Permanente sur les Conditions de Vie  
 EPIC - Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial  
 FAD - Fonds d'Aide au Développement  
 FADES - Fonds Arabe de Développement Economique et Social  
 FIAP - Fédération des Industries et Armements de Pêche  
 FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
 FED - Fond Européen de Développement  
 FEM - Fonds pour l'Environnement Mondial  
 FIAPECHE - Fédération des Industries et Artisans des Pêches  
 FIBA - Fondation Internationale du Banc d'Arguin  
 FIE - Fonds d'Intervention pour l'Environnement  
 FMC - Fisheries Monitoring Centre  
 FMI - Fond Monétaire Internationale  
 FNP - Fédération Nationale des Pêches  
 FNUAP - Fonds des Nations Unies pour la Population  
 FRPC - Facilité pour le Réduction de la Pauvreté et de la Croissance  
 FSP - Fonds de Solidarité Prioritaire  
 GT - Groupe de Travail  
 GTZ - Coopération Allemande  
 HIMO - Haute Intensité de Main d'Oeuvre  
 ICCAT - Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique  
 IDA - Association Internationale de Développement  
 IDH - Indicateur de Développement Humain  
 IDP - Investissement dans le développement  
 IED - Investissements Directs Etrangers  
 IFREMER - Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la MER  
 IMF - Impôt Minimum Forfaitaire  
 IMROP - Institut Mauritanien de Recherche Océanographique et des Pêches  
 IRD - Institut de Recherche et Développement  
 ISSTH - Institut Supérieur des Sciences et Techniques Halieutiques

JICA - Agence de Coopération Internationale du Japon  
 ME - Ministre de l'Environnement  
 MPEM - Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime  
 MSY - Maximum Sustainable Yield  
 NPP - Nouvelle Politique des Pêches  
 OAV - Office Alimentaire Vétérinaire  
 OMC - Organisation Mondiale du Commerce  
 OMD - Objectifs du Millénaire pour le Développement  
 OMI - Organisation Maritime Internationale  
 OMPI - Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle  
 ONG - Organisation Non Gouvernementale  
 ONS - Office Nationale des Statistiques  
 ONUDI - Organisation des Etats Unis pour le Développement Industriel  
 PAN - Port Autonome de Nouadhibou  
 PANE - Plan National d'Action pour l'Environnement et le Développement Durable  
 PCP - Politique Commune de la Pêche  
 PDPAS - Projet Développement de la Pêche Artisanal Sud  
 PDU - Plan de Développement Urbain  
 PIB - Produit Intérieur Brut  
 PIN - Programme Indicatif National  
 PIP - Programme d'Investissement Public  
 PMA - Pays Moins Avancés  
 PME - Petites et Moyennes Entreprises  
 PNBA - Parc National du Banc d'Arguin  
 PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement  
 PPR - Pratique de la Pêche Responsable

PPTE - Pays Pauvres Très Endettés  
 PRCM - Programme Régional de Conservation de la zone côtière et Marine en Afrique de l'Ouest  
 PRLP - Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté  
 PSA - Production Sharing Agreement  
 RGPH - Recensement Général de la Population et de l'Habitat  
 RIM - République Islamique de Mauritanie  
 RIVO - Institut de recherche pour la pêche des pays bas  
 RMPC - Réseau Mauritanien de Planification Côtière  
 SEM - Société d'Economie Mixte  
 SM - Société Mixte  
 SMCP - Société Mauritanienne de Commercialisation du Poisson  
 SMDD - Sommet Mondial de Développement Durable  
 SNU - Système des Nations Unies  
 SPC - Secteur des Pêches Communautaires  
 SSN - Système de Suivi Satellitaire des Navires  
 TED - Turtle Excluding Devices  
 UE - Union Européenne  
 UICN - Union Internationale pour la Conservation de la Nature et des ressources naturelles  
 UM - Unité Monétaire (équivalent de l'ouguiya)  
 UMEP - Union Mauritanienne des Entrepreneurs du Pélagique  
 UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
 VIH - Virus de l'Immunodéficience Humaine  
 VMS - Vessel Monitoring System  
 WWF - World Wildlife Foundation  
 ZEE - Zone Economique Exclusive

### Taux de change utilisés (source : fxtop.com)

1 EUR =	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*
USD	1,11	1,06	0,92	0,89	0,94	1,13	1,24	1,26
MRO	211,13	229,42	225,14	232,75	254,38	297,89	321,64	334,10

\* au 30/09/2005

## TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	<i>1</i>
<i>1<sup>ère</sup> Partie : Le cadre général mauritanien</i>	<i>2</i>
1. <i>Situation politique</i>	3
2. <i>Stratégie de développement nationale et situation macro-économique</i>	3
2.1. Les grandes lignes du CSLP	3
2.2. Objectifs et stratégies du CSLP	3
2.3. Bilan après 4 années du CSLP	7
2.4. La situation macro-économique	8
3. <i>La stratégie sociale</i>	14
3.1. Amélioration du niveau global d'éducation	15
3.2. Amélioration du système de Santé	15
3.3. Augmenter l'accès à l'eau potable	15
3.4. Promotion du plein emploi	16
3.5. Améliorer les opportunités et les conditions de vie des pauvres en milieu urbain et rural.	16
3.6. Financement de la stratégie sociale/ état d'exécution	16
4. <i>Stratégie environnementale</i>	17
4.1. Le cadre institutionnel.	17
4.2. Le PANE	18
4.3. Le Code de l'environnement maritime	18
4.4. Le Code des pêches et la Loi n°2000-024 relative au PNBA	18
5. <i>L'investissement privé dans le domaine de la pêche</i>	19
5.1. Cadre institutionnel	19
5.2. Politiques et mesures incitatives	20
5.3. Contraintes et opportunités liées à la création de sociétés mixtes	21
<i>2<sup>ème</sup> Partie : Analyse du secteur de la pêche</i>	<i>23</i>
1. <i>Présentation générale</i>	23
1.1. Le ZEE mauritanienne et ses limites	23
1.2. Caractéristiques océanographiques de la zone	23
1.3. Les principales ressources exploitées	25
2. <i>La politique nationale de la pêche</i>	27
2.1. Les étapes passées de la stratégie de gestion de la pêche	27
2.2. La politique actuelle	29
2.3. Intégration internationale	32

<b>3. Le cadre institutionnel</b>	<b>34</b>
3.1. Le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	34
3.2. La recherche halieutique	42
3.3. La surveillance des pêches	43
3.4. Le sauvetage en mer	45
3.5. L'inspection sanitaire	45
3.6. La formation	48
3.7. Le Conseil Consultatif National pour l'Aménagement et le Développement des Pêches	49
3.8. Conclusion	49
<b>4. Description des principales pêcheries dans la ZEE de la Mauritanie</b>	<b>51</b>
4.1. Présentation d'ensemble	51
4.2. La pêche artisanale	54
4.3. La pêche industrielle démersale	62
4.4. La pêcherie industrielle de petits pélagiques	75
4.5. La pêcherie de pélagiques hauturiers	81
4.6. Les interactions entre les différentes pêcheries	90
4.7. Les infrastructures de la pêche industrielle	93
4.8. Synthèse et conclusions	95
<b>5. L'état des ressources exploitées</b>	<b>97</b>
5.1. Le poulpe	97
5.2. Les crevettes	99
5.3. Le merlu	101
5.4. Les autres espèces démersales	102
5.5. Les petits pélagiques	103
5.6. Synthèse et conclusions	107
<b>6. Les mesures de gestion et de conservation des pêcheries mauritaniennes</b>	<b>108</b>
6.1. L'accès aux pêcheries	108
6.2. La répartition dans l'espace des activités de pêche	112
6.3. Les tailles minimales des espèces	119
6.4. Les engins de pêche	121
6.5. Les pourcentages d'espèces - accessoires	122
6.6. Le repos biologique	123
6.7. Les plans d'aménagement	124
6.8. La pêcherie des pélagiques hauturiers	125
6.9. Le contrôle du respect des mesures de conservation : enjeux et réalités	126
<b>7. L'impact de la pêche sur l'environnement</b>	<b>132</b>

7.1.	Les populations exploitées et les prises accessoires	132
7.2.	Impact de la pêche sur la structure des communautés marines	134
7.3.	Impact de la pêche sur le fond	135
7.4.	Pollutions par les navires de pêche	135
7.5.	Impact de la pêche sur les espèces protégées	137
8.	<i>Les marchés des produits de la pêche mauritaniens</i>	139
8.1.	Présentation générale	139
8.2.	Le marché national	145
8.3.	Le marché international	145
8.4.	Conclusions et synthèse	149
9.	<i>Les parties prenantes de la société civile mauritanienne</i>	151
9.1.	Les organisations professionnelles et le crédit à la pêche	151
9.2.	Les organes de protection et d'appui à la gestion du patrimoine naturel côtier	153
9.3.	Les ONG d'assistance directe aux opérateurs de base	157
3 <sup>ème</sup> Partie :	<i>Evaluation de l'accord de pêche</i>	158
1.	<i>Le protocole d'accord de pêche</i>	158
1.1.	L'accord cadre	158
1.2.	Les capacités négociées	158
1.3.	Le coût de l'accord ex-ante	159
1.4.	L'utilisation de l'accord	162
1.5.	Le coût de l'accord ex-post	169
2.	<i>Analyse force et faiblesses du secteur de la pêche mauritanien</i>	169
3.	<i>Analyse socio-économique des retombées de l'accord.</i>	178
3.1.	Analyses économiques	178
3.2.	L'emploi	189
3.3.	Les effets multiplicateurs	191
3.4.	Bilan global et rapport coût efficacité de l'accord	191
4.	<i>Evaluation ex-post du protocole en cours</i>	192
4.1.	Questions de l'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche	193
4.2.	Question d'évaluation ex-post en matière d'efficience de l'accord de pêche	196
4.3.	Question d'évaluation ex-post en matière de pertinence de l'accord de pêche	199
4.4.	Question d'évaluation ex-post en matière de viabilité de l'accord de pêche	200
4.5.	Conclusions d'étape et recommandations pour le futur	203
5.	<i>Etude des impacts du renouvellement du protocole</i>	205
5.1.	Scénario de non-accord	205
5.2.	Recommandations pour le renouvellement de l'accord	209
	<i>Conclusion</i>	220

<b><i>ANNEXE 1 : Détail des estimations économiques</i></b>	<b><i>221</i></b>
<b><i>ANNEXE 2 : Personnes rencontrées</i></b>	<b><i>230</i></b>

## Introduction

Le protocole d'accord de pêche entre la Communauté européenne et la Mauritanie en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001 arrive à expiration au 31 juillet 2006. En préalable à une renégociation de l'accord, et suivant les orientations du Conseil et les dispositions du Règlement (CE, EURATOM) 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget des Communautés européennes<sup>1</sup>, et notamment de son article 27, le protocole d'accord de pêche avec la Mauritanie doit faire l'objet d'évaluations *ex-post* et *ex-ante*. Ces évaluations sont destinées à vérifier que les résultats du programme sont conformes aux objectifs fixés (*ex-post*), et à donner au législateur les moyens de juger si le nouveau programme (le futur protocole) est nécessaire et cohérent avec les politiques communautaires dans ce domaine (*ex-ante*) en lui donnant notamment les moyens d'apprécier les impacts de la politique. A cet effet, les services de la DG FISH ont confié au consortium d'entreprises titulaire du contrat cadre FISH/2003/02 la charge de l'évaluation de ce protocole.

Le protocole d'accord de pêche avec la Mauritanie est financièrement l'accord en vigueur le plus important que la Communauté ait conclu avec un pays tiers. Avec une inscription au budget communautaire égale à 86 M€ par an, soit 430 M€ sur la période de 5 ans, il se situe au-delà de l'accord avec le Sénégal, second accord au niveau financier, dont la dotation est de 16 M€ par an. Le protocole d'accord avec la Mauritanie est dans la catégorie des accords mixtes car comprenant des possibilités de pêche pour des navires ciblant les espèces de fond et les thonidés.

Ce projet de rapport final dresse un portrait de l'état général de l'économie mauritanienne et des politiques de développement en cours, toutes axées sur la lutte contre la pauvreté qui est la première priorité du Gouvernement, soutenu par les bailleurs de fonds internationaux. Dans une seconde partie, le secteur de la pêche mauritanien est décrit en détail, ainsi que les activités des différentes flottes dans la ZEE, dont la flotte européenne sous accord. Les analyses du cadre général mauritanien et du secteur des pêches permettent de dégager les principaux enseignements utiles à l'évaluation *ex-post* du protocole et à l'étude d'impact de différents scénarii de renouvellement.

Les informations utilisées dans cette étude d'évaluation ont été recueillies lors d'une mission effectuée en avril 2005 en Mauritanie durant laquelle des entretiens ont été organisés avec des représentants de l'Etat et du secteur privé à Nouakchott et à Nouadhibou et dont les noms sont présentés en annexe 2 à ce rapport. Le travail d'évaluation a été complété par une analyse approfondie de la littérature scientifique et technique pertinente, ainsi que par le biais de consultations des principales associations professionnelles représentant les intérêts du secteur de la pêche européen. Les services de la Commission à Bruxelles et à Nouakchott ont été intégrés au processus de consultation.

---

<sup>1</sup> JOCE L 248, 16.09.2002



## **1<sup>ère</sup> Partie : Le cadre général mauritanien**

La République Islamique de Mauritanie se situe dans le nord ouest du continent africain, entre la Maroc au Nord et le Sénégal au Sud. La population du pays est estimée à environ 2 700 000 habitants. Avec 90% des 1 030 000 km<sup>2</sup> du territoire désertique, dont les  $\frac{3}{4}$  situés en zone saharienne, et une pluviométrie annuelle moyenne inférieure à 100 mm, la Mauritanie fait face à un environnement naturel très difficile. Le pays a été frappé de plein fouet par les sécheresses répétitives qui ont sévi dans la zone sahélienne au cours des dernières décennies. La conjonction entre cette dégradation du climat, une forte croissance démographique d'environ 3% par an, et un cheptel en surnombre, a provoqué la destruction de l'équilibre fragile qui s'était établi avec le temps, entre l'homme et son environnement, se traduisant par l'avancée rapide du désert et de l'ensablement, la majeure partie du territoire étant envahi par un véritable océan de sable, ensevelissant pâturages, champs, cours d'eau, agglomérations et infrastructures, et causant des grandes pertes au sein des troupeaux et de la faune sauvage.

La superficie cultivable représente aujourd'hui moins de 0,2% du territoire et des centaines de milliers de paysans ont été contraints à l'exode vers le fleuve, au sud, et les agglomérations du littoral. Ces transformations ont été à l'origine d'une forte accélération du mouvement de sédentarisation. Les nomades qui représentaient 70% au début des années 60, ne forment plus que 10% de la population. Près de la moitié des quelques 2,7 millions d'habitants, dont 50% a moins de 15 ans, vit dans les villes.

La Mauritanie fait partie des pays les moins avancés (PMA), et les plus endettés (PPTE), avec en 2001, un PIB de 350 USD /habitant, 46,3 pour cent de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté, une production céréalière qui ne couvre que 30 pour cent des besoins du pays. Le chômage et le sous emploi atteignent 25 à 30 % de la population active.

La Mauritanie est, depuis deux décennies, engagée dans des politiques de réformes ambitieuses, qui ont touché l'ensemble de la vie politique, économique et sociale du pays. Sur le plan politique et institutionnel, la décentralisation a abouti, en 1986, à la création de communes à gestions autonomes au niveau des collectivités locales, tandis qu'une nouvelle constitution mise en place en 1991, instituait une démocratie pluraliste.

Parallèlement, les réformes macroéconomiques et structurelles mises en oeuvre depuis 1992, avaient permis d'assainir les finances publiques, de stabiliser le cadre macroéconomique, d'accroître l'activité du secteur privé, de réduire le rôle de l'Etat dans l'économie, en le recentrant sur ses missions essentielles de régulation, d'allocation des ressources et de développement des infrastructures et services sociaux de base.

Grâce à ces politiques et réformes, le pays a enregistré d'importantes performances économiques accompagnées d'un recul sensible de la pauvreté, dont l'incidence était passée de 56,6 pour cent en 1990, à 50,5 pour cent en 1996, et d'une nette amélioration des principaux indicateurs de développement humain (IDH); le taux de scolarisation au niveau de l'enseignement fondamental était passé de 46 pour cent en 1989-1990, à 86 pour cent en 1999-2000 ; le taux d'accessibilité des structures sanitaires dans un rayon de 10 km était passé de 30 pour cent en 1990, à 80 pour cent en 1998, tandis que le taux de mortalité infantile a reculé de 124 pour mille en 1990, à 105 pour mille en 1998. Cependant, la situation de la pauvreté restait préoccupante, plus de la moitié de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire de un dollar/ jour, ce taux étant encore plus élevé dans le monde rural, avec un accès nettement insuffisant aux services sociaux de base, dont la qualité et l'efficacité restaient bien en deçà des normes acceptables.

Dès lors la lutte contre le phénomène de la pauvreté s'imposait comme une nécessité incontournable. L'adoption en janvier 2001 du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté CSLP a fait de cette lutte la priorité de tous les programmes et le point de convergence des politiques économiques du pays.

## 1. Situation politique

Après avoir été gouverné pendant 13 ans par un pouvoir militaire installé par un coup d'état en juillet 1978, la Mauritanie s'est dotée, depuis 1991, d'institutions démocratiques (adoption d'une constitution en juillet 1991, et élection d'un président au suffrage universel direct en janvier 1992 pour un mandat de six ans renouvelable). Le pouvoir exécutif est un régime semi-présidentiel conférant au Président de la République des pouvoirs étendus pour la mise en œuvre de son programme. A cet effet, il nomme le Premier Ministre qui est le chef du Gouvernement. Le Premier Ministre et son Gouvernement sont solidairement responsables devant le parlement composé de deux chambres : le Sénat (56 sénateurs) et l'Assemblée Nationale (81 députés). C'est le multipartisme qui prévaut, mais les deux chambres sont largement dominées par le parti au pouvoir dont le chef est le Président de la République.

## 2. Stratégie de développement nationale et situation macro-économique

### 2.1. Les grandes lignes du CSLP

Adopté dans le cadre de l'initiative de réduction de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) à laquelle le pays a été déclaré éligible en mars 1999, le CSLP a été élaboré à travers un processus participatif associant l'ensemble des acteurs du développement - administration, secteur privé, société civile et bailleurs de fonds. Créée officiellement en septembre 1996 par les institutions de Bretton Woods, l'initiative PPTE permet aux pays éligibles d'alléger leurs dettes multilatérales. Elle n'est ouverte qu'aux seuls pays qui : i) reçoivent des fonds de l'Association Internationale de Développement (IDA), ii) souffrent du poids d'une dette classifiée insoutenable malgré les mécanismes courants d'allègement, et iii) poursuivent ou adoptent un programme d'ajustement et de réformes soutenu par le FMI et la Banque Mondiale dans les deux années suivant le lancement de l'initiative. Ce sont ces deux institutions qui décident de l'éligibilité d'un pays à l'initiative PPTE. Le pays est alors éligible à recevoir des décaissements du fonds Fiduciaire PPTE (HIPC Trust Fund) sous forme de dons ainsi que des prêts du FMI avec des termes allégés. Il reçoit un allègement de 80% du flux du service de la dette en valeur actualisée de la part des créanciers du Club de Paris (dette publique) et devra rééchelonner en termes comparables avec les autres bilatéraux. Cela correspond au moment où les institutions de BW et les autres institutions multilatérales accorderont un allègement de leur dette pour que le pays puisse atteindre des ratios d'endettement indiquant que sa dette est soutenable à long terme.

La loi d'orientation n°50-2001 du 19 juillet 2001, érige le CSLP en texte de loi qui consacre l'éradication de la pauvreté comme un impératif national, la priorité première de toutes les politiques publiques de la nation. Aux termes de cette loi, le CSLP devrait être exécuté à travers des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté (PRLP) qui seront progressivement élaborés pour chacune des 13 wilayas du pays.

### 2.2. Objectifs et stratégies du CSLP

#### 2.2.1. Objectifs à long terme (horizon 2010-2015)

Les objectifs généraux à long terme, sont : (i) de ramener la proportion des mauritaniens vivant au-dessous du seuil de la pauvreté à moins de 27 pour cent à l'horizon 2010 et à moins de 17 pour cent à l'horizon 2015, et de diminuer de moitié l'incidence de la pauvreté en milieu rural à l'horizon 2015; (ii) d'atteindre, avant l'horizon 2015, les objectifs de développement social définis sur la base des indicateurs définis par le Sommet Mondial de Développement Durable (SMDD):

- pour l'éducation, l'objectif d'accès universel doit être atteint à l'horizon 2005 ; l'élimination de l'analphabétisme doit intervenir avant 2015.
- Dans le domaine de la santé et de l'approvisionnement en eau potable, trois objectifs essentiels sont fixés pour traduire l'amélioration des conditions de vie des populations: (i) universaliser l'accès aux soins de base, (ii) ramener le taux de mortalité infantile à 40 pour mille et celui de la mortalité infanto-juvénile à 55 pour mille, (iii) doter, à l'horizon 2010, tous les villages de plus de 500 habitants d'un réseau d'adduction d'eau potable et porter le taux de desserte par branchements à 85 pour cent en milieu urbain en 2015.

## **2.2.2. Objectifs et domaines prioritaires d'action pour la période 2001-2004**

Les principaux objectifs retenus par le plan d'action 2001-2004 du CSLP sont i) d'assurer un taux moyen annuel de croissance supérieur à 6 pour cent sur la période, et ii) de ramener l'incidence de la pauvreté à moins de 22 pour cent.

L'analyse de la situation de la pauvreté avait conduit à l'identification de cinq domaines prioritaires pour le CSLP 2001-2004 : (i) le **développement rural** pour lequel l'objectif est de ramener l'incidence de la pauvreté à moins de 53 pour cent, (ii) le **développement urbain** des quartiers périphériques des grandes villes et des principales villes secondaires, (iii) l'**éducation**, où les principaux objectifs sont d'atteindre la scolarisation universelle (en 2004) et de porter le taux de rétention à plus de 65 pour cent, (iv) la **santé** pour laquelle les objectifs visés sont de ramener le taux de mortalité infanto-juvénile à moins de 130 pour mille et de porter le taux de couverture sanitaire dans un rayon de 5 km à 80 pour cent, (v) l'**hydraulique**

## **2.2.3. Les grands axes stratégiques du CSLP**

Partant du constat ci-dessus, qui caractérise la pauvreté par une insuffisance de revenus pour faire face aux besoins humains fondamentaux et/ou une insuffisance d'accès à l'infrastructure et aux services de base, le CSLP se fixe comme objectifs de réaliser une croissance économique rapide - à un taux supérieur à celui de la population- basée sur des activités créatrices d'emplois, avec le secteur privé comme moteur principal et d'utiliser les ressources publiques à l'amélioration du bien être de la population, en ayant une attention particulière pour les pauvres.

Les quatre piliers du CSLP sont ainsi :

1. l'accélération de la croissance économique sous l'impulsion du secteur privé
2. l'ancrage de cette croissance dans l'environnement économique des plus défavorisés,
3. le développement des ressources humaines et l'accès de tous aux services sociaux de base,
4. le renforcement de la capacité institutionnelle et la bonne gouvernance.

## **2.2.4. Le rôle de l'Etat et du secteur privé**

Les réformes institutionnelles mises en place au cours des dernières décennies se sont traduites par une réduction du rôle de l'Etat, qui a abandonné le secteur productif, pour se concentrer sur sa mission d'encadrement et d'orientation des activités économiques, ce qui lui permet d'améliorer sa capacité d'action dans les domaines qui relèvent plus directement de sa responsabilité : éducation, santé, infrastructures de base, qui ont un impact direct sur la pauvreté. Le secteur privé est vu comme le moteur d'une croissance économique qui doit contribuer à la promotion de l'emploi et à l'éradication de la pauvreté.

### 2.2.5. **Moyens financiers à mettre en œuvre pour l'exécution du premier plan d'action**

Le coût de l'ensemble du plan d'action 2001-2004 (y compris l'appui à la balance des paiements) était estimé à 475 millions USD. Le coût des mesures prioritaires était de 282 millions USD, dont 107 millions USD couverts par les ressources PPTE et 54 millions par l'épargne budgétaire, le reste étant essentiellement apporté par les institutions de Bretton Woods, la BAD et certains bailleurs de fonds bilatéraux dont les principaux sont la France, l'Allemagne et l'Espagne.

Le tableau suivant présente les principaux bailleurs de fonds (hors Communauté, dont les interventions en Mauritanie sont résumées après).

**Tableau 1 : Matrice des donneurs. Source : Délégation de la CE à Nouakchott**

	A. Développement économique Investissements et développement du secteur privé, réformes macro-économiques et structurelles, intégration régionale	B. Développement Social	C. Activités du Secteur Productif	D. Questions Thématiques/Transversales Réformes institutionnelles, Environnement, Culture, Genre
Allemagne	Crédit agricole	Santé, Lutte contre la pauvreté	Rural, Artisanat, Pêche, Energie	Décentralisation, Cour des Comptes, Environnement
Espagne		Santé	Pêche, Energie	
France	C2D (remise de dette)	Education	Rural, Energie, Aéroports, Pêche	Décentralisation, Environnement
Chine	Remise de dette	Santé, Eau		
Japon	Ajustement structurel, Remise de dette	Education, Eau	Pêche	Culture
Banque Mondiale	Réformes des secteurs : fiscalité, poste et télécoms, énergie, gestion des ressources publiques	Développement urbain, Education, Santé	Rural, Secteur minier, Energie	Décentralisation, Culture
SNU, PNUD, FNUAP, UNICEF, FEM	Développement du secteur privé, Microfinance	Lutte contre la pauvreté, Education, Santé de la reproduction, Santé de base		Environnement, Bonne gouvernance

#### **Le soutien communautaire à la Mauritanie**

##### ***Le FED national***

**Transport :** Ce secteur est le premier secteur de concentration au titre du 9<sup>ème</sup> FED avec 85% de l'enveloppe initiale du PIN (104 M€). C'était également le cas sous le 8<sup>ème</sup> FED pour un secteur qui comprenait également un volet hydraulique rurale (60% des 77 M€ du PIN).

**Renforcement des capacités :** Le second secteur de concentration au titre du 9<sup>ème</sup> FED concerne le renforcement des capacités (10% des ressources). Ce secteur comporte deux volets : un volet renforcement de la société civile et promotion des droits de la personne humaine et un autre qui concerne l'amélioration des capacités de l'administration publique. Le secteur « renforcement des capacités institutionnelles et consolidation de l'État de droit » était également le second secteur de concentration au titre du 8<sup>ème</sup> FED (10% du PIN).

**Appui macro-économique :** L'appui macroéconomique n'a pas été retenu comme secteur de concentration dans la stratégie 9<sup>ème</sup> FED, dans la mesure où l'exécution du programme d'appui budgétaire au CSLP d'un montant de 18,3 M €, mené au titre du 8<sup>ème</sup> FED s'est achevé le 30 juin 2004. Cependant, le

DSC/PIN prévoit la possibilité, à la lumière des besoins actualisés, de réallouer des fonds d'autres points d'application du programme indicatif vers ce type d'appui.

**Le secteur rural et préservation de l'environnement** constituaient le second secteur de concentration au titre du 8<sup>ème</sup> FED (20% du PIN) avec comme objectifs la promotion d'un développement social et économique durable.

Un projet de **prospection aurifère** financé sous 8<sup>ème</sup> FED et doté de 2,75 M€ est en cours d'exécution.

#### ***Les autres fonds***

La Mauritanie a bénéficié en 2003 de 3,6 M€ au titre du **FLEX**, qui pourraient être affectés à de l'appui budgétaire

La Mauritanie disposait au 31 décembre 2003 d'environ 24,8 M€ au titre du **Stabex**. Les actions envisagées qui feront l'objet d'un cadre d'obligations mutuelles sont l'enlèvement des épaves du port de pêche de Nouadhibou et l'amélioration du port

Un projet **Sysmin** est en cours d'exécution. Doté de 58 M€, le programme Sysmin a été signé en 1995, pour une durée initiale de 3 ans. La validité de la convention de financement a été prolongée à deux reprises et s'étend maintenant jusqu'au 30 juin 2004

### **2.2.6. Le suivi-évaluation du CSLP**

Le système prévu s'articule autour de trois dispositifs :

- **dispositif institutionnel** : le plan d'action reconduit le dispositif participatif mis en place pour la préparation du CSLP
- **système d'information** : (i) poursuite de la mise en œuvre d'un programme de collecte de données quantitatives et qualitatives en cours d'exécution : recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV), enquête démographique et sociale (EDS), (ii) suivi systématique des indicateurs de la pauvreté et des conditions de vie, (iii) l'ONS (office national des statistiques) avec des capacités à renforcer, (iv) autres sources de statistiques dont les capacités doivent également être renforcées
- **mise à jour périodique du CSLP** : prévue tous les deux ans, notamment dans le sens de la prise en compte des budgets - programmes qui seront mis en place, dès 2002, pour l'ensemble des secteurs prioritaires : développement rural, développement urbain des quartiers précaires, éducation, santé et hydraulique.

### **2.2.7. Les risques de la stratégie.**

Quatre catégories de risques avaient été identifiées:

- l'extrême dépendance de l'économie par rapport à deux grands produits, le fer et le poisson représentant 99% de ses exportations, qui la rend très sensible aux fluctuations du volume et des prix internationaux de ces deux produits,
- la grande instabilité des conditions climatiques qui ont un impact direct sur la croissance et la réduction de la pauvreté en milieu rural,
- les faiblesses institutionnelles face à la grande envergure et à la complexité de la tâche de mise en œuvre de la stratégie
- les difficultés de mise en place d'un système de suivi évaluation, au vu de la faiblesse du système d'information en place.

### **2.2.8. Stratégie fiscale pour atteindre ces objectifs**

Le Gouvernement avait élaboré et mis en œuvre à partir de 1995 une ambitieuse réforme fiscale allant dans le sens de la consolidation, la simplification et la réduction de la fiscalité afin de la rendre plus lisible et plus accessible aux contribuables; cette réforme s'insérait dans le cadre d'un objectif global visant à

améliorer la compétitivité de l'économie et supprimer les distorsions dans les échanges. Le CSLP allait s'appuyer sur cette réforme.

Dans le domaine de la fiscalité interne, les principales mesures ont abouti à :

- Une réduction sensible du taux sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), ramenés à 20 pour cent contre 35% en 2001 ;
- La suppression du droit proportionnel sur la patente ;
- La déductibilité intégrale de l'IMF, et l'allongement de la durée du report du déficit à 5 ans ;

Dans le domaine de la fiscalité extérieure, les principales mesures mises en œuvre portent sur :

- La baisse des droits de douane sur les biens d'équipement (ramenés à un taux unique de 5%) ;
- La mise en place d'un dispositif de remboursement de la TVA pour les entreprises exportatrices

Un examen des Taux Effectifs Marginaux d'Imposition (soit la pression fiscale globale sur une unité d'investissement marginale) en vertu du régime fiscal existant démontre que la pression fiscale en Mauritanie est comparable à celle des pays voisins.

**Tableau 2 : Taux Effectifs Marginaux d'Imposition sur les revenus des entreprises. Source : Guide de l'investissement en Mauritanie, Chambre de commerce internationale, mars 2004**

Pays	Régime fiscal habituel		Avec les avantages du Code des Investissements	
	Industrie	Services	Industries	Services
Mauritanie	33,1	23,0	24,9	19,1
Mali	41,0	34,6	20,4	21,9
Sénégal	45,4	35,7	23,0	18,1
Maroc	29,2	28,7	23,3	21,7
Tunisie	33,8	43,1	22,3	29,1

### 2.3. Bilan après 4 années du CSLP

Le document de suivi évaluation des deux premières années de mise en œuvre du CSLP, brossait un bilan globalement positif des résultats obtenus, mais relevait aussi des insuffisances au niveau des principaux indicateurs, parmi lesquelles :

- une croissance plus faible de 4,6 pour cent, au lieu des 5,6 pour cent prévus, le déficit étant attribué au ralentissement de la demande mondiale du fer et à une mauvaise pluviométrie,
- une inflation plus forte de 4,7 pour cent au lieu des 3 pour cent prévus, le dérapage étant attribué à l'effet retardé des ajustements des prix des hydrocarbures, opéré fin 2000, et un glissement du taux de change.

Le document mettait en évidence les principales contraintes entravant la croissance : le manque de diversification de l'économie reposant sur deux produits exportés, la vulnérabilité extérieure du pays aux fluctuations des demandes extérieure, les aléas climatiques, les faibles capacités d'absorption, et le faible volume des investissements publics dans le secteur rural où vit la majorité des pauvres.

Parmi les principaux enseignements, le rapport avait retenu que :

- Le CSLP restait pertinent dans ses orientations stratégiques et dans son programme prioritaire d'actions. Cependant, certains de ses objectifs pour 2004, notamment ceux de la croissance, de réduction de la pauvreté, d'éducation et de santé, devaient être révisés.
- L'accélération de la croissance économique étant une condition fondamentale pour la réduction durable de la pauvreté, il était nécessaire de mettre l'accent sur la réduction de la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes et de renforcer l'ancrage de la croissance dans la sphère des pauvres.

- La nécessité d'améliorer la gestion des dépenses publiques et de s'acheminer progressivement vers la décentralisation et la déconcentration du budget et faciliter la disponibilité des ressources nécessaires pour la prestation des services de proximité,
- L'importance de l'adoption d'une approche régionale au CSLP, par la mise en place de programmes de réduction de la pauvreté dans chacune des 13 wilayas du pays,
- La capacité d'absorption et le rythme d'engagement des dépenses dans les secteurs sociaux clés doivent être améliorés
- Il faut impliquer de façon effective la Société Civile dans les programmes du CSLP afin d'en accélérer l'exécution et renforcer le sentiment d'appropriation de stratégie au niveau national.

Sur la base de ces constats, des perspectives révisées avaient été établies pour la période 2002-2004. Dans le plan d'action du CSLP révisé, on note des ajustements portant sur les principaux indicateurs:

- incidence de la pauvreté : 42,3 pour cent au lieu de 39 pour cent prévus pour 2004
- extrême pauvreté : 25,9 pour cent au lieu de 22 pour cent pour 2004
- incidence pauvreté rurale : 54,9 pour cent, au lieu de moins de 53 pour cent
- croissance PIB : 6,1 pour cent au lieu de 7 pour cent
- taux d'inflation : 3,5 pour cent au lieu de 3 pour cent

Le plan d'action 2002-2004 révisé est supporté par un programme d'investissement public (PIP) de 679 millions de dollars, qui avait reçu l'adhésion des partenaires (bailleurs de fonds du pays : Institutions de Bretton Woods, BAD, et les bilatéraux) lors du 4<sup>ème</sup> Groupe Consultatif pour la Mauritanie tenu en décembre 2001.

Sur le plan institutionnel, le Gouvernement a adopté, le 4 avril 2005, un nouveau décret portant organisation du dispositif institutionnel de formulation, de mise en œuvre, et de suivi et d'évaluation du CSLP, (basé sur la Loi d'orientation du n°50/2001 du 19 juillet 2000). Ce mécanisme, prévu au sein d'une structure de pilotage qui est le comité interministériel de lutte contre la pauvreté, assure, dans un cadre participatif, la coordination de la nouvelle programmation. Le Comité interministériel gère le mécanisme institutionnel tandis que les commissions de concertation entre les intervenants (Etat, secteur privé, société civile et bailleurs de fonds) offrent le cadre de concertation prévu par le CSLP. Le décret institue quatre structures d'appui technique :

- un comité technique de lutte contre la pauvreté
- des comités techniques départementaux
- des groupes techniques d'étude des thèmes
- un comité technique de suivi des dépenses

## **2.4. La situation macro-économique**

### **2.4.1. Situation générale<sup>2</sup>**

Le PIB mauritanien s'est élevé en 2003 à 308 milliards de MRO (1,2 milliard USD). Il provient à 19% du secteur primaire, 24% du secteur secondaire (y compris les activités minières), et 48% du secteur tertiaire. Cette répartition est relativement stable, bien que l'on observe une érosion tendancielle de la contribution des secteurs primaire et secondaire au profit du secteur tertiaire et des administrations publiques. Ainsi, la contribution du secteur de la pêche industrielle qui était de 4% en 1991 ne serait plus que de 2,7% en 2003. La croissance estimée du PIB en 2003 est de 4,9%, soit un rythme supérieur à celui de 2002 (3,3%), mais néanmoins en deçà du taux initialement attendu (5,4%). Elle a été tirée principalement par le secteur agricole, le secteur des transports et des communications et les administrations publiques.

<sup>2</sup> Les éléments présentés dans cette section s'appuient largement sur le rapport de revue à mi-parcours 2004 de la Commission européenne.

**Tableau 3 : Evolution du PIB à prix courants. Source : MAED**

En Millions d'Ouguiya	1999	2000	2001	2002	2003	2004*
<b>PIB Secteur primaire</b>	<b>42 652</b>	<b>43 642</b>	<b>46 362</b>	<b>50 158</b>	<b>58 159</b>	<b>62 047</b>
PIB Agriculture	10 666	9 106	8 479	9 081	12 704	11 574
PIB Elevage	28 819	31 183	32 942	35 055	39 156	42 367
PIB Pêche artisanale	3 167	3 353	4 941	6 022	6 299	8 106
<b>PIB Secteur secondaire</b>	<b>53 511</b>	<b>62 509</b>	<b>61 857</b>	<b>66 443</b>	<b>75 092</b>	<b>97 633</b>
PIB Mines	24 070	29 335	25 473	26 643	29 084	38 216
PIB Industries manufacturières	16 925	16 988	15 711	14 959	16 248	18 260
PIB Pêche industrielle	8 091	8 860	9 150	8 231	8 841	9 787
PIB Autres industries et artisanat	8 834	8 128	6 561	6 728	7 407	8 473
PIB BTP	12 516	16 186	20 673	24 841	29 760	41 157
<b>PIB Secteur tertiaire</b>	<b>85 001</b>	<b>94 336</b>	<b>115 127</b>	<b>126 692</b>	<b>146 840</b>	<b>164 938</b>
PIB Services privés	64 469	71 449	89 619	99 344	109 920	124 990
PIB Transports & télécommunications	16 613	19 072	28 372	32 384	35 842	40 179
PIB Commerce, restaurant & hôtels	36 955	39 622	44 547	47 222	52 228	59 749
PIB Autres services privés	10 901	12 755	16 700	19 738	21 850	25 062
PIB Administrations publiques (APU)	20 532	22 887	25 508	27 348	36 920	39 948
PIB marchand	160 632	177 600	197 838	215 945	243 171	284 670
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>181 164</b>	<b>200 487</b>	<b>223 346</b>	<b>243 293</b>	<b>280 091</b>	<b>324 618</b>
Taxes indirectes nettes de subventions	20 856	21 264	23 809	25 188	28 344	32 766
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>202 020</b>	<b>221 751</b>	<b>247 155</b>	<b>268 481</b>	<b>308 435</b>	<b>357 384</b>

**Tableau 4 : Taux de croissance annuels du PIB à prix courants. Source : MAED**

Taux de croissance annuels	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>PIB Secteur primaire</b>		<b>2.3%</b>	<b>6.2%</b>	<b>8.2%</b>	<b>16.0%</b>	<b>6.7%</b>
PIB Agriculture		-14.6%	-6.9%	7.1%	39.9%	-8.9%
PIB Elevage		8.2%	5.6%	6.4%	11.7%	8.2%
PIB Pêche artisanale		5.9%	47.4%	21.9%	4.6%	28.7%
<b>PIB Secteur secondaire</b>		<b>16.8%</b>	<b>-1.0%</b>	<b>7.4%</b>	<b>13.0%</b>	<b>30.0%</b>
PIB Mines		21.9%	-13.2%	4.6%	9.2%	31.4%
PIB Industries manufacturières		0.4%	-7.5%	-4.8%	8.6%	12.4%
PIB Pêche industrielle		9.5%	3.3%	-10.0%	7.4%	10.7%
PIB Autres industries et artisanat		-8.0%	-19.3%	2.5%	10.1%	14.4%
PIB BTP		29.3%	27.7%	20.2%	19.8%	38.3%
<b>PIB Secteur tertiaire</b>		<b>11.0%</b>	<b>22.0%</b>	<b>10.0%</b>	<b>15.9%</b>	<b>12.3%</b>
PIB Services privés		10.8%	25.4%	10.9%	10.6%	13.7%
PIB Transports & télécommunications		14.8%	48.8%	14.1%	10.7%	12.1%
PIB Commerce, restaurant & hôtels		7.2%	12.4%	6.0%	10.6%	14.4%
PIB Autres services privés		17.0%	30.9%	18.2%	10.7%	14.7%
PIB Administrations publiques (APU)		11.5%	11.5%	7.2%	35.0%	8.2%
PIB marchand		10.6%	11.4%	9.2%	12.6%	17.1%
<b>PIB au coût des facteurs</b>		<b>10.7%</b>	<b>11.4%</b>	<b>8.9%</b>	<b>15.1%</b>	<b>15.9%</b>
Taxes indirectes nettes de subventions		2.0%	12.0%	5.8%	12.5%	15.6%
<b>PIB aux prix du marché</b>		<b>9.8%</b>	<b>11.5%</b>	<b>8.6%</b>	<b>14.9%</b>	<b>15.9%</b>

L'inflation moyenne, mesurée par l'indice des prix à la consommation de Nouakchott, a été en 2003 de 5,1% principalement en raison de l'effet de niveau résultant de la forte hausse des prix dans la deuxième moitié de l'année 2002. La hausse des prix est essentiellement imputable aux produits alimentaires, et au poste habitation (dont l'évolution est principalement déterminée par les hydrocarbures et le charbon de bois). Il semble cependant que cet indice ne reflète que partiellement l'évolution réelle des prix.



En 2003, les recettes budgétaires ont baissé de 13,5% et, parallèlement, les dépenses publiques se sont accrues de 11,1%. Le déficit budgétaire hors dons a été de 12 milliards de MRO (24,7 M USD), soit 4,1% du PIB<sup>3</sup>. Cette diminution est principalement liée au versement en 2002 de deux tranches de la compensation financière de l'Union européenne au titre de l'accord de pêche. Hors compensation financière, les recettes publiques progressent de 5,1%, avec une augmentation de 9,6% des recettes fiscales. Les dépenses publiques et prêts nets ont représenté 31,7% du PIB, quasiment la même proportion qu'en 2002. 35% du total (soit 11,4% du PIB) est alloué aux secteurs prioritaires (secteurs sociaux et lutte contre la pauvreté). En valeur absolue, les dépenses courantes ont progressé de 9,5% par rapport à 2002, atteignant 57 milliards de MRO (216,56 MUSD).

Les dépenses d'investissement et prêts nets ont crû de plus de 15% en 2003. Les ressources extérieures représentent 38% du total, en progression de 11,2% par rapport à 2002. 62% des dépenses globales en capital ont été autofinancées par l'État ; ceci est principalement dû à la budgétisation, comme financement intérieur, des ressources additionnelles obtenues par la Mauritanie dans le cadre de l'initiative PPTE. Le point d'achèvement de l'initiative PPTE avait été atteint en juin 2002, ce qui a permis de réduire le service de la dette de 36,1% du total des exportations à 19,4%. Dans le cadre de l'initiative PPTE, le gouvernement mauritanien s'est engagé à affecter les ressources qui en résultent au financement de projets dans les secteurs sociaux, ou qui ont une incidence sur la réduction de la pauvreté. Les ressources PPTE ont représenté en 2003 17,4 milliards de MRO (66,1 M USD), dont 10,1 milliards de MRO (38,37 M USD) ont été programmés ; 29,2% du total des dépenses de lutte contre la pauvreté proviennent ainsi de ressources PPTE. La part des secteurs sociaux dans le budget de l'État est passée de 30% en 2000 à 35% en 2003. La budgétisation de l'ensemble des ressources PPTE comme de l'accord de pêche constitue un progrès, mais il importe de s'assurer que l'ensemble des ressources de l'État et de ses dépenses est effectivement inscrit au budget, ce qui n'était pas le cas jusqu'en 2004 inclus avec une budgétisation partielle de la contrepartie.

La politique budgétaire suivie en 2003 a été essentiellement axée sur la poursuite de la réforme de la fiscalité, le renforcement des capacités de l'administration fiscale, et l'augmentation des dépenses courantes et d'investissement dans les secteurs sociaux et les programmes de lutte contre la pauvreté.

Les réserves de change couvrent environ 7 mois d'importations. La position extérieure de la Mauritanie demeure pourtant vulnérable du fait de sa spécialisation sur l'exportation de deux produits primaires sujets à de fortes fluctuations de prix et de volume (minerai de fer et produits de la pêche) et de sa dépendance énergétique. Le marché des changes a ainsi connu des perturbations notables durant l'été 2003, avec un écart entre les taux parallèle et officiel qui aurait dépassé au moins 15%. Il y a lieu de s'inquiéter de cette différence qui fausse le jeu économique. De plus, le rôle du système bancaire qui ne permet pas un accès permanent aux devises et est très opaque risque d'entraver le développement économique.

Après l'expiration en décembre 2002 du premier accord pour la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) accordée en 1999, le Fonds Monétaire International a approuvé en juillet 2003 un nouvel arrangement d'une durée de trois ans et d'un montant de 8,8 MUSD (2,3 Md MRO). L'objectif de cette facilité est de soutenir la croissance et de réduire la pauvreté en se concentrant sur la réforme du secteur bancaire et du système de change, et sur le renforcement des capacités et la gouvernance – soit les principales faiblesses identifiées lors de l'exécution du précédent arrangement – tout en maintenant la stabilité du cadre macro économique.

Il convient cependant de signaler que la revue semi-annuelle de la Banque Centrale, effectuée dans le cadre du programme du FMI, entamée aux mois de janvier 2004 n'est toujours pas finalisée. Une mission complémentaire s'est déroulée au mois de septembre 2004, avec pour objectifs la discussion du projet de loi de finances 2005, la mise à jour des CDMT global et sectoriels, ainsi que l'établissement de la situation économique 2004. Les objectifs de cette mission n'ont pu être complètement remplis et le FMI n'a toujours pas complété sa revue. La mission s'est en effet concentrée sur le réexamen de la situation économique 2003 et des chiffres provisoires pour 2004, les données actuellement disponibles (et mentionnées dans ce rapport) étant aujourd'hui remises en question.

---

<sup>3</sup> Source : Note de cadrage macroéconomique, Rapport CSLP 2003 (version provisoire).

La Mauritanie a une économie ouverte où le commerce extérieur représente près de 77% du PIB. Ce commerce extérieur s'effectue principalement avec les pays industrialisés, d'où proviennent environ 2/3 des importations, et qui absorbent plus de 75% des exportations<sup>4</sup>. La zone euro est la première zone de partenariat commercial. Au niveau régional, les partenaires traditionnels de la Mauritanie sont ses voisins d'Afrique subsaharienne, membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

En 2003, les exportations estimées se sont élevées à 306,1 M USD dont 175,3 M USD de minerai de fer (57,3%) et 125,7 M USD de produits halieutiques (41,1%). Les exportations sont en recul de 7% par rapport à leur niveau de 2002, avec un recul de 4,6% pour le minerai de fer et de 12,4% pour les produits halieutiques. Les importations, beaucoup plus diversifiées, se sont élevées en 2003 à 511,7 M USD, soit une progression de 22,4% par rapport à 2002 en raison du niveau avancé de la prospection pétrolière et du taux d'exécution élevé des dépenses publiques. Les principales importations sont les produits pétroliers, les produits alimentaires, les biens d'équipement et les biens manufacturés. Ces évolutions conjuguées se traduisent par un important creusement du déficit commercial (x 2,3) qui a atteint 205,6 M USD en 2003, soit environ 19% du PIB. Le tassement des exportations de minerai et de produits halieutiques tend à devenir structurel. Il importerait de réduire la dépendance du pays à l'égard de ces deux produits par une diversification du commerce. L'UE est le premier partenaire commercial de la Mauritanie, dont elle représentait, en 2001 76% des exportations, et 64 pour cent des importations.

---

<sup>4</sup> FMI 2002.

**Tableau 5 : Donnés du commerce extérieur mauritanien. Source : MAED**

(en M USD)	2000	2001	2002	2003 (est)
Importations	-336.2	-372.3	-418	-511.7
Exportations	359.1	345.1	329.3	306.1
Exp Fer	194.1	178.5	183.8	175.3
Exp Poisson	149.1	156.9	143.5	125.7
Exp Autres	15.9	9.7	2	5.1
<b>Solde</b>	<b>22.9</b>	<b>-27.2</b>	<b>-88.7</b>	<b>-205.6</b>

Pour ce qui est des accords commerciaux, la Mauritanie est membre de l'OMC depuis sa création en 1995 et est ainsi liée par tous les accords multilatéraux de cet organisme. En tant que PMA, elle bénéficie de l'initiative européenne « Tout sauf les armes ». et du système de préférences accordé par le Japon aux pays de cette catégorie économique. Sur le plan régional, depuis son retrait de la CEDEAO, la Mauritanie n'offre ni ne reçoit de préférences tarifaires de l'un ou l'autre de ses partenaires commerciaux de la région.

Le creusement du déficit commercial a un impact sur la balance des paiements courants. Le poste services de la balance indique également une dégradation du déficit en raison des investissements élevés consentis dans l'exploration pétrolière. D'après les estimations de la Banque Mondiale présentées dans le tableau suivant, le déficit de la balance des paiements courants devrait se situer aux alentours de 250 MUSD en 2003 et 2004. La contrepartie financière versée par la Communauté (estimée à 85 MUSD par la Banque Mondiale, mais en réalité plus proche de 100 MUSD en raison de l'affermissement de l'euro face au dollar) constitue le principal poste de recettes en devises hors exportations. D'après les autorités mauritaniennes, la contrepartie financière de l'accord (classée dans les recettes services facteurs) représenterait 30% des recettes en devise de la Mauritanie. Les recettes de la vente des licences sont classées dans les services non-facteurs.

**Tableau 6 : Balance des paiements courants en MUSD. 2000 et 2001 données réelles, 2002 estimations, 2003 et 2004 projections. Source : Banque Mondiale**

Rubrique	Sous-rubrique	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Commerce extérieur</b>		<b>8.5</b>	<b>-33.7</b>	<b>-87.7</b>	<b>-130.7</b>	<b>-132.7</b>
<b>Services</b>		<b>-133.3</b>	<b>-194.4</b>	<b>-59.0</b>	<b>-214.9</b>	<b>-233.2</b>
	Non-facteurs	-152.2	-171.5	-193.5	-275.9	-294.1
	dont exploration pétrolière	-26.8	-62.2	-87.9	-163.6	-183.4
	Facteurs	19.0	-22.8	134.4	61.0	61.0
	dont accord de pêche	47.5	0.0	161.6	84.2	85.5
<b>Transferts privés</b>		<b>35.4</b>	<b>47.9</b>	<b>30.4</b>	<b>36.5</b>	<b>41.0</b>
<b>Transferts officiels</b>		<b>63.4</b>	<b>75.6</b>	<b>65.1</b>	<b>71.4</b>	<b>61.4</b>
<b>Balance courante</b>		<b>-26.0</b>	<b>-104.6</b>	<b>-51.2</b>	<b>-237.7</b>	<b>-263.5</b>

Les perspectives économiques à court et moyen termes dépendent fortement de la perspective de l'exploitation prochaine des ressources en hydrocarbures. A partir de 2006, des recettes pétrolières considérables sont attendues des gisements Chinguetti et Thiof. En l'absence d'indication officielle il est difficile d'avancer des chiffres, le PSA (*Production Sharing Agreement*) comportant une clause de rupture de contrat dans le cas où l'un des opérateurs privés rendrait public le contenu de ce dernier ; cependant, ces ressources seraient suffisantes pour que l'Etat mauritanien puisse à partir de 2007 se passer de programmes d'appui budgétaire. On estime, des sources des bailleurs de fonds, que la production pétrolière dont le démarrage de l'exportation est attendu pour le début 2006, pourrait contribuer jusqu'à 2-3% à la croissance qui pourrait atteindre un taux moyen de 6,7 pour cent entre 2003 et 2007. Le taux

pourrait s'élever à 9-10 % sur le long terme. Cependant, pour atteindre ces taux de croissance élevés, sous l'impulsion du secteur pûé, le pays devrait maintenir un cadre macroéconomique stable et promouvoir un environnement favorable, sous réserve de la poursuite et de l'approfondissement des réformes réglementaires, structurelles et institutionnelles, nécessaires pour faire face au défi que pose notamment la gestion de la manne pétrolière.

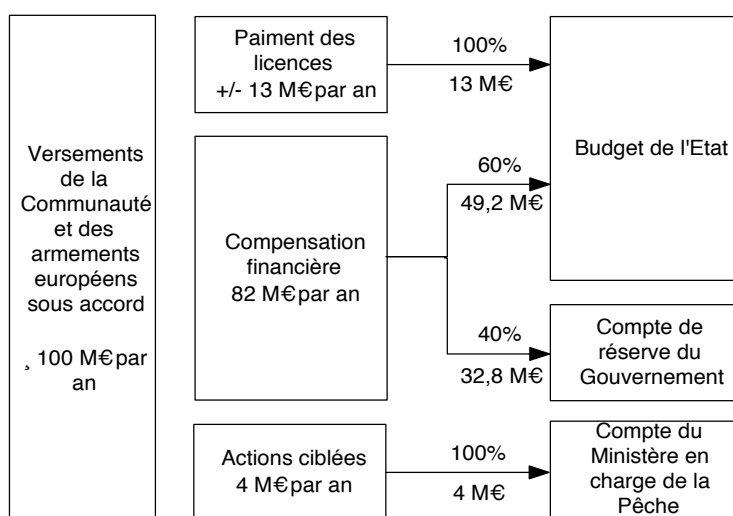
Pour ce qui est de l'utilisation des futures ressources pétrolières, trois fonds seraient envisagés :

- un fonds pour les générations futures;
- un fonds pour les dépenses dans les secteurs prioritaires du CSLP ;
- un fonds de réserve (apparemment par le même mécanisme que pour la partie non budgétisée de l'accord de pêche, voir infra).

L'adhésion de la Mauritanie à l'initiative sur la transparence des industries extractives devrait être prochainement abordée.

#### **2.4.2. Utilisation des fonds de l'accord de pêche**

En contrepartie de l'accès de ses navires, la Communauté verse un total de 86 M€ par an, dont 82 M€ de compensation et 4 M€ pour le financement des actions ciblées détaillées par le protocole. S'ajoute à ce montant les paiements des armateurs pour les licences de pêche (+/- 13 M€ par an). L'utilisation de ces fonds est résumée sur la figure suivante. Le dispositif adopté par la Mauritanie présente la singularité de ne budgéter que 60% de la compensation financière, les 40% restants étant versés sur un compte de réserve.



**Figure 1 : Structure financière et budgétaire de l'utilisation des fonds communautaires jusqu'en 2004**

Le Gouvernement mauritanien incorpore 60% de la compensation financière (soit 49,2 M€) aux recettes générales du budget de l'Etat. L'utilisation de ces fonds est ensuite décidée en fonction des priorités gouvernementales (et notamment le CSLP) suivant les procédures budgétaires en place (demandes des Ministères, décisions du Conseil des Ministres, vote de la Loi de finances par la Chambre des Représentants). La contribution des armateurs européens travaillant sous accord au titre de frais de licences est également intégrée aux recettes budgétaires générales.

Les recettes de la pêche représentaient en 2003 26% des recettes budgétaires de l'Etat. La compensation financière et les frais de licences payés par les armateurs de l'UE sous accord représentent 81% des recettes liées à ce secteur.

**Tableau 7 : Contribution du secteur de la pêche aux recettes publiques en millions de MRO. Sources : Ministère des finances**

	2001	2001*	2002	2003
Droit d'accès (licences nationales)	1 057	1 098	1 448	1 457
Taxes pélagiques (navires affrétés)	858	928	474	351
Licences libres	1 933	1 876	2 215	2 063
<b>Armateurs UE (licences sous accord)</b>	<b>844</b>	<b>1 135</b>	<b>3 734</b>	<b>3 560</b>
Amendes pêche	348	240	280	278
<b>Compensation budgétisée (60%)</b>	<b>6 100</b>	<b>0</b>	<b>26 200</b>	<b>15 080</b>
<b>Compensation non budgétisée (40%)</b>	<b>5 300</b>	<b>0</b>	<b>17 400</b>	<b>10 100</b>
<b>Total secteur pêche budgétisé</b>	<b>11 140</b>	<b>5 277</b>	<b>34 351</b>	<b>22 789</b>
Recettes budget Etat	57 960	64 900	101 130	86 700
% pêche / recettes budget Etat	19%	8%	34%	26%

\* Compte-tenu du renouvellement de l'accord mi-2001, le versement de la compensation a été budgété pour 2002.

Jusqu'en 2004 inclus, 40% de la compensation financière payée par la Communauté (32,8 M€) n'était pas incluse au budget de l'Etat et versée sur un compte de réserve du Gouvernement<sup>5</sup>. Les sommes en question seraient utilisées pour contribuer à des opérations financières (couverture de taux de change par exemple) mais aucune statistique détaillée n'a pu être obtenue.

Enfin, les 4 M€ prévus par le protocole pour le financement des actions ciblées sont versés sur un compte du Ministère en charge de la Pêche et s'additionnent au budget national accordé à ce Ministère par la loi de finances. L'étude reviendra sur l'apport de ces fonds dans la partie 3 (le cadre institutionnel).

### **2.4.3. Investissements étrangers**

Les réformes économiques, à la fois structurelles et législatives, réalisées au cours de ces dernières années ont permis une libéralisation de l'économie et du commerce et un assainissement du secteur financier. A partir de 2002, l'ensemble des textes régissant l'activité économique a été remanié et rationalisé dans un souci de simplification. Il s'agit notamment du code des douanes, des impôts, des marchés publics, des investissements et des codes sectoriels (mines, pêche, commerce, assurance). Malgré le contexte très favorable créé par ces réformes, les flux d'investissements directs étrangers (IED) restent modestes. Cependant, ces flux ont connu une croissance significative ces dernières années, suite notamment à la privatisation des télécommunications, et aux développements dans la recherche pétrolière et minière, passant de 117 à 214,5 millions USD entre 2002 et 2003. Pour la recherche pétrolière, les investissements déjà réalisés sont estimés à plus de 200 millions USD, dont 100 millions USD en 2002. Les compagnies pétrolières disent avoir investi 235 millions USD et prévoient un investissement de 1080 millions USD sur la période 2003-2007. Aussi, après avoir été en retard par rapport à ses voisins directs, le Sénégal et le Mali durant les années 1990, le taux d'investissement en Mauritanie a dépassé ces deux pays à partir de 2001.

## **3. La stratégie sociale**

Le Ministère de l'Education Nationale dont relève l'enseignement général du fondamental à l'université, le Ministère chargé de la lutte contre l'Analphabétisme, de l'Orientation Islamique et de l'Enseignement

<sup>5</sup> Le FMI a critiqué cette façon de procéder en estimant que les fonds versés sur ce compte de réserve n'étaient pas soumis aux procédures nationales de contrôle budgétaire, et a recommandé que l'intégralité de la compensation payée par la Communauté soit intégrée au budget. Les autorités mauritaniennes auraient récemment accepté cette recommandation.

originel, le Secrétariat d'Etat chargé de la Condition féminine dont relève notamment le préscolaire, le Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des sports, celui de la Fonction Publique et du Travail dont relève les problèmes liés à l'emploi et à la formation professionnelle, celui de la Santé et des Affaires Sociales, celui du Développement Rural, de l'Hydraulique et de l'Environnement, sont chacun en ce qui le concerne, chargé d'une partie du secteur social dont le développement est intégré dans leurs politiques et stratégies sectorielles.

Les objectifs et stratégies sectoriels obéissent tous aux objectifs et stratégies tracés par le CSLP pour chaque secteur et centrés sur la lutte contre la pauvreté au sens large, et convergent vers la satisfaction des objectifs de développement social définis par ce Cadre, en conformité avec les recommandations des objectifs du millénaire pour le développements (OMD) (scolarisation, alphabétisation, couverture sanitaire, accès à l'eau potable, habitat etc.). Ces stratégies sont élaborées suivant le mode participatif défini par le CSLP, avec la participation des différents acteurs (Gouvernement, secteur privé, Société civile, bailleurs de fonds).

### **3.1. Amélioration du niveau global d'éducation**

En fusionnant les filières arabes et françaises en une seule filière bilingue arabe- français, avec le renforcement des disciplines scientifiques et des langues étrangères, la loi 99012 du 26 avril 1999 portant réforme du système éducatif a marqué un tournant décisif dans le système éducatif national. Celui-ci a enregistré un développement rapide, avec un taux de scolarisation de 86% en 1998, le plus élevé de la sous-région. Néanmoins, le système national d'éducation à vocation généraliste dominante, n'a pas permis de résoudre le problème aigu de manque de qualification professionnelle, dont souffrent les nombreuses PME mauritaniennes, que n'ont pas pu atténuer l'auto formation et l'apprentissage non organisé, très répandus. Face à une demande croissante en main d'œuvre qualifiée, l'offre nationale de formation professionnelle et technique, bien que touchant 205 spécialités différentes, est restée qualitativement modeste et quantitativement faible. De plus, les qualifications produites par le système actuel ne répondent toujours pas aux exigences des entreprises. La stratégie du Gouvernement en matière d'éducation vise en priorité à assurer à chaque enfant mauritanien une scolarisation de base de 10 ans (Fondamental et 1<sup>er</sup> cycle du Secondaire) à partir de 2007, et ensuite à offrir des possibilités d'une formation qualifiante adaptée aux besoins du marché du travail. Dans le cadre de cette stratégie, les objectifs transversaux du secteur sont : (i) l'amélioration de l'efficacité interne et externe, (ii) la promotion de la qualité de l'enseignement (iii) et le renforcement des capacités de gestion, de planification et de pilotage du système. Les principaux objectifs révisés du CSLP pour l'an 2010, sont de garantir l'accès universel, de porter le taux de rétention (proportion des enfants qui terminent le cycle fondamental) à 78 pour cent, le taux d'analphabétisme des adultes à 13 pour cent et les dépenses d'éducation à 5 pour cent du PIB.

### **3.2. Amélioration du système de Santé**

La politique du CSLP en matière de santé publique vise à garantir à tout citoyen l'accès à la médecine préventive et des soins de qualité. La stratégie du secteur de la santé s'articule autour de trois axes opérationnels majeurs : (i) améliorer l'état de santé des populations en particulier les plus pauvres et réduire la morbidité et la mortalité liées aux principales maladies, (ii) renforcer l'équité, la qualité, l'efficacité et l'accessibilité durable aux soins essentiels, et (iii) développer un environnement favorable à la santé. Les objectifs prioritaires chiffrés sont de (i) ramener le taux de mortalité infanto - juvénile (de 140 pour 1000 en 1998) à moins de 103 en 2010, le taux de couverture par une USB (unité de santé de base) dans un rayon de 5km à 90 pour cent (73 pour cent en l'an 2000), celui de la prévalence du VIH chez les femmes enceintes à 1% en 2010 (0,5 pour cent en 2000).

### **3.3. Augmenter l'accès à l'eau potable**

Ici, la stratégie sectorielle vise l'amélioration rapide de l'accès de l'ensemble de la population à l'eau potable, en accordant la priorité aux couches les plus défavorisées. L'objectif à long terme est de doter tous les villages de plus de 500 habitants d'un réseau d'adduction d'eau potable et de porter le taux de desserte à 54 pour cent en milieu urbain (35 pour cent en 1997).

### **3.4. Promotion du plein emploi**

Bien que les statistiques fiables font défaut, les estimations des démographes situent la population active actuelle entre 800 000 et 900 000 personnes, dont environ 45 pour cent de ruraux et 60 pour cent dans les villes, principalement à Nouakchott qui a reçu l'essentiel du flux migratoire issu de l'exode rural de ces dernières années. Le chômage touche 25 à 30% de cette population. Ce taux élevé s'explique par le gel depuis quelques années des effectifs de la fonction publique, jadis principal pourvoyeur d'emplois, et la faible création d'emplois par le secteur privé qui, avec la libéralisation de l'économie à son profit, est censé être le principal créateur d'emploi. Le marché du travail est aussi caractérisé par les faibles qualifications de la main d'œuvre dont la grande majorité est occupée dans l'économie informelle.

Sur le plan institutionnel, le Code du travail et la convention collective rénovée ont institué la liberté syndicale qui a permis la constitution de plusieurs centrales syndicales de travailleurs. Dans le domaine de l'emploi embarqué, une convention collective définissant les droits minimaux des marins n'existe toujours pas.

La stratégie mise en œuvre pour parvenir à l'objectif de plein emploi est centrée sur la formation adaptée aux besoins du marché du travail, et la promotion des micro et petites entreprises à travers notamment le développement de la micro-finance.

### **3.5. Améliorer les opportunités et les conditions de vie des pauvres en milieu urbain et rural.**

La mise en place d'une Agence de Développement (ADU) et d'un Plan de Développement Urbain (PDU), et d'une Agence de promotion de l'accès universel, est destinée à faciliter la mise en œuvre de mesures en faveur des couches pauvres, centrées notamment sur : (i) la restructuration des quartiers précaires de Nouakchott et de Nouadhibou et leur intégration dans le tissu urbain, (ii) la fourniture des infrastructures économiques de base (eau, électricité, télécommunications, assainissement, voiries etc.) dans l'ensemble des 13 capitales régionales, en adoptant l'approche des travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), afin de soutenir les activités économiques créatrices d'emplois, (iii) l'amélioration de l'habitat.

### **3.6. Financement de la stratégie sociale/ état d'exécution**

Les secteurs sociaux sont pris en compte dans les CDMT mis en place à partir de 2002, financés en partie sur budget de l'Etat, mais principalement par les bailleurs de fonds de la Mauritanie dont les principaux sont, parmi les multilatéraux : la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale, et l'UE, et parmi les bilatéraux les fonds arabes, le Japon, la France, l'Allemagne et l'Espagne. Ces financements ont permis de lancer les différents chantiers récapitulés ci-dessus, dont les débuts sont jugés par les différents intervenants comme prometteurs.

## 4. Stratégie environnementale

Avec la loi n°2000-045 du 26 juillet 2000 portant code de l'environnement, le Gouvernement a défini les principes qui fondent sa politique générale en matière d'environnement, ainsi que le cadre légal et institutionnel destiné à la mise en œuvre des objectifs et stratégies arrêtés par cette politique. Les objectifs assignés à la politique environnementale sont de garantir :

- la conservation de la diversité biologique et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- la lutte contre la désertification
- la lutte contre les pollutions et nuisances
- l'amélioration et la protection du cadre de vie
- l'harmonisation du développement avec la sauvegarde du milieu naturel

En matière d'environnement, la Mauritanie a signé et ratifié les principales conventions internationales :

- La Convention sur la Diversité Biologique (CBD) en 1996 ;
- La Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Ramsar) en 1982 ;
- La Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (WHC Unesco) en 1992 ;
- La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) en 1998 ;
- La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) en 1998.

### 4.1. Le cadre institutionnel.

Au niveau institutionnel, le « Ministre chargé de l'environnement » coiffe les organes en charge de la gestion de l'environnement. Un Conseil National Environnement et Développement (CNED) avec des membres choisis pour leur compétence en matière environnementale, est chargé de proposer les grandes orientations nationales en matière de stratégie environnementale. Un Plan National d'Action pour l'Environnement et le Développement Durable (PANE), à l'élaboration duquel est associé l'ensemble des intervenants dans le domaine de l'environnement (organes de l'Etat, collectivités locales, associations de défense de l'environnement) doit assurer la planification, la coordination et la cohérence des actions relatives à la protection et à l'amélioration de l'environnement. Ce PANE intègre l'ensemble des actions pour l'environnement. Les activités susceptibles d'avoir des effets sensibles sur l'environnement (dont la liste est arrêtée par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ME) sont soumises à une autorisation préalable du Ministre chargé de l'environnement, sur la base d'une Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE).

Dans le cadre de la protection des ressources naturelles et du milieu naturel, des dispositions sont prévues notamment pour protéger les espèces animales ou végétales en voie d'extinction (ce qui s'applique en particulier au phoque moine du cap Blanc, et à la tortue verte), d'autres concernent l'importation d'espèces exotiques et/ou transgéniques, la protection de l'Atmosphère contre les pollutions par les gaz, la protection des eaux et leur régénération, celle du sol et du sous sol etc. La loi institue un Fonds d'Intervention pour l'Environnement (FIE), destiné au financement des activités de protection et de restauration liées aux conséquences de la dégradation de l'environnement.



## **4.2. Le PANE**

Le PANE a été mis en place depuis cinq ans, en tant que structure (projet) autonome soutenue par des bailleurs de fonds étrangers et l'appui technique et institutionnel du PNUD et de l'UICN. Il est articulé en 5 axes stratégiques.

- Axe1 : Se donner les moyens institutionnels et politiques de gérer efficacement les ressources naturelles : cet axe traite de la structure gouvernementale en charge de la protection de l'environnement, avec plusieurs propositions alternatives : Ministère, Agence autonome etc.
- Axe 2 : Favoriser l'accès durable aux services de base.
- Axe3 : Favoriser la gestion intégrée et l'utilisation efficace des ressources naturelles.
- Axe 4 : Gérer l'environnement local et global, conformément aux engagements pris dans le cadre des conventions internationales
- Axe5 : Prévoir des mécanismes de financement de la stratégie de développement durable.

Malgré la mise en place d'un projet d'appui au PANE qui a duré plusieurs années et permit de réaliser des publications et des ateliers intéressants de sensibilisation sur les problèmes d'environnement, les textes d'application du Code n'ont pas encore été publiés. De même, l'ancrage institutionnel des problèmes d'environnement n'a pas encore trouvé de solution alors que le projet touche à sa fin. La suite à donner au PANE doit être arrêtée par le Gouvernement en fonction des résultats d'une étude d'évaluation du programme qui est en cours.

## **4.3. Le Code de l'environnement maritime**

Un code d'environnement maritime intégrant la problématique de l'exploitation pétrolière offshore, élaboré avec le concours de l'OMI et en concertation avec les entreprises d'exploitation pétrolières, a été soumis à l'approbation de la prochaine session du parlement (mai-juillet 2005), et des projets de textes d'application d'un certain nombre de dispositions urgentes (plan POLMAR etc.) ont été préparés avec l'aide d'organismes étrangers spécialisés comme l'OMI et le CEDRE (France). Le Gouvernement a déjà ratifié les principales conventions internationales relatives à la prévention et à la lutte contre la pollution marine. Ce code accorde une large place à la pollution par les hydrocarbures dont le danger a été accru par les perspectives imminentes d'exploitation pétrolière offshore, avec 7 blocs identifiés, le premier champs (Chinguetti) attribué à un consortium de sociétés mené par Woodside (Australie) devant commencer à produire début 2006. Woodside a déjà soumis l'EIE du Chinguetti qui devrait être suivi du plan de gestion de l'environnement relatif au projet dans lequel seront abordées les exigences spécifiques de gestion en ce qui concerne l'éventail plus large des dangers environnementaux, les mesures de gestion à mettre en œuvre pour traiter les questions de déchets, des rejets et émissions divers.

La lecture du projet de code d'environnement maritime qui ne se réfère nulle part au Code de l'environnement, ni au PANE, semble refléter une absence d'intégration des activités environnementales au niveau national, ce qui justifie, aux yeux de certains, l'idée de créer une entité nationale chargée de l'environnement, qui figurait parmi les premiers objectifs du PANE.

## **4.4. Le Code des pêches et la Loi n°2000-024 relative au PNBA**

Le Code des Pêche et la Loi 2000-24 relative au Parc National du Banc d'Arguin constituent deux dispositifs importants pour la protection des écosystèmes et de la biodiversité marine.

Le Code des pêches et son décret d'application accordent une large place à la protection des ressources biologiques marines, à travers l'obligation de mise en place des plans d'aménagement, la réglementation des engins, zones et périodes de pêche, des tailles minimales de captures, l'interdiction de certaines

techniques de pêche nocives (explosifs, poisons ), tous centrés sur l'objectif central d'exploitation rationnelle et durable des ressources halieutiques. La loi sur le Parc National du Banc d'Arguin (PNBA) y ajoute des dispositifs de protection encore plus stricts comme l'interdiction de la pêche motorisée, la limitation du nombre d'embarcations, l'interdiction de la pêche de certaines espèces menacées, la protection des millions d'oiseaux migrateurs qui fréquentent le territoire du Parc.

## **5. L'investissement privé dans le domaine de la pêche**

### **5.1. Cadre institutionnel**

#### **5.1.1. Le Code des investissements**

L'investissement en Mauritanie est régi par la loi 2002-03 du 20 janvier 2002 portant Code des investissements. Secteur exportateur par excellence, la pêche devrait être le principal bénéficiaire du nouveau Code. En effet, ce secteur bascule pratiquement en totalité dans le régime des points francs tels que définis par ce Code qui vise notamment à encourager les investissements étrangers dans les secteurs exportateurs comme celui de la pêche. Les principales facilités offertes par le Code sont les suivantes :

#### ***Régime général***

- ITS plafonné à 20 pour cent pour les agents expatriés.
- TVA au régime commun au taux 0 à l'exportation.
- Exonération à la patente et tout autre impôt sur la propriété ou l'occupation des éléments affectés à l'activité.
- Exonération de droits d'enregistrement et de timbre ; les extensions et renouvellements bénéficient des mêmes exonérations.

#### ***Régime douanier ou Régime des points francs***

Ce régime supplémentaire vise les activités de production et de prestations de services destinées exclusivement à l'exportation ou les activités indirectement destinées à l'exportation constituées par la vente intégrale et exclusive de biens ou de services aux entreprises directement exportatrices.

- exonération à l'import des matériels et matériaux, biens d'équipements, pièces de rechange, ainsi que les engins et véhicules utilitaires ;
- importation en franchise des effets personnels et d'un véhicule de tourisme pour les agents expatriés ;
- exonération à l'import des matières premières et produits semi-finis.
- exonération de tous droits et taxes à l'exportation ;
- non imposition des plus-values réinvesties ;
- exonération des intrants.

#### **Autres avantages :**

- l'entreprise peut recruter jusqu'à 4 agents étrangers sans autorisation ni permis de travail, sous réserve que les compétences nationales équivalentes ne soient pas disponibles ;
- les expatriés peuvent être affiliés à un régime autre que celui de la CNSS ;
- centralisation de toutes les formalités au niveau d'un Guichet Unique qui assure l'accueil, l'orientation et l'assistance des investisseurs ;
- délai est donné aux administrations pour répondre au guichet unique dans les 30 jours suivants le dépôt de la déclaration ; passé ce délai, le Guichet Unique peut donner l'agrément sans attendre l'avis de ces administrations.

#### **Garanties Générales**

Garanties économiques :

- Liberté d'entreprendre

- Egalité de traitement
- Règlement des différends par le Centre International pour le règlement des différends relatifs aux Investissements, CIRDI.

#### Garanties financières

- Libre transfert et libre conversion des fonds destinés à la rémunération du capital investi sous forme de dividendes.
- Libre conversion et libre transfert des capitaux étrangers en cas de cession ou de cessation d'activité, des revenus professionnels des employés étrangers de l'entreprise.

#### Durée

Les avantages sont ouverts aux investisseurs sous la seule déclaration de leurs activités ou dépenses avec obligation d'achever la réalisation de leur programme d'investissement au bout de trois ans à compter de la date de notification du Certificat d'investissement.

#### Stabilité

Ces avantages restent acquis aux ayants droits en cas de transfert d'entreprise sous quelque forme que ce soit, pourvu que les activités ou dépenses qui y ouvrent droit restent conformes à celles déclarées.

Ce Code semble par conséquent offrir des très bonnes conditions aux investisseurs dans les secteurs exportateurs comme celui de la pêche.

## 5.2. Politiques et mesures incitatives

La promotion de l'emploi à travers le développement maîtrisé de la pêche artisanale figure parmi les priorités de la politique actuelle des pêches. De même que la promotion des produits d'exportation à forte valeur ajoutée locale, qui vise en outre à accroître les recettes en devises tirées par le pays du secteur de la pêche et son intégration dans l'économie nationale. Si pour la pêche artisanale cette politique a été suivie de mesures concrètes dont la plus récente et la plus importante a été la création d'une zone de pêche exclusive interdite au chalut, limitée vers le large par les fonds de 25 mètres, l'industrie de transformation des produits de la pêche n'a pas encore bénéficié de mesures spécifiques.

Bien que les coûts des facteurs de production demeurent plus élevés que dans les pays émergents qui ont enregistré des fortes croissances au cours de ces dernières années, ils se comparent avantageusement avec ceux pratiqués dans les pays de la sous-région (tableau suivant).

**Tableau 8 : Coût (USD) comparé des facteurs dans la sous-région. Source : Chambre de commerce internationale, mars 2004**

<i><b>Facteurs</b></i>	<i><b>MAURITANIE</b></i>	<i><b>SENEGAL</b></i>	<i><b>MALI</b></i>	<i><b>BURKINA FASSO</b></i>	<i><b>COTE D'IVOIRE</b></i>	<i><b>BENIN</b></i>
Eau en m3	0,67	1,28	0,63	0,37	0,39	0,39
Electricité en KW	0,09	0,10	0,14	0,10	0,08	0,11
Main d'œuvre (salaire minimum)	75	93	47	56		49
Transport terrestre (kg/km)	0,05			0,11		0,07
Gasoil (litre)	0,40	0,51	0,80	0,75		0,53
Communication locale fixe (la minute)	0,04	0,06	0,03	0,12	0,09	

En matière d'investissement, la législation mauritanienne ne fait pas de distinction entre nationaux et étrangers.

La protection des personnes et de la propriété est garantie par la Constitution. En matière d'acquisition de la propriété privée, la législation mauritanienne assimile les étrangers et les nationaux et toute personne physique ou morale peut, sans distinction de nationalité, librement acquérir et vendre des biens meubles et immeubles. On a vu que le code des investissements garantit l'égalité juridique entre tous les investisseurs. La liberté de transfert garantie par le CI s'adresse à l'investissement réalisé ou ses produits, et ou aux dividendes et l'apport de capital en cas de cession ou d'arrêt des activités. L'investisseur est libre de recruter son personnel, y compris les expatriés si la nécessité s'en fait sentir.

Sur le plan international, la Mauritanie est signataire de plusieurs conventions, notamment la convention portant création de l'Agence multilatérale pour la garantie des investissements (AMIGA), celle de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la convention internationale pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Elle a également signé des conventions bilatérales relatives à l'investissement et à la double imposition avec plusieurs pays européens, du Maghreb et de l'ASS.

En matière de pêche, la législation maritime (loi N 95-009 du 31 janvier 1995 portant Code de la Marine Marchande) comporte cependant des restrictions concernant la naturalisation (mauritanisation) du navire, qui doit notamment:

- justifier d'une autorisation administrative de construction ou d'importation,
- être radié de son pavillon d'origine pour les navires importés,
- appartenir pour plus de la moitié à des personnes physiques ou morales mauritaniennes.

La loi introduit toutefois des souplesses, prévoyant une possibilité de naturalisation, dans les conditions de l'article précédent :

- des navires étrangers affrétés coque nue par un armateur mauritanien ou une société mauritanienne qui en assure le contrôle, l'armement, l'exploitation et la gestion nautique,
- des navires destinés à appartenir, après levée de l'option ouverte pour l'acquisition de la propriété par un contrat de crédit-bail, à des mauritaniens.

Dans ces deux derniers cas, le navire doit avoir été radié de son pavillon d'origine.

La politique de promotion de l'investissement privé est appliquée par l'entremise de la réglementation des différents secteurs économiques. Le code et la politique des pêches confient la première responsabilité pour la promotion des investissements dans le domaine de la pêche au Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime (MPEM). Tout investissement dans ce domaine, que ce soit en navires, industrie de transformation, installations aquacoles etc. doit recevoir une autorisation préalable de ce ministère dont les services contrôlent sa conformité avec les plans d'aménagement des pêches, la législation sanitaire, le code de l'environnement etc. Cependant, le Guichet Unique, organe de l'administration centrale du Ministère des Affaires Economiques et du Développement centralise et encadre les politiques initiées par le Gouvernement dans le cadre du développement de l'investissement en Mauritanie. Ce service gère toutes les activités de la promotion de l'investissement privé. L'agrément au régime des points francs du CI, pour les nationaux, relève de la Direction générale des Douanes (Ministère des Finances).

### **5.3. Contraintes et opportunités liées à la création de sociétés mixtes**

Cette désignation est couramment utilisée pour les sociétés associant des intérêts publics mauritaniens et/ou des privés nationaux à des intérêts publics ou privés étrangers, mais elle ne correspond pas à une forme juridique particulière de société. Il s'agit le plus souvent de Société Anonyme; la seule forme de Société Mixte prévue par la loi est la Société Mixte de développement, qui relève de la loi de 1967 sur les coopératives, révisée en 1998.

La Mauritanie a expérimenté la constitution de Sociétés mixtes dans le domaine de la pêche depuis les années 1960, la première entreprise ayant été mise en place dans le cadre de l'accord de pêche Mauritanie

Espagne signé en 1964, qui avait permis la mise en place de la société appelée Industrie mauritanienne des pêches (IMAPEC), appartenant à une entreprise publique espagnole, l'Institut National pour l'Industrie. Cet important complexe industriel de traitement des produits de la pêche, qui occupait plusieurs hectares de terrain au port de Nouadhibou, produisait une large gamme de produits pour l'exportation : poissons et céphalopodes congelés entiers, filets de sole congelés, conserves de thon, farine et huile de poisson, et poisson salé séché. Elle avait dû interrompre définitivement ses activités en 1979, après le départ de la flottille soviétique qui lui fournissait la matière première. Plusieurs autres sociétés mixtes avaient été constituées avec différents partenaires : des sociétés publiques algériennes, libyennes, tunisiennes, irakiennes, de l'URSS, la Roumanie, des privés japonais (la *Japan Deep Sea trawlers association*), du Koweït, portugais, scandinaves, qui ont pratiquement toutes cessé leurs activités. Cependant, malgré cette longue expérience de constitution de SM qui avait été érigée en règle avec tous les partenaires dans le domaine de la pêche, le pays ne s'était pas doté d'une législation spécifique, de sorte que chaque cas relevait d'un accord particulier qui fixait les exceptions (portant notamment sur des privilèges fiscaux ou administratifs particuliers) par rapport au droit commun sur les sociétés.

Bien que la politique mauritanienne actuelle des pêches encourage les investissements étrangers dans le secteur, la situation n'a pas évolué de sorte que les quelques SM qui existent fonctionnent suivant cette même règle à base d'exceptions (par ex la Mauritano -chinoise de pêche). Parmi les contraintes à la constitution des sociétés mixtes, les investisseurs étrangers incriminent le mauvais fonctionnement de la justice qui leur fait craindre d'être injustement dépossédés de leurs biens par certains partenaires locaux peu scrupuleux, en connivence avec certains magistrats. Cependant les Autorités économiques du pays se disent déterminées à faire en sorte que l'environnement juridique et judiciaire soit sécurisant pour les investissements privés étrangers.

Le Centre de Développement des Entreprises (CDE) et la Commission européenne se sont beaucoup investis dans le domaine de la pêche en Mauritanie, multipliant les contacts exploratoires et l'organisation de séminaires d'investisseurs potentiels. Malgré ces efforts, le bilan reste mitigé dans la mesure où il n'y avait en février 2004 que 10 sociétés mixtes créées, concernant une vingtaine de navires de pêche. Parmi les principaux obstacles à la constitution de sociétés mixtes, une étude récente du CDE<sup>6</sup> fait état de :

- Perte de contrôle de l'entreprise car la participation mauritanienne doit être légalement d'au moins 51% pour que le navire puisse battre le pavillon mauritanien ;
- Insécurité juridique (lenteur et manque d'indépendance de la justice mauritanienne)
- Manque de visibilité sur l'avenir de la ressource en raison d'un système de gestion qui ne fait pas ses preuves
- Coût élevé de la commercialisation du poisson (prélèvement des taxes et frais d'approche du marché européen)
- Prix excessif du combustible (les navires mauritaniens ne peuvent s'approvisionner sur le marché international)
- Infrastructures portuaires déficientes et manque de sociétés de services aux navires
- Inquiétude sur les conditions sanitaires qui font craindre l'éventualité d'une suspension du droit d'exporter vers la CE
- Manque de main d'œuvre embarquée et faible niveau de formation des marins mauritaniens.

Des solutions sont envisageables pour chacun de ces points. Il faut cependant noter qu'ils sont connus depuis longtemps et que force est de constater que les autorités mauritaniennes n'ont pas encore pris les mesures qui s'imposent.

---

<sup>6</sup> Identification des entreprises espagnoles envisageant des partenariats avec des promoteurs mauritaniens. Etude CDE, avril 2004, Ref : MAU/0209/02/FI

## 2<sup>ème</sup> Partie : Analyse du secteur de la pêche

### 1. Présentation générale

#### 1.1. Le ZEE mauritanienne et ses limites

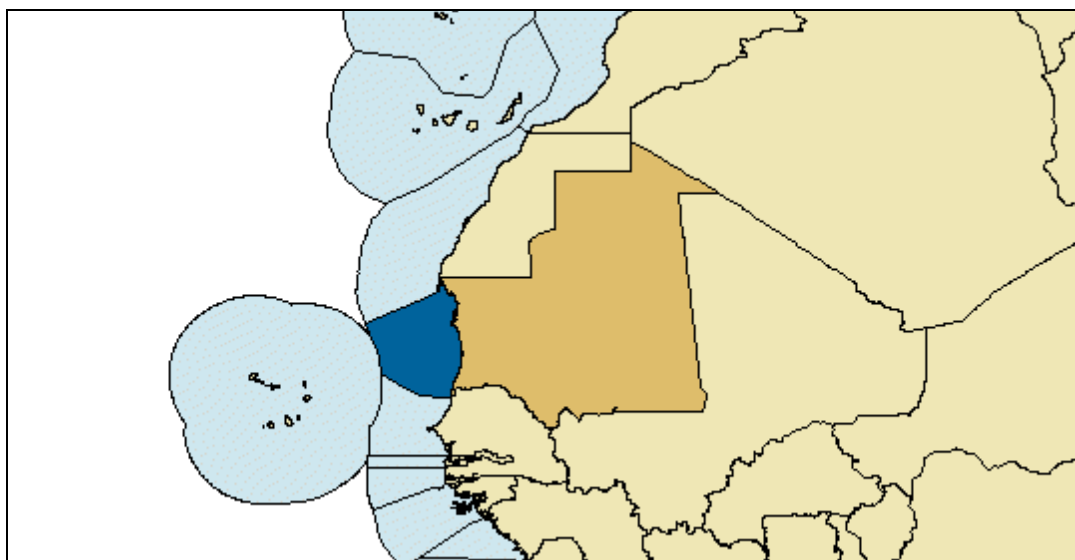


Figure 2 : Représentation schématique de la ZEE de la Mauritanie

La ZEE de la Mauritanie couvre une surface d'environ 230 000 km<sup>2</sup>. Elle est bordée au nord par la limite avec la province du Sahara Occidental au niveau du Cap Blanc à la latitude 20°36' N, au sud par la séparation avec la ZEE du Sénégal au niveau du parallèle 16°04'N, et dans l'Ouest par la ligne limite avec la ZEE des îles du Cap Vert. Les limites de la ZEE mauritanienne sont précisées dans l'Ordonnance 88.120 du 31 août 1988 portant délimitation et statut juridique de la mer territoriale, de la zone contiguë et de la ZEE. Les limites sont reconnues par la Communauté internationale et ne font l'objet d'aucun litige.

Le linéaire de côte de la Mauritanie approche les 750 km.

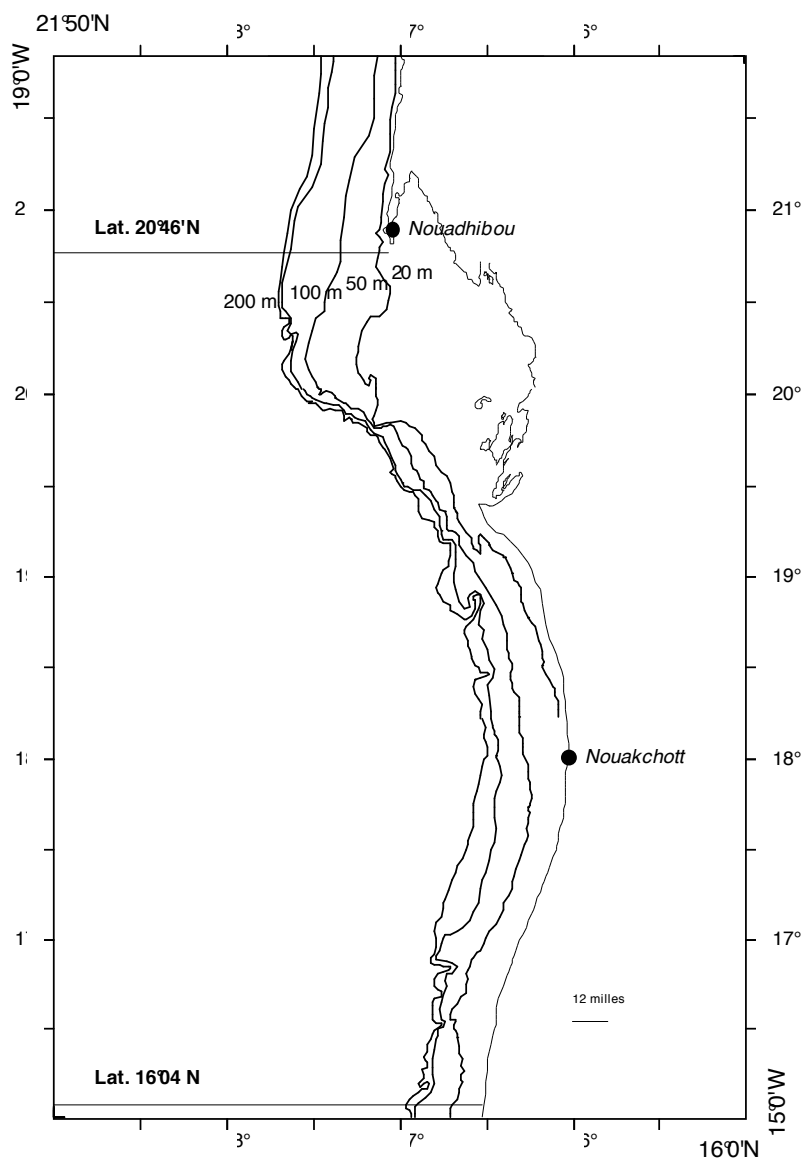
#### 1.2. Caractéristiques océanographiques de la zone

Les cartes de la nature des fonds de la ZEE indiquent une prédominance de fonds meubles chalutables. Il existe cependant des zones rocheuses intermittentes qui prédominent dans les eaux peu profondes. Des formations remarquables sont constituées par des séries de petits bancs rocheux disposés longitudinalement entre les isobathes 15 et 30 m au sud du Cap Timris. Plus au large, les fonds rocheux disparaissent. Une autre spécificité de la zone est la présence de nombreux canyons sous-marins qui découpent le bord du talus continental.

Le plateau continental jusqu'à l'isobathe 200 m couvre une surface de 39 000 km<sup>2</sup>. La zone maritime mauritanienne peut être grossièrement divisée en deux zones :

- la zone nord entre le Cap Blanc et le Cap Timris dans laquelle le plateau continental s'étend jusqu'à 80 milles marins au large. Cette zone est caractérisée par de faibles profondeurs de l'ordre de 50 m

- la zone sud qui s'étend grossièrement du Cap Timris à la frontière avec le Sénégal. Dans cette partie, le plateau continental est plus étroit : l'isobathe 200 m se trouve à moins de 30 milles de la côte et l'isobathe des 50 m à une douzaine de milles environ. La largeur du plateau diminue en descendant vers le sud.



**Figure 3 : Positions des principales isobathes au large de la Mauritanie et limites nord et sud de la ZEE**

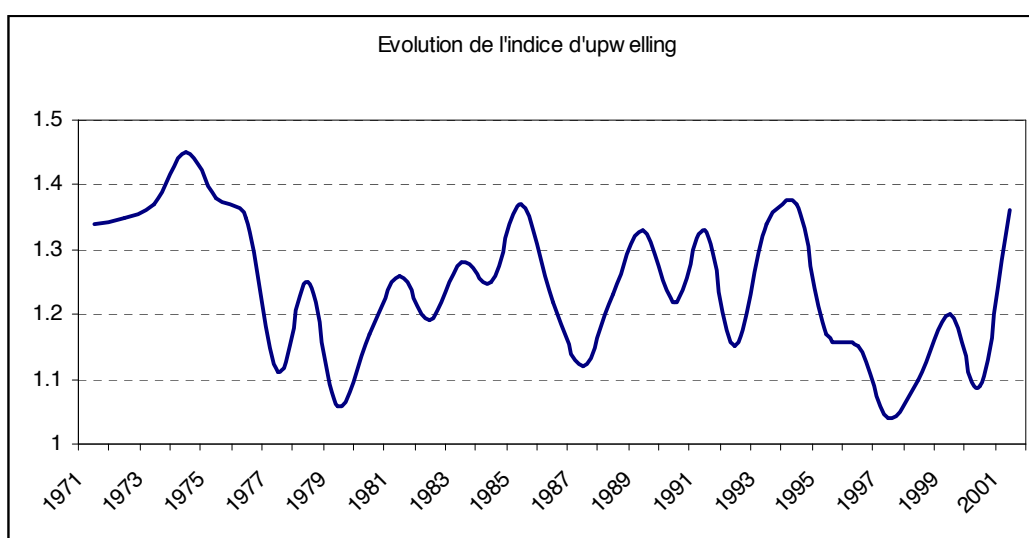
Les eaux de la ZEE mauritanienne ont la particularité d'être très productives du fait de la circulation des courants marins dans la région et du régime des vents. Les courants principaux qui touchent les eaux côtières et du large comprennent le courant des Canaries, le courant Nord Equatorial et le Contre Courant Equatorial. Le courant des Canaries, le plus important, transporte des eaux froides, riches en éléments nutritifs vers le sud-ouest. Il est plus fort près de la côte et s'atténue progressivement vers le large. Ce courant est présent toute l'année au large du Cap Blanc et se déplace à une vitesse variable de 1 à 1,5 nœuds en hiver.

Ce courant, en combinaison avec la topographie des fonds, a une influence majeure sur l'upwelling océanique (remontée d'eaux froides du fond riches en éléments nutritifs). La fréquence de l'upwelling est variable selon le lieu et la période de l'année. L'upwelling est permanent au large du Banc d'Arguin et le

long de la côte sud du Sahara occidental. Il a lieu à diverses périodes de l'année dans le sud de la zone Mauritanie, le plus souvent entre octobre et juin avec un pic entre décembre et mars.

L'intensité de l'upwelling dépend des conditions de vents et de courants et présente une variabilité interannuelle importante. En raison de son importance sur la productivité halieutique de la zone, cette variabilité a des conséquences sensibles sur les biomasses exploitables. L'évolution temporelle de l'indice d'upwelling montre à la fois une tendance cyclique interannuelle (fort upwelling à des intervalles de 5 et 10 ans) et une tendance générale. Alors que le phénomène était intense au début des années 1970, il a faibli depuis 1994, la valeur la plus basse de la série étant observée en 1997. Sur une période de 30 ans, on observe une tendance générale à la hausse des températures de surface pour les deux zones nord et sud avec une certaine périodicité. La température était basse au début des années 1970 (inférieure à 21,5 °C) alors qu'elle est régulièrement supérieure à 21,8 °C à partir de 1994.

La figure suivante indique les variations de l'intensité de l'upwelling mesurée à partir d'un indice composite intégrant les températures de surface et leurs variations par rapport à la normale.



**Figure 4 : Variations annuelles de l'indice d'upwelling au large des côtes mauritaniennes. Source : IMROP**

Comme on le verra dans d'autres parties, l'abondance de certaines espèces cibles des pêcheries mauritaniennes s'avère fortement corrélée avec l'intensité de l'upwelling.

### 1.3. Les principales ressources exploitées

On peut distinguer 3 grands types de ressources exploitées dans la ZEE mauritanienne :

- **Les ressources démersales** intégrant les espèces vivant près du fond (poissons, mollusques ou crustacés). Le tableau suivant indique une liste non exhaustive de ces espèces classées par Communauté (ensembles homogènes d'espèces). Certaines de ces espèces sont d'une importance commerciale élevée, comme le poulpe, le merlu ou les crevettes. Les espèces démersales sont accessibles à plusieurs types d'engins de pêche comme le chalut, les filets, les lignes ou les nasses.



**Tableau 9 : Principales espèces démersales présentes en Mauritanie par Communauté. Source : FAO**

	Nom Scientifique	Nom français
<u>Communauté à Sciaenidae:</u>	<u><i>Pseudolithus senegalensis</i></u>	Otolithe
	<u><i>Pseudolithus typus</i></u>	Otolithe
	<u><i>Argyrosomus regius</i></u>	Courbine
	<u><i>Cynoglossus canariensis</i></u>	Sole-langue
<u>Communauté à Sparidae:</u>		
1. Faciès de fonds meubles	<u><i>Zeus faber mauritanicus</i></u>	St. Pierre
2. Faciès de fonds durs	<u><i>Epinephelus aeneus</i></u>	Thiof-Merou blanc
	<u><i>Pseudupeneus prayensis</i></u>	Rouget
	<u><i>Diplodus bellottii</i></u>	Sar
	<u><i>Sparus caeruleostictus</i></u>	Pagre
	<u><i>Solea spp.</i></u>	Sole
	<u><i>Synaptura punctatissima</i></u>	Sole tigrée
	<u><i>Octopus sp.</i></u>	Poulpe
	<u><i>Sepia sp.</i></u>	Seiche
3. Faciès de fonds rocheux:	<u><i>Epinephelus guaza</i></u>	Mérou de méditerranée
	<u><i>Epinephelus goreensis</i></u>	Mérou de Gorée
	<u><i>Mycteroperca rubra</i></u>	Badèche
	<u><i>Plectorhynchus mediterraneus</i></u>	Diagramme-Burro
	<u><i>Lithognathus mormyrus</i></u>	Marbré
	<u><i>Dentex canariensis</i></u>	Dorade rose
	<u><i>Parapristipoma octolineatum</i></u>	Grondeur
	<u><i>Pomadasys incisus</i></u>	Roncador
4. Faciès mixte	<u><i>Pagellus bellottii</i></u>	Pageot
	<u><i>Mustelus sp.</i></u>	Tollo-Chien de mer
<u>Communauté du rebord du plateau</u>	<u><i>Brotula barbata</i></u>	Brotule
	<u><i>Dentex angolensis</i></u>	Dentex
	<u><i>Dentex macrophthalmus</i></u>	Denté à gros yeux
	<u><i>Helicolenus dactylopterus</i></u>	Rascasse
	<u><i>Umbrina canariensis</i></u>	Ombrine
	<u><i>Scorpaena spp.</i></u>	Rascasse
<u>Communauté de la pente continentale:</u>	<u><i>Merluccius spp.</i></u>	Merlu
	<u><i>Centrophorus spp.</i></u>	Requin profond
	<u><i>Parapenaeus longirostris</i></u>	Crevette profonde - Gambas
	<u><i>Palinurus mauritanicus</i></u>	Langouste rose
	<u><i>Palinurus regius</i></u>	Langouste verte

- **Les ressources en petits pélagiques côtiers :** ce groupe comprend les espèces de petites tailles (quelques dizaines de centimètres au maximum) vivant décollées du fond dans la colonne d'eau. Parmi les principales, on distingue ainsi les espèces à affinité tropicale, soit deux espèces de sardinelles (*Sardinella aurita* et *maderensis*), deux espèces de chinchards, le noir (*Trachurus trecae*) et le jaune (*Decapterus rhonchus*) et le maquereau espagnol (*Scomber japonicus*), puis les espèces à affinité d'eaux tempérées, la sardine (*Sardinella pilchardus*), l' anchois (*Engraulis encrasicolus*), le chinchard blanc (*Trachurus trachurus*) et le sabre argenté (*Trichiurus lepturus*). L'ensemble de ces espèces est caractérisé par des comportements proches, elles sont grégaires et effectuent des migrations importantes le long des côtes Ouest Africaines en fonction des conditions environnementales du milieu. Ces espèces s'exploitent à titre principal à l'aide du chalut pélagique et de la senne tournante.
- **Les ressources en grands pélagiques** constitué principalement de thonidés majeurs : listao (*Katsuwonus pelamis*), albacore (*Thunnus albacares*) et patudo (*Thunnus obesus*), et des espèces apparentées fréquentant les espaces hauturiers comme l'espadon *Xiphias gladius*. Ces espèces vivent au dessus des grands fonds vers les limites occidentales de la ZEE. Elles sont exploitées par les navires thoniers spécialisés à la senne, à la palangre ou à la canne. Au dessus du plateau continental, on signale en Mauritanie la présence de thons côtiers (ou néritiques suivant la terminologie employée) comme le thazard blanc (*Scomberomorus tritor*), la palomette (*Orcynopsis unicolor*), la bonite à dos rayé (*Sarda sarda*) ou la thonine (*Euthynnus alleteratus*). Ces thonidés côtiers sont pêchés à l'aide des engins cités précédemment mais sont aussi capturables par les chalutiers pélagiques ciblant les petits pélagiques. Les poissons de ce groupe sont des grands migrateurs se déplaçant à travers les ZEE et les eaux internationales.

A noter qu'il existe également des ressources encore non exploitées comprenant essentiellement de nombreuses espèces de mollusques vivent dans la frange très littorale ou sur les fonds de faible profondeur le long des côtes de la Mauritanie. Certaines de ces espèces pourraient éventuellement faire l'objet d'une exploitation. Parmi celles-ci on peut citer les moules (*Mytilus spp.*), les palourdes (*Ruditapes decussatus*) ou les praires (*Venus verrucosa*).

## **2. La politique nationale de la pêche**

Avec la publication en 2000 d'une nouvelle Loi-cadre régissant le développement des pêcheries, l'objectif des autorités mauritaniennes pour le développement de son secteur de la pêche entre dans une nouvelle ère. Un recul sur l'histoire des différentes politiques pour le secteur s'avère nécessaire pour bien comprendre les enjeux.

### **2.1. Les étapes passées de la stratégie de gestion de la pêche**

#### **2.1.1. Les premières initiatives du nouvel Etat**

A l'indépendance et jusque dans les années 1980, le secteur de la pêche était comme un appendice dans la vie socio-économique du pays, en raison d'une part de l'absence complète de tradition halieutique parmi les mauritaniens, et d'autre part de l'enclavement absolu de Nouadhibou et à l'époque unique point de débarquement pour les unités de pêche industrielle sur le territoire national. Ainsi, la pêche était le fait de flottilles uniquement étrangères qui pour la plupart ne débarquaient pas<sup>7</sup> localement. Le tout premier objectif était donc d'intégrer le secteur de la pêche à l'économie nationale.

L'outil de stockage et de traitement des produits de la pêche lui permettait d'accueillir 300 000 t de produit par an mais n'était utilisé qu'à 10 % de ses capacités. Pour que ce complexe ne soit pas entièrement tributaire des armements étrangers, une société mixte d'armement, la SOMAP, va être constituée mais l'expérience tournera court rapidement.

Ne disposant pas d'armement, la Mauritanie dépendait des étrangers pour exploiter sa ressource. Devant le risque de fermeture des usines, le Gouvernement dut contraindre les flottilles à débarquer une partie de leurs prises à Nouadhibou.

Le problème de la régulation se posait en termes de répartition des droits de pêche entre armements étrangers, l'arbitrage dans l'octroi des licences se faisant par rapport aux profits procurés au pays. L'arrivée des Japonais à la fin des années 60 marquait le démarrage de la pêcherie céphalopodière en Atlantique Centre Est, et plaçait déjà le poulpe en tête des cibles de la pêche démersale dans cette zone. Par ailleurs, l'accord de 1974 avec l'URSS va initier la pêche massive des petits pélagiques. Cependant, dans les deux cas, et malgré les pénalités, les armements ne débarquaient pas à Nouadhibou les tonnages convenus, de sorte que les usines demeuraient sous-alimentées.

Cette première étape fut marquée par l'adoption de la ZEE, la création du premier département ministériel maritime, de l'unité de recherche sur les pêches et l'océanographie, le CNROP<sup>8</sup>, et du Parc National du Banc d'Arguin.

<sup>7</sup> La Société Industrielle de la Grande Pêche, établie depuis 1919 à Port Etienne, futur Nouadhibou, employait tout de même 200 personnes dès 1922.

<sup>8</sup> Centre National de Recherche Océanographique et des Pêches, ancêtre de l'IMROP.

### **2.1.2. Période 1979 – 1987 : La Nouvelle politique des pêches**

La politique des licences n'avait pas répondu aux attentes en matière d'intégration du secteur mais avait plutôt renforcé sa dépendance vis-à-vis des armements étrangers. La NPP reposait sur les orientations suivantes :

- Renforcement des différentes composantes du système d'aménagement,
- Mauritanisation de la plus grande partie possible des captures réalisées dans la ZEE nationale,
- Promotion d'un armement national, notamment de pêche fraîche, en priorité artisanale, pour approvisionner les industries à terre,
- Constitution de sociétés mixtes avec des partenaires étrangers.

Le CNROP fournissait des estimations de MSY pour les principaux stocks. On en déduisait des plafonds de capture (70 % du MSY) qui permettaient de calculer l'effort de pêche permissible, et par suite, l'importance des autorisations de pêche accordées aux armements. D'ailleurs, en 1985, le CNROP inaugura une série de groupes de travail sur les ressources halieutiques qui sont devenus de véritables références pour tout ce qui a trait au potentiel exploitable des stocks.

L'émergence d'une flottille nationale constituait une priorité sectorielle et la Banque Centrale Mauritanienne, du fait de ses prérogatives en matière de gestion des réserves en devises, intervenait dans la procédure d'autorisation d'importation des navires. La législation conférait toujours le libre accès aux navires mauritaniens tandis que les étrangers devaient être affrétés par des entités de droit mauritanien, dans le cadre de contrats standards, dont les termes étaient fixés par le MPEM et la BCM.

La flottille céphalopodière connut une croissance rapide, alimentée surtout par la « mauritanisation » des navires étrangers présents auparavant sous licence libre. Jusque là, les céphalopodiers étaient autorisés à débarquer à Las Palmas, tandis que les bateaux de pêche pélagique devaient transborder en rade de Nouadhibou, sous contrôle douanier. En 1982, le décret 82-145 portant obligation de débarquement à Nouadhibou de toutes les captures réalisées dans la ZEE nationale mit fin à cette dérogation pour les céphalopodiers.

L'ordonnance n° 80-011 du 22 juin 1980 institua un système de taxes à l'exportation qui remplaça la redevance liée à la licence de pêche pour le prélèvement de la rente par l'Etat. Enfin, pour renforcer la position de négociation des producteurs mauritaniens face aux acheteurs étrangers, assurer le rapatriement des devises et sécuriser le recouvrement des taxes, le gouvernement créa par décret n° 84-130 du 5 juin 1984, la Société Mauritanienne de Commercialisation du Poisson (SMCP), établissement public à caractère industriel et commercial, doté d'un capital de 500 millions d'UM, investi du monopole de la commercialisation des produits congelés à l'exportation.

### **2.1.3. Période 1987 – 1992. La Déclaration de Politique de Développement du secteur de la pêche**

Dans son préambule, cette déclaration dresse le bilan de la NPP : 80 % des captures de céphalopodes et de démersaux côtiers sont réalisées par la flottille nationale et le secteur de la pêche représente pas moins de 25 % des recettes budgétaires de l'Etat et 18 % du PIB. Par contre, on doit déplorer la vétusté de la flottille nationale, la sous-utilisation de l'outil de transformation, le faible développement de la pêche artisanale, l'insuffisance des apports à la balance des paiements, la faiblesse des moyens de recherche et de surveillance, et la surexploitation des stocks les plus intéressants.

Selon ses propres termes, « la nouvelle stratégie de développement sectoriel vise à promouvoir une exploitation rationnelle des ressources halieutiques de la ZEE mauritanienne, permettant d'optimiser la rente économique et la valeur ajoutée nette tirées du secteur, tout en assurant la préservation des stocks et de l'écosystème marin ». Parmi les mesures adoptées, on peut retenir :

- La mise en place d'une structure de surveillance placée sous l'autorité du MPEM ;
- Le renforcement des programmes de recherche en vue d'améliorer la gestion des stocks ;
- La recherche de la maximalisation de la valeur ajoutée nationale ;
- La priorité accordée au développement de la pêche artisanale ;
- Des dispositions telles que l'arrêt de l'octroi de nouvelles autorisations aux chalutiers étrangers et la suppression progressive de celles qui ont cours.

Cette déclaration intervenant dans un contexte macroéconomique marqué par la mise en place des programmes d'ajustement structurel.

L'Ordonnance n° 88-188 du 30/10/1988 portant Code des pêches maritimes, prévoyait entre autre la constitution d'un Conseil consultatif des pêches maritimes et l'élaboration de plans d'aménagement pour les principales pêcheries. Toutefois, ni le Comité ni les plans d'aménagement n'ont été mis en place. Les dispositions prévues pour les céphalopodières vont être fermement appliquées. Ainsi, ils étaient exclus du premier accord conclu avec l'UE en 1987.

L'allègement de l'effort de pêche se traduira par une amélioration de l'état des stocks de céphalopodes et une forte extension de la pêche artisanale du poulpe. Celle-ci était rendue possible en raison i) de l'abondance de la disponibilité, ii) d'une rémunération intéressante et iii) de la simplicité technique de la pêche au pot, condition nécessaire pour les néo-pêcheurs. La production connaît une véritable envolée, passant de quelques dizaines de tonnes en 1986 à plus de 8 100 t en 1993.

Cependant, le vieillissement de la flotte céphalopodière - 40% de l'effectif était arrêté en 1992 – nécessitera un important renouvellement. C'est la Chine qui offrira les facilités qui permettront d'importer de ce pays plusieurs centaines de chalutiers-céphalopodières. Il en résultera un nouvel excédent d'effort de pêche.

#### **2.1.4. Période 1992 – 1996. La lettre de Politique de développement du secteur de la pêche de 1995**

Ce texte hiérarchisait comme suit les priorités dans le secteur :

- 1 – Faire du secteur de la pêche un des moteurs de la croissance du PIB, en y maximisant la valeur ajoutée grâce, notamment, à la transformation des produits et à la formation professionnelle ;
- 2 – Maximiser les gains nets en devises ;
- 3 – Assurer un niveau satisfaisant de recettes fiscales générées par le secteur, en tenant compte de la nécessité de maintenir la rentabilité et la compétitivité de celui-ci.

La lettre annonçait pour la pêche chalutière nationale, l'acquittement d'un droit d'accès en remplacement de la taxe à l'exportation (droit de sortie). Cette mesure sera effective à partir de 1995.

Cette période va être marquée par le développement de la filière d'exportation du poisson frais et des ovaires de mullet congelés pour la fabrication de la poutargue. Les surcapacités sur le poulpe vont encore poser le problème de la régulation de l'accès dans les mêmes termes qu'en 1987, mais l'arbitrage sera différent : le gouvernement continuera à accorder des licences libres aux céphalopodières étrangers malgré la surcapacité avérée.

## **2.2. La politique actuelle**

Les textes fondamentaux permettant de saisir la dynamique de ces dernières années et les développements en cours sont au nombre de trois : la Note d'Orientation sur la stratégie d'aménagement et de développement du secteur de la pêche et de l'économie maritime de juin 1998 ; le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) 2001 - 2004 ; La Loi 2000-025 du 24 janvier 2000 portant nouveau Code de la pêche et son décret d'application en date du 30 octobre 2002.

**2.2.1. La Note d'Orientation sur la stratégie d'aménagement et de développement du secteur de la pêche et de l'économie maritime**

Cette note reprend et enrichit les dispositions de la lettre de 1995. Elle retient comme objectifs i) la préservation de la ressource et sa gestion durable, ii) l'intégration accrue du secteur à l'économie nationale, iii) le renforcement et l'adaptation du cadre institutionnel et iv) l'aménagement intégré du littoral et la préservation de l'environnement et de l'écosystème marins. La matrice simplifiée des mesures correspondantes est figurée ci-après.

Le texte souligne la surexploitation du poulpe et annonce des mesures de réduction de la flottille céphalopodière tout en favorisant la poursuite de développement de la pêche artisanale. Pourtant, paradoxalement, on assiste à l'augmentation du nombre de céphalopodiers étrangers alors que la flottille nationale continue à diminuer sous le double effet de la baisse des captures et de l'interdiction d'importer de nouveaux bateaux. Les captures de la pêche artisanale ont fortement diminué en raison de la baisse des rendements et de la concurrence des chalutiers, avant de se redresser en 2002 avec l'adoption d'un nouveau zonage qui réserve à cette pêche l'essentiel des eaux de la ZEE de moins de 20 m de profondeur.

Objectif	Aménagement et gestion de la ressource	Intégration économique du secteur	Renforcement institutionnel	Préservation environnement et sécurité maritime
Résultats	1. Renforcement de la recherche halieutique	1. Développement des infrastructures	1. Le MPEM sera doté d'un plan de recrutement et de perfectionnement de ses personnels.	1. Toutes mesures adéquates seront prises pour préserver, notamment, les zones de reproduction (PNBA).
	2. Aménagement des pêches	2. Valorisation des produits, développement des exportations	2. Les codes de l'environnement et des ports seront adoptés, ainsi que les dispositions d'application des codes des pêches et de la marine marchande.	2. La prévention des pollutions fera l'objet d'attentions particulières : application de la législation et récupération des déchets polluants
	3. Renforcement de la surveillance maritime	3. Promotion de l'emploi et de la formation professionnelle	3. Un cadre juridique encadrant le transport maritime sera élaboré.	3. Le gouvernement soutiendra les mesures d'amélioration de la sécurité maritime.
	4. Régulation de l'accès à la ressource			4. Un programme d'enlèvement des épaves sera mis en œuvre.
Activités	1.1 Campagnes expérimentales	1.1 Constructions: port débarquement pélagique (NDB); port de Tanit; routes et villages de pêcheurs. Réhabilitation PAN et EPBR;	NB: pas d'activités mentionnées dans le document "stratégie d'aménagement".	
	1.2 Mise en place du 5e groupe de travail du CNROP (déc. 2002)	2.1 Développement de points francs pour l'exportation et suppressions de taxes		
	1.3 Renforcement moyens humains et technique du CNROP	2.2 amélioration des transports		
	2.1 Mise en place d'un plan de gestion et de développement de la pêche artisanale (2003)	2.3 mise en place centre de promotion des exportations		
	3.1 perfectionnement surveillance (zonage, engins, préservation juvéniles)	2.4 Mise en place centre de contrôles sanitaire à Nouakchott		
	3.2 Accroissement moyens logistiques DSPCM	2.5 Recherche de mécanismes financiers pour résoudre les problèmes de trésorerie des exportateurs		
	4.1 Limitation de la fiscalité directe	3.1 mise en place à l'ENEMP de filières "pont" et "machines"		
	4.2 Elargissement de la zone artisanale et suivi de l'effort de pêche	3.2 Formations à la valorisation, l'hygiène et la qualité dans la pêche artisanale		
	4.3 Développement des pêches continentales	3.3 Création d'un fichier central des marins; mauritanisation des équipages		

### 2.2.2. Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

Après une longue période de difficultés, les orientations définies dans la note de 1998 interviennent dans un contexte macroéconomique restauré : les principaux indicateurs de l'économie mauritanienne sont tous positifs depuis plusieurs années : croissance du PIB (+3,5 à +4,5 % / an)

Admise parmi les nations les plus lourdement endettées, la Mauritanie a bénéficié d'allègements et de remises importantes de dettes qui étranglaient son économie. Cependant, un des problèmes qui restait à régler était celui de la pauvreté que les mesures que les mesures d'ajustement de l'économie avaient

aggravée, et à l'allègement de laquelle la croissance n'avait pas apporté de réponses satisfaisantes. Face à cette situation, le gouvernement a adopté le CSLP qui constitue le cadre de politique macroéconomique de développement du pays pour les prochaines années, et auquel doivent se soumettre chacune des politiques sectorielles.

Adopté en janvier 2001, le CSLP a été préparé dans le cadre de l'initiative de réduction de la dette des Pays pauvres très endettés (PPTÉ) à laquelle le pays a été déclaré éligible en mars 1999. Dans le domaine de la pêche, le CSLP précise que « la stratégie du gouvernement est d'optimiser la rente économique tirée du secteur. Dans ce cadre, une attention particulière sera accordée à la gestion rationnelle des ressources halieutiques, dans une perspective de développement durable, avec le renforcement de la surveillance et l'allocation de l'effort de pêche en fonction des niveaux permis définis par le CNROP ». L'objectif d'optimisation de la rente économique est ambitieux dans la mesure où il ne correspond pas à un objectif de maximisation soutenable de la production.

La matrice des mesures du CSLP pour la pêche cite comme objectifs : i) Assurer une gestion rationnelle des ressources halieutiques dans une perspective de développement durable et ii) Renforcer l'intégration du secteur à l'économie nationale : encourager la transformation locale des produits et accroître sa contribution à l'économie nationale. Ces objectifs coïncident parfaitement avec ceux des objectifs sectoriels. Cependant, il faut noter que le secteur de la pêche ne figure pas parmi les domaines prioritaires de la stratégie, car c'est effectivement un secteur au sein duquel le nombre de pauvres est relativement faible comparé par exemple au paysannat.

En outre, le secteur est un des principaux contributeurs aux recettes budgétaires et donc au financement des programmes du CSLP dans les domaines prioritaires. Vu sous cet angle, l'objectif à court terme de maximisation des recettes budgétaires pourrait l'emporter sur celui à moyen et long terme d'intégration à l'économie nationale.

### **2.3. Intégration internationale**

La Mauritanie a signé et ratifié la convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer. Elle également signé la convention sur la gestion et la conservation des stocks chevauchants.

La Mauritanie est membre du Comité des Pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE) : la mission du COPACE est la promotion de programmes de développement en faveur de l'exploitation de la ressource halieutique, et une assistance pour la mise en place de mesures réglementaires et de programmes de formation. Cette organisation travaille essentiellement sur les ressources côtières démersales et pélagiques. Le COPACE est un organe consultatif intégré à la FAO et n'a pas de budget autonome. Les recommandations de gestion de la COPACE ne sont pas contraignantes pour ses membres. La Communauté européenne est également membre du COPACE.

La Mauritanie est également membre de la Commission Baleinière Internationale (depuis mai 2004). A noter que la Mauritanie n'était pas en avril 2005 partie contractante de l'ICCAT<sup>9</sup> dont le mandat est la gestion des ressources en thonidés de l'Atlantique.

Au niveau de la sous-région, la Mauritanie est un des Etats membres de la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP). La CSRP, créée le 29 mars 1985, regroupe 6 Etats membres : la Mauritanie, le Sénégal, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée Bissau et la Guinée.

Elle vise le renforcement de la coopération et la coordination des Etats membres dans les domaines suivants :

- L'harmonisation des politiques communes en matière de préservation et d'exploitation de leurs ressources halieutiques dans la sous-région ;

---

<sup>9</sup> La Mauritanie aurait cependant démarré le processus d'adhésion à l'ICCAT

- L'adoption de stratégies communes dans les instances internationales ;
- Le développement de la coopération sous-régionale en matière de surveillance ;
- Le développement de la capacité des pays membres à entreprendre des recherches dans le secteur de la pêche sur le plan sous-régional.

Parmi les réalisations de la CSRP, on peut citer notamment :

a) Les réalisations à caractère normatif

- La convention relative à la détermination des conditions d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques au large des côtes des Etats membres signée le 14 juillet 1993.
- La convention sur la coopération sous-régionale dans l'exercice du droit de poursuite maritime, adoptée le 1<sup>er</sup> septembre 1993
- Le protocole du 1<sup>er</sup> septembre 1993 qui définit les modalités pratiques de coordination des opérations de surveillance des pêches entre les Etats membres, en application de la convention ci-dessus.
- Des protocoles bilatéraux d'application de ces conventions ont été signés ou sont en cours de négociation.
- L'adoption de principes et normes relatifs au marquage des navires de pêche et le statut des observateurs embarqués.

b) Le projet SIAP

Le Système d'Information et d'Analyse des Pêches, financé par le 7<sup>ème</sup> FED, a terminé ses 4 années d'activité à la fin de l'année 2003. Mis en œuvre par des institutions nationales, sous-régionales et européennes, le projet avait pour objectif général le renforcement des capacités de gestion des ressources halieutiques dans les Etats membres. Le travail scientifique a été réparti en six modules interdépendants et il concerne les domaines suivants : i) La biologie et l'écologie des espèces de poissons (FishBase), ii) La récupération et la gestion de données des campagnes scientifiques de chalutage démersal (TrawlBase), iii) La récupération et la gestion de données de statistiques de pêche (StatBase), iv) Le système d'information géographique (SIG), v) Les analyses mono et pluri spécifiques (Analyses), vi) La modélisation écosystémique (Ecopath)

c) Le suivi et la surveillance de la pêche industrielle dans les pays membres

Le défi le plus important à relever est bien entendu la lutte contre la pêche illicite non déclarée et non réglementée dans les eaux de la Commission, conformément à la déclaration de Nouakchott (adoptée par la 14<sup>ème</sup> Conférence des Ministres lors de la réunion de Nouakchott ). Dans ce domaine, des efforts de coopération ont déjà été consentis :

- Protocole d'accord pour la lutte contre la pêche illicite entre la Mauritanie et le Sénégal ;
- Protocole d'accord pour la lutte contre la pêche illicite entre la Mauritanie et Cap Vert
- Des opérations combinées de surveillance maritime entre les Etats membres ont été organisées par le biais d'un programme régional financé par la coopération luxembourgeoise et maintenant arrivé à terme.

Enfin, la Mauritanie fait partie de la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains riverains de l'Océan Atlantique (COMHAFAT) qui regroupe les Etats côtiers d'Afrique de l'Ouest, du Maroc à la Namibie. La COMHAFAT intervient dans différents domaines : recherche halieutique (évaluation, exploitation et conservation des ressources, notamment les grands poissons migrateurs) ; protection de l'Environnement marin ; suivi, contrôle et surveillance des bateaux de pêche ; commercialisation des produits de la pêche ; formation ; conditions sociales des marins pêcheurs ; planification et financement du secteur des pêches.

Ses objectifs sont de :

- « promouvoir une coopération active et structurée en matière d'aménagement et de développement des pêches dans la région ;



- dynamiser l'ensemble des secteurs économiques nationaux sur la base des effets directs et induits qui peuvent résulter de l'exploitation des ressources halieutiques ;
- développer, coordonner et harmoniser leurs efforts et leurs capacités en vue de préserver, exploiter, mettre en valeur et commercialiser les ressources halieutiques ;
- renforcer la solidarité à l'égard des Etats africains sans littoral et des Etats de la région géographiquement désavantagés. »

La COMHAFAT s'appuie sur un réseau d'institutions de formation et de recherche. Elle bénéficie d'un fonds régional de développement des pêches et du soutien financier de bailleurs de fonds (UE, JICA, ONUDI, ACIDI et coopération française et luxembourgeoise).

### **3. Le cadre institutionnel**

Lorsqu'elle accède à l'indépendance le 28 novembre 1960, la Mauritanie ignore encore la richesse de ses eaux et semble davantage miser sur le développement d'une marine marchande qui, pourtant, n'existe pas. C'est un *Service de la marine marchande*, devenu rapidement *Service de la marine marchande et des pêches maritimes* qui constituera l'embryon de ce qui deviendra en 1977 le *Ministère des pêches et de la marine marchande* pour devenir enfin en 1982 le *Ministère des pêches et de l'économie maritime*, appellation qui perdure encore aujourd'hui.

#### **3.1. Le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime**

Le principal organe intervenant dans la gestion des pêcheries est donc le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime (MPEM), qui est la structure gouvernementale chargée de l'aménagement des ressources halieutiques, de l'exercice de la tutelle des entreprises publiques et parapubliques présentes dans le secteur et de la gestion de l'espace maritime et des activités de pêche dans les eaux sous juridiction mauritaniennes. On trouvera ci-dessous un organigramme simplifié du ministère.

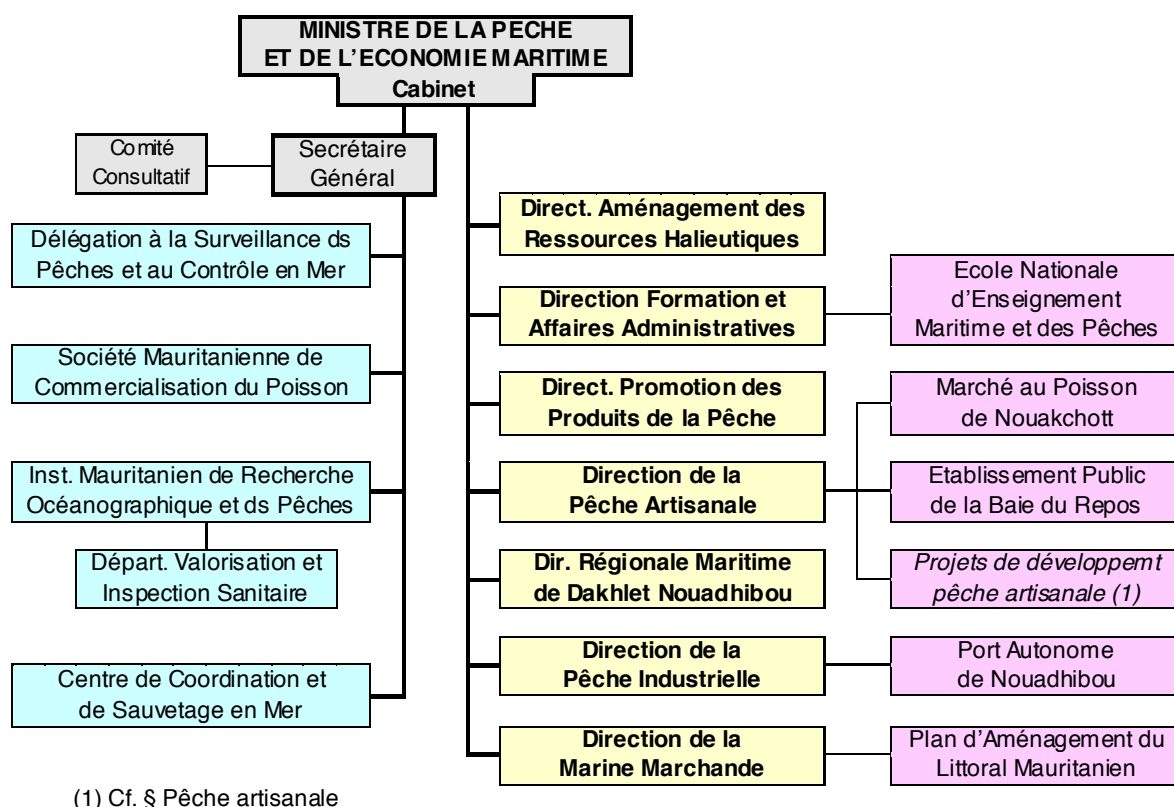


Figure 5 : Organigramme simplifié du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

### 3.1.1. Structure générale

L'organigramme actuel du MPEM, institué par le décret N° 0067/98 du 17 Juin 1998, a prévu, entre autres, la séparation de la fonction de l'aménagement des ressources halieutiques de celle de l'exploitation, alors que ces deux fonctions étaient jusque là confiées à une même entité, la Direction des Pêches. Cette séparation concrétise la volonté du Département de mieux prendre en compte les aspects liés à l'aménagement et à l'optimisation, longtemps négligés au profit de ceux liés à la croissance de l'activité.

De cette séparation sont nées les deux principales directions chargées de la gestion des pêcheries : la Direction de l'Aménagement des Ressources Halieutiques (DARH) et la Direction des Pêches (DP). Cette dernière a été scindée en une Direction de la Pêche Industrielle (DPI) et une Direction de la Pêche Artisanale et Côtière (DPAC) le 11 mars 2004.

Les autres directions sont la Direction de la Formation et des Affaires Administratives (DFAA), la Direction de la Promotion des Produits des Pêches (DPPP), la Direction de la Marine Marchande (DMM) et la Direction Régionale Maritime de Dakhlet Nouadhibou (DRM).

Plusieurs organes relevant du MPEM, L'Institut Mauritanien de Recherche Océanographique et des Pêches (IMROP), la Délégation à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer (DSPCM), l'Ecole Nationale d'Enseignement Maritime et des Pêches (ENEMP), le Centre de Coordination et de Sauvetage en Mer, sont des structures autonomes sur les plans juridiques et financiers.

Dans le domaine des infrastructures, le MPEM a la tutelle de trois établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) ou société d'économie mixte (SEM):

a) Le Port Autonome de Nouadhibou (PAN), EPIC qui gère à la fois le port de commerce et le port de pêche industrielle ;

- b) L'Etablissement Portuaire de la Baie du Repos (EPBR), EPIC en charge du port de pêche artisanale et côtière de Nouadhibou ;
- c) La SEM Marché au poisson de Nouakchott, vaste complexe jouant le rôle à la fois de principal point de débarquement dans le sud, de marché de gros et de détail, et siège de nombreux services et activités commerciales connexes.

La gestion du projet de futur port de pêche de Tanit, actuellement en sommeil, a également été confiée au MPEM à travers le Projet d'Appui au Secteur de la Pêche. Considérant qu'il existe aussi un Ministère de l'équipement et des transports, on peut apprécier la prépondérance du MPEM dans la hiérarchie des ministères.

### **3.1.2. Les ressources financières du MPEM**

Le budget de l'Etat pour le MPEP, fonctionnement et investissement tel qu'il apparaît au Journal officiel de la RIM, peut se récapituler comme suit en équivalent euros.

**Tableau 10 : Budget de l'Etat pour le MPEP – Fonctionnement (y compris personnel). Source : Journal Officiel**

x 1000 €	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Cabinet	204	205	240	245	246	243	258
D. des Pêches	43	57	68	68	59	61	92**
D. Marine Marchande	22	23	27	28	24	24	24
D. M. D. Nouadhibou	17	17	22	23	19	16	23
D. Adminis. et Formation	20	20	25	25	23	23	22
Délég. Surveillance*	22	23	29	30	26	22	21
D. Promotion des P.P.	9	13	15	13	12	12	15
D. Aménagement R.H.	9	14	19	18	16	15	15
Inspection Générale			10	10	9	10	13
<b>Total</b>	<b>346</b>	<b>372</b>	<b>454</b>	<b>460</b>	<b>433</b>	<b>427</b>	<b>484</b>

\* à l'exclusion du personnel militaire détaché \*\* inclut la DPI (53 K€) et la DPAC (39 K€)

**Tableau 11 : Budget de l'Etat pour le MPEM - Investissement**

x 1000 €	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Cabinet	87	44	146				
D. des Pêches					14	37	15
Appui Secteur Pêche*	44	9	43		391	47	45
Projet PDPAS	44	89	129	220	340	620	584
D. Marine Marchande			26	55	68	19	
D. A. et Formation						22	21
Délég. Surveillance	1 962	2 158	2 666	2 425	1 632	1 597	1 392
D. Promotion des P.P.	9	9	9	12	17	22	
D. Aménagement R.H.			17	25	34	19	
IMROP	519	528	602	610	612	729	539
E.P. Baie du Repos			138	150		310	575
<b>EMEP</b>							195
<b>Total</b>	<b>2 664</b>	<b>2 837</b>	<b>3 775</b>	<b>3 497</b>	<b>3 108</b>	<b>3 419</b>	<b>3 365</b>

\* Port de Tanit

La dotation inscrite au budget de l'Etat, fonctionnement et investissement confondus, peut se récapituler comme suit :

**Tableau 12 : Budgets fonctionnement et investissement cumulés du MPEM**

x 1000 €	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Administration générale	419	402	623	522	540	523	498
DSPCM	1 984	2 180	2 695	2 455	1 658	1 618	1 414
IMROP	519	528	602	610	612	729	539
Autres organes et projets	87	98	310	370	731	977	1 398
<b>Total</b>	<b>3 010</b>	<b>3 209</b>	<b>4 229</b>	<b>3 957</b>	<b>3 541</b>	<b>3 846</b>	<b>3 849</b>

A l'échelle du pays, ce budget est considérable. Il représente par exemple 60 % du budget du Ministère du développement rural et de l'environnement. Il n'a pas été possible de vérifier si ces dépenses sont exécutées. De l'avis de responsables des administrations concernées, les budgets sont effectivement consommés dans leur intégralité.

Le principal complément au budget de l'Etat est constitué par les actions ciblées incluses dans la contrepartie de l'accord de partenariat sur la pêche RIM / UE, d'un montant total annuel de 4 millions

d'euros. Il se présente comme suit, pour chacune des 5 années de l'accord. On a indiqué en regard, l'organe destinataire de ces fonds, tel qu'il apparaît dans les rapports d'utilisation (Cf. ci-dessous) :

Appui à la recherche	800 000 €	IMROP
Appui à la surveillance des pêches	1 500 000 €	DSPCM
Appui à la formation maritime	300 000 €	DFAA / ENEMP
Appui au développement des statistiques de pêche	50 000 €	DARH
Appui au sauvetage en mer	50 000 €	DMM
Appui au système de gestion des licences de pêche	50 000 €	DPI
Appui à la gestion des marins	50 000 €	DMM
Participation à des réunions internationales	400 000 €	Cabinet
Appui au développement de la pêche artisanale	800 000 €	DPAC
<b>Total</b>	<b>4 000 000 €</b>	

Les sommes affectées aux actions ciblées dans le cadre de l'accord de pêche européen ont pratiquement pour effet de doubler le budget brut<sup>10</sup> du MPEM.

### **3.1.3. Les principaux soutiens du MPEM au niveau central**

Il s'agit de la France et de l'Allemagne.

Pour la France, le FSP a financé à partir d'avril 2000 un projet intitulé « Gestion durable des ressources halieutiques et aménagement de l'environnement maritime ». Ce projet d'une durée initiale de 3 ans et doté d'un budget de 10 millions de francs, partiellement renouvelé en 2004 comporte 3 composantes :

- Composante 1 : Adaptation de l'effort de pêche au caractère renouvelable de la ressource : mise à disposition d'un biologiste des pêches auprès de l'IMROP (pour mémoire), et d'un halieute auprès de la DARH.
- Composante 2 : Lutte contre les pollutions marines et aménagement du littoral : Mise à disposition d'un Administrateur des Affaires Maritimes auprès de la DMM.
- Composante 3 : Appui au secteur privé, avec deux sous-composantes :
  - Sauvetage en mer et météorologie marine (DMM avec le même Administrateur)
  - Valorisation et transformation des produits de la pêche (DPPP avec l'halieute placé simultanément auprès de la DARH)

L'appui institutionnel de la France comprend également depuis 1996 la mise à disposition d'un Administrateur des Affaires Maritimes puis d'un ingénieur halieute en qualité de Conseiller du Ministre.

La GTZ apporte un appui à la DARH à travers la mise à disposition d'un assistant technique qui l'assiste dans la conception de plans d'aménagement des principales ressources halieutiques, en particulier celles du poulpe et des crevettes. L'adoption formelle des plans d'aménagement est la conditionnalité de la poursuite de l'aide bilatérale allemande. Par ailleurs, la GTZ se propose de mettre en place un réseau qui permettra de réaliser une base de données globale alimentée en continu par chaque service concerné (IMROP, DSPCM, organes centraux du MPEM) et consultable par tous.

<sup>10</sup> En excluant les concours des projets bénéficiant d'une aide extérieure et les recettes liées à la fonction même de certains organes administratifs, la perception des amendes par exemple, dont la destination n'a pas pu être précisée.

### **3.1.4. Le cabinet du Ministre**

Le ministre est assisté par des conseillers, des chargés de missions et un secrétariat particulier. Conseillers et chargés de mission ont ou n'ont pas de rôle prédéfini. Un Inspecteur Général fait également partie du cabinet. Le troisième conseiller est de fait l'interlocuteur des services de la Commission européenne pour toutes les affaires relatives à l'accord de pêche.

Le cabinet du Ministre de la pêche et de l'économie maritime comprend actuellement les membres suivants :

- Le conseiller n°1 est en charge de la coopération sous-régionale : il assure l'interface avec la CSRP et il représente la Mauritanie dans les commissions mixtes bilatérales.
- Le conseiller n°2, coopérant français, n'a pas d'attribution particulière mais fait figure de chef de file de la coopération française dans le domaine de la pêche.
- Le conseiller n°3 est en charge de la négociation des accords de pêche et de leur suivi.
- Le conseiller n°4 est un conseiller juridique.
- Le conseiller n°5 est chargé de la surveillance.
- L'unique chargé de mission n'a pas d'attribution spéciale.
- L'Inspecteur général joue un rôle de conseiller dans le domaine du fonctionnement du ministère, et assure le relais avec le Conseil des Ministres.

### **3.1.5. Le Secrétaire Général**

Le Secrétariat général est l'organe en charge de l'organisation et de l'administration internes du ministère.

Le détail de ses attributions se présente comme suit :

- Gérer, sous l'autorité du Ministre et par délégation, les ressources humaines, matérielles et financières mises à la disposition du Département
- Elaborer le budget du Département et contrôler son exécution.
- Suivre et contrôler l'application des décisions prises par le Ministre
- Exercer, sous l'autorité et par délégation du Ministre, la surveillance des directions, organismes et établissements publics relevant du Département dont il anime, coordonne et contrôle l'activité.
- Assurer le suivi administratif des dossiers et veiller aux relations avec les autres Départements.
- Organiser la diffusion et la circulation de l'information.
- Soumettre au Ministre les affaires traitées par les services et y joindre, le cas échéant, ses observations.
- Transmettre aux services les dossiers annotés par le Ministre ou par le Secrétaire Général.
- Proposer, en collaboration avec les chargés de mission, les conseillers techniques et les directeurs, les mesures à inscrire à l'ordre du jour du Conseil des Ministres et coordonner dans les mêmes conditions la position du Ministère sur celles des autres Départements soumis au Conseil des Ministres

Formellement, les organes sous tutelle mais non rattachés à une direction (IMROP, DSPCM, SMCP, CCSM), sont placés sous l'autorité du secrétaire général.

### **3.1.6. La Direction de l'Aménagement des Ressources Halieutiques (DARH)**

La DARH est chargée de :

- Coordonner la conception et l'élaboration des plans d'aménagement des ressources halieutiques en concertation avec l'IMROP et les Directions des Pêches Industrielles et des Pêches Artisanales et Côtières.
- Participer à la conception et l'élaboration de la réglementation de l'exercice des pêches en concertation avec l'IMROP.
- Suivre, évaluer et analyser la mise en œuvre des plans d'aménagement.
- Elaborer et analyser les scénarios d'aménagement.
- Collecter, centraliser, traiter et diffuser l'ensemble des informations statistiques liées au secteur des pêches et de l'économie maritime.
- Réaliser les études économiques et sociales du secteur en concertation avec les structures du Département, Administrations et organisations concernées.
- Participer à toutes réflexions et études fiscales, économiques ou sociales relatives au secteur des pêches et de l'économie maritime.

La Direction est composée de trois services : i) Le Service Aménagement des ressources halieutiques, ii) Le Service Etudes et statistiques, iii) Le Service informatique. Deux divisions par service sont également prévues.

Le personnel de conception de la Direction comprend un directeur, deux conseillers techniques du directeur (actuellement coopérants français et allemand), trois chefs de service, trois autres cadres dont deux stagiaires.

Par manque de personnel, les six divisions ne sont pas pourvues et leurs attributions surchargent le travail du personnel de conception.

La DARH est supposée être le point de convergence de l'ensemble des données statistiques du secteur, à partir de quatre sources principales : les Douanes, la SMCP, la Banque Centrale et l'IMROP. En pratique, cette fonction de consolidation et de croisement des données est encore en état de gestation.

### **3.1.7. La Direction de la Promotion des Produits de la Pêche (DPPP)**

La DPPP est chargée de :

- Elaborer et appliquer une politique de promotion des exportations, de l'hygiène et de la salubrité des produits.
- Promouvoir le label de qualité sanitaire et commercial.
- Suivre, contrôler et orienter les industries de transformation.
- Accompagner l'émergence de groupements sociaux professionnels compétitifs.
- Faciliter les circuits de commercialisation et de distribution.
- Contribuer à la réduction des entraves et des barrières nationales et internationales.
- Promouvoir le développement des infrastructures nécessaires au développement.
- Encourager et vulgariser les techniques de transformation.
- Favoriser le partenariat.

La DPPP est composée de deux services : Le Service de la valorisation et le Service de la promotion des exportations. Dotée d'un directeur et 2 cadres étrangers au monde de la pêche, la DPPP a eu jusqu'à présent un impact peu significatif sur le développement du secteur.

### **3.1.8. La Direction de la Marine Marchande (DMM)**

La DMM est chargée de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique et de la réglementation dans les domaines :

- Des transports maritimes.
- De la navigation, la sécurité maritime, la signalisation et le balisage.
- De l'emploi et du travail maritime.
- De la gestion des marins.
- De l'aménagement du littoral et la gestion du domaine public maritime.
- De la gestion des infrastructures portuaires et des épaves.
- De la tutelle du pilotage.
- De la préservation de l'environnement marin ainsi que du suivi des indemnités auprès des organismes spécialisés.
- De la coordination des actions en matière d'assistance et de sauvetage maritime et la diffusion des informations météorologiques marines.

La Direction est composée de quatre services : Le Service des transports maritimes et des ports, le Service de la navigation et de la sécurité maritime, le Service de l'aménagement du littoral et de l'environnement marin, le Service des gens de mer et de l'inspection du travail maritime.

La DMM joue un rôle important dans le fonctionnement en routine des navires de pêche industrielle, mais elle n'intervient pas dans l'élaboration de sa stratégie de développement. Occupant une place de leader en matière d'aménagement du littoral, elle préside à la dynamique de colonisation de l'espace côtier par la

pêche artisanale. Cette fonction était précédemment assumée par la Délégation à l'Aménagement du Territoire, organe dépendant du Ministère de l'Intérieur.

Là encore, au niveau national, le département de l'environnement, rattaché au Ministère du développement rural, est complètement éclipsé par le MPEM à travers la DMM pour tout ce qui a trait à l'environnement marin et côtier.

### **3.1.9. La Direction Régionale Maritime de Dakhlet-Nouadhibou (DRM)**

La DRM est chargée de :

- Représenter au niveau régional, l'Administration Centrale du Département.
- Traiter, en coordination avec les Administrations Centrales et en application des politiques et directives du Département, les questions relatives à l'activité des pêches et de la marine marchande.
- Chercher les solutions aux problèmes posés par les usagers au niveau régional en concertation avec les directions concernées.

La Direction est composée de deux services : le Service des pêches et le Service de la marine marchande. La DRM apparaît comme un simple relais administratif.

### **3.1.10. La Direction de la Formation et des Affaires Administratives (DFAA)**

La DFAA est chargée de :

- Développer la formation, le perfectionnement et le recyclage des personnels destinés au secteur des pêches et de l'économie maritime.
- Coordonner et organiser, au plan pédagogique, le contenu des programmes et la gestion des formateurs de l'ensemble des structures de formation.
- Assurer la délivrance des diplômes et le suivi de la commission administrative chargée de dispenser et d'organiser le déroulement des examens.
- Coordonner la gestion du personnel, des locaux et du matériel.
- Traduire les documents.
- Conserver les archives.

La Direction est composée de trois services : service de la formation, service administratif et service de la traduction. Son poids réel dans le ministère apparaît d'autant plus faible que les compétences pédagogiques, l'assistance technique et les moyens financiers se trouvent au niveau de l'Ecole Nationale d'Enseignement Maritime et des Pêches (Cf. ci-dessous)

### **3.1.11. La Direction de la Pêche Artisanale et Côtière (DPAC)**

La scission en 2004 de la DP en Direction de la pêche artisanale et Direction de la pêche industrielle marque la volonté des pouvoirs publics d'accorder d'avantage d'attention à la pêche non chalutière.

La DPAC est chargée de :

- Assurer la gestion des pêcheries artisanale et côtière exploitées en application des plans d'aménagement.
- Participer à la préparation et suivre l'exécution des projets intéressant la pêche artisanale, côtière et continentale.
- Organiser et encadrer les groupements pré-coopératifs, les coopératives, les sociétés de pêche artisanale, ainsi que les pêcheurs individuels
- Promouvoir la consommation intérieure des produits halieutiques.
- Participer à l'élaboration et suivre l'application de la réglementation de la pêche artisanale et côtière.
- Promouvoir et vulgariser les techniques de pêche adaptées à l'exploitation optimale des ressources halieutiques.
- Participer à l'élaboration et suivre l'application de la réglementation de la pêche artisanale et côtière.
- Immatriculer les navires et embarcations de pêche artisanale et côtière.



- Préparer et délivrer les autorisations et licences aux navires et embarcations de pêche artisanale et côtière conformément aux plans d'aménagement.
- Tenir à jour les fichiers des navires et embarcations de pêche artisanale et côtière.
- Suivre la production réalisée dans la zone réservée à la pêche artisanale et côtière.
- Assurer le suivi de la coopération internationale en matière de pêche artisanale et côtière.

La direction est composée de trois services : i) le service de la flotte de pêche artisanale et côtière, ii) le service de l'encadrement et des infrastructures iii) le service de la pêche continentale et de la pisciculture. Trois autres services de proximité, appelés Antennes, ont été créés le long de la côte conformément à l'arrêté du MPEM N° 4613 du 6 juin 1999. Il s'agit de ii) l'antenne Sud pour la partie sud du littoral avec pour siège le PK 28 ii) l'antenne Centre pour la zone de Nouakchott avec pour siège le Marché de Poisson de Nouakchott iii) l'antenne Nord pour la zone nord avec pour siège le village de Mamghar. Elles ont pour mission de suivre l'activité de pêche et d'exercer une surveillance de proximité. Il semble que l'affectation de ces cadres dans des villages très isolés ne se fait pas sans difficulté. En pratique, ils résident à Nouakchott.

La Direction de la pêche artisanale et côtière est le point de convergence de toutes les actions entreprises par le MPEM, l'aide internationale et les ONG en vue de promouvoir la pêche à petite échelle et de lutter contre la pauvreté. Pourtant, en raison de la faiblesse de ses ressources humaines, la DPAC semble suivre les initiatives de développement et non les précéder.

### **3.1.12. La Direction de la Pêche Industrielle**

Elle est chargée de:

- Assurer la gestion des pêcheries industrielles exploitées en application des plans d'aménagement.
- Promouvoir et vulgariser les techniques de pêche adaptées à l'exploitation optimale des ressources halieutiques.
- Participer à l'élaboration et suivre l'application de la réglementation des pêches.
- Préparer et délivrer les autorisations et licences aux navires de pêche industrielle conformément aux plans d'aménagement.
- Participer, en cas de besoin, à la mise en œuvre de la politique fiscale appliquée par le Gouvernement.
- Tenir à jour les fichiers des navires de pêche industrielle.
- Suivre la production réalisée dans la ZEE de la Mauritanie.
- Suivre et analyser la situation et l'évolution de l'emploi et la situation sociale
- Suivre les coûts de production et la rentabilité des navires et des usines.

La direction comprend i) le Service de la flotte de pêche industrielle nationale, ii) le Service de la pêche industrielle étrangère.

La tâche essentielle de la Direction de la Pêche Industrielle consiste à gérer les attributions de licences de pêche et les redevances qui s'y attachent. On peut imaginer qu'il s'agit d'un organe d'importance stratégique.

## **3.2. La recherche halieutique**

L'organe national en charge de la recherche halieutique est le L'Institut Mauritanien de Recherche Océanographique et des Pêches (IMROP), anciennement Centre National de la Recherche Océanographique et des Pêches (CNROP). Après une période de déficience dans les années 1990, l'IMROP est devenu un centre de recherche reconnu au niveau international. Il reçoit un soutien actif des organes nationaux similaires de la France, de l'Espagne, et plus récemment, des Pays-Bas.

Son domaine de compétence est très vaste et fait de l'IMROP un instrument à la base de toute action de développement rationnel de la pêche. Ses interventions comportent les domaines suivants :

- L'étude de la biologie, de l'écologie des principales espèces commerciales ;
- L'évaluation des stocks et l'étude de la dynamique des populations exploitées ;
- L'économie et la sociologie des pêches ;
- La technologie des engins de pêche et des produits de la pêche ;
- Les études physico-chimiques en rapport avec la biologie de la faune et la protection des milieux marins.

Trois départements interviennent dans la réalisation de ces tâches : i) Exploitation, Aménagement, Evaluation des stocks, ii) Ressources Vivantes et Environnement, iii) Statistiques et Informatique.

Ces dernières années, le principal produit attendu de l'IMROP par les pouvoirs publics est la contribution à l'élaboration d'une stratégie d'exploitation rationnelle et durable des ressources halieutiques nationales, et singulièrement, de la principale d'entre elles, le poulpe.

L'IMROP est installé à Cansado, près de Nouadhibou où il occupe, en plus de ses locaux d'origine, ceux de l'ex-Institut Supérieur des Sciences et Techniques Halieutiques (ISSTH). L'IMROP emploie 146 personnes dont 39 chercheurs et cadres supérieurs.

Plusieurs organismes de coopération bilatérale ont apporté leur soutien à l'IMROP :

- En 1997, le Japon a financé à hauteur de 1,8 milliards d'UM (9 millions d'euros) deux navires de recherche océanographique : Al Awam, navire de haute mer de 37 m de long, et Amrigue, catamaran côtier de 16 m de long.
- Entre mars 2000 et mai 2002, le Japon a piloté et financé à hauteur de 725 millions de MRO (3,1 millions d'euros), dans le cadre du CNROP, l'Etude pour le plan d'aménagement des ressources halieutiques en Mauritanie, vaste programme de recherche sur la dynamique des populations exploitées, en vue de l'élaboration d'un plan d'aménagement. L'étude n'a cependant pas été jusqu'à formuler des propositions concrètes et n'a pas abordé les aspects socio-économiques du problème.
- Sans atteindre les niveaux de l'aide japonaise, l'appui de la France à la recherche halieutique s'est manifestée régulièrement jusqu'en 1991, époque à laquelle l'aide a été suspendue, la qualité des prestations du CNROP ayant été jugée non satisfaisante. La coopération avec la France a été renouée en 2000, avec l'affectation d'un coopérant français à Cansado, après réorganisation et changement de direction du CNROP. Le poste a été maintenu jusqu'à ce jour.

### **3.3. La surveillance des pêches**

#### **3.3.1. Les fonctions**

La Délégation à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer (DSPCM) a été créée par décret n° 125-95 du 21/12/1995 en succédant à la Direction de la Commande de Pêche. Elle a pour missions d'assurer la surveillance maritime en coordonnant les opérations de suivi, de contrôle et de surveillance de l'espace maritime mauritanien. Elle est aussi chargée de la lutte contre la pollution marine, les fraudes et trafics illicites, et de la recherche et du sauvetage en mer. En pratique, la surveillance et le contrôle des différentes flottilles de pêche opérant dans la ZEE mauritanienne constituent la majeure partie de son activité. Il s'agit là d'une fonction essentielle qui reçoit l'appui de la GTZ depuis 1989.

La DSPCM, qui est rattachée au MPEM, a le statut d'administration civile de mission et comprend i) un Service des opérations, ii) un Service technique, iii) un Service du Contrôle statistique, et iv) une Division : le Centre de communications.

En dépouillant les journaux des navires de pêche industrielle qui lui sont communiqués, la DSPCM participe à l'établissement des statistiques de pêche. Les résultats bruts obtenus sont transmis à l'IMROP et les deux services les exploitent chacun à sa manière. On peut facilement imaginer qu'une répartition des tâches plus économe et cohérente mériterait d'être recherchée. On remarquera que la communication à la DSPCM du journal de bord est le seul moyen d'appréciation des tonnages capturés par les navires ne débarquant pas à Nouadhibou. Il y a là de toute évidence une possibilité de sous-évaluation des captures en question. Le système de statistiques des pêches pour ce segment de la flottille est donc entaché d'une certaine fragilité.

### **3.3.2. Les moyens**

Pour remplir ses missions, la DSPCM dispose des moyens suivants :

a) Les moyens à la mer

- Deux navires hauturiers de 54 m, ARGUIN (500 t, financé par la coopération allemande) et ABBA (700 t, financé par la coopération française)
- Une vedette rapide de 18 m, financée sur fonds STABEX (propriété des Douanes)
- Un patrouilleur financé par la coopération allemande et 3 vedettes de 10 m assignées à la surveillance du Banc d'Arguin, financées sur fonds STABEX
- Trois vedettes positionnées entre Mamghar et Ndiago.

Il n'a pas été possible à la mission de connaître le caractère plus ou moins opérationnel de ces navires.

b) Les moyens aériens : Un avion militaire de reconnaissance, affrété à la demande et muni d'un appareil photo couplé à un GPS.

c) Les moyens à terre : 5 stations radar destinées à protéger les zones côtières d'accès restreint, au Cap Blanc, au Cap Tafarit, au Cap Timiris, à Nouakchott et à Ndiago. Leur portée est sensiblement de 100 miles pour les gros bateaux, 22 miles pour les chalutiers glaciers et 8 à 10 miles pour les pirogues métalliques.

La DSPCM emploie 450 personnes civiles et militaires.

Le dernier développement de l'organe de surveillance des pêches est l'acquisition et la mise en œuvre d'un système de repérage et de suivi des navires par satellite (VMS, *Vessel Monitoring System*), suite à un projet pilote financé par la Coopération allemande. L'obligation de transmission horaire des positions via satellite est effective depuis la publication de l'arrêté MPEM 155 du 22 juillet 2004 pour tout navire industriel opérant dans la ZEE.

Le dispositif devient progressivement opérationnel et le centre de surveillance mauritanien (FMC, *Fisheries Monitoring Center*) comprend trois écrans de surveillance correspondant aux trois segments de la flottille de pêche industrielle et côtière :

- Les navires étrangers, hors Etats membres de la CE, sont en principe tous équipés de balises ARGOS et effectivement suivis (témoignage DSPCM) ;
- Seuls une vingtaine de navires mauritaniens sont équipés de balises ;
- Les navires sous accord de pêche européen sont tous équipés (réglementation communautaire). Un protocole d'échange des données a été signé entre la Mauritanie et la Communauté. Ainsi, les FMC des Etats membres retransmettent au FMC mauritanien les positions de leurs navires dès lors qu'ils entrent dans la ZEE. Après quelques mois de mise en œuvre, les FMC grecs et italiens ne transmettaient toujours pas leurs données.

### *Les perspectives de développement*

Jusqu'à une époque récente, la DSPCM ciblait principalement les navires pirates en haute mer. Désormais, le Banc d'Arguin est protégé et la bande côtière non chalutable située entre le Cap Timiris et Nouakchott est en partie couverte par les stations radars. A terme, il est prévu d'installer 4 nouvelles stations radar entre Nouakchott et N'Diogo. Ainsi, l'ensemble de la bande côtière réservée à la pêche artisanale sera protégé. Le balisage visuel du Banc d'Arguin est à l'étude. L'appui à l'optimisation de la surveillance des pêches continue à se faire dans le cadre d'un projet financé par la KfW pour la mise en place du SSN (système de suivi satellitaire des navires), couplé à de l'assistance technique ponctuelle. Ce dernier projet dit « surveillance des pêches III », d'un coût total de 5.792.022 euros, dont 80% financés par la coopération allemande et 20% par la Mauritanie, a démarré en janvier 2004 pour une durée de 5 ans, avec une première phase certaine de 30 mois.

Ce projet envisage de :

- Installer complètement le VMS
- fournir un patrouilleur pour le banc d'Arguin,
- doter la zone côtière au Sud de Nouakchott de trois stations radar,
- fournir deux patrouilleurs pour contrôler les entrées et sorties de la ZEE (un au Nord, l'autre au Sud).

Ce projet sera éventuellement suivi d'une seconde tranche de 30 mois également, mais conditionnelle, en fonction des résultats obtenus. La conditionnalité à cette prolongation est de rendre pérenne le financement du système de surveillance. Pour la coopération allemande, les sources actuelles de financement de la DSPCM ne sont pas suffisamment diversifiées ni soutenables (trop dépendantes de l'existence du projet allemand et du financement prévu sous l'accord de pêche de l'Union Européenne).

Dans le cadre du projet Développement de la Pêche Artisanale Sud (PDPAS), la Banque Africaine de Développement finance un volet surveillance des zones de pêche côtières comportant notamment deux vedettes rapides de surveillance qui seront basées dans deux stations de surveillance à réaliser au PK28 et PK144, au sud de Nouakchott. Les deux stations seront équipées de radars, et de moyens de communication appropriés, ainsi que de deux véhicules pick-up tout terrain. Il est prévu d'y baser un agent du projet surveillance, deux marins, un patron de vedette et un gardien ; les frais de fonctionnement sont à la charge de l'Etat mauritanien.

## **3.4. Le sauvetage en mer**

Le sauvetage en mer est une mission dévolue à la fois à la DSPCM et à la DMM, cette dernière étant, jusqu'à une époque récente, chargée de la coordination. La Gendarmerie Maritime intervient également en tant que de besoin. Il existe aussi désormais le Centre de Coordination et de Sauvetage en Mer (CCSM), dernier-né des établissements publics autonomes placés sous la tutelle du MPEM. Le Centre, créé en 2002 avec l'aide de la Coopération française, est basé à Nouakchott mais n'est pas encore opérationnel. Il est prévu qu'il soit doté de moyens propres en matière de communication et d'intervention en mer. Un problème de conflit de compétence entre DMM et CCSM reste à résoudre.

## **3.5. L'inspection sanitaire**

### **3.5.1. La mission et les moyens**

L'inspection sanitaire des produits de la pêche est une branche de l'IMROP : le Département de la Valorisation et Inspection Sanitaire (DVIS). Cette particularité tire son origine de l'existence dans les années 50 d'un organe unique, le Laboratoire des Pêches, pour réaliser les analyses liées à l'océanographie,

et celles relatives à la qualité des produits de la pêche. Le décret 81-062 du 2 avril 1981 donne au CNROP, futur IMROP, l'exclusivité de contrôle sanitaire des produits de la pêche. L'IMROP est donc vis-à-vis de l'Union Européenne l'autorité compétente en matière d'agrément des installations et d'inspection des produits de la pêche. L'intégration de la DVIS au sein de l'IMROP est telle qu'elle ne dispose d'aucun budget de fonctionnement propre et clairement identifié.

Le DVIS dispose d'équipements modernes et d'une quarantaine de vétérinaires, d'inspecteurs et de techniciens. Le laboratoire de Nouadhibou effectue des analyses physico-chimiques et bactériologiques systématiques, tandis que l'antenne de Nouakchott réalise des contrôles inopinés et un suivi de la qualité de l'eau dans les usines de traitement, en collaboration avec le Centre National de l'Hygiène. Les navires pêchant pour l'exportation sont inspectés en principe une fois par an, en général durant la période de repos biologique. Ils ne peuvent reprendre la mer sans un agrément du DVIS.

Le DVIS est théoriquement investie de l'autorité nécessaire pour contraindre les établissements d'exportation de conformer leurs équipements aux règles en la matière. L'action peut aller jusqu'à la fermeture de l'établissement. On met aussi à profit la période de repos biologique pour procéder aux entretiens nécessaires conformément aux rapports d'inspection de la DVIS.

### **3.5.2. Les problèmes rencontrés**

La visite de l'OAV de mars 1996 a entraîné la fermeture de l'Europe aux produits de la pêche en provenance de la Mauritanie. Avec l'appui des bailleurs de fonds (UE, ONUDI, JICA) les autorités nationales ont réagi en mettant en place un programme ambitieux comprenant notamment la réfection du laboratoire d'analyses chimiques et microbiologiques, l'adoption d'un plan de formation et le recrutement de nouveaux personnels, l'acquisition de véhicules pour l'inspection et l'harmonisation de la réglementation mauritanienne avec celle de l'UE. Par ailleurs plusieurs usines et navires congélateurs étaient mis aux normes. En juillet de la même année les autorités européennes prononçaient la levée des sanctions.

La dernière mission de l'OAV a eu lieu en Mars-Avril 2004 et le constat qu'elle a dressé était particulièrement sombre puisqu'elle concluait comme suit : « Malgré les efforts importants notés après la mission de 1996, l'équipe d'inspection a constaté que cet effort s'est essouffé au bout de quelques années, ce qui a pour conséquence la situation sanitaire sérieuse voire grave de la filière mauritanienne d'exportation des poissons et des produits de la pêche vers l'UE ». La sévérité du constat fait clairement peser sur la Mauritanie la menace de nouvelles sanctions radicales si rien n'est fait pour corriger les insuffisances dénoncées.

Au-delà de certaines insuffisances techniques qui appellent des solutions finalement assez simples, l'inspection sanitaire mauritanienne souffre d'une déficience structurelle : le manque d'autorité et la position de faiblesse dans la hiérarchie occulte. Armateurs et usiniers appartiennent à une sorte d'aristocratie qu'il est difficile de contraindre. Ainsi, les chalutiers chinois affrétés sont pour la plupart dans un état alarmant de détérioration et des conditions d'hygiène déplorables y ont été constatées tant par la dernière mission de l'OAV que par les experts du projet « Amélioration des conditions sanitaires des produits de la pêche » (Cf. ci-dessous).

On sait que lors de la prochaine inspection, même si tous les problèmes ne sont pas réglés, l'OAV sera favorablement impressionné si le pays se révèle réellement engagé dans une dynamique de redressement. A cette fin, trois séries de mesures sont en cours d'application et sont sensées permettre une amélioration sensible de la situation dans un avenir plus ou moins proche

#### ***a) Le projet Amélioration des conditions sanitaires des produits de la pêche dans les pays ACP / TOM***

Il s'agit d'un vaste programme couvrant 64 pays et financé par le FED et dont le maître d'ouvrage est le Secrétariat Général aux pays ACP. Le maître d'œuvre est l'Unité de Coordination, organe créé pour la circonstance, logé à Bruxelles par le CDE et placé sous la double tutelle de AIDCO et de SANCO. Le

programme a pour objectif de mieux sécuriser la qualité des produits de la pêche livrés par les pays du Sud. A la demande de l'OAV, la Mauritanie a été prise en compte en priorité. Une première mission a eu lieu en janvier-février 2005 et a permis de dresser un constat peu différent de celui de la mission OAV de 2004, et de proposer un programme provisoire d'aide sur deux ans.

Ses principales composantes sont les suivantes :

- La mise en place d'une base de données informatique pour une gestion satisfaisante et transparente des agréments des navires de pêche industrielle et des établissements de traitement du poisson.
- La mise à niveau des connaissances des inspecteurs sanitaires et des responsables hygiène & qualité des établissements de traitement des produits de la pêche.
- Le renforcement des moyens d'intervention de l'Autorité compétente, en véhicules en particulier.
- L'appui à la mise en place d'un programme de surveillance des contaminants du milieu marin.
- L'assistance à la mise en place d'un département qualité au sein de la FNP.
- L'assistance à la mise aux normes des pirogues et des navires de pêche côtière. Celle-ci consiste essentiellement en l'acquisition de contenants non poreux, imputrescibles et lavables.
- Le renforcement de l'hygiène sur le port de pêche artisanale de Nouadhibou, en particulier par la mise en place d'une adduction d'eau de forage et de sanitaires.
- La réalisation d'un plan directeur de réaménagement et de développement du Marché aux poissons de Nouakchott.
- La sensibilisation et la formation des opérateurs de base (pêcheurs, mareyeurs...) dans les domaines de l'hygiène individuelle et collective, de la manipulation des produits de la pêche et du respect de l'environnement.

#### ***b) Le Projet de Renforcement des capacités commerciales***

Il s'agit d'un programme multinational d'appui institutionnel et de conseil aux opérateurs privés, dont l'OMC est le maître d'ouvrage. Les pays éligibles choisissent eux-mêmes un ou plusieurs secteurs-cibles bénéficiaires. La Mauritanie a choisi les secteurs de la pêche et du tourisme, et l'AFD joue le rôle de maître d'oeuvre. Une mission de préparation a eu lieu en juillet 2004 ; parmi les propositions avancées, une seule a été retenue : l'appui-conseil aux unités de traitement des produits de la pêche en vue de leur mise aux normes dans le domaine de la contrainte sanitaire<sup>11</sup>. La première mission d'appui-conseil a eu lieu en avril 2005.

#### ***c) Le Projet d'amélioration des conditions de salubrité et d'hygiène des produits halieutiques à Nouakchott***

Ce projet, qui est entré dans sa phase d'exécution en février 2005, est financé par la Coopération japonaise à hauteur de 1,18 milliard de yens (5,5 M €). Il comprend deux éléments :

- Le réaménagement en profondeur de la grande halle du marché aux poissons de Nouakchott qui avait été mise en place par ce mêmes Japonais en 1996 : fermeture de la salle de réception des produits, pose d'un faux plafond et d'un revêtement lavable sur les murs, réaménagement de l'approvisionnement en eau et en glace, traitement des eaux usées.
- L'édification, à quelques centaines de mètres de là, d'un laboratoire d'analyses pour les produits de la pêche. Il s'agit d'un laboratoire très moderne comprenant des sections chimie, microbiologie, analyse sensorielle, et divers organes annexes.

Ainsi, Nouakchott sera doté d'un instrument d'analyse au moins aussi performant que celui de Nouadhibou pourvu que le personnel nécessaire soit mis en place et que les frais récurrents (salaires, entretien, réactifs, divers consommables etc.) soient réellement couverts.

<sup>11</sup> La Coopération espagnole organise en mai-juin 2005 deux séminaires (Nouakchott, Nouadhibou) sur ce même thème.

### **3.6. La formation**

En Mauritanie, la formation des gens de mer revêt évidemment une importance primordiale, et l'effort consenti se veut à la mesure des besoins.

#### **3.6.1. L' Ecole Nationale d'Enseignement Maritime et des Pêches**

L'enseignement maritime est né en Mauritanie dès 1979 avec la création du Centre de Formation Professionnelle Maritime de Nouadhibou (CFPM). Jusqu'en 1988, le CFPM s'est limité au recyclage des marins pêcheurs dépourvus des qualifications professionnelles requises, en vue de l'exploitation des navires de pêche industrielle. En 1989 a commencé la formation de Matelots qualifiés puis d'Ouvriers mécaniciens graisseurs. L'urgence de la mauritanisation des équipages a conduit les pouvoirs publics à adjoindre aux formations déjà existantes, une formation supérieure Pont et Machine. Cette mesure s'est concrétisée en 1991 par la création de l'ENEMP, dont le fonctionnement, hors rémunération du personnel fonctionnaire, est financé à hauteur de 40 % par la Fédération Nationale de la Pêche.

L'ENEMP a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la stratégie de formation et de perfectionnement professionnel maritime et des pêches définie par le gouvernement. Elle a récemment étendu son champ d'intervention de façon pérenne au sous-secteur de la pêche artisanale et aux activités de transformation des produits de la pêche.

L'école occupait des locaux exigus et fonctionnait avec des moyens limités. Avec l'aide financière de la Banque Mondiale, une nouvelle école a été construite en 2000.

La pêche artisanale et côtière n'est prise en compte que depuis un passé récent. En 1999, le Commissariat aux Droits de l'Homme et à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion finançait la formation de 84 personnes étrangères à la pêche. A peu près aucune n'est restée dans le secteur. En 2000, 48 patrons de pêche côtière ont été formés par sessions de 5 mois, qui ont dans la majorité des cas trouvé à s'employer à bord des navires de pêche industrielle étrangers. Dans les deux cas, la formation consistait essentiellement en un stage à bord de petites unités de pêche.

Depuis 2003, une action pérenne de formation de pêcheurs à la pêche côtière a été initiée grâce à l'aide japonaise qui a permis la construction de locaux spécifiques au sein de l'Ecole, et l'achat d'une vedette de 16 m.

Dans la même dynamique, on a construit un autre local permettant d'accueillir des sessions de formation pour les métiers en aval de la pêche. Le premier type de formation s'adresse aux acteurs des méthodes traditionnelles de transformation des produits de la pêche. Le second type de formation concerne les petits mareyeurs. On projette de former 500 personnes sur 5 ans dans les métiers de la valorisation artisanale des produits de la pêche. S'agissant d'un public généralement analphabète, l'école mettra en œuvre les techniques pédagogiques recommandées par la Banque Mondiale en la matière.

L'école reçoit l'assistance de la Coopération canadienne pour i) l'appui aux formateurs en vue de la conception des modules de formation, ii) l'élaboration du programme de formation continue, et iii) la mise en place du module Valorisation des produits de la pêche.

#### **3.6.2. Le Projet de développement de la pêche artisanale dans le sud (PDPAS)**

Ce projet a pour objectif essentiel la promotion de nouvelles unités de pêche artisanale. La formation en est l'outil primordial.

En pratique, l'ENEMP peut être considérée comme l'entité ayant vocation à former des pêcheurs exerçant au nord (du Banc d'Arguin) et le PDPAS son homologue au sud..

Dans les deux cas, les effectifs d'élèves ayant transité par ces structures sont très significatifs mais les anciens élèves ayant réellement épousé ensuite le métier de marin-pêcheur sont en réalité peu nombreux. Les conditions avantageuse de la scolarité (petite bourse de subsistance, échappatoire provisoire à la condition de chômeur), le recrutement de désœuvrés et non de matelots spontanés déjà amarinés ayant apporté la preuve de leur détermination, entraînent une déperdition importante une fois la formation terminée.

### **3.6.3. Les formations universitaires**

L'Université de Nouakchott, Faculté des Sciences et Techniques, dispense une formation au niveau maîtrise, intitulée *Sciences et technologie des aliments* avec option *Préservation, analyse et qualité*. Les personnes issues de cette formation (une quinzaine par an) peuvent, dans le secteur de la pêche, prétendre à des postes au sein de l'IMROP / DVIS ou comme Responsables Hygiène & Qualité dans les unités de traitement des produits de la pêche.

Le Projet *Amélioration des conditions sanitaires des produits de la pêche dans les pays ACP / TOM* est sur le point de confier à la Faculté des Sciences et Techniques la formation continue d'un certain nombre d'agents de la DVIS dont les connaissances ont été jugées insuffisantes.

## **3.7. Le Conseil Consultatif National pour l'Aménagement et le Développement des Pêches**

Le CCNADP a été institué par l'Ordonnance n° 88-188 du 30/10/1988 portant (premier) Code des pêches maritimes, et qui prévoyait l'élaboration de plans d'aménagement pour les principales pêcheries. Toutefois, ni le Comité ni les plans d'aménagement n'ont vu le jour à cette époque.

Son existence a été réaffirmée par le (nouveau) Code de la pêche du 24 janvier 2000 et son fonctionnement est précisé dans le décret n° 2002-73 du 30 décembre 2002 et l'Arrêté n°R 454 /MPEM du 5 avril 2004 qui en nomme les membres. Le Comité a finalement été convoqué pour la première fois en 2004, mais n'a abordé à cette occasion que des questions formelles le concernant. On s'attend à ce qu'il soit à nouveau convoqué en mai 2005 et qu'il soit alors saisi d'un projet de plan d'aménagement de certaines pêcheries comme son mandat le prévoit explicitement.

Le CCNAP a pour rôles :

- de donner un avis sur le choix des stratégies d'aménagement, de gestion et de développement des pêches ;
- de donner un avis préalable sur les plans d'aménagement et de gestion des pêcheries ;
- de donner des avis sur les questions d'ordre général relatives à l'exercice de la pêche et la commercialisation des produits de la pêche.

En tant que de besoin, il est aussi prévu la création des comités locaux pour l'aménagement et le développement des pêcheries.

Présidé par le représentant du ministre chargé des pêches, il comprend 20 membres dont 8 représentants des administrations concernées, 8 représentants des organisations socio-professionnelles spécialisées, 2 représentants de la société civile et 2 chercheurs dans le domaine des sciences halieutiques.

## **3.8. Conclusion**

Le paysage institutionnel du secteur de la pêche en Mauritanie est marqué par la prééminence de deux organes : l'IMROP et la DSPCM. L'un et l'autre sont dotés de budgets importants et bénéficient d'une assistance technique extérieure permanente ou intermittente du meilleur niveau.

Au cours de la dernière décennie, L'IMROP s'est hissé au rang des meilleurs instituts de recherche halieutique du continent africain. Tout dernièrement, l'IMROP a su mobiliser des spécialistes européens



parmi les plus prestigieux pour l'aider à mener à bien les évaluations des stocks exploités (Groupes de Travail) et les études préliminaires à l'élaboration du plan d'aménagement.

Avec le développement de son système VMS et l'achèvement de la couverture radar de la bande côtière, la DSPCM sera normalement dans un proche avenir équipée des moyens les plus modernes de suivi et de contrôle des unités de pêche industrielle. Pourvu que la maintenance des navires d'interception soit assurée, la Mauritanie pourra sécuriser de façon satisfaisante l'exploitation de ses ressources halieutiques.

Pour le développement de la pêche non chalutière, la DPAC semble jouer un rôle modeste. En revanche, la FNP (Cf. § Parties prenantes) apparaît comme la principale force de réflexion et de proposition.

On notera enfin que le MPEM concentre l'ensemble des organes touchant de près ou de loin la pêche maritime : recherche, surveillance, gestion des ressources, commercialisation, environnement marin, infrastructures, navigation. On peut y voir un élément important d'efficacité potentielle. La difficulté qui se pose pour le Ministère est l'arbitrage entre les priorités d'objectifs de maximisation des recettes en devises et la gestion soutenable des ressources. La réalisation du premier objectif est relativement aisée au travers de la vente de droits d'accès à des entités étrangères demanderesse, alors que la réalisation du second objectif est éminemment plus difficile en raison de la complexité des pêcheries mauritaniennes. Dans le long terme, ces deux objectifs sont intimement liés : la zone de pêche mauritanienne ne continuera d'attirer des opérateurs étrangers que si elle se révèle suffisamment productive et rentable.

## **4. Description des principales pêcheries dans la ZEE de la Mauritanie**

### **4.1. Présentation d'ensemble**

La ZEE mauritanienne est fréquentée de manière régulière par environ 350 navires de pêche industrielle, et 3 000 pirogues de pêche artisanale. Il existe une flotte nationale de pêche qui comprend environ 150 navires industriels, le reste étant des navires battant pavillon étranger. Parmi ces pavillons, les pavillons de la Communauté sont les plus représentés avec en particulier près de 130 navires de pêche espagnols dont la grande majorité opère sous les dispositions prévues par le protocole d'accord de pêche.

Le tableau suivant indique les différents pavillons licenciés pour l'exercice de la pêche de 2000 à 2002 sur la base des bulletins statistiques publiés par la DSPCM. Ces données confirment la diversité des nationalités exerçant dans la zone, et la présence régulière de navires battant pavillons réputés de complaisance comme Belize, Saint Vincent & Grenadines ou le Togo.

En dehors de l'accord de pêche signé avec la Communauté et sur lequel l'étude reviendra en détail, la Mauritanie a conclu des engagements avec d'autres entités, dont :

- un accord avec le Sénégal qui autorise l'entrée en zone mauritanienne de pirogues artisanales (le chiffre de 250 est le plus souvent mentionné) ;
- un accord avec le Japon pour l'accès temporaire de navires palangriers thoniers dans les eaux mauritaniennes ;
- des accords avec certains pays d'Europe de l'Est, par ordre d'importance la Fédération de Russie (qui fournit en outre de l'assistance technique au CNROP) et l'Ukraine (qui représente le second contingent de chalutiers pélagiques) et dans une moindre mesure la Bulgarie, Les nouveaux Etats membres bénéficiaient également d'accords cadres (la Pologne, la Lituanie et la Lettonie).

Ces accords sont des accords cadres sans contrepartie financière publique directe. Les frais d'accès sont pris en charge par les armements concernés.

Les navires des nationalités autres que celles mentionnées ci-dessus travaillent en Mauritanie sous statut privé.

**Tableau 13 : Nombre de navires industriels licenciés par pavillon et par engin autorisé. Source : DSPCM**

Nationalité	Engin	2000	2001	2002
Angleterre	Chalut pélagiq. seul		2	2
Belize	Casiers		1	
Belize	Chalut pélagiq. seul	4	5	12
Belize	Filet maillant	3	2	2
Bulgarie	Chalut pélagiq. seul	1		
Cameroun	Chalut fond seul			2
Cap V.	Filet maillant	1	1	1
CEI	Chalut pélagiq. seul	32	30	36
Chine Pop.		1		
Chine Pop.	Chalut pélagiq. bœuf	3		
Chine Pop.	Chalut pélagiq. seul	14	1	
Chine Pop.	Palangre	4	5	5
Chypre	Chalut pélagiq. seul	7	10	10
Cote Ivoire	Chalut fond seul			1
Espagne	Canne	11	9	16
Espagne	Casiers	4	3	3
Espagne	Chalut fond seul	102	128	128
Espagne	Chalut pélagiq. seul	2		
Espagne	Filet maillant	6	11	12
Espagne	Palangre	20	21	25
Espagne	Senne tournante	21	19	20
Estonie	Chalut fond seul	2	2	2
France	Canne	7	5	
France	Chalut pélagiq. seul	2	1	
France	Senne tournante	14	15	16
Ghana	Casiers	1		
Ghana	Chalut pélagiq. seul	2		
Ghana	Palangre	1	1	
Grèce	Chalut fond seul	5	6	7
Grèce	Filet maillant	1		
Guinée	Palangre	2		
Italie	Chalut fond seul	8	11	13
Japon	Canne			1
Japon	Palangre	12	8	10
Japon	Senne tournante	1		
Lettonie	Chalut pélagiq. seul	5	5	5
Lituanie	Chalut pélagiq. seul	4	3	3
Maroc	Senne tournante	1	1	
Mauritanie	Chalut fond seul	128	151	156
Mauritanie	Filet maillant	6	4	6
Mauritanie	Palangre	2	1	1
Nigéria	Chalut fond seul	2		
Nigéria	Chalut pélagiq. seul			1
Norvège	Chalut pélagiq. seul	1		
Panama	Canne	1		
Panama	Filet maillant	1		
Panama	Palangre	1	2	
Pays Bas	Canne	2	2	3
Pays Bas	Chalut pélagiq. seul	8	9	11
Portugal	Chalut fond seul	4	3	4
Portugal	Filet maillant	5	1	4
Portugal	Palangre			2
RFA	Chalut pélagiq. seul		1	1
Sénégal	Canne	5	3	2
Sénégal	Chalut fond seul			6
Sénégal	Ligne à main	5	259	2
Sénégal	Palangre	1		1
St. Vin+Gr	Canne		1	
St. Vin+Gr	Chalut pélagiq. seul	4	4	4
Togo	Chalut fond seul		1	
Togo	Chalut pélagiq. seul		1	
Ukraine	Chalut pélagiq. seul	21	19	22

Le tableau suivant indique le total des captures dans la ZEE mauritanienne par les navires nationaux et étrangers. Les données proviennent de la DSPCM et sont une compilation des journaux de bord reçus. Ce décompte des captures n'intègre pas les captures de la pêche artisanale estimées à 20 ou 80 000 tonnes suivant les sources (cf section dédiée).

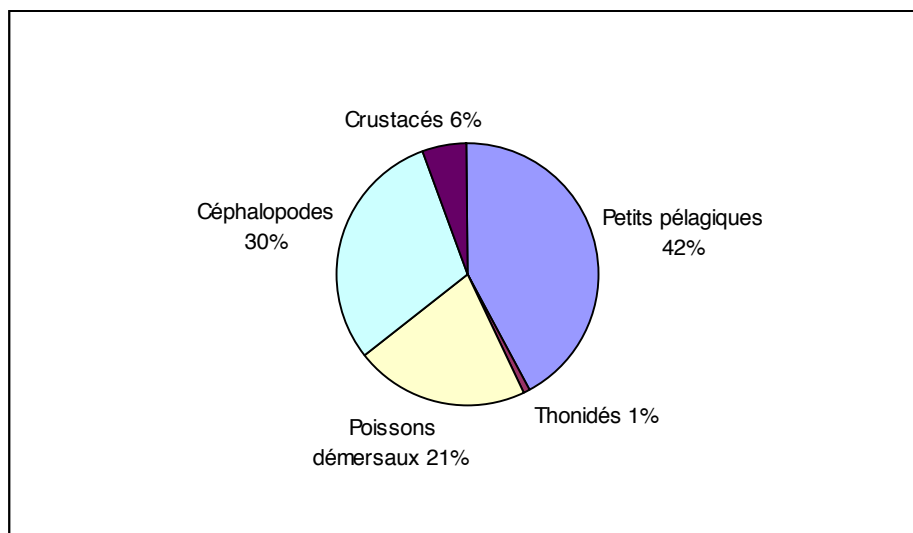
Le total des captures dans la ZEE est de l'ordre de 600 000 tonnes par an. Ces données, même si elles apparaissent incomplètes si l'on en juge par les faibles tonnages de poulpes enregistré en 2002 ou ceux de merlus cette même année, indiquent les grands équilibres et montrent que près de 90 % des tonnages capturés en Mauritanie sont des petits pélagiques, au premier rang desquels on trouve la sardinelle (environ 200 000 tonnes par an) et le chinchard (environ 150 000 tonnes). Ces prises sont réalisées de manière quasi-exclusive par les chalutiers pélagiques spécialisés.

Les captures d'espèces démersales (poissons et céphalopodes) représentent environ 57 000 tonnes par an avec un tendance à la baisse si l'on en juge par les données de la DSPCM. Les prises de céphalopodes qui constituent la cible principale de la plupart des chalutiers de fonds sont de l'ordre de 25 000 tonnes par an, celles de poissons d'un peu plus de 32 000 tonnes, dont 10 000 tonnes de merlus. Les captures de crustacés qui comprennent essentiellement des crevettes sont d'environ 4 000 tonnes par an, dont la moitié composée d'espèces côtières, et l'autre moitié d'espèces profondes.

**Tableau 14 : Les captures (tonnes) dans la ZEE mauritanienne. Source : DSPCM**

Espèces	1998	1999	2000	2001	2002	Moyenne	% moyenne
Chinchards; <i>Trachurus sp</i> , <i>Decapterus sp</i>	107 791	122 942	151 897	186 140	201 274	154 009	26%
Sardines; <i>Sardina pilchardus</i>	18 520	13 277	20 990	18 543	35 321	21 330	4%
Sardinelles; <i>Sardinella sp</i>	264 179	237 466	133 227	176 394	167 248	195 703	33%
Anchois; <i>Engraulis sp</i>	76 276	93 008	91 442	98 133	105 172	92 806	16%
Maquereau; <i>Scomber japonicus</i>	40 122	26 753	55 295	56 835	78 572	51 515	9%
Sabres; <i>Trichirus sp</i>	25 216	6 349	5 242	8 792	11 109	11 342	2%
<b>Sous-total petits pélagiques</b>	<b>532 104</b>	<b>499 795</b>	<b>458 093</b>	<b>544 837</b>	<b>598 696</b>	<b>526 705</b>	<b>89%</b>
Thonidés; Scombridae sauf <i>Scomber japonicus</i>	4 132	2 984	1 933	3 188	3 969	3 241	1%
<b>Sous-total thonidés</b>	<b>4 132</b>	<b>2 984</b>	<b>1 933</b>	<b>3 188</b>	<b>3 969</b>	<b>3 241</b>	<b>1%</b>
Merlus; <i>Merluccius sp</i>	8 209	10 122	11 766	13 361	2 132	9 118	2%
Dorades roses; <i>Dentex sp</i> , <i>Sparus sp</i> , <i>Pagellus sp</i>	1 784	1 994	1 368	2 285	2 440	1 974	0%
Lotte; <i>Lophius sp</i>	177	190	191	336	519	283	0%
Autres poissons; autres Sélaciens, autres Téléostéens	25 885	20 679	17 747	23 793	15 284	20 678	3%
<b>Sous-total poissons</b>	<b>36 055</b>	<b>32 985</b>	<b>31 072</b>	<b>39 775</b>	<b>20 375</b>	<b>32 052</b>	<b>5%</b>
Calamars; <i>Loliginidae</i> , <i>Ommastrephidae</i>	2 575	4 942	3 338	3 387	1 883	3 225	1%
Seiches; <i>Sepia sp</i> , <i>Sepioida sp</i>	3 727	5 477	4 694	5 955	11 163	6 203	1%
Poulpe; <i>Octopus sp</i>	12 071	18 492	22 234	18 346	6 279	15 484	3%
Divers céphalopodes; <i>Octopus sp</i> , <i>Sepioida sp</i> , <i>Loliginidae</i> , <i>Ommastrephidae</i>	242	369	362	211	485	334	0%
<b>Sous-total céphalopodes</b>	<b>18 615</b>	<b>29 280</b>	<b>30 628</b>	<b>27 899</b>	<b>19 810</b>	<b>25 246</b>	<b>4%</b>
Langoustes; <i>Palinurus regius</i> , <i>Palinurus mauritanicus</i>	23	14	4	109	126	55	0%
Langostino; <i>Penaeus notialis</i> , <i>Penaeus kerathurus</i>	1 550	2 397	1 161	1 199	1 695	1 600	0%
Gamba; <i>Parapenaeus longirostris</i>	1 854	1 451	1 630	2 277	1 167	1 676	0%
Alistado; <i>Aristeus antennatus</i>	155	120	265	320	231	218	0%
Carabineros; <i>Plesiopenaeus edwardsianus</i> , <i>Plesiopenaeus sp</i>	2		3			3	0%
Autres crevettes	226	170	132	226	66	164	0%
Geryon; <i>Geryon maritae</i>	358	191	244	126	129	210	0%
Autres crustacés	252	221	290	125	309	239	0%
<b>Sous-total crustacés</b>	<b>4 420</b>	<b>4 564</b>	<b>3 729</b>	<b>4 382</b>	<b>3 723</b>	<b>4 164</b>	<b>1%</b>
Divers coquillages	36	4	14	65	39	32	0%
<b>TOTAL</b>	<b>595 362</b>	<b>569 612</b>	<b>525 469</b>	<b>620 146</b>	<b>646 612</b>	<b>591 440</b>	

En termes économiques et en toute première approximation, si l'on utilise le chiffre d'affaires à la première vente comme indicateur<sup>12</sup>, la valeur des captures industrielles dans la ZEE mauritanienne peut être estimée à 375 M€ par an en moyenne. Dans le détail, la pêche de petits pélagiques qui représente près de 90% des tonnages capturés ne représente plus que 42% de la valeur des débarquements, les captures de poissons démersaux 21% (soit 80 M€) et celle des céphalopodes environ 30% (114 M€). La valeur des captures de crustacés peut être estimée à 21 M€, soit 6% du total.



**Figure 6 : Estimation de la répartition de la valeur des captures dans la ZEE mauritanienne par groupe d'espèces**

## **4.2. La pêche artisanale**

### **4.2.1. Les origines de la pêche artisanale mauritanienne et ses acteurs**

Le peuple mauritanien est traditionnellement peu tourné vers la mer. Jusqu'à une époque assez récente, les ressources halieutiques nationales accessibles à la pêche à petite échelle étaient exploitées surtout par des Sénégalais. Il existait cependant trois groupes de pêcheurs nationaux : les Imraguen au nord, les habitants de N'diogo au sud et les populations riveraines du Fleuve Sénégal, trois groupes négro-africains pratiquant des techniques élaborées avec des moyens rudimentaires.

La conjonction de plusieurs phénomènes préjudiciables a conduit davantage de Mauritaniens à s'intéresser à la pêche artisanale :

- La crise climatique, qui, à partir des années 1970 a considérablement réduit les opportunités de travail dans le secteur agro-pastoral ;
- L'aménagement du Fleuve Sénégal qui, en supprimant l'inondation estivale, base de la productivité aquacole, a conduit les pêcheurs fluviaux à chercher une autre occupation ;
- Le rapatriement en 1988 des Mauritaniens chassés du Sénégal, alors même que le mouvement inverse de Sénégalais vivant en Mauritanie, laissait provisoirement vacante l'exploitation de la pêche artisanale qui leur était traditionnellement dévolue.
- Les résultats décevants de la flottille industrielle nationale, qui a amené à la fois les opérateurs en amont et en aval de la pêche, ainsi que les pouvoirs publics, à s'intéresser davantage au sous-secteur artisanal.

<sup>12</sup> On utilise pour cette estimation une valeur de 300 €/ tonne pour les petits pélagiques, 800 €/ t pour les thonidés, 2 500 €/ t pour les poissons, 4 500 €/ t pour les céphalopodes et 5 000 €/ t pour le crustacés.

En 2005, les principaux acteurs de la pêche embarquée artisanale mauritanienne sont :

a) Les pêcheurs sénégalais. Originaires de St-Louis, ils constituaient jusque dans les années 1980 l'essentiel de la main d'œuvre du sous-secteur, et font encore figure de référence sinon en matière de modernité, du moins en matière de savoir-faire et aussi de désinvolture face aux risques du métier de marin-pêcheur. Confrontés i) au caractère très saisonnier de la pêche à St-Louis, ii) à la surexploitation générale des ressources halieutiques de leur pays et iii) à la fermeture des pays situés au sud du Sénégal, ils constituent encore la majeure partie des pêcheurs artisans en Mauritanie. Cependant, ils ne peuvent travailler qu'employés de façon saisonnière par des Mauritaniens, dans le cadre de l'accord de pêche conclu entre les deux pays.

b) Les pêcheurs issus de N'Diago. Ils ont la même origine et les mêmes affinités professionnelles que les précédents mais ont la nationalité mauritanienne, ce qui leur permet d'exercer librement en Mauritanie. Ils constituent généralement des unités de pêche autonomes. A noter que le site de N'Diago est depuis plusieurs années à peu près désert, sans doute parce que ses pêcheurs, à qui il est interdit de livrer leurs produits à St-Louis, ont mieux à faire en travaillant dans une zone plus septentrionale où ils rencontrent moins de problèmes de communication et d'échanges.

c) Les pêcheurs mauritaniens originaires de la région du fleuve. Immigrés de l'intérieur, sans atavisme de marin, ils constituent une sorte de prolétariat de la pêche artisanale.

d) Les Imraguen. Localisés au Bac d'Arguin et à son flanc sud, vivent à peu près exclusivement de la pêche. Peuplement très enclavé et peu intégré dans la communauté nationale, ils ont été l'objet de nombreux programmes d'aide.

e) Les pêcheurs Beidanes. Ils sont encore peu nombreux et à peu près aucun n'a été formé dans le cadre familial. Ils constituent donc les principaux bénéficiaires des programmes de formation. Ils sont venus à la pêche par nécessité, non par atavisme. On les trouve surtout à Nouadhibou où la pêche au poulpe ne requiert pas une grande technicité.

Les pêcheurs traditionnels (Sénégalais, Ndiagolais, Imraguens) fonctionnent le plus souvent avec un capitaine propriétaire embarqué et un équipage constitué de parents. Par contre, les unités de pêche récentes ont pour propriétaire un néo-armateur sans compétence particulière si ce n'est une capacité financière.

Ces pêcheurs travaillent en liaison étroite avec des mareyeurs et des usiniers à qui ils pourvoient la matière première.

Le mareyage est une activité qui se limite à l'approvisionnement des deux grandes villes et de la région du fleuve, traditionnellement consommatrice de poisson. Dans le premier cas, il s'agit de circuits courts gérés par des opportunistes sans expérience ancrée dans la tradition. Pour la région du fleuve, ce sont des mareyeurs-transporteurs qui livrent chaque jour des pleines camionnettes de sardinelles pêchées à proximité de Nouakchott par la flottille de pirogues senneuses, généralement Ndiagolaises.

Au niveau des usines de transformation, la capacité de traitement, que ce soit à Nouakchott ou à Nouadhibou, est largement supérieure à ce que la pêche peut offrir. Ainsi, un souci constant des usiniers absorbant la production du sous-secteur artisanal est la sécurisation de leurs approvisionnements. A Nouakchott, la stratégie de l'usinier consiste à faire venir pour la durée d'une saison quelques dizaines de pirogues sénégalaises, de les installer dans un campement, d'assurer leuravitaillement et d'absorber l'intégralité de leur production quotidienne. A Nouadhibou, l'usinier pourra également contracter avec des Sénégalais mais il cherchera aussi à fidéliser un certain nombre d'unités de pêche artisanale nationales en leur accordant des facilités de trésorerie ou même du crédit informel.

Dans la plupart des cas, l'usinier ou son collecteur attiré sont livrés directement par les unités de pêche et il y a finalement un niveau élevé d'intégration verticale du sous-secteur artisanal, du moins pour la pêche démersale tournée vers l'exportation.

#### **4.2.2. Les pratiques de la pêche artisanale : équipements, métiers et stratégies**

##### ***Les embarcations***

Le modèle de loin le plus répandu est la pirogue saint-louisienne. Entièrement en bois, c'est la seule qu'utilisent les Sénégalais et leurs cousins Ndiagolais. C'est également la seule qu'on puisse utiliser dans la partie sud du pays en raison de la violence de la barre.

A partir de 1987, la rareté du bois d'œuvre et l'inconfort de ce genre d'embarcation ont suscité un certain nombre d'initiatives publiques et privées visant à promouvoir des modèles d'embarcations plus modernes et permettant de favoriser l'insertion de davantage de Mauritaniens dans la pêche artisanale. On a alors construit des pirogues en aluminium, à présent peu utilisées pour la pêche, et en résine qui ont connu jusqu'à maintenant un certain succès.

Dans l'emprise du Parc National du Banc d'Arguin (PNBA), les embarcations à moteur sont interdites et on utilise des canots en bois, les *lanches* canariennes mues par une voile latine. Elles sont contingentées à 110 unités.

##### ***Les techniques de pêche et les métiers***

- a) La pêche du poulpe au pot. La filière de pots où le poulpe vient trouver refuge constitue l'engin de pêche le plus simple qui soit, à la fois pour la stratégie déployée et pour les gestes de base à accomplir. C'est vers ce type de pêche que se sont dirigés les jeunes sans qualification au moment de l'explosion des populations de poulpe. Alors que la pêche au pot se pratiquait jadis toute l'année, la diminution drastique des rendements tend à la limiter aux époques les plus favorables, en particulier en Novembre au moment de la reprise après le repos biologique. En 1998, le poulpe a constitué plus des deux tiers des 3 000 tonnes de produits déclarés en provenance de la pêche artisanale basée à Nouadhibou. Entre Nouakchott et le Banc d'Arguin, le poulpe se pêche principalement à la turlute.
- b) Si à Nouadhibou le poulpe constitue de loin la cible privilégiée, à Nouakchott et dans les environs, on vise en premier lieu le poisson exportable en frais. La technique de pêche la plus courante est alors la ligne à main ou palangrotte. C'est une technique simple et peu coûteuse qui permet de capturer du poisson de qualité (principalement mérus et sparidés) incomparablement meilleure que le filet maillant dormant, et à plus forte raison le chalut.
- c) La pêche au filet maillant se pratique généralement en filet dormant. Selon la maille, le type de matériau et la chute, on distingue les filets à sole, à tollo (petit requin du genre *Mustellus*), à courbine, à langouste, à requin ou à raies. Le filet maillant peut aussi s'utiliser à dériver pour la pêche de la courbine ou celle du mullet.
- d) La pêche des petits pélagiques se pratique exclusivement à la senne tournante coulissante portée par une pirogue saint-louisienne de 15 à 20 m de long. Seuls les Sénégalais (et par extension les Ndiagolais) maîtrisent cette technique. Elle se pratique surtout pendant les mois d'été, à proximité de Nouakchott ou de Nouadhibou de façon à faciliter l'écoulement. Le glaçage à bord de plusieurs tonnes de sardinelles n'est en effet possible ni techniquement ni économiquement. La senne peut également s'utiliser pour la pêche du mullet ou de la courbine.

##### ***Les stratégies des unités de pêche artisanale***

Un aspect intéressant à évaluer est la plus ou moins grande faculté des unités de pêche à s'adapter aux circonstances. Elle mesure la flexibilité du sous-secteur. On peut ainsi distinguer plusieurs stratégies :

- a) La pêche en continu. Elle consiste à pratiquer toute l'année le même métier à partir du même point d'attache. On doit alors exploiter des espèces relativement sédentaires et au comportement peu variable selon les saisons. Les unités de pêche passent l'année avec i) une période de pointe plus ou moins longue, ii) une longue période assez bonne, iii) une période de chômage. On arrête de travailler quand le produit de la pêche est trop peu important pour couvrir les frais variables. C'est la stratégie développée à Nouadhibou par la plus grande partie des unités artisanales consacrées à la pêche au poulpe. Comme, en plus, la technique mise en œuvre est des plus sommaires, on comprend que ce métier ait pu intégrer de nombreux nouveaux pêcheurs quand il s'est développé massivement. Au moment du repos biologique, ces pêcheurs rentrent en vacances dans leur localité d'origine.
- b) La pêche itinérante. Elle consiste pour une unité de pêche à s'adapter au comportement d'un même groupe d'espèces cibles tout au long de l'année, et en utilisant le même engin de capture. Eventuellement, il faut suivre les populations de poissons dans leur migration. C'est la stratégie utilisée par les unités de pêche sénégalaises spécialisées dans la pêche des poissons à la ligne à main, au premier rang desquels vient la dorade rose. Ce poisson migre du sud vers le nord à partir du mois d'avril. Les unités de pêche qui ne craignent pas d'affronter la barre démarrent leur saison dans les envions de Ndiago en déplaçant leur campement vers le nord. Ils sont en situation favorable par rapport aux unités de pêche basées à Nouakchott.
- c) La pêche saisonnière. Elle consiste à pratiquer des métiers différents selon les saisons, à partir du même point de débarquement. On cherche à pratiquer une pêche donnée au moment où les espèces cibles sont spécialement abondantes. C'est l'attitude la plus répandue, mais elle nécessite de disposer d'un capital relativement important. Cette stratégie a cependant des limites car les pêcheurs manifestent rarement une souplesse totale. Ainsi, traditionnellement, la plupart des Imraguen pratiquent la pêche du mulot à l'automne et celle de la courbine au printemps, et ils restent peu actifs le reste de l'année.

#### **4.2.3. Les effectifs et les performances**

##### ***La puissance de pêche***

L'appréciation de l'évolution de la flotte artisanale peut être faite à partir des résultats des enquêtes-cadres réalisées par l'IMROP et des autorisations accordées par le MPEM. Cependant, une autorisation ne se traduit pas toujours par une activité, et à l'inverse, il n'est pas certain que toutes les embarcations en activité aient toujours été munies d'une autorisation.

**Tableau 15 : Nombre estimé d'embarcations de type artisanale. Source : IMROP - MPEM**

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre	667	735	1 261	1 565	2 295	2 332	2 746	3 164	2 640	2 193	2 200	2 168	2 364

Ces chiffres incluent les pirogues sénégalaises affrétées. En 2001, elles étaient 1 133, soit 52 %. On évoque parfois la surexploitation du mulot, et donc la moindre activité qu'elle engendre, pour expliquer la diminution des effectifs de la flotte depuis 1998. L'effectif semble s'être ensuite stabilisé et connaît une nouvelle phase de croissance en 2003.

Selon la dernière enquête-cadre (Avril 2002) dont les résultats complets aient été publiés, les pêcheurs étaient au nombre de 8 947.



### *La production de la pêche artisanale*

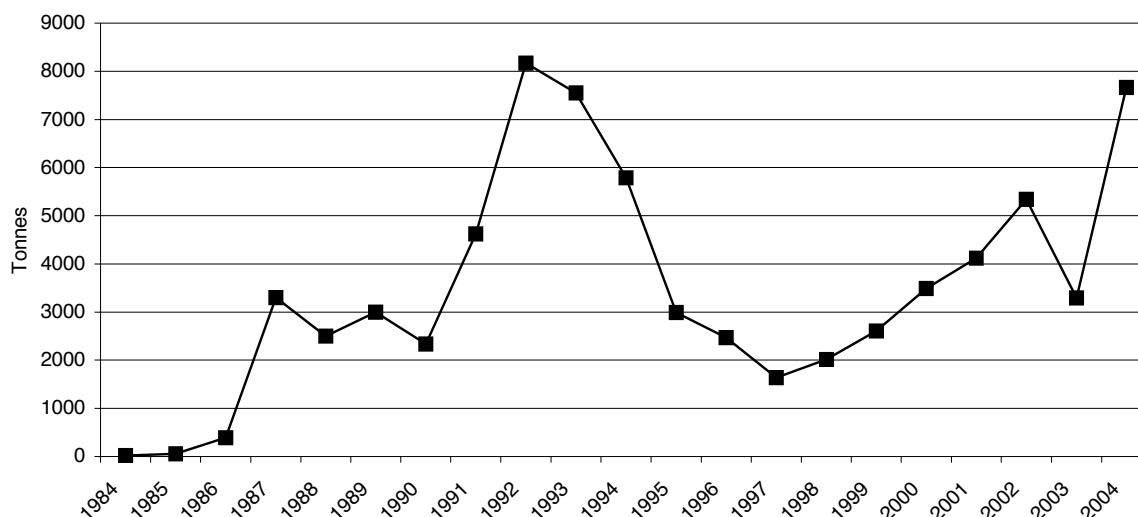
Etablir des statistiques de pêche artisanale en Afrique intertropicale est un exercice très difficile et rares sont les pays qui ont pris la mesure de cette difficulté. La raison en est l'extrême dissémination des points de débarquement, contrairement à la situation qui prévaut pour la pêche industrielle où les produits de la pêche passent par des points obligés : ports, criées etc. Jusqu'en 2002, les statistiques de la pêche artisanale ne faisaient l'objet que d'une attention très secondaire, et on se contentait de prendre en compte les produits d'exportation. Les résultats, publiés jusqu'en 1998 sont les suivants :

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
x 1000 t	7,5	13,1	15,5	14,4	20,1	21,8	15,4	16,5

On savait pourtant que ces chiffres étaient nettement sous-évalués. En 2002 l'IMROP a réuni un groupe de travail qui s'est proposé d'apprécier plus justement les débarquements de la pêche artisanale. On a pour cela exploité les divers relevés de captures réalisés les années précédentes. Couplés aux enquêtes-cadres, ils constituaient un échantillonnage intéressant. Le résultat de ce travail a été l'estimation des captures annuelles de la pêche artisanale pour la période centrée sur 2000, à 80 000 t avec une incertitude de  $\pm 10\,000$  t. Manifestement, les produits empruntant une filière informelle avaient été négligés. Il s'agit de tous les produits réputés peu nobles dirigés vers le marché intérieur ou vers les pays voisins, Sénégal et Mali notamment, après une transformation traditionnelle de type séchage ou salage-séchage.

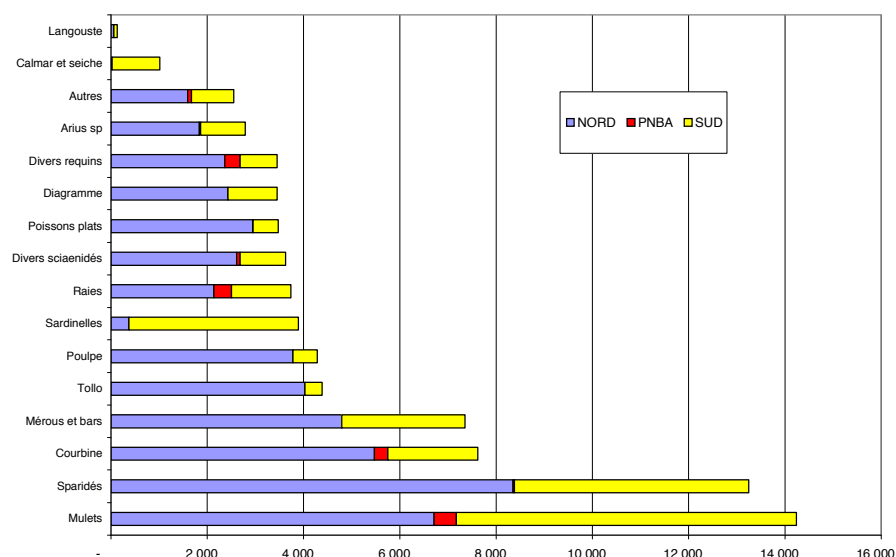
A la suite de ce travail, l'IMROP a entrepris avec l'aide de l'IRD une complète refonte du protocole statistique de la pêche artisanale, et l'évaluation rétrospective des années passées jusqu'en 1997.

Le seul segment de la production artisanale qui soit depuis longtemps connu avec une approximation satisfaisante est celui du poulpe, puisque ce produit est toujours exporté, et toujours exporté congelé. Il est donc systématiquement pris en compte par la SMCP et identifié comme d'origine artisanale ou côtière lors de son passage par les unités de congélation. L'historique de cette production est présenté dans la figure ci-dessous.



**Figure 7 : Production de poulpes de la pêche artisanale (pêche aux pots). Source : SMCP**

Ce même groupe de travail a calculé la structure des captures de la pêche artisanale pour la période 1998 – 2002. Le résultat en est figuré ci-dessous.



**Figure 8 : Structure des captures de la pêche artisanale pour la période 1998-2002**

#### **4.2.4. Le problème de l'accès à la pêche artisanale**

Trois aspects méritent d'être examinés : le droit de pêcher, l'accès à la mer et l'accès aux zones de pêche.

##### ***Le droit d'exercer***

L'accès à la pêche artisanale ou côtière a longtemps été entièrement libre. Cette disposition par défaut résultait d'une part de la supposée modestie de l'effort de pêche que déploie ce sous-secteur si on le compare à celui des chalutiers, et d'autre part à la volonté clairement affirmée des pouvoirs publics d'assister à son développement. Jusqu'à une époque récente, face aux surcapacités de l'ensemble des moyens de capture, la FNP refusait d'envisager une limitation de la pêche artisanale, préconisant plutôt de réduire les possibilités de chalutage.

Pourtant, depuis deux ou trois ans, les chercheurs, les gestionnaires de la pêche et même les instances représentatives des pêcheurs semblent acquis à l'idée d'une certaine limitation de la flottille de pêche artisanale et côtière. Cette évolution - sans doute salutaire - peut raisonnablement être attribuée à la connaissance de l'ensemble des acteurs de la pêche de deux réalités de l'actualité halieutique sous-régionale :

- a) Le Sénégal, référence emblématique de la pêche artisanale en Afrique intertropicale, se débat depuis de nombreuses années avec un problème de surcapacité de la pêche piroguère, problème dont on voyait mal la solution tant que les pêcheurs artisans, qui constituent un lobby très puissant, étaient fermement opposés à toute forme de remise en cause du libre accès.
- b) La première pêcherie mondiale de poulpe, celle du Sahara ex-espagnol, s'est brusquement écroulée en 2004 sous la pression d'une pêche artisanale dont on a imprudemment facilité l'épanouissement sans lui assigner de limite claire autre qu'un quota de capture.

A présent, les conditions sont réunies pour que la pêcherie artisanale soit limitée par les pouvoirs publics et ne puisse plus se développer de façon anarchique : i) Un consensus a été trouvé sur le principe de cette limitation et ii) la Loi 2000-25 portant Code de la pêche permet cette limitation. Elle spécifie à son article 8 que l'importation ou la fabrication d'un navire de pêche est soumise à autorisation.

Actuellement une licence de pêche artisanale permet à son détenteur de pratiquer toutes les formes de pêche autorisées. A brève échéance, quand le plan d'aménagement de la pêche du poulpe puis des autres espèces seront adoptés et mis en application, les licences de pêche artisanale seront spécifiques de tel ou

tel type de pêche. Il y aura donc une modulation de la puissance de pêche par espèce-cible, et finalement, une limitation de la flottille artisanale et côtière dans son ensemble.

### ***L'accès à la mer***

Jusqu'à une époque récente, le seul véritable accès à la mer était Nouadhibou, mais ce port était lui-même spécialement enclavé : on ne pouvait pratiquement s'y rendre que par voie maritime ou aérienne. Le port de Nouakchott avec son wharf puis son port de commerce, reste inaccessible aux navires de pêche. En dehors de Nouadhibou, on trouvait jadis sur le littoral, des populations marginalisées subsistant dans des conditions précaires - les N'Diagolais, les Imraguen – travaillant pour un marché local inconsistant. Leurs plages de débarquement n'étaient joignables que par des pistes difficilement praticables ou alors à marée basse.

Un des grands chantiers initiés ces dernières années est de rendre la côte progressivement plus accessible. La reconquête de l'accès à la mer consistera également à rendre le rivage habitable : on ne peut pas exiger des néo-pêcheurs mauritaniens qu'ils vivent en campements dans leur propre pays, comme le font les pêcheurs immigrés en campagne saisonnière.

Hormis l'accès routier, les villages Imraguen<sup>13</sup> sont désormais aménagés et comportent des infrastructures socio-économiques de base. L'effort devra donc être porté principalement au sud de Nouakchott. Les aménagements suivants ont été réalisés ou constituent des projets plus ou moins avancés :

- Une route reliant Nouakchott à Nouadhibou a été mise en chantier au premier trimestre 2002. Elle devrait être achevée à l'automne prochain. Passant non loin de la mer, puis contournant le PNBA, elle permettra, en ménageant de courtes bretelles, de donner accès à un certain nombre de villages actuellement isolés.
- Il suffira d'une bretelle de 3,5 km pour relier le futur port de Tanit (Cf. chapitre suivant).
- Au sud de Nouakchott, la route de Rosso s'éloigne nettement plus du rivage et nécessitera des bretelles de 15 à 20 km de long. A la suite du projet PDPAS, le site du PK 28 est désormais davantage un village qu'un campement. On projette de bitumer sa bretelle d'accès.
- Les sites en cours d'aménagement sont le PK 144 dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> phase du PDPAS, et le PK 108, au droit de Tinguit pour lequel l'Espagne apporte une aide importante, et enfin un site encore plus sud, dans la mouvance de N'Diogo pour lequel une requête a été déposée auprès de l'aide japonaise.

Il est proposé d'aménager ces villages de façon confortable, avec approvisionnement en eau sécurisé (on trouve facilement de l'eau dans le sud), électricité, fabrique de glace, et infrastructures sociales telles que dispensaire et école primaire. On espère l'installation spontanée de petits commerces. Des plate-formes pour la transformation artisanale du poisson pourraient être aménagées. Pour que s'installent durablement des pêcheurs nationaux au sud de Nouakchott, restera cependant à résoudre le difficile problème du franchissement de la barre.

### ***L'accès aux lieux de pêche***

Les unités de pêche artisanale et de pêche côtière peuvent exercer sur l'ensemble de la ZEE nationale, avec néanmoins des restrictions de droit ou de fait :

- La pêche dans le Banc d'Arguin est strictement limitée à quelques dizaines d'embarcations non motorisées. L'ensemble des unités de pêche du pays n'y a pas accès.
- Les unités de pêche artisanale peuvent théoriquement s'aventurer en dehors des zones qui lui sont réservées, mais à ses risques et périls. Dans la pratique, les zones réservées à la pêche artisanale sont les seules où puisse réellement s'exercer la pêche aux engins fixes étant donné le risque de voir les engins détruits par un chalut. Les risques de collision sont également bien réels.
- Une disposition essentielle du nouveau code de la pêche a été l'extension des zones interdites au chalutage, pour le plus grand bénéfice de la pêche artisanale et côtière (Cf. § Politique des pêches)

<sup>13</sup> Ensemble des villages situés au nord de Nouakchott, y compris Banc d'Arguin

#### **4.2.5. Les infrastructures de la pêche artisanale**

Les possibilités d'accès à la mer, on l'a vu, constituent la toute première nécessité en matière de facilitation du travail des unités de pêche artisanale. Un autre aspect essentiel est de permettre le débarquement et la mise en circulation des produits de la pêche dans des conditions satisfaisantes, au moins sur les grands sites de concentration des débarquements.

##### ***Le Marché au Poisson de Nouakchott***

Il s'agit d'un ensemble d'ouvrages en bord de mer dont l'élément central a été financé grâce à l'aide japonaise à hauteur de 1,2 milliards de MRO (5,7 M €) en 1996. On y traite le poisson en gros et au détail. Il ne comporte aucune structure portuaire et les pirogues – à peu près toutes de type saint-louisienne – échouent sur la plage. L'élément principal consiste en une dalle bétonnée couverte, bordée par deux rangées de locaux de mareyage. L'ensemble occupe environ 3 000 m<sup>2</sup> et comprend de nombreuses annexes rajoutées après coup au fur et à mesure que les fonctions de la halle prenaient de l'ampleur.

Il y a manifestement beaucoup plus d'activité à la périphérie de la halle principale que sous celle-ci. On trouve encore dans l'environnement immédiat, des débits de carburant, des commerces d'équipements de pêche et plusieurs usiniers. On estime que les débarquements journaliers sont de l'ordre de 20 à 25 t en dehors du poisson pélagique et que la halle ou ses annexes sont fréquentées par quelques 6 000 personnes.

Le Marché aux poissons de Nouakchott est une société d'économie mixte sous tutelle du MPEM, où l'Etat détient 60 % des parts. Il est prévu qu'à terme, la part du secteur privé (pêcheurs, usiniers, banques) soit portée à 57 %. La SEM emploie une trentaine de personnes. La qualité de l'hygiène de l'ensemble de l'installation peut être qualifiée d'extrêmement déficiente. La coopération japonaise, qui avait financé le premier et principal ouvrage, finance à présent son réaménagement en vue de sa « mise aux normes », notamment i) en fermant la halle, ii) en posant un plafond et des murs lavables et iii) en renforçant l'assainissement, iv) en mettant en place une seconde fabrique de glace. Les travaux ont débuté en février 2005.

Il demeure que les autres éléments constituant le Marché aux poissons de Nouakchott mériteraient eux aussi un réaménagement en profondeur. Le projet Amélioration des conditions sanitaires des produits de la pêche (Cf. § L'inspection sanitaire) a été sollicité. Il est probable qu'il finance une étude de plan directeur de réaménagement et de développement.

##### ***Le port de pêche artisanale de Nouadhibou***

Dénommé officiellement *Etablissement Portuaire de la Baie du Repos*, le port de pêche artisanale de Nouadhibou a vu le jour en 1996-97 suite à un prêt FADES / Fonds Koweïtien d'un montant de 928 millions d'UM (3,7 M €), après une dizaine d'années d'études et de négociations. Construit dans la Baie du Repos, il comprenait essentiellement 2 pontons de débarquement et 4 pontons de stationnement de 100 m de long, prévus pour accueillir 200 embarcations de moins de 18 m de longueur. Il comprend également une fabrique de glace d'une capacité de production de 15 t / j, 2 chambres froides en froid positif de 25 t de capacité, un atelier et un quai de réparation. Le chenal d'accès a été dragué à - 2 m sur 50 m de large. L'arrière du quai a été loti et supporte de nombreux boxes d'entreposage, commerces et ateliers. Le port a été rapidement saturé avec la fréquentation d'environ 600 pirogues, et il a été décidé de doubler sa capacité tout en édifiant une structure d'accueil des produits de la pêche. Entre temps, en 1999, le nombre d'embarcations fréquentant le port atteignait 900 unités.

C'est l'aide japonaise qui a accordé un don de près de 2 milliards de MRO pour la réalisation de l'essentiel des travaux. Ceux-ci ont été achevés au deuxième trimestre 2002. Il y a désormais 8 pontons d'amarrage, 4 pontons de débarquement, 100 t de capacité de stockage en froid négatif et une production de glace beaucoup plus importante qui a permis un développement important de la pêche des poissons en alternative aux poulpes. La halle de marée a une superficie de 1 760 m<sup>2</sup> sans les annexes. Il était prévu d'y

faire transiter l'ensemble des débarquements de façon à sécuriser les statistiques de pêche, mais cet objectif s'est révélé irréaliste.

Il semble qu'un des problèmes rencontrés par le port de pêche artisanale de Nouadhibou soit l'insuffisance du budget de fonctionnement. Les taxes encaissées correspondent à 4 000 MRO / mois pour les embarcations pontées et 1 000 à 2 000 MRO / mois selon la taille pour les unités non pontées. Il s'y ajoute une taxe sur la production de 0,35 % pour le poulpe et 0,9 % pour le poisson. Ces rentrées permettraient de couvrir les frais de maintenance courante, mais pas les réparations et à plus forte raison le dragage régulier du chenal, reconnu nécessaire mais pour lequel aucun moyen n'a encore été identifié.

Un autre problème grave est l'insuffisance de l'eau de lavage (tous les usiniers disposent d'un forage, mais pas le port de pêche artisanale) et l'absence totale d'assainissement.

### ***Le projet de port de Tanit***

Lors de la construction du port de commerce de Nouakchott, il était envisagé de construire aussi un port pour la pêche à petite échelle. On y a renoncé vu l'importance des problèmes de sédimentation rencontrés. Dès 1997, un site de substitution a été identifié à Tanit, à 70 km au nord de Nouakchott. Il s'agit d'une baie protégée par des hauts-fonds rocheux qui garantissent d'une part un amortissement de la barre, et d'autre part, une dynamique des sédiments non pénalisante. Le maître d'œuvre de cette réalisation est le MPEM à travers le Projet d'Appui au Secteur de la Pêche, qui reçoit l'appui du FAD.

Le port est prévu pour accueillir au minimum 500 pirogues, 60 unités de pêche côtière et 60 chalutiers glaciers. Il y aura également une halle de marée et divers services. A terme, une seconde phase du projet visera à construire une véritable ville avec toutes les fonctions urbaines essentielles. Le port de Tanit bénéficiera de la route Nouakchott - Nouadhibou. Il suffira alors de tirer une bretelle de 3,5 km.

Le port de Tanit, s'il voit le jour, provoquera selon toute vraisemblance une redistribution de l'effort de pêche et des flux de produits en décongestionnant Nouadhibou et en augmentant les livraisons de poisson frais aux usiniers de Nouakchott. Il y aura également augmentation de l'effort de pêche puisque la houle n'empêchera plus les pirogues de prendre la mer. Le besoin financier est évalué à 30 millions d'USD et le financement n'est pas bouclé. Tout porte à croire que ce projet ne verra pas son accomplissement à court ou moyen terme.

## **4.3. La pêche industrielle démersale**

### **4.3.1. La pêcherie céphalopodière**

La flotte exploitant les céphalopodes intègre un segment national et un segment étranger composé des navires communautaires opérant sous l'accord de pêche uniquement (catégorie 5 du protocole). En 2003, la flotte nationale est composée de 125 unités, principalement des navires d'origine chinoise importés dans les années 1990 et travaillant toujours avec un équipage en partie chinois. Les navires mauritaniens sont soit des navires congélateurs, soit des navires glaciers. En 2001, on comptait environ 61 navires glaciers pour 63 navires congélateurs. Les céphalopodiers battant pavillon mauritanien ont l'obligation de débarquer leurs prises sur le territoire national. Les prises de navires congélateurs sont exportées directement de Nouadhibou, tandis que les prises des glaciers sont congelées par les usines à terre avant exportation.

Le segment européen consistait en 2003 en 55 navires principalement espagnols (50 navires) et italiens (5 navires). Des navires grecs sont également entrés temporairement dans la pêcherie en remplacement d'unités des deux Etats membres cités. Ces navires sont tous congélateurs et débarquent leurs prises soit directement dans des ports européens (Las Palmas, Vigo), soit dans des ports de la sous région (Dakar, Sénégal), soit transbordent en mer. Les débarquements à Nouadhibou restent l'exception. Les prises des navires européens sont vendues sur le marché communautaire et exportées en partie vers des pays tiers (Japon).

En termes de caractéristiques moyennes des navires, les valeurs moyennes du fichier des navires licenciés par nationalité indiquent que le céphalopodier moyen européen est de capacité supérieure à son équivalent mauritanien. Les chalutiers espagnols sont plus puissants et plus volumineux que les navires mauritaniens. Les quelques unités italiennes ont des paramètres de capacités supérieures à ceux des navires espagnols.

**Tableau 16: caractéristiques moyennes des céphalopodiers**

	Mauritanie	Espagne	Italie
Nombre	129	55	6
TJB	221	250	398
KW	474	686	1048

A noter que la donnée âge du navire n'est pas dans le fichier des licences (ni pour les céphalopodiers, ni pour les autres navires voir infra). Cette donnée est importante car même à capacité de jauge et de puissance nominale supérieure, un navire âgé aura vraisemblablement des niveaux de performance inférieurs.

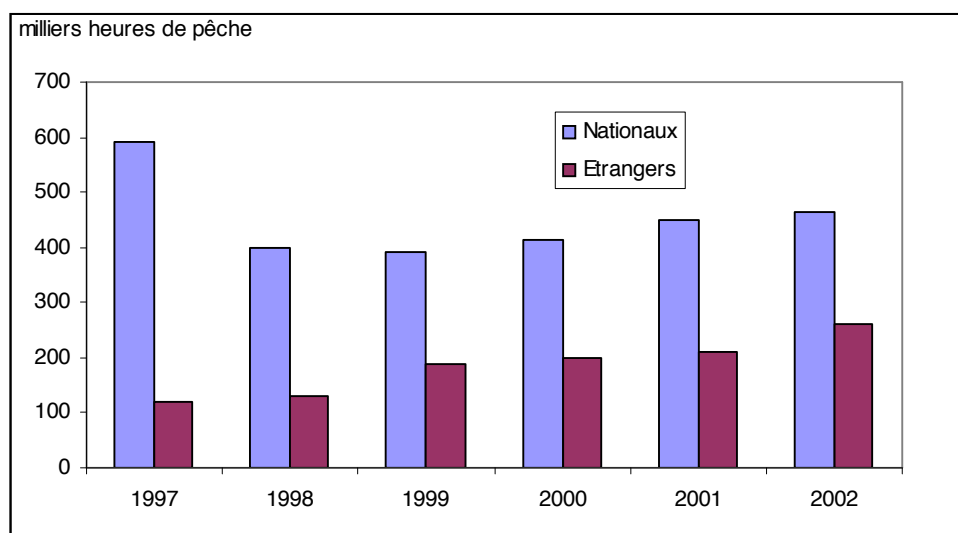
### Les engins de pêche utilisés

Les navires mauritaniens et communautaires utilisent tous les deux le chalut de fond simple (pas de chaluts jumeaux) à ouverture verticale limitée (environ 2 m). Les chaluts utilisés par les opérateurs mauritaniens sont des chaluts coréens à 4 faces construits en polyéthylène dont les qualités de résistance à la rupture et à l'abrasion sont satisfaisantes. Le chalut coréen utilise des chaînes racleuses pour décoller les espèces du fond. Ce dispositif est interdit depuis 2002 et explique en partie pourquoi une partie de la flotte nationale se rabat sur le chalut de type espagnol. Le chalut espagnol est un chalut à deux faces utilisé à bord des chalutiers de l'Union Européenne et quelques chalutiers nationaux (par des capitaines espagnols). Ce chalut est habituellement fabriqué en polyamide dont les qualités de résistances à la rupture et à l'abrasion sont plus grandes que celles de polyéthylène. Par ailleurs, le polyamide a une grande élasticité qui lui permet de supporter des poids considérables.

Le maillage minimum des chaluts est de 70 mm maille étirée comme l'imposent le Décret 2000-25 et le protocole d'accord de pêche.

### L'effort de pêche

L'évolution de l'effort de pêche des navires céphalopodiers nationaux et étrangers montre pour les premiers une décroissance de l'effort marquée entre 1998 et 1999 en raison du départ d'unités chinoises. Depuis, l'effort de pêche déployé par les navires mauritaniens progresse. L'effort de pêche déployé par les navires de la Communauté a également progressé pour se stabiliser entre 1999 et 2001 et augmenter à nouveau en 2002 suite à l'entrée en vigueur du nouveau protocole incluant de nouvelles possibilités de pêche pour ce segment.

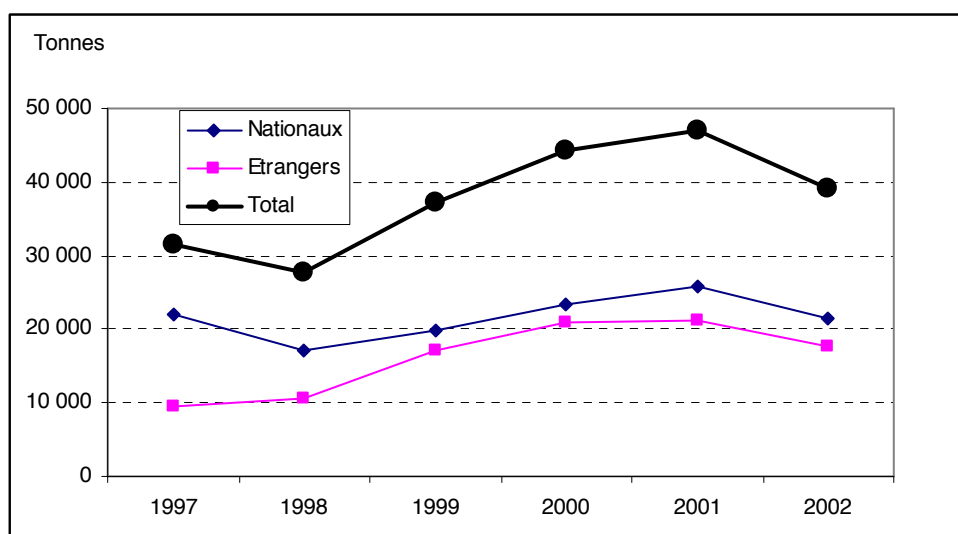


**Figure 9 : Evolution de l'effort de pêche non-standardisé déployé par les céphalopodiers nationaux et étrangers. Source : RIVO**

En 2002, le nombre d'heures de pêche effectuées par les navires industriels mauritaniens était près du double du nombre d'heures des chalutiers communautaires (rapport de 2/3 – 1/3). Cet écart se réduit si l'on considère l'effort de pêche standardisé. En examinant les données de rendement, l'IMROP a établi que la prise par unité d'effort des céphalopodiers espagnols était de 23% supérieure à celle des chalutiers nationaux ce qui s'explique par le caractère plus performant des unités européennes. Ce coefficient a été appliqué pour redresser les données d'effort et le résultat fait apparaître que si les navires mauritaniens restent la principale entité déployant de l'effort, l'écart avec la partie communautaire est plus réduit (rapport de 60% - 40% pour le total de l'effort déployé).

### Les captures

Les données de capture des journaux de bord indiquent que les débarquements totaux des navires céphalopodiers ont globalement progressé de 27 000 tonnes en 1998 à 47 000 tonnes en 2001 pour chuter à moins de 40 000 tonnes en 2002. L'évolution des captures par nationalité montre une évolution parallèle des captures des flottilles mauritaniennes et communautaires sur la période 1999-2002.



**Figure 10 : Débarquements totaux des navires industriels céphalopodiers. Source : RIVO**

En termes d'espèces capturées, la composition des captures des céphalopodiers a été analysée par l'IMROP à partir des données des journaux de bord. Cette analyse indique que sur la période 1996-2001 ; le poulpe, principale espèce ciblée, représentait 48% des captures des céphalopodiers nationaux et 43% des captures des céphalopodiers étrangers. Ces proportions varient d'une année sur l'autre suivant l'abondance de la ressource.

Une approche des quantités pêchées par un navire moyen communautaire et national en 2001 a pu être effectuée par une analyse d'un échantillon de données des journaux de bord obtenus par la mission. Des navires ayant pêché pratiquement toute l'année ont été sélectionnés. Ce travail confirme l'écart de productivité entre les deux type de navires ( $\approx 23\%$ ) et indique qu'un céphalopodier européen moyen pêche dans son année environ 371 tonnes de produits, dont 175 tonnes (47%) de poulpes). Un céphalopodier national pêche 289 tonnes dans son année, avec 120 tonnes de poulpes. Les autres espèces importantes sont les seiches et les calmars. La présence de seiches en plus grand nombre dans les débarquements de nationaux, ainsi que l'absence de merlus révélerait une stratégie de pêche plus côtière.

**Tableau 17 : Composition des captures des céphalopodiers communautaires et nationaux en 2001 d'après une analyse d'un échantillon de journaux de bord de navire ayant pêché une grande partie de l'année.**

	Etranger	National	Etranger	National
	En tonnes		En pourcentage	
Poulpe	175	120	47%	42%
Seiche	22	48	6%	17%
Calmar	25	22	7%	8%
Daurades	14	19	4%	7%
Merlus	14	0	4%	0%
Autres	121	80	33%	28%
Total	371	289		

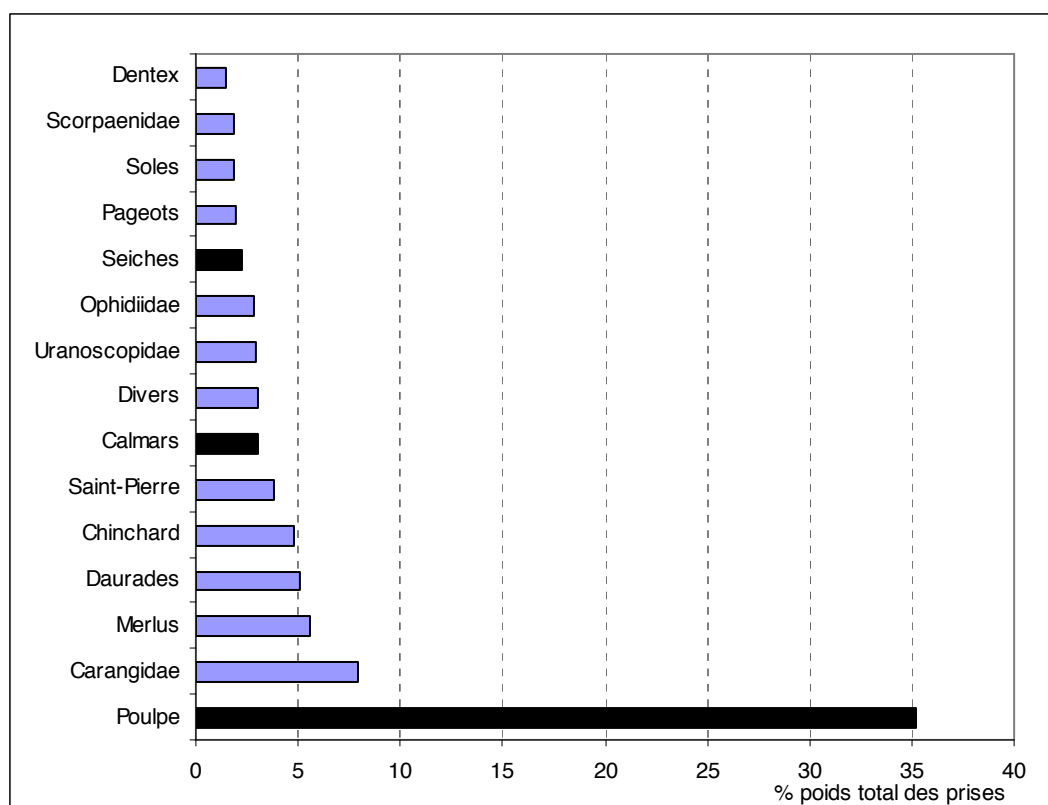
En 2002, qui fût une mauvaise année de pêche pour le poulpe, la proportion de poulpes mesurée pour les deux flottes par l'IMROP était respectivement de 45% pour les nationaux et 35 % pour les communautaires. On ignore cependant quels navires ont été pris en compte dans cette analyse. Certains navires nationaux n'arment au céphalopode que quand la saison est favorable et changent de stratégie de pêche et de type de licence ensuite.

Le faible niveau de détail des espèces demandé dans les journaux de bord ne permet pas de vérifier en détail les prises des autres espèces (le journal de bord détaille les céphalopodes et quelques espèces de poissons importantes, mais agrège les autres espèces sous une catégorie « autre »).

Des données plus fines sur les captures des céphalopodiers ont été établies à partir des données collectées par les observateurs embarqués. Ce programme d'observateurs ne concerne que la flotte communautaire car aucun embarquement n'est prévu sur les navires nationaux. Les données observateurs ont permis de collecter des données sur les prises totales des céphalopodiers, mais n'identifient pas ce qui est capturé et rejeté en mer (les prises accessoires) de ce qui est conservé à bord.

Les données résumées dans le graphique suivant indiquent que les céphalopodes (poulpes, calmars et seiches) représentent près de 40% du total des espèces capturées. Les céphalopodiers capturent également des espèces de poissons de valeur commerciale comme les merlus, les daurades ou les Saint-Pierre, mais également des espèces de moindre valeur comme le chinchard et certaines carangues. Les autres espèces capturées comprennent des produits sans valeur commerciale particulière.





**Figure 11 : Les principales espèces capturées par les céphalopodiers communautaires d'après les données observateurs. Source : RIVO**

On soulignera une nouvelle fois que la composition des captures d'après les données observateurs ne sépare pas la fraction retenue à bord de la fraction rejetée. Ainsi, si comme on peut le penser les chinchards et d'autres espèces non commerciales sont effectivement rejetées (y compris des espèces commerciales trop petites), la proportion de céphalopodes débarqués est normalement plus élevée que ce qui est indiqué par les données observateurs.

#### **4.3.2. La pêche crevettière**

La pêche crevettière en Mauritanie a démarré dans les années 1960 avec des chalutiers espagnols. Ce type de pêche a longtemps été laissé aux navires étrangers, jusqu'à ce que l'on assiste à partir de 2000 à un développement d'un segment pêche nationale à l'aide de navires ayant délaissé la pêche céphalopodière.

Les capacités communautaires autorisées sur ce segment sont de 6 000 TJB par an (catégorie 1 du protocole). Ceci se traduit par entre 35 et 37 navires travaillant dans les eaux mauritaniennes, en majorité espagnols avec quelques unités italiennes, grecs et portugaises. Le nombre d'autres navires n'a pu être identifié avec précision, mais il apparaît d'après les niveaux d'efforts relevés en 2002 que cette flotte ne doit pas être loin en effectif du niveau de la flotte communautaire travaillant sous accord. On travaillera ainsi sur une hypothèse de 70 navires crevettiers en tout. D'après l'IMROP, les navires nationaux étaient environ un vingtaine, le reste intégrant des unités battant divers pavillons et travaillant sous contrats d'affrètement ou sous un système de licence libre.

Tous les navires travaillant sur cette pêche congèlent les captures à bord (la crevette se conserve difficilement en glace). Les prises sont débarquées à Nouadhibou pour les navires autres que communautaires sous accord, ou directement dans les ports espagnols voire à Dakar pour les navires sous accord.

Les caractéristiques moyennes des navires sont indiquées ci-dessus, d'après les informations sur les navires licenciés en 2001. De manière générale, les navires mesurent entre 25 et 35 m mais présentent des caractéristiques différentes. Les navires les plus puissants sont les navires italiens. Les navires mauritaniens présentent des caractéristiques techniques de navires plus puissants que ceux de la flotte espagnole.

**Tableau 18 : Caractéristiques moyennes des navires crevettiers**

	Grèce	Italie	Mauritanie	Portugal	Espagne
Nombre	2	3	15	4	34
TJB	144	327	207	162	144
KW	599	834	664	569	433

### Les engins de pêche

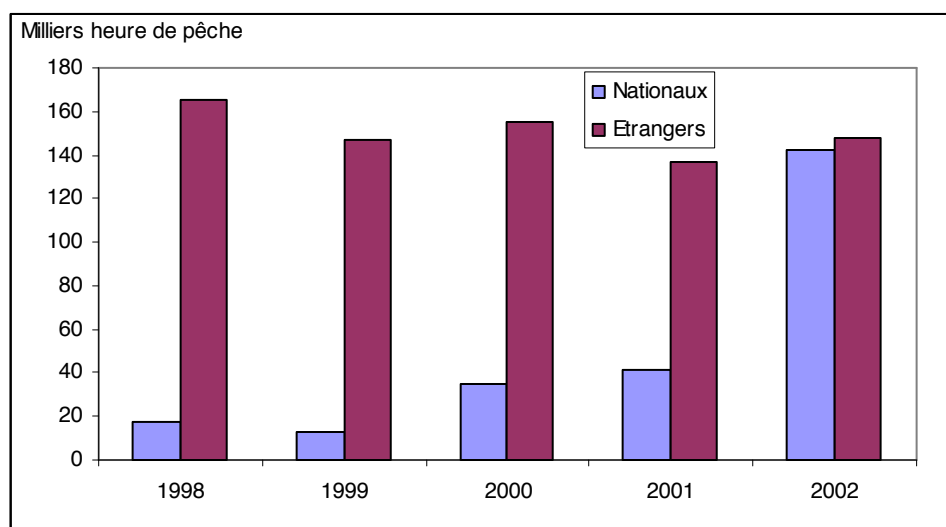
Le terme pêcherie crevettière et son système de licences recouvre en fait deux pêcheries sensiblement différentes : la pêcherie de crevettes côtières (*Penaeus notialis* et *P. kerathurus* - Lagostino) et la pêcherie de crevettes profondes (*Parapenaeus longirostris* - Gamba - et *Aristeus varidens* - Alistado). Les crevettes côtières sont surtout pêchées entre les parallèles 19°00N et 20°00N, alors que les crevettes profondes sont exploitées entre 17°20N et 18°50N.

Les navires exploitant la crevette côtière travaillent en majorité avec des gréement de type floridien à deux ou quatre chaluts à deux faces de faible ouverture verticale trainés au bout de tangons. L'ouverture des chaluts est assurée par des panneaux. Les navires exploitant la crevette profonde utilisent des chaluts de fonds simples à panneaux classiques comparables à ceux utilisés par les navires langoustiniers en Europe (chalut type irlandais à deux faces avec une ouverture verticale inférieure à deux mètres).

Pour ces deux types d'engins, le maillage minimal du cul du chalut est fixé réglementairement à 50 mm maille étirée.

### L'effort de pêche

Les informations collectées par l'IMROP / RIVO à partir des journaux de bord indiquent une augmentation très nette de l'effort de pêche à partir de 2000. Cette augmentation est liée pour l'essentiel à l'entrée dans la pêcherie de navires mauritaniens à partir de 2000-2001 et plus sensiblement en 2002.



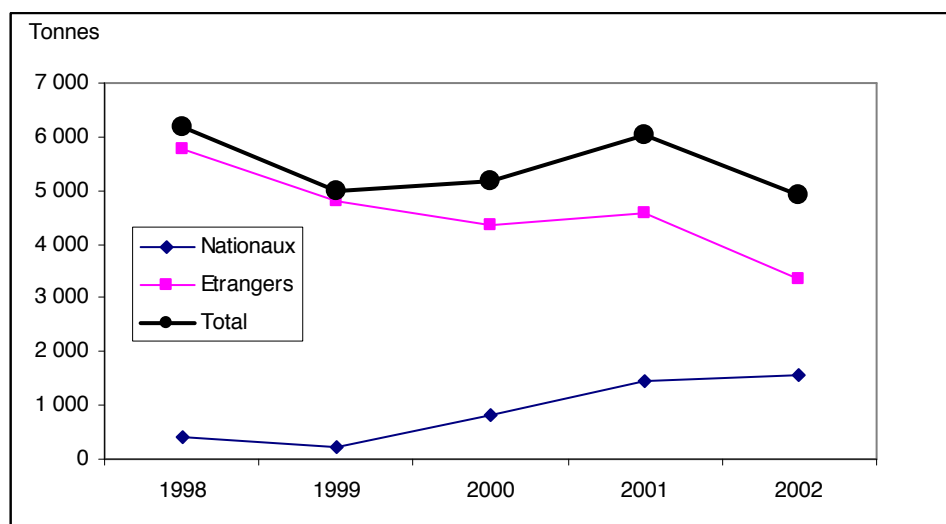
**Figure 12 : Evolution de l'effort de pêche des navires industriels crevettiers en Mauritanie. Source : RIVO**

On observe ainsi qu'en 2002, l'effort déployé par les navires mauritaniens est sensiblement équivalent à l'effort déployé par les navires étrangers. Sous réserve de confirmation, la situation a probablement changé entre 2003 et 2004 avec l'arrivée de nouveaux navires nationaux sur cette pêche, alors que dans le même temps les capacités européennes sous accord étaient plafonnées du fait des possibilités ouvertes.

D'après des analyses de l'IMROP en 2001, les rendements des crevetiers européens seraient de 29% supérieurs à ceux des navires nationaux (moyenne 1996-2002), et ce coefficient est utilisé pour redresser l'effort de pêche communautaire. Compte tenu de l'entrée en flotte d'un nombre important de navires mauritaniens sur cette pêche en 2002 et des caractéristiques techniques élevées de ces navires, il n'est pas certain que ce coefficient de redressement soit toujours d'actualité.

### Les captures

Suivant les informations données dans le rapport IMROP du groupe de travail 2002 et les données du RIVO, les captures totales (toutes espèces confondues) des crevetiers étaient en 2002 de l'ordre de 5 000 tonnes. Les captures des navires étrangers représentaient en cette dernière année plus de 2/3 de la production de ce segment. On notera que les données de capture sont douteuses pour le segment national qui en déployant un effort comparable à celui des européens en 2002 auraient du obtenir des captures plus proches de celles du segment européen.



**Figure 13 : Débarquements totaux des navires industriels crevetiers. d'après IMROP / RIVO**

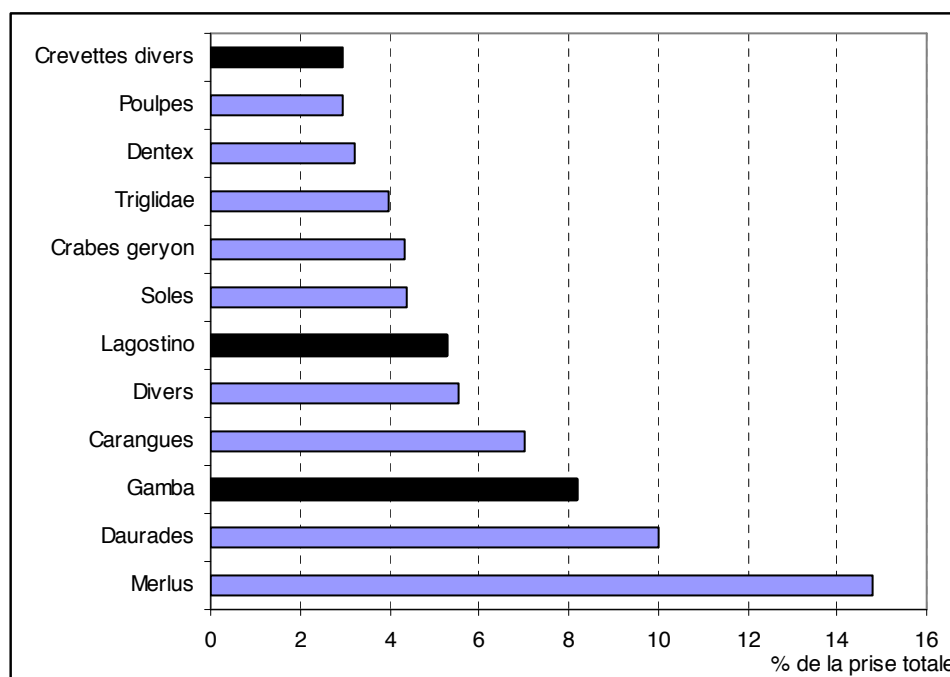
La composition des captures déclarées des navires crevetiers peut être approchée à partir des informations extraites d'un échantillon de journaux de bord de navires ayant pêché une grande partie de l'année en Mauritanie. Les données indiquent que les navires mauritaniens pêchent en moyenne davantage que les navires communautaires (166 tonnes par an contre 157 tonnes), ce qui s'explique par les capacités nominales supérieures en jauge et puissance. Pour les deux segments, les captures de crevettes côtières ou profondes représentent 75% des tonnages déclarés pour les étrangers, et 88% pour les nationaux. Les crevettes côtières (lagostino) dominent dans les prises des nationaux, alors que les crevettes profondes sont plus importantes pour les européens.

**Tableau 19 : Profil de captures 2001 de crevettiers ayant pêché une grande partie de l'année. D'après une analyse d'un échantillon de logbooks**

	Etrangers	Nationaux	Etrangers	Nationaux
	Tonnes		% total	
Lagostino	36	53	23%	32%
Alistado	12	3	8%	2%
Gamba	70	90	45%	54%
Céphalopodes	4	11	2%	7%
Coquillages	20	2	13%	1%
Merlu	1	1	0%	0%
Crabe geryon	8	3	5%	2%
Divers	7	3	4%	2%
<b>Total</b>	<b>157</b>	<b>166</b>		

Comme pour les navires céphalopodières, les déclarations de captures des capitaines ne permettent pas d'apprécier la réalité des prises. Sur la base du résultat des programmes observateurs embarqués sur les navires communautaires, la proportion des principales espèces pêchées a pu être obtenue. Ces données ne précisent pas ce qui est retenu à bord de ce qui est rejeté en mer (espèces non commerciales ou hors-taille).

La figure suivante indique les résultats obtenus sur la période 1996-2002. Ils indiquent que les captures de crevettes ne représentent au total que 16% des prises totales (gamba + lagostino + crevettes diverses), soit pour comparaison avec d'autres pêcheries crevettières un ratio de 1 kg de crevettes pour 5,2 kg de poissons capturés.

**Figure 14 : % d'espèces capturées par les crevettiers européens. Source IMROP / RIVO**

Les autres prises accessoires intègrent à titre principal des merlus, des daurades et divers types de carangues. On note que les proportions dans les prises totales sont très supérieures à celles dans les tonnages conservés à bord et déclarés dans les journaux de bord. Ceci suggère que la plupart de ces prises sont rejetées, probablement *i)* parce qu'elles sont de tailles trop petites pour être commercialisables, et *ii)* parce que la législation mauritanienne n'autorise pas de détenir à bord des tonnages importants d'autres

espèces. Les chaluts travaillent en effet avec de la maille de 50 mm, et le travail près du fond pour la pêche de crevettes capture en majorité des petits merlus<sup>14</sup>. Concernant le poulpe, les données des observateurs révèlent que les crevettiers en prennent peu, un peu moins de 3% des prises totales.

#### **4.3.3. La flotte merluttière**

La flottille merluttière cible deux espèces : le merlu noir *Merluccius senegalensis* et le merlu *Merluccius polli*. Historiquement, cette pêcherie a été exploitée par des pavillons étrangers sous licences. Des navires nationaux sont entrés dans la pêcherie en 1998.

Les possibilités de pêche du protocole d'accord intègre des chalutiers glaciers<sup>15</sup> et des palangriers de fond (catégorie 2). Le tonnage autorisé est de 8 500 TJB par an, et environ une vingtaine de navires communautaires utilisent ces possibilités (nombre variable suivant le trimestre). La proportion de palangriers par rapport aux chalutiers est variable. Le nombre des navires non communautaires (nationaux ou autres) exploitant ce stock de manière ciblée serait d'après l'IMROP de l'ordre de 5 à 6 unités.

Les navires communautaires qui travaillent sur ce type de pêcherie sont uniquement glaciers. Les prises ne sont pas débarquées en Mauritanie : les navires européens fréquentent des ports voisins de la sous région (Dakhla, Agadir - Maroc, ou Dakar, Sénégal) ou débarquent dans des ports du sud de la péninsule ibérique.

D'après le fichier des licences de 2001, les chalutiers mauritaniens spécialisés sur le merlu affichent des caractéristiques techniques nominales supérieures à celles des navires espagnols. Les navires nationaux sont plus volumineux (279 TJB contre 232 TJB) et plus puissants (795 KW contre 558 KW) que leurs homologues espagnols.

**Tableau 20: Caractéristiques moyennes des chalutiers merluttiers en 2001**

	Mauritanie	Espagne
Nombre	5	18
TJB	279	232
KW	795	558

Les caractéristiques moyennes des palangriers ne sont pas connues avec précision. D'après des données journaux de bord consultés, les navires palangriers européens mesurent autour de 25 m et sont d'une jauge moyenne de 115 TJB, avec une puissance motrice équivalente à 320 KW.

#### **Les engins de pêche**

On ne dispose que peu d'informations sur les engins de pêche utilisés par les flottes merluttieres en Mauritanie.

S'agissant du chalut, étant donné le comportement semi pélagique de cette espèce, elle se capture principalement à l'aide de chaluts simples à panneaux à grande ouverture verticale qui peuvent être utilisés près du fond ou plus haut dans la colonne d'eau quand le poisson se décolle du fond (la nuit). En général, ces chaluts sont peu efficaces pour la capture d'espèces reposant sur le fond.

Le maillage des chaluts est fixé à 70 mm minimum.

Les palangres consistent en une succession d'hameçons appâtés montés sur une ligne mère par séries de plusieurs dizaines. Le total du nombre d'hameçons utilisés peut approcher le millier. Cette technique de

<sup>14</sup> Les merlus adultes vivent décollés du fond et sont moins capturables par les chaluts à faible ouverture verticale.

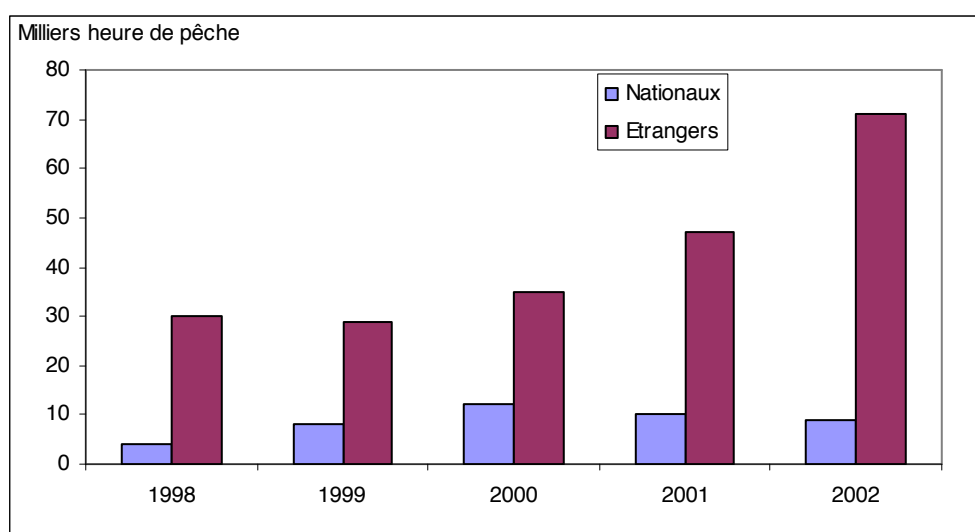
<sup>15</sup> Les chalutiers congélateurs européens sont explicitement exclus de cette catégorie de pêche

pêche présente l'avantage d'être relativement sélective par rapport à l'emploi du chalut dans le sens où elle permet de limiter les captures de poissons immatures.

### L'effort de pêche

Comme l'indique le graphe suivant, l'effort de pêche déployé jusqu'en 2002 par les flottes merluttieres est essentiellement étranger (à dominante communautaire), l'effort de pêche des unités nationales restant faible en comparaison.

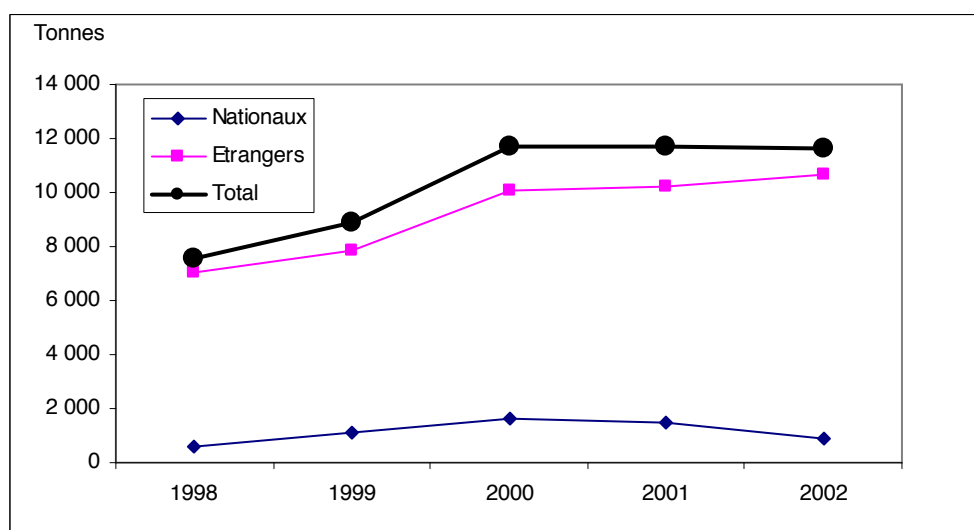
On note que l'effort de pêche suit une tendance à l'augmentation depuis 1999. Le niveau 2002 est le plus haut atteint depuis 1998, mais il demeure inférieur à l'effort de pêche déployé par les flottes étrangères dans les années 1992-1994.



**Figure 15 : Evolution de l'effort de pêche non standardisé des navires industriels merluttiers en Mauritanie. Source : RIVO**

### Les captures

D'après les données de l'IMROP complétées en 2002 par les données publiées par le RIVO, le total des captures du segment merluttier reste stable depuis 2000 à environ 12 000 tonnes par an.



**Figure 16 : Débarquements totaux de la flotte industrielle merluttière. Source : IMROP-RIVO**

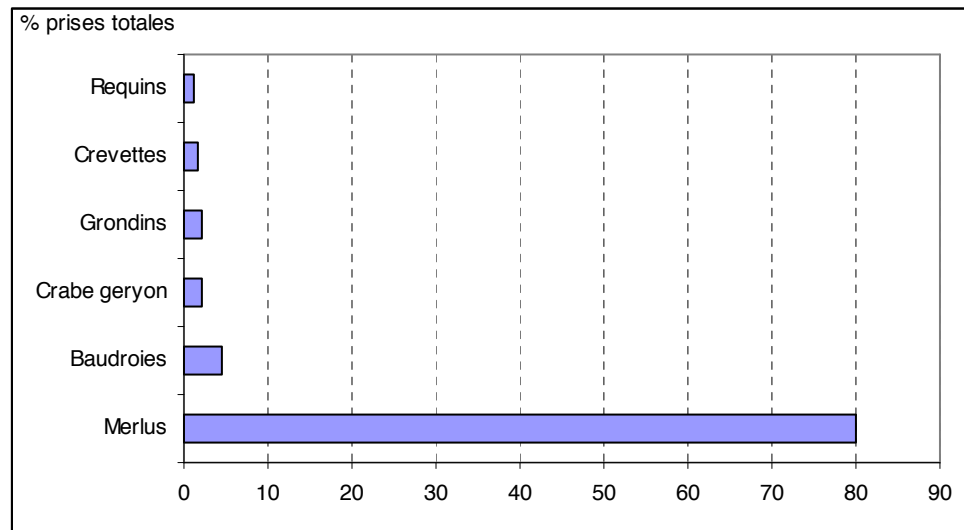
Comme pour les autres segments de flotte étudiés, le détail des prises déclarées par espèce peut être approché à partir d'un échantillon de déclarations (base 2001) de navires ayant travaillé une grande partie de l'année en Mauritanie. Ces données indiquent que les captures déclarées sont composées à plus de 85% par l'espèce cible. Les captures de céphalopodes sont nulles pour le segment palangrier et très faibles pour les navires chalutiers.

**Tableau 21 : Profil de captures 2001 de merluttiers ayant pêché une grande partie de l'année. D'après une analyse d'un échantillon de logbooks**

	Chalutier européen	Palangrier européen	Chalutier mauritanien
	<b>En tonnes</b>		
Merlus	198	92	212
Céphalopodes	1	0	1
Autres	7	16	30
<b>TOTAL</b>	<b>208</b>	<b>108</b>	<b>243</b>

Ces données montrent également que les navires mauritaniens pêchent des quantités comparables, voire légèrement supérieures à celles des navires européens.

En ce qui concerne les captures totales (prises conservées à bord et rejets en mer) des navires merluttiers, les résultats du programme des observateurs embarqués sur les navires chalutiers européens confirme que sur la période 1996-2002 les prises de merlus composent l'essentiel des captures avec près de 80% de la prise totale. Parmi les groupes d'espèces représentant plus de 1% de la capture totale, on retrouve des espèces de fonds comme des baudroies, des crevettes, des grondins (famille Triglidae), des crabes profonds, et des requins Triakidae du genre *Mustelus*. Les espèces de poissons à haute valeur commerciale comme les daurades sont quasiment absentes des captures.



**Figure 17 : % d'espèces capturées par les merluttiers européens. Source IMROP / RIVO**

Il s'agit donc d'une pêcherie relativement spécifique avec peu de prises d'espèces accessoires. Les rejets en mer de ce segment intègrent très probablement de ces espèces accessoires non commercialisables, mais également des merlus de taille inférieure à la taille commerciale. Ceci ne peut être confirmé en l'absence d'échantillonnage spécifique de la fraction rejetée.

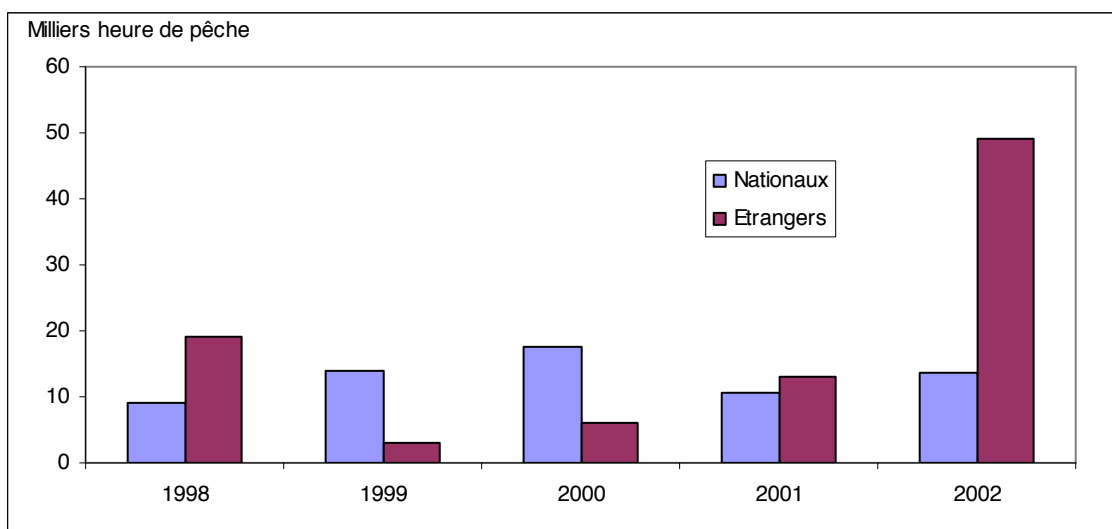
#### 4.3.4. La pêche ciblant les poissons de fond

Cette catégorie de navires inclut des unités pratiquant plusieurs types d'engins de pêche dont des méthodes passives (filets, casiers, palangres) et des méthodes actives (chaluts). Au sens du protocole d'accord de pêche, la flotte européenne concernée est celle de la catégorie 3 (pêche démersale autre que le merlu noir avec engin autre que le chalut) et de la catégorie 4 (chalutiers poissonniers congélateurs pêchant des espèces démersales). Les possibilités de pêche autorisées sont de 3 300 TJB par an pour la catégorie 3 et de 4 000 TJB pour la catégorie 4.

Suivant les informations publiées par l'IMROP, la flotte de pêche exerçant sur cette catégorie serait de l'ordre de 40 unités d'une trentaine de mètres de longueur, mais les effectifs sont susceptibles de varier suivant les saisons. Les pavillons non mauritaniens représenteraient la majorité des effectifs, avec une dizaine de navires nationaux. Il n'est pas possible de proposer de caractéristiques moyennes des navires impliqués du fait de la diversité de ceux-ci.

#### L'effort de pêche

Les données publiées par l'IMROP et le RIVO indiquent que l'effort déployé par la flotte nationale a dépassé celui des flottes étrangères en 1999 et 2000. Depuis, l'effort des navires étrangers a sensiblement augmenté pour atteindre un niveau record en 2002. D'après l'IMROP, l'augmentation constatée en 2002 serait liée à la reconversion vers d'autres types de pêche de céphalopodiers qui n'ont pu entrer dans la pêche de la catégorie 4 du fait d'un gel des licences.



**Figure 18 : Evolution de l'effort de pêche des navires industriels poissonniers. Source : IMROP / RIVO**

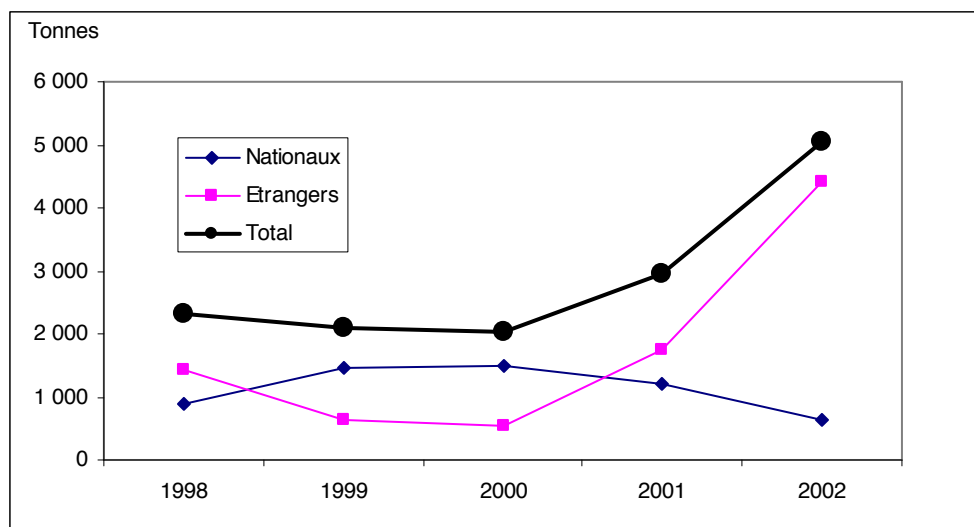
On constatera que l'effort de pêche de ce segment poissonniers est faible en valeur absolue par rapport à celui déployé par les segments céphalopodiers ou crevettiers (de l'ordre de 70 000 heures de pêche contre environ 720 000 pour les céphalopodiers et de 290 000 pour les crevettiers). L'effort des navires de cette catégorie est comparable à celui du segment merluttier.

#### Les captures

Le graphique suivant présente l'évolution des captures des navires de cette flottille. Après avoir stagné aux alentours de 2 200 tonnes par an sur la période 1999-2000, la capture totale a régulièrement augmenté pour atteindre près de 5 000 tonnes en 2002. L'augmentation des prises des navires étrangers est le



principal facteur d'augmentation. On notera que ce chiffre paraît très faible au regard des capacités déployées et qu'il est très probablement sous-estimé.



**Figure 19 : Débarquements totaux de la flotte industrielle poissonnière. Source : IMROP-RIVO**

Un échantillon de journaux de bord de navires poissonniers étrangers ayant travaillé la majeure partie de l'année en Mauritanie indiquent qu'ils pêchent des quantités importantes de merlus (48%). Les autres espèces pêchées sont la plupart agrégées dans une catégorie « autres ». S'agissant des navires nationaux, on observe qu'il n'y a pas de merlus déclarés, et que l'essentiel des prises est donné sous une catégorie « autres » qui dans ce cas précis intègre 98% des captures. Les débarquements de céphalopodes par ce type de flottille semblent réduits, mais proche de 8% des prises pour les navires étrangers.

**Tableau 22 : Profil de captures 2001 de poissonniers ayant pêché une grande partie de l'année. D'après une analyse d'un échantillon de logbooks**

	Chalutiers étrangers	Chalutiers nationaux
	En tonnes	
Céphalopodes	13	1
Coquillages	1	
Merlu	76	
Autres	62	184
Crevettes	4	4
Autres crustacés	2	
<b>TOTAL</b>	<b>158</b>	<b>189</b>

Les indications issues du programme d'observateurs embarqués sur les navires de la Communauté montrent que le spectre d'espèces pêchées par les chalutiers poissonniers est relativement large. Environ une quinzaine d'espèces ou de groupes d'espèces composent plus de 85% des captures, avec en premier lieu des carangues, des dorades, des merlus, des soles et le poulpe qui totalisent près de 50% des prises en poids (prises conservées à bord ou rejetées en mer).

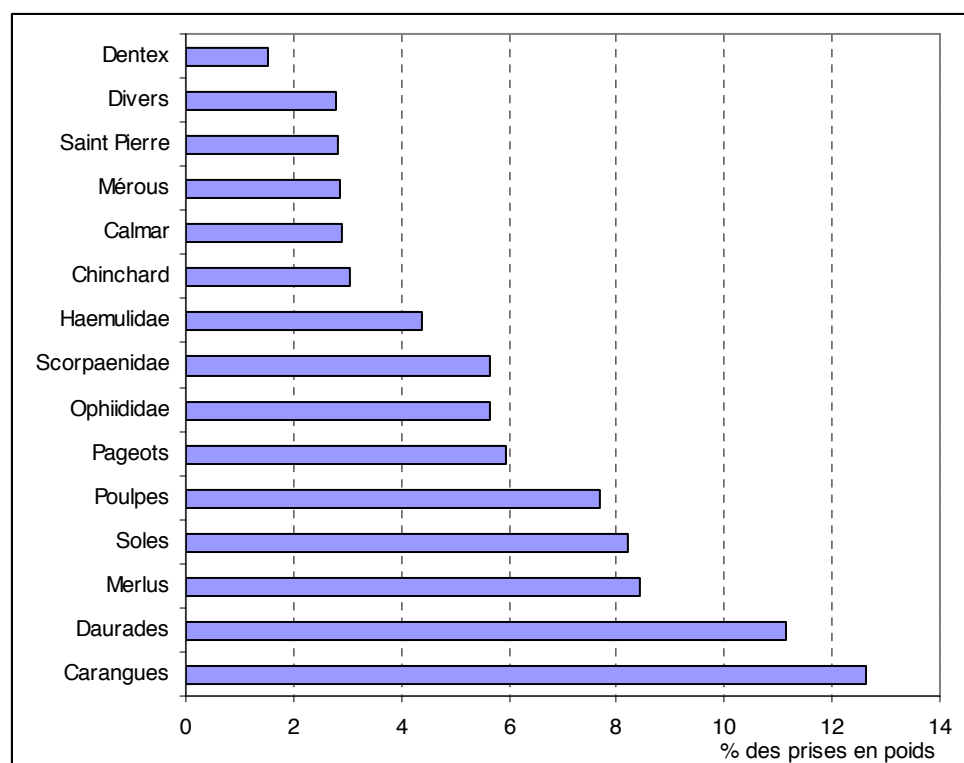


Figure 20 : % d'espèces capturées par les chalutiers poissonniers européens. Source : IMROP / RIVO

#### 4.4. La pêche industrielle de petits pélagiques

La flotte industrielle ciblant les petits pélagiques fait intervenir des navires de très grandes capacités mesurant 100 m et plus, et pouvant avoir jusqu'à une centaine d'hommes d'équipages à bord. Certains de ces navires, en particulier ceux ayant appartenu à des intérêts de l'ex-bloc soviétique sont capables de transformer une partie des prises à bord en conserves ou farines.

L'exploitation des petits pélagiques dans la ZEE mauritanienne est assurée par plusieurs flottilles de nationalités très différentes. On dénombre jusqu'à 23 nationalités différentes en opération dans cette zone au cours de la dernière décennie. Il s'agit d'une pêche exclusivement étrangère, aucun navire national n'y participant.

Les navires européens travaillant sous le protocole d'accord de pêche (catégorie 9 chalutiers congélateurs de pêche pélagique) sont limités à un maximum de 15 unités travaillant simultanément. Des discussions ont eu cours pour augmenter ce nombre maximum à 25 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 afin d'intégrer les navires des nouveaux Etats membres très actifs sur ce segment.

Le nombre moyen annuel de navires se situe autour de 60 en équivalent temps plein, mais une augmentation du nombre de navires ayant fréquenté la zone mauritanienne en 2002 rapproche cet effectif d'un niveau de 70 unités. La flotte déployée par l'URSS et la Fédération de la Russie (CEI) par la suite est largement dominante sur toute la période d'étude, suivie par les bateaux battant pavillon ukrainien, néerlandais et lituanien. L'activité des navires des autres nationalités est caractérisée par son irrégularité (présence généralement de quelques mois par an et d'un à deux ans, voire trois pendant toute la période d'étude). Le tableau suivant indique le nombre de navire ayant pris des licences en Mauritanie entre 2000 et 2002, sans pouvoir tenir compte de ceux qui sont effectivement venus pêcher, ou du temps de présence sur zone. On note parmi ces navires la présence d'unités faisant partie de nouveaux Etats membres après l'élargissement de mai 2004 (Chypre, Lettonie, Lituanie).

**Tableau 23 : Nationalités et nombre de navires licenciés dans la catégorie petits pélagiques. Source : DSPCM**

Nationalité	2000	2001	2002
CEI	32	30	36
Ukraine	21	19	22
Pays Bas	8	9	11
Chypre	7	10	10
Belize	4	5	12
Chine Pop.	17	1	0
Lettonie	5	5	5
St. Vin+Gr	4	4	4
Lituanie	4	3	3
Angleterre		2	2
France	2	1	0
Espagne	2	0	0
Ghana	2		
Allemagne		1	1
Bulgarie	1		
Nigéria			1
Norvège	1		
Togo		1	
<b>TOTAL</b>	<b>110</b>	<b>92</b>	<b>107</b>

Les caractéristiques des navires des principaux pavillons exploitant la ressource en petits pélagiques sont indiquées dans le tableau ci-dessous. On note que les navires des Pays-Bas sont les plus volumineux et les plus puissants de la flotte. Les navires de la CEI et d'Ukraine viennent ensuite.

**Tableau 24 : Caractéristiques techniques moyennes des chalutiers pélagiques. D'après le fichier des licences 2001**

	CEI	Chypre	Lettonie	Lituanie	Pays-Bas	Ukraine
Jauge moyenne	5 141	4 471	3 307	4 143	7 281	5 351
Puissance moyenne	4 310	3 760	2 811	4 069	4 620	3 684

Les chalutiers européens (y compris les ceux des nouveaux Etats membres de la Communauté) ont des stratégies de pêche différentes.

Les navires lituaniens et lettons exploitent les eaux de l'Afrique occidentale pratiquement toute l'année. La Mauritanie constitue l'essentiel de leur zone de pêche, avec des opérations qui peuvent se prolonger ponctuellement dans les eaux du Maroc. Ils effectuent des longues campagnes de pêche de plusieurs mois, leur avitaillement étant assuré en mer par des cargos ravitailleurs. Les marées sont de 30 à 40 jours, le produit est transbordé directement sur des cargos transporteurs qui l'acheminent vers les marchés de destination que sont les pays d'Afrique occidentale et centrale. Les navires ciblent principalement le chinchard, mais utilisent également la sardinelle qu'ils préparent à bord<sup>16</sup> pour être transformée en conserves dans leurs pays d'origine et en Russie.

Les navires ouest-européens (Pays-Bas, France, Allemagne, Grande Bretagne) ne fréquentent la zone Mauritanie qu'une partie de l'année, après avoir commencé la saison de pêche dans les eaux européennes sur les stocks de harengs et de maquereaux. En général, ces navires descendent dans les eaux de l'Atlantique Centre-Est pour compléter le planning d'activité des navires qui ne peuvent pêcher toute l'année en Europe du fait de ressources insuffisantes. Les navires néerlandais sont ceux qui fréquentent le plus régulièrement les eaux mauritaniennes, la présence des autres pavillons ouest-européens apparaissant plus irrégulière. Les chalutiers pélagiques néerlandais font des sorties de 20 à 30 jours, débarquent leur production et effectuent leurs opérations d'avitaillement à Las Palmas qui est la base de leurs opérations

<sup>16</sup> La préparation consiste à étêter et équeuter le poisson avant congélation en blocs.

pour l'Atlantique Centre Est. A Las palmas, la majeure partie de la cargaison est directement chargée sur un cargo frigorifique qui l'achemine vers son marché de destination, seule une petite quantité étant stockée dans les entrepôts à terre. Les navires ciblent en premier lieu la sardinelle qui bien que de valeur marchande plus faible que les autres petits pélagiques, permet d'obtenir des rendements horaires intéressants. Plusieurs pays d'Afrique occidentale et centrale constituent le marché de destination.

Il n'a pas été possible d'obtenir d'informations précises sur les activités des navires chypriotes.

### Les engins de pêche

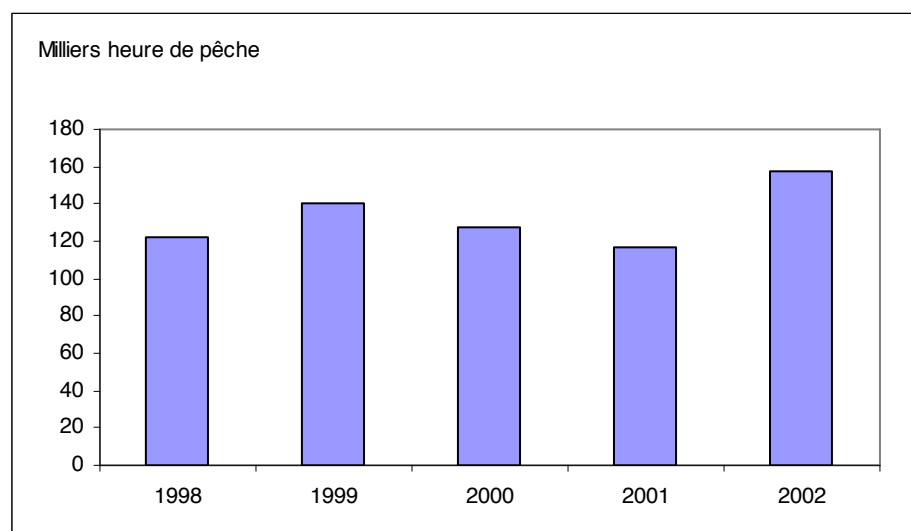
Les engins de pêche utilisés sont des chaluts pélagiques, c'est-à-dire des chaluts de grandes dimensions avec une ouverture verticale variant entre 40 et 60 m<sup>17</sup> et une ouverture horizontale mesurant entre 60 et 95 m. Ces chaluts sont ouverts par des panneaux qui travaillent près de la surface. Ils sont conçus pour pêcher dans la colonne d'eau à des profondeurs que le capitaine peut ajuster en agissant sur la vitesse de traîne ou la longueur de câble filée.

Il existe deux catégories de chaluts pélagiques utilisés. Les navires néerlandais utilisent des chaluts construits avec des fils relativement légers afin de minimiser la résistance à l'avancement, et de pouvoir ainsi utiliser des chaluts plus grands à force de traction égale. Ces chaluts ne sont pas hissés sur le pont pour décharger les captures qui sont aspirées dans des cuves d'eau réfrigérées à bord par des systèmes de pompes. Les chaluts employés par les navires de la CEI et ceux des Etats baltes sont des chaluts pélagiques construits avec des fils plus résistants, de moindre ouverture, et qui sont hâlés sur le pont pour y être vidés de leurs captures. Ces chaluts nécessitent une forte puissance motrice pour la traction, ce qui explique qu'à jauge plus faible, les navires baltes et russes soient pratiquement autant motorisés que les navires néerlandais.

Pour ces deux types de chaluts, le maillage minimum réglementaire est fixé à 40 mm.

### L'effort de pêche

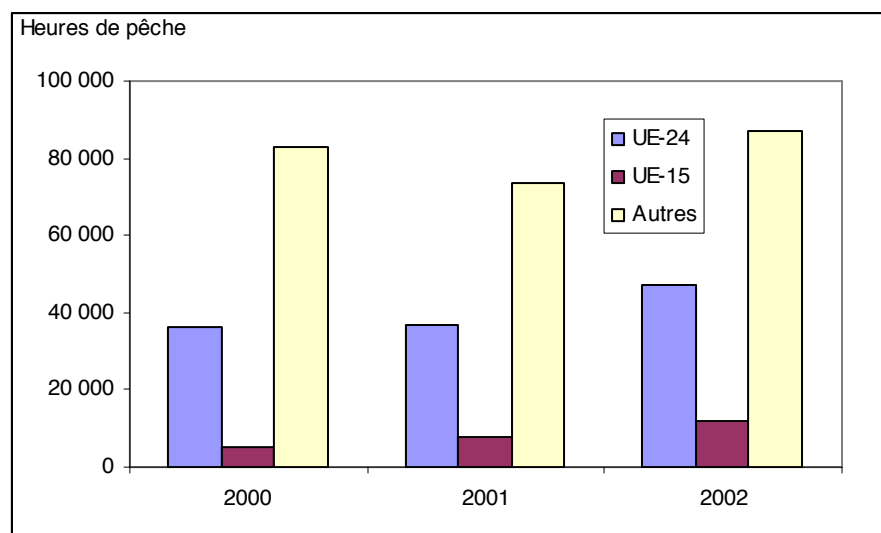
Les informations publiées indiquent que l'effort de pêche déployé par les flottilles pélagiques reste relativement stable depuis 1998, avec une tendance haussière nette en 2002, sans doute en liaison avec un nombre de navires plus important.



**Figure 21 : Evolution de l'effort de pêche des chalutiers au petit pélagiques. Source : IMROP / RIVO**

<sup>17</sup> Voir 80 m pour certains navires néerlandais

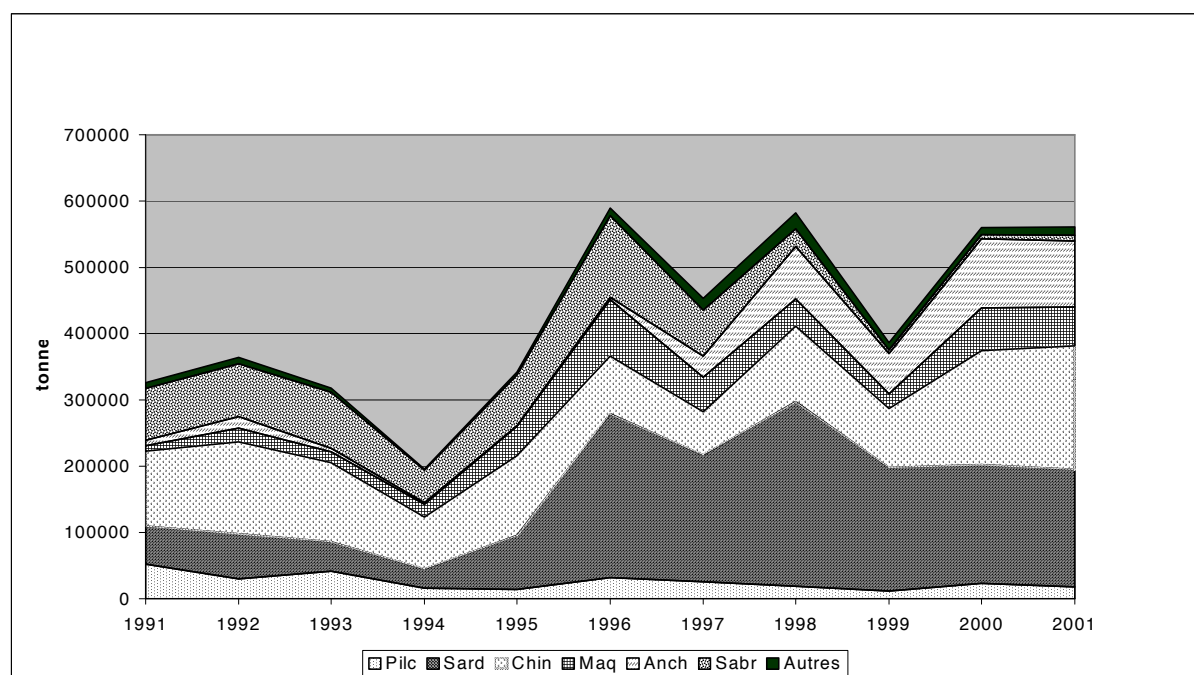
Une analyse des données des journaux de bord collectés par la DSPCM a pu être effectuée en agréant les navires en trois grands ensembles : UE-24 qui regroupe les Etats membres après l'élargissement de mai 2004 (Chypre, Lettonie, Lituanie), UE-15 qui regroupe les Etats membres de l'époque (Pays-Bas, Grande Bretagne, Allemagne, France) et une catégorie Autres qui intègre notamment la Russie et l'Ukraine, ainsi que les divers pavillons qui ont pu être licenciés. On remarque que les pavillons de type « autres », c'est-à-dire principalement la Russie, l'Ukraine représentent environ 65% de l'effort de pêche déployé. Les nations groupées sous l'ensemble UE-24 (soit la Lituanie, la Lettonie et Chypre) représente approximativement 30% de l'effort total, alors que les Etats membres de la Communauté à l'époque (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Allemagne et France, groupée sous UE-15) ne représentaient qu'environ 5% de l'effort total.



**Figure 22 : Répartition de l'effort de pêche par groupe de pays. D'après données DSPCM (avec UE-24 : pays ayant rejoint la CE après l'élargissement ; UE-15 : navires de la CE d'avant l'élargissement, et autres pour tout autre type de pavillon)**

### Les captures

Le graphique suivant indique les captures déclarées par l'ensemble des navires pélagiques jusqu'à 2001. Ces données permettent de constater qu'entre 1995 et 1996, les captures des sardinelles ont été multipliées par trois, passant de 82.000 t à 247.000 t. Depuis lors, on assiste à leur diminution. Sur les deux dernières années, les prises s'élèvent à environ 180.000 t. La sardinelle ronde est la principale espèce pêchée (86%). S'agissant du chinchard, cette espèce est la principale pêchée entre 1991 et 1995. Leur proportion dans les captures globales est restée sensiblement stable, entre 35 et 40 % de 1991 à 1995 contre 53 % enregistrés vers la fin des années 1980. En 1996 et 1997, elle n'est plus que de 16 % pour dépasser 30% en 2000 et 2001. Enfin, concernant l'anchois, on note que les captures sont passées d'environ 5 000 tonnes en 1995 à plus de 100 000 t en 1998. D'après le rapport du groupe de travail de l'IMROP, cette augmentation serait liée à une augmentation de l'abondance et au développement d'une pêcherie ciblée par des chalutiers battant pavillon de Saint Vincent & Grenadines.



**Figure 23 : Captures totales de petits pélagiques par espèce. Source : IMROP**

En 2002, les indications obtenues de la DSPCM indiquent que les captures de petits pélagiques ont atteint un niveau record surpassant celui de 1996 à plus de 640 000 tonnes.

Le détail des captures de petits pélagiques par pavillon a pu être obtenu en exploitant les bulletins annuels publiés par la DSPCM et qui récapitulent les données de captures et d'effort déclarées par pavillon.

Les données indiquent que jusqu'en 2002, les pavillons « Autres » étaient à l'origine de la majorité des captures. Les Etats membres de la Communauté sur la période 2000-2002 (UE-15) représentaient entre 15 et 22% des prises totales. Enfin, les Etats Baltes et Chypre déclaraient entre 27 et 35% de la prise totale. Rapprochés du niveau d'effort de pêche déployé, ces chiffres confirment la meilleure productivité des navires ouest-européens, qui avec entre 4 et 8% de l'effort totalisent entre 15 et 22% des prises.

**Tableau 25 : Tonnage de petits pélagiques déclarés par les flottes industrielles. Source : DSPCM (avec UE-24 : pays ayant rejoint la CE après l'élargissement ; UE-15 : navires de la CE d'avant mai 2004, et autres pour tout autre type de pavillon)**

Année	Pays	Chinchard	Sardine	Sardinelle	Anchois	Maquereau	Autres	Total	% total
2002	UE-24	105 075	1 798	28 062	37 584	23 662	13 981	224 143	35%
	UE-15	11 402	13 203	69 941	725	16 004	3 177	117 629	18%
	Autres	83 879	19 895	69 236	66 864	38 715	11 079	300 747	47%
	<b>TOTAL</b>	<b>200 356</b>	<b>34 896</b>	<b>167 239</b>	<b>105 173</b>	<b>78 381</b>	<b>28 237</b>	<b>642 519</b>	
2001	UE-24	73 536	191	19 920	30 774	17 593	7 916	157 846	27%
	UE-15	6 797	13 447	94 755	405	6 219	1 854	125 331	22%
	Autres	105 110	4 306	61 702	66 955	32 984	10 981	293 019	51%
	<b>TOTAL</b>	<b>185 443</b>	<b>17 944</b>	<b>176 377</b>	<b>98 134</b>	<b>56 796</b>	<b>20 751</b>	<b>576 196</b>	
2000	UE-24	57 414	1 208	22 661	31 322	12 705	3 983	133 276	28%
	UE-15	4 482	7 097	50 452	332	5 519	1 427	70 736	15%
	Autres	89 609	12 563	60 113	59 788	37 072	9 421	277 987	58%
	<b>TOTAL</b>	<b>151 505</b>	<b>20 868</b>	<b>133 226</b>	<b>91 442</b>	<b>55 296</b>	<b>14 831</b>	<b>481 999</b>	

Par espèce, ce tableau permet de vérifier que le chinchard est relativement peu pêché par les navires communautaires du groupe UE-15, mais il représente la majorité des captures des navires baltes et autres

avec entre 30 et 40% des tonnages déclarés. La sardinelle atteint pour ces flottilles des proportions variant entre 25 et 30% des prises totales.

La sardinelle représentait plus de 70% des prises des navires communautaires, mais la proportion a chuté à moins de 60% en 2002, une augmentation de captures de chinchards et de maquereaux compensant cette diminution. L'anchois ne représente qu'une partie négligeable des prises de la flotte communautaire de l'époque. Cette espèce représente par contre autour de 20% des prises des autres pavillons, y compris les pavillons de nouveaux Etats membres.

Les prises accessoires de chalutiers pélagiques représentent au maximum 3% des prises totales (ce qui est également la limite règlementaire). En valeur absolue, ce niveau représente des quantités de l'ordre de 20 000 tonnes par an, soit par exemple 3 à quatre fois plus que le segment des navires licenciés pour la pêche de démersaux.

D'après les déclarations des journaux de bord, les prises accessoires d'espèces qui ne sont pas des petits pélagiques (sabres inclus), incluraient à titre principal des scombridaés (les principales espèces identifiées sont *Sarda sarda*, *Euthynnus alleteratus*, *Auxis thazard*, *Katsuwonus pelamis*)<sup>18</sup>, des carangidae (*Campogramma glaycos*, *Selene dorsalis*), des dorades et des merlus. Ce sont des espèces qui vivent décollées du fond et qu'il est logique de trouver dans cet ensemble. Concernant les céphalopodes, on note des quantités anecdotiques de calmars dans les déclarations, ce qui est surprenant compte tenu du caractère pélagique de cette espèce, 1 à 2 tonnes de poulpes en 2001 uniquement, et pas de seiches.

Une vision plus fine des quantités pêchées par les chalutiers pélagiques a pu être obtenue à partir de données collectées par des observateurs suite à un programme mené par le RIVO dont l'origine vient d'un manque de couverture par le programme conclut sous le protocole. Ces observateurs n'ont fait des mesures que sur des navires néerlandais. Les résultats indiqués sur le graphe ci-dessous confirment le caractère très spécifique de l'exploitation de ces navires avec les petits pélagiques qui représentent 96% des prises, avec 80% de prises de sardinelles. La liste des espèces capturées indique par ailleurs l'absence de céphalopodes et de poulpes en particulier. L'équivalent de ces données pour les chalutiers pélagiques autres que néerlandais n'existe pas, et on ne peut les juger à priori comme comparables en raison d'une stratégie de pêche plus axée sur le chinchard qui est une espèce plus côtière que la sardinelle.

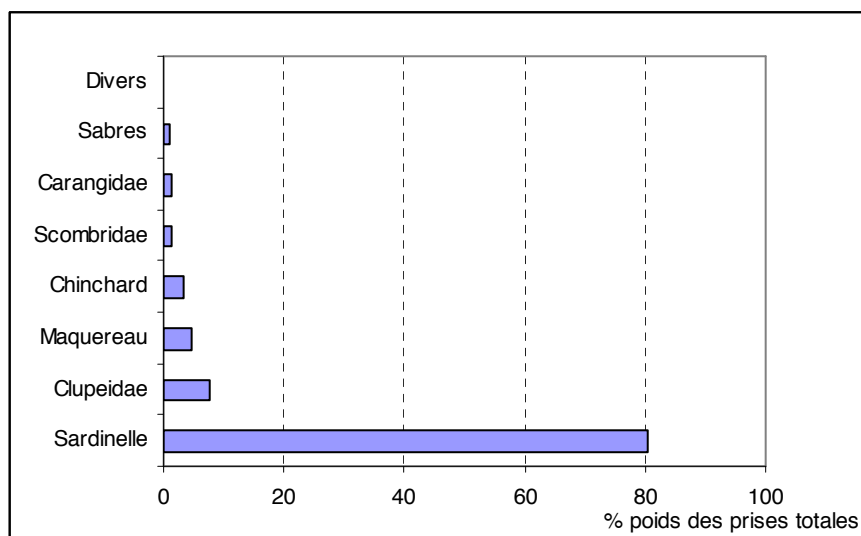


Figure 24 : Composition des prises des chalutiers pélagiques néerlandais. Source : RIVO

<sup>18</sup> Tout navire qui capture et conserve à bord ces espèces doit normalement figurer sur la liste de l'ICCAT des navires autorisés à pêcher. Les navires de la Communauté d'avant l'élargissement sont inscrits, mais pas les nouveaux Etats membres (situation mai 2005).

Le programme d'observations en mer mené par le RIVO sur les chalutiers pélagiques néerlandais a également permis de constater que les navires réalisent également des captures accidentelles de dauphins communs (*Delphinus delphis*), de poissons lunes (*Mola mola*), de requins marteaux (*Sphyrna* sp.) et de marlins (*Tetrapterus* sp.). Ces captures accidentelles sont aléatoires dans le sens où le chalutier peut ne capturer aucune espèce de ce type pendant longtemps, et en pêcher en nombre en un seul coup de chalut. L'étude indique cependant que ces captures sont relativement plus fréquentes quand la température de l'eau est supérieure à 22°C en été.

Des estimations des quantités pêchées de ces espèces ne sont pas disponibles. Dans son rapport, le RIVO mentionne une estimation de quelques centaines de dauphins pris, et tous retrouvés morts prisonniers du chalut. S'agissant des prises accidentelles de telles espèces par des chalutiers pélagiques autres que néerlandais, il n'existe aucune information. On peut cependant raisonnablement penser qu'elles existent, en particulier pour les dauphins, car les chaluts utilisés sont de dimensions comparables et l'aire de répartition des dauphins recouvre aussi bien les zones à sardinelles que les zones à chinchard.

#### **4.5. La pêche de pélagiques hauturiers**

Le groupe des pélagiques hauturiers est composé de l'albacore (*Thunnus albacares*), du patudo (*Thunnus obesus*), du listao (*Katsuwonus pelamis*) à titre principal, et les espèces dites apparentées que sont l'espadon (*Xipbias gladius*) et d'autres espèces de poissons porte-épée. Ces espèces occupent l'espace océanique en dehors du plateau continental. Les espèces sont ciblées par des navires spécialisés dont les thoniers senneurs pour la capture de thonidés à destination de la conserve, les canneurs qui ciblent les mêmes espèces, et les palangriers dont la cible est constituée essentiellement par l'espadon et par les requins océaniques.

La zone mauritanienne constitue la limite nord de l'aire de distribution des thonidés recherchés. L'aire de répartition de l'espadon s'étend beaucoup plus vers le nord, jusqu'aux latitudes européennes.

La pêche des pélagiques hauturiers est exclusivement étrangère en Mauritanie. Aucun navire battant pavillon national n'y participe. Les navires communautaires y ont accès par le biais des possibilités de pêche négociées sous le protocole d'accord (catégorie 8 pour les canneurs et palangriers de surface et catégorie 9 pour les senneurs). Les autres pavillons licenciés jusqu'en 2002 comprennent le Japon qui a également conclu un accord avec la Mauritanie pour l'accès de palangriers, et divers pavillons opérant vraisemblablement sous licence privée (Ghana, Chine, Panama, Sénégal). D'après les informations de la DSPCM, la flotte communautaire serait la première entité sur ce segment.

##### **4.5.1. La pêche à la senne**

Comme les océans pacifique et indien, l'océan atlantique est le théâtre d'une pêche thonière à la senne importante. Suivant les données de l'ICCAT, les captures de thons se sont élevées à 180 000 tonnes par an en moyenne sur ces cinq dernières années. Les navires communautaires sont à l'origine de 63% des prises (115 000 tonnes par an en moyenne), avec l'Espagne (35% des prises) et la France (28%) comme seuls Etats membres participant à cette pêche. Les autres pavillons importants sont ceux du Ghana (17% des prises, 30 000 tonnes par an) et des Antilles Néerlandaises (10%, 18 000 tonnes par an en moyenne).



**Tableau 26 : Captures (tonnes) des senneurs par pavillon dans l'Atlantique oriental. Source : ICCAT**

Pays	1999	2000	2001	2002	2003Moyenne	% moyenne 1999-2003	
<b>Pavillons C.E. dont :</b>	<b>114 496</b>	<b>115 046</b>	<b>114 216</b>	<b>108 569</b>	<b>120 826</b>	<b>114 631</b>	<b>63%</b>
<i>Espagne</i>	62 548	64 711	65 182	59 400	67 951	63 959	35%
<i>France</i>	51 736	50 166	49 034	49 169	52 875	50 596	28%
Ghana	30 013	17 411	32 268	37 851	33 451	30 199	17%
Antilles Néerlandaises	17 537	18 039	21 753	11 619	19 548	17 699	10%
Pavillons divers	14 058	12 364	16 983	15 639	14 554	14 720	8%
Fédération Russie	5 793	1 202.	.	.	.	3 498	2%
Panama	2 222	2 839	944	1 427.	.	1 858	1%
Sénégal	572	420	416	416.	.	456	0%
Cape Vert	27	279	620	344	71	268	0%
<b>Total</b>	<b>184 719</b>	<b>167 600</b>	<b>187 200</b>	<b>175 865</b>	<b>188 450</b>	<b>180 767</b>	

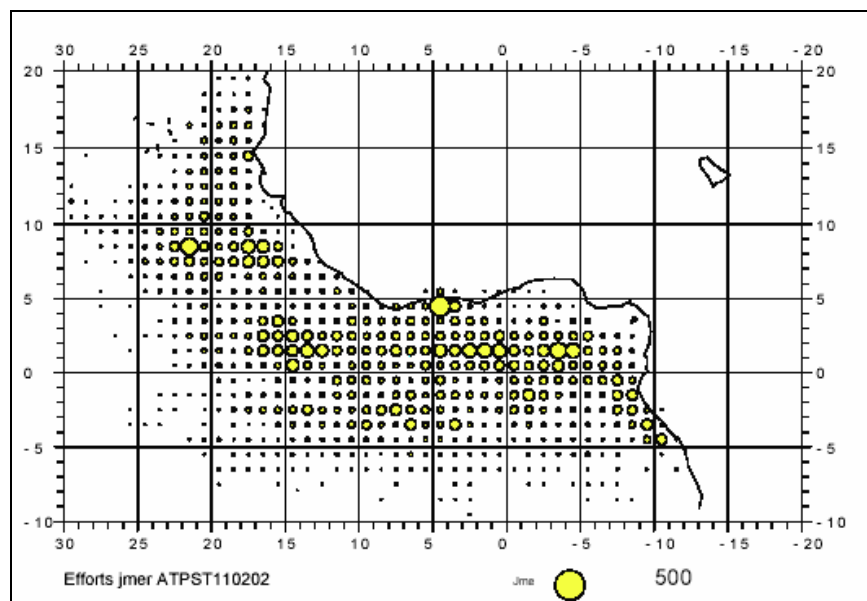
La pêcherie à la senne de l'Atlantique oriental capture principalement du listao et de l'albacore. Le patudo est la troisième espèce la plus pêchée. Comme l'indique le tableau suivant, les prises de listao et d'albacore représentent entre 87 et 90% des prises déclarées des senneurs. Les captures de patudo varient grossièrement entre 15 et 20 000 tonnes par an pour représenter en moyenne un peu moins de 10% des prises. Les autres espèces pêchées le sont en quantités relativement faibles, avec la thonine (*Euthynnus alleteratus*) comme principale espèce accessoire de thon pêchée.

**Tableau 27 : Prise (tonnes) par espèce de la pêcherie à la senne de l'atlantique oriental. Source : ICCAT**

Espèce	1999	2000	2001	2002	2003Moyenne	% moyenne 1999-2003	
Albacore	76 922	72 383	89 569	87 469	75 301	80 329	44%
Listao	91 710	77 518	72 599	68 507	89 997	80 066	44%
Patudo	14 503	14 247	21 547	15 748	17 554	16 720	9%
Thonine	429	935	786	2 732	4 451	1 866	1%
Espèces diverses	1 154	2 516	2 699	1 410	1 148	1 785	1%
<b>TOTAL</b>	<b>184 718</b>	<b>167 600</b>	<b>187 200</b>	<b>175 866</b>	<b>188 450</b>	<b>180 767</b>	<b>180 767</b>

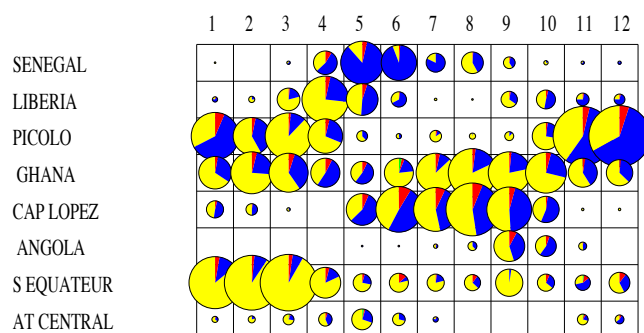
Du fait du caractère hautement migrateur des thons, les thoniers senneurs européens, espagnols et français, sont donc amenés à exploiter une vaste zone, grossièrement limitée par les parallèles 20°N et 10°S, et la côte d'Afrique et le méridien 30°W. Cette zone englobe les ZEE de plus d'une vingtaine de pays d'Afrique de l'Ouest (soulignés : les Etats avec lesquels la C.E. a des protocoles d'accords de pêche en vigueur): Mauritanie, Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Sierra Leone, Libéria, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Nigeria, Guinée Equatoriale, Sao Tomé, Gabon, Congo, Angola), mais comprend également une partie importante en dehors de toute ZEE.

A titre d'exemple, les distributions de l'effort de pêche des senneurs européens sont représentées sur la figure suivante pour l'année 2002. Les zones exploitées sont sensiblement les mêmes d'une année sur l'autre.

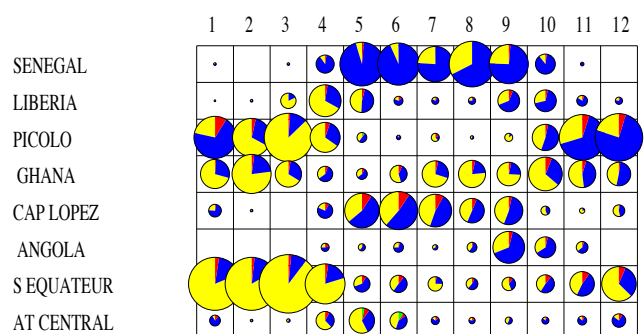


**Figure 25 : Distribution de l'effort de pêche des senneurs européens en 2002. Source : Pallares et al., 2003**

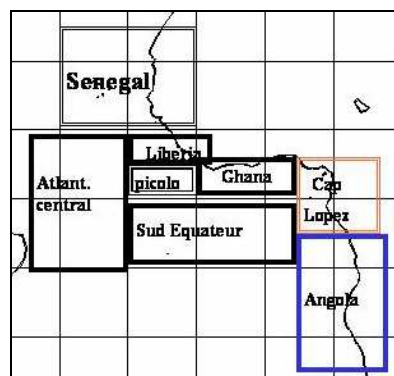
Les senneurs espagnols et français ont des stratégies de pêche sensiblement identiques en termes de zones prospectées, recherchant les thons aux mêmes endroits et aux mêmes moments. La seule exception notable concerne le troisième trimestre de l'année où les deux flottilles se séparent : la majorité de la flotte française pêche vers le fond du Golfe de Guinée, autour des zones Cap Lopez et Ghana à la recherche de bancs libres, alors que la flotte espagnole remonte vers le nord vers la zone Sénégal et Mauritanie pour y rechercher le listao. Les flottilles se rejoignent ensuite dans la zone Picolo en fin d'année.



**Figure 26 : Répartition mensuelle moyenne des prises des senneurs français par zone. Bleu : Listao, jaune : Albacore, rouge : patudo. Source : IRD d'après données ICCAT**



**Figure 27 : Répartition mensuelle moyenne des prises des senneurs espagnols par zone. Source : IRD d'après données ICCAT**



**Figure 28 : Grandes zones biologiques découpant l'océan atlantique**

Le tableau suivant compare les prises des senneurs communautaires dans la ZEE du Sénégal aux prises totales dans l'océan atlantique. Les données indiquent que les navires français pêchent relativement peu au Sénégal, au maximum un peu plus de 1 000 tonnes en 1999 et moins de 500 tonnes par an depuis. La zone Sénégal est plus importante pour les senneurs espagnols qui y ont capturé plus de 5 500 tonnes en 1999, et des quantités variables ensuite mais souvent de l'ordre de plusieurs milliers de tonnes. Dans l'ensemble, on note que les prises des senneurs européens dans la ZEE mauritanienne varient entre moins de 1% (2002) et 6% (1999) du total des prises de ce segment dans l'atlantique.

**Tableau 28 : Prises des senneurs communautaires dans la ZEE mauritanienne. Source : ICCAT et DG FISH**

	France			Espagne			Total C.E.		
	Atlantique	ZEE Sénégal	%	Atlantique	ZEE Sénégal	%	Atlantique	ZEE Sénégal	%
1999	51 682	1 028	2%	64 257	5 596	9%	115 939	6 624	6%
2000	50 098	180	0%	60 285	4 768	8%	110 383	4 948	4%
2001	48 867	433	1%	63 664	836	1%	112 531	1 269	1%
2002	49 052	374	1%	58 975	14	0%	108 027	388	0%
2003	52 875		0%	67 360	3 131	5%	120 235	3 131	3%

La fréquentation de la zone Sénégal par les senneurs européens apparaît donc comme irrégulière. Cela s'explique par la position septentrionale de cette zone de pêche par rapport aux autres zones de l'atlantique tropical qui fait que si la pêche est bonne ailleurs, les navires ne monteront pas jusque là, mais aussi probablement par les conditions hydroclimatiques variables de cette zone qui font que suivant l'intensité des upwellings, la ressource peut y être abondante ou non.

#### **4.5.2. La palangre de surface**

Les métiers de la palangre englobent toute une série d'engins de pêche. Les flottes de pêche industrielle utilisent deux grandes familles de palangres : les palangres profondes pêchant autour de 400 mètres de profondeur pour cibler les espèces de thons types albacore, patudo ou thon rouge, et les palangres de surface exploitant les couches superficielles à la recherche d'espadons principalement. Le premier type de palangres profondes est pratiqué par les flottes asiatiques car elle permet de capturer de gros individus pour le marché du sashimi. Les palangres de surface sont utilisées notamment par les flottilles européennes avec des prises d'espadons destinées au marché intérieur.

Les navires palangriers se répartissent sur tout l'océan atlantique, y compris dans ses latitudes extrêmes nord et sud où les thons dits tempérés (germon, thon rouge) sont exploités. La plupart des navires ciblant les thonidés à la palangre sont la propriété d'intérêts asiatiques (Japon, Chine y compris Taiwan, Corée). Une étude récente a estimé à près de 900 le nombre de navires palangriers de plus de 24 m licenciés dans

l'océan atlantique<sup>19</sup>. La flotte européenne de palangriers hauturiers est plus modeste. On l'estime à environ 45 navires espagnols et 12 navires portugais, dont certains restent exploiter les eaux communautaires autour des Açores ou de Madère.

La pêche palangrière dans l'océan atlantique (toutes régions) est à l'origine de la capture de près de 160 000 tonnes de thonidés (et espèces apparentées, soit les espadons et les poissons porte-épées) par an. Pour comparaison, la pêche à la senne capture en moyenne 180 000 tonnes par an dans cet océan. La Chine (36% des prises moyennes) et le Japon (19%) représentent plus de 54% des captures palangrières déclarées dans cet océan. Les captures de la flotte européenne représentent 14% des prises annuelles en moyenne, nettement dominées par l'Espagne avec une moyenne de 13 000 tonnes par an. Les prises des navires italiens et grecs sont confinées à la Méditerranée, seuls l'Espagne et le Portugal ayant des flottes de pêche palangrière lointaines parmi les Etats membres.

**Tableau 29 : Captures en tonnes des palangriers par pavillon (hors requins) dans l'Atlantique. Source : ICCAT**

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Chine	59 265	58 051	53 386	55 677	60 286	57 333
Japon	33 414	36 205	26 615	24 384	29 086	29 941
Espagne	12 583	14 619	13 746	14 245	10 869	13 212
Italie	3 502	5 638	4 941	5 869	5 404	5 071
Grèce	1 565	2 008	1 782	1 752	1 827	1 787
Portugal	1 619	1 673	1 644	1 612	1 812	1 672
USA	7 775	6 744	5 469	5 952	5 251	6 238
Autres pavillons	57 431	55 315	51 065	28 632	33 806	45 250
<b>Total</b>	<b>177 154</b>	<b>180 253</b>	<b>158 647</b>	<b>138 124</b>	<b>148 341</b>	<b>160 504</b>

Les requins qui sont susceptibles d'être capturés en nombre par les palangres continuent d'être considérés comme des prises accessoires par l'ICCAT<sup>20</sup>. Comme le montre le tableau suivant, les prises déclarées de ces espèces sont très loin d'être négligeables, variant entre 40 et 45 000 tonnes par an. Les pavillons communautaires (et principalement l'Espagne) sont les entités qui déclarent le plus de prises de requins (près de 80% des prises déclarées).

**Tableau 30 : Prises déclarées de requins pour les navires palangriers (tonnes). Source : ICCAT**

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Espagne	32 126	29 062	29 356	24 796	26 535	28 375
Portugal	3 784	4 938	5 241	5 493	9 065	5 704
Chine	2 195	1 872	1 566	628	860	1 424
Japon	1 117	671	649		1 139	894
Autres pavillons	2 352	5 605	9 074	8 902	6 889	6 564
<b>Total</b>	<b>41 574</b>	<b>42 149</b>	<b>45 886</b>	<b>39 818</b>	<b>44 488</b>	<b>42 783</b>

Les espèces les plus capturées par les palangriers sont les thonidés majeurs (patudo, thon rouge, albacore, germon). La première espèce capturée est le patudo (38% des prises en moyenne), devant le germon (20%). Les prises d'espadon sont importantes (19% du total) en raison de son statut d'espèce cible pour certaines flottes, et d'espèces accessoires pour d'autres, et son aire de répartition très large. Les captures d'albacore représentent environ 20 000 tonnes par an.

Le tableau suivant confirme l'activité cosmopolite des palangriers avec des prises d'espèces tropicales (patudo, albacore) sensiblement équivalentes aux prises de thonidés tempérés (germon, thon rouge).

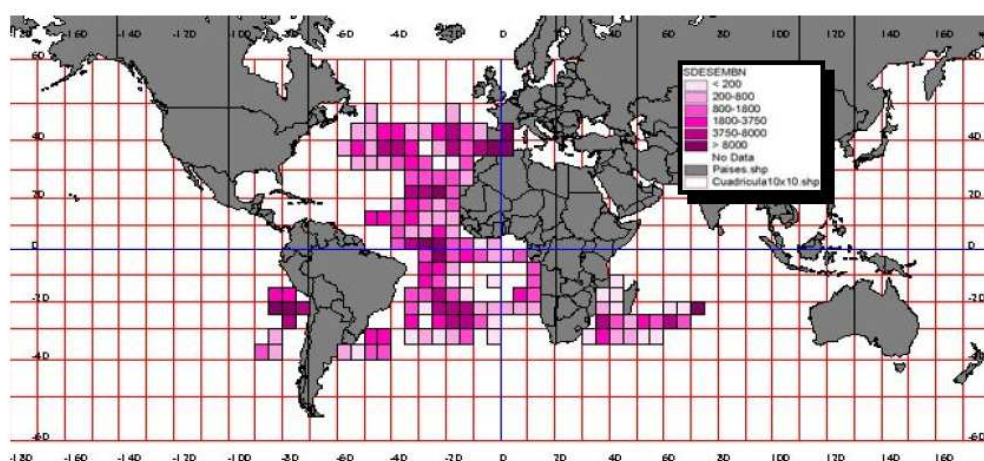
<sup>19</sup> Miyake, P.M. - 2004 : Review of longline fleet capacity of the world. SCTB17 Working Paper- SPC

<sup>20</sup> Même si le statut des requins vis-à-vis des pêcheries palangrières est discutable (espèce cible ou prise accessoire), les requins continuent d'être couverts par le mandat du Sous-Comité Prises Accessoires de l'ICCAT

**Tableau 31 : Captures (tonnes) par espèces de la flotte palangrière dans l'Atlantique. Source : ICCAT**

Espèce	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Patudo	76 513	70 976	55 162	46 509	51 606	60 153
Germon	27 677	34 499	37 925	31 503	32 140	32 749
Espadon	31 298	31 952	29 763	29 823	30 186	30 604
Albacore	26 886	27 126	22 296	17 573	18 644	22 505
Thon rouge atlantique	7 398	7 911	7 662	5 907	4 831	6 742
Makaire bleu	2 276	2 127	1 614	1 292	1 656	1 793
Autres thons	1 536	1 380	865	619	2 068	1 294
Thons rouge du sud	1 045	1 482	535	1 260	1 832	1 231
Voilier	717	931	962	1 643	1 139	1 078
Divers	1 809	1 871	1 861	1 995	2 427	1 993
<b>TOTAL hors requins</b>	<b>177 154</b>	<b>180 254</b>	<b>158 646</b>	<b>138 124</b>	<b>146 528</b>	<b>160 141</b>
Requins	41 574	42 149	45 886	39 818	44 488	42 783
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>218 729</b>	<b>222 404</b>	<b>204 531</b>	<b>177 942</b>	<b>191 017</b>	<b>202 925</b>

La figure suivante indique la répartition de l'effort de pêche des palangriers de surface espagnols en 2001. Ce graphique permet de vérifier que l'activité des palangriers espagnols se répartit sur une surface importante de l'océan atlantique, et principalement dans des zones hauturières, y compris dans les latitudes australes. Une partie de l'effort de pêche est développée dans les eaux proches de la côte de pays d'Afrique de l'ouest, en particulier la zone Sénégal - Cap Vert, et la zone Angola (incluant Sao Tomé, Gabon, Angola). On ne dispose pas de telles données pour les palangriers de surface du Portugal.

**Figure 29 : Distribution de l'effort de pêche des palangriers espagnols en 2001. Source : Mejuto et al., 2004**

Les captures des palangriers espagnols et portugais sont résumées dans les tableaux suivants.

Les palangriers de surface espagnols capturent environ 40 000 tonnes de produits par an. Les captures sont dominées par l'espadon (environ 10 000 tonnes) qui est l'espèce cible déclarée, et par deux espèces de requins, le peau bleue (*Prionace glauca*) et le requin mako (*Isurus oxyrinchus*, appelé aussi requin taupe bleu). D'après les données de l'ICCAT, le cumul de ces trois espèces représente en moyenne 93% des prises des navires espagnols. Les captures de thons majeurs sont faibles en regard de celles des espèces pré-citées.

**Tableau 32 : Composition des captures des palangriers espagnols (tonnes). Source : ICCAT**

Espèce	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 1999-2003	% Moyenne
Peau bleue	29 005	26 046	25 110	21 037	22 601	24 760	59%
Espadon	10 618	12 365	11 158	11 116	9 418	10 935	26%
Mako	2 895	2 679	2 921	2 859	3 226	2 916	7%
Germon	1 031	546	684	1 130	196	717	2%
Thon rouge du Nord	426	496	648	436	7	403	1%
Patudo	116	598	211	333	427	337	1%
Voilier de l'Atlantique	25	23	425	659	380	302	1%
Squaliformes nca			306	658	480	481	1%
Albacore	67	201	168	209	175	164	0%
Requins nca	161		297	162	187	202	0%
Makaïre blanc de l'Atlantique	133	186	61	6	22	82	0%
Makaïre bleu de l'Atlantique	112	140	94	28	12	77	0%
Divers	693	403	1 021	121	275	503	1%
<b>TOTAL</b>	<b>45 282</b>	<b>43 682</b>	<b>43 102</b>	<b>38 753</b>	<b>37 406</b>	<b>41 645</b>	

Les prises des palangriers portugais sont de l'ordre de 7 000 tonnes par an. Le profil des captures est comparable à celui des navires espagnols, avec l'espadon et deux espèces de requins qui dominent les prises, atteignant 90% en moyenne. Les prises de requins par les palangriers portugais représentent près de 5 fois les prises d'espadons, alors que la proportion est de 2,5 pour les palangriers espagnols.

**Tableau 33 : Composition des captures des palangriers portugais (tonnes). Source : ICCAT**

Espèce	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 1999-2003	% Moyenne
Peau bleue	3 337	4 220	4 713	4 602	6 926	4 759	66%
Espadon	940	942	987	1 019	1 051	988	14%
Taupe bleue	446	706	523	471	1 781	785	11%
Thon rouge du Nord	480	458	447	160	34	316	4%
Makaires,marlins,voiliers nca	13	70	81	133	129	85	1%
Squaliformes nca				299		299	4%
Patudo		1		170	83	84	1%
Makaïre bleu de l'Atlantique	5	4	8	6	31	11	0%
Makaïre blanc de l'Atlantique					5	5	0%
Voilier de l'Atlantique	42	13	1	5	22	16	0%
Divers	141	197	40	145	434	191	3%
<b>TOTAL</b>	<b>5 404</b>	<b>6 611</b>	<b>6 800</b>	<b>7 008</b>	<b>10 496</b>	<b>7 264</b>	

Le tableau suivant indique les tonnages pêchés dans la ZEE de la Mauritanie par les navires palangriers communautaires. Les données disponibles indiquent un très faible niveau d'activité pour la flotte espagnole (moins de 1% des prises) et une activité comparable pour les palangriers.

**Tableau 34 : Prises (tonnes) des palangriers de surface de la C.E. dans la ZEE de la Mauritanie, et comparaison avec les prises dans l'atlantique. Source : C.E. et ICCAT**

	Atlantique	Espagne ZEE Mauritanie	%	Atlantique	Portugal ZEE Mauritanie	%	Atlantique	Total CE ZEE Mauritanie	%
1999	45 282		0%	5 404		0%	50 686	96	0%
2000	43 682		0%	6 611		0%	50 293	123	0%
2001	43 102	100	0.2%	6 800		0%	49 902	100	0%
2002	38 753	121	0.3%	7 008	47	0.6%	45 761	168	1%
2003	37 406	56	0.1%	10 496	40	0.3%	47 902	96	0%

### **4.5.3. La pêche à la canne**

La technique de la pêche à la canne consiste à exploiter les thons en surface en les attirant vers le navire à l'aide d'appâts vivants qui sont en général des petits pélagiques type sardinelle ronde (*S. aurita*) et sardinelle plate (*S. maderensis*). Les poissons sont alors pêchés un par un à l'aide de cannes équipées d'un hameçon sans ardilhon.

Le développement du segment canneur à Dakar remonte aux années 50 quand une partie de la flottille qui pêchait le germon dans le Golfe de Gascogne venait au Sénégal entre novembre et mars pour exploiter l'albacore. Certains de ces navires ont fini par s'installer de façon permanente à Dakar pour se consacrer exclusivement à la pêche de thons tropicaux, avec des changements de pavillon pour certains. Au cours de la période historique, le nombre de canneurs a d'abord connu un fort accroissement. D'une moyenne de 17 canneurs au début des années 60, la flottille européenne a compté plus de 60 canneurs de 1963 à 1970. Ensuite, le nombre d'unité a continuellement baissé pour avoisiner les 10 unités en 1991. A partir de 1992, le nombre de canneurs s'accroît pour atteindre 22 en 1999. D'abord dominée par des navires glaciers, la proportion de navires congélateurs de grande capacité (capacité de stockage supérieur à 90 tonnes) a augmenté pour représenter actuellement la totalité de la flottille. La flotte de canneurs battant pavillon européen (France et Espagne) est proche de 15 unités.

Le déclin observé à partir des années 70 correspond à un déclin de ce type de pêche qui en raison de ses faibles rendements n'est plus compétitif face aux navires senneurs qui vendent sur le même marché de la conserve. L'augmentation de la flotte à partir de 1992 est lié à un changement de stratégie de pêche basé sur l'association permanente des mattes de thons avec le navire et un allongement de la saison de pêche.

La technique d'association permanente entre les bancs de thons et le navire exploite l'une des particularités des thonidés qui consiste à se fixer sous des objets flottants. C'est ce trait particulier qu'exploitent également les senneurs avec l'usage des DCP. Dans le cas des canneurs, l'objet flottant est le navire lui-même. Les navires commencent à pêcher les thons en général à la fin de la nuit en jetant autour des navires des appâts qui font remonter le thon à la surface. D'autres pêches ont lieu durant la journée. Le canneur exploite ainsi sa matte pendant plusieurs jours en suivant ses déplacements naturels. Lorsque les cales du navire sont pleines après environ 13 jours d'exploitation, un canneur associé vient le remplacer et continue l'exploitation de la matte pendant que l'autre rentre à Dakar pour décharger. Les capitaines des navires ont développé un véritable savoir-faire pour la fixation des mattes. Alors qu'un navire arrivait à conserver sa matte associée une vingtaine de jours dans les années 80, la durée moyenne a atteint plus de 140 jours à la fin des années 1990. Maintenant, les navires arrivent à conserver les mattes associées entre les saisons, mais en général elles sont perdues quand les thons migrent vers le sud du Sénégal à partir de décembre.

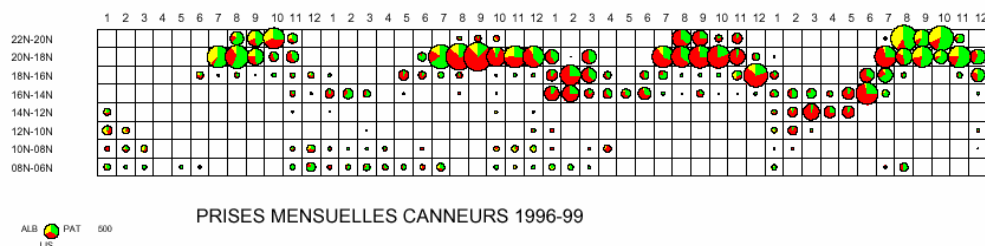
### **Zone de pêche**

La pêcherie à la canne des canneurs basés à Dakar est très localisée entre 6°N et 22°N le long des côtes d'Afrique de l'Ouest et un peu plus au large vers les îles du Cap Vert. Toutefois, la zone la plus productive qui assure la pérennité de la flottille est beaucoup plus restreinte, de 18°N à 22°N au large de la Mauritanie jusqu'au 20°W.

La principale saison de pêche demeure celle allant de juillet à décembre, conséquence de la forte saisonnalité de l'environnement océanographique dans la région.

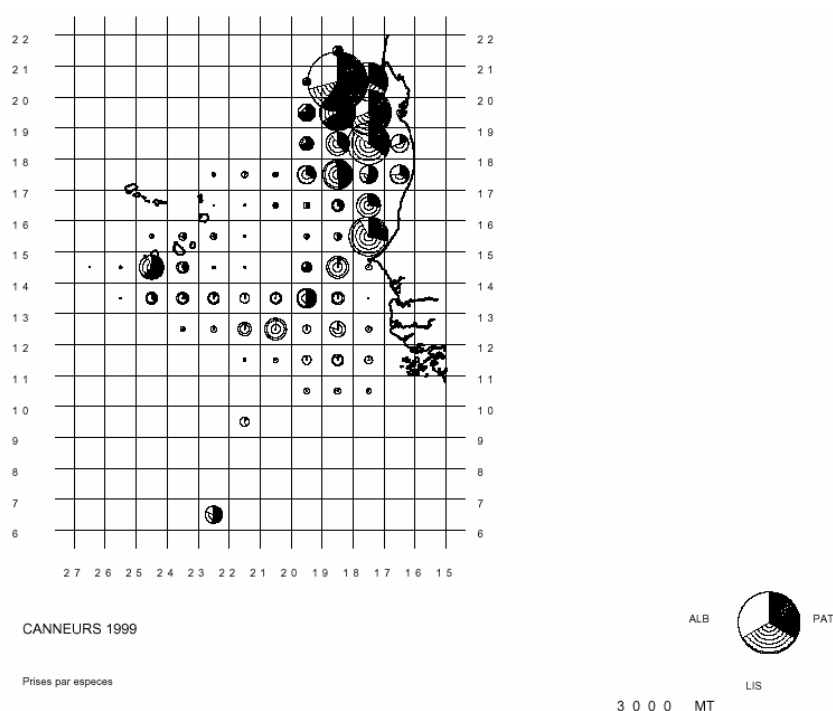
La figure suivante illustre cette répartition spatio-temporelle des prises des canneurs. Elle confirme l'importance de la zone Mauritanie dont les limites sont grossièrement comprises entre les parallèles 16°N et 21°N.





**Figure 30 : Prises mensuelles des canneurs de Dakar par intervalle de latitude entre 1996 et 1999. Source : Hallier et al. 2001.**

Une répartition plus fine dans l'espace est indiquée par la figure suivante à partir de l'exemple de l'année 1999. Cette carte confirme l'importance de la bande latitudinale 16°N-21°N, et indique que la plupart des prises des canneurs européens sont réalisées entre la côte et le 20°W qui correspond grossièrement à la limite occidentale de la ZEE de la Mauritanie.



**Figure 31 : Distribution des captures des canneurs basés à Dakar en 1999. D'après Hallier et al. 2001.**

La localisation des pêches est relativement côtière mais toujours au-delà des limites du plateau continental (plus de 500 m). Le travail plus près de la côte n'apporte de pas de gain particulier et présente l'inconvénient d'augmenter la probabilité de capture de la thonine (*Euthynnus alletteratus*) qui est une espèce de thonidé sans valeur commerciale.

Les thoniers canneurs ciblent, comme les thoniers senners, les trois espèces de thonidés majeurs que sont l'albacore, le patudo et le listao. Les thons sont pêchés pour être vendus comme matière première à l'industrie de la transformation en conserve et principalement aux usines basées à Dakar, port historique d'attache de ces navires.

Comme l'indique le tableau suivant, les navires européens pêchant à la canne dans l'atlantique tropical (navires français et espagnols) capturent en moyenne 9 500 tonnes de thons par an, avec une production record de plus de 11 000 tonnes en 2003. La principale pêcherie de ce type reste celle des canneurs ghanéens mais cette dernière reste localisée dans le Golfe de Guinée avec une moyenne de près de 38 000



tonnes par an. Globalement, les prises à la canne des navires européens représentent 14% des tonnages prélevés avec cet engin dans l'atlantique tropical oriental.

**Tableau 35 : Prises des canneurs par pavillon dans l'atlantique oriental tropical. Source : ICCAT**

Flag	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Ghana	42 081	30 257	56 539	28 196	31 702	37 755
<b>Pavillons C.E.</b>	<b>9 765</b>	<b>8 464</b>	<b>7 852</b>	<b>9 779</b>	<b>11 212</b>	<b>9 414</b>
Dont :						
Espagne	4 324	4 612	3 007	5 240	7 819	5 000
France	5 441	3 852	4 845	4 539	3 393	4 414
Antilles Néerlandaises					2 922	2 922
Divers pavillons	3 021	3 532	3 855	3 582	117	2 822
Sénégal	3 788	2 892	2 874	2 058	1 419	2 606
Cap Vert	2 190	1 564	783	515	500	1 110
Panama	607	292				449
Angola	233	109	46	48	48	97
<b>TOTAL</b>	<b>61 685</b>	<b>47 109</b>	<b>71 950</b>	<b>44 178</b>	<b>47 921</b>	<b>57 176</b>

**Tableau 36 : Prises des canneurs de la C.E. dans l'atlantique oriental tropical par espèce. Source : ICCAT**

	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne	% Moyenne
Listao	3 831	4 157	4 168	5 776	7 635	5 113	54%
Patudo	4 047	3 418	2 491	1 698	1 593	2 649	28%
Albacore	1 855	871	1 173	2 274	1 964	1 627	17%
Thonine commune	32	18		19	1	18	0%
Auxide			20	13	19	17	0%
<b>TOTAL</b>	<b>9 765</b>	<b>8 464</b>	<b>7 852</b>	<b>9 779</b>	<b>11 212</b>	<b>9 425</b>	

Confirmant les informations présentées ci-dessus sur l'importance de la zone Mauritanie pour les canneurs, les données de prises de ce segment dans la ZEE indiquent que les navires pêchent autour de 70% de leurs captures annuelles dans la ZEE mauritanienne, avec une proportion moyenne qui tend à augmenter sur ces 5 dernières années.

**Tableau 37 : Prises (tonnes) des canneurs de la C.E. dans la ZEE de la Mauritanie, et comparaison avec les prises dans l'atlantique tropical. Source : C.E. et ICCAT**

	Atlantique	France ZEE Mauritanie	%	Atlantique	Espagne ZEE Mauritanie	%	Atlantique	Total C.E. ZEE Mauritanie	%
1999	5 441	3 493	64%	4 324	2 214	51%	9 765	5 707	58%
2000	3 852	2 614	68%	4 612	1 848	40%	8 464	4 462	53%
2001	4 845	3 096	64%	3 007	2 275	76%	7 852	5 371	68%
2002	4 539	3 565	79%	5 240	3 366	64%	9 779	6 931	71%
2003	3 393	2 460	73%	7 819	5 850	75%	11 212	8 310	74%

#### 4.6. Les interactions entre les différentes pêcheries

Les différents segments de pêche décrits dans les paragraphes précédents ne sont pas isolés les uns des autres dans le temps et dans l'espace. En réalité, les pêcheries mauritaniennes sont typiquement des pêcheries multi-espèces et multi-engins du type de celle que l'on rencontre fréquemment dans les eaux européennes (même si le chalutage est largement dominant).

Le segment pélagique hauturier est à considérer à part et comme indépendant des autres qui travaillent exclusivement sur le plateau continental mauritanien ou ses accores. Les navires thoniers exploitent des eaux plus au large que le plateau continental et ciblent des espèces qu'aucun des autres segments industriels n'exploite, mis à part les captures accessoires relativement minimales de thonidés du plateau par les chalutiers pélagiques.

#### **4.6.1. Les interactions sur les espèces**

Les pêcheries industrielles opérant dans la ZEE sont plurispécifiques du fait de la sélectivité restreinte de l'engin de pêche utilisé à titre principal (le chalut). Les navires titulaires de licences particulières (céphalopodiers, crevettiers, merluttiers, poissonniers) capturent en fait un spectre étendu d'espèces démersales. Les quantités d'autres espèces que peuvent capturer ces navires sont réglementées par des dispositions spécifiques à chaque type de licence, et doivent être déclarées dans les journaux de bord. Des programmes d'observateurs embarqués apportent des données indépendantes.

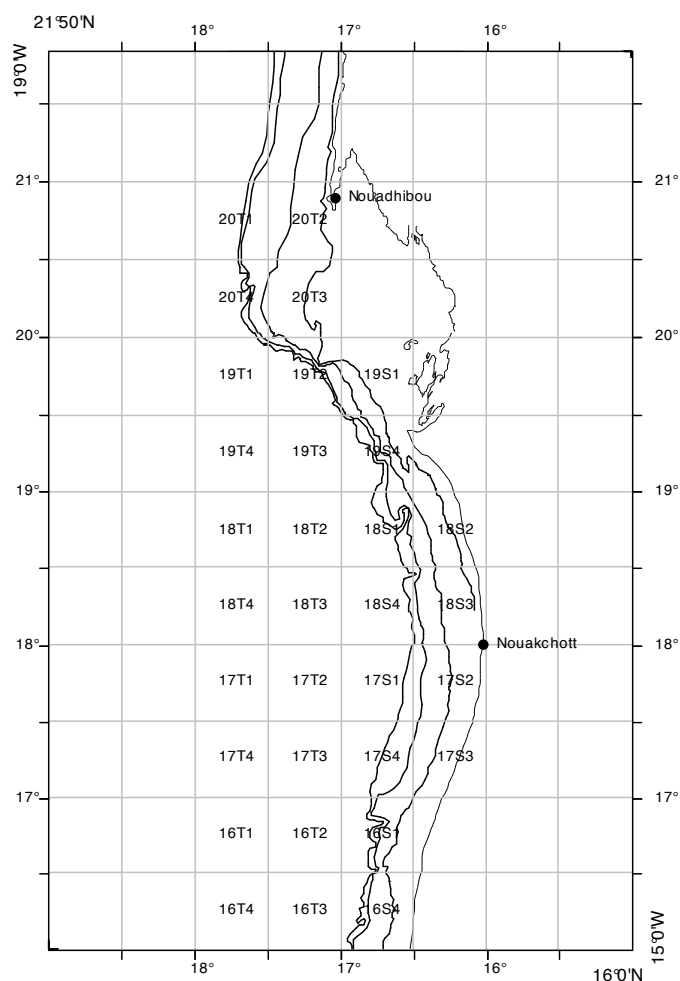
Dans le cadre du Groupe de Travail 2002, une analyse des captures de chaque segment a été menée afin de mesurer les interactions entre les différentes pêcheries. Cette analyse a pris en compte les rapports des observateurs embarqués sur les différents types de navires. L'analyse de ces profils de captures tendait à mettre en évidence des prises accessoires et des rejets importants dans les différentes pêcheries. Le Groupe de Travail montre par exemple que le poulpe n'est pas uniquement pêché par les céphalopodiers, mais également par les poissonniers (21% de leur capture totale), par les merluttiers (19%) et par les crevettiers (5%). L'ajout de nouvelles données observateurs depuis a provoqué une révision à la baisse de ces proportions. D'après le rapport RIVO, les poissonniers et les merluttiers ne captureraient que moins de 1% de poulpes, les crevettiers environ 3%. S'agissant du merlu, il compte pour 6% des prises de céphalopodiers, 15% des prises des crevettiers, et 8% des prises des poissonniers. Les interactions existent donc, mais sont beaucoup moins conséquentes que les premières données ne le suggéraient.

Plus généralement, on observe que les captures ciblées par certains segments ne constitueraient qu'une part minoritaire de la capture totale de chaque type de licence démersale. Ainsi, les données indiquent que sur les traits observés, les céphalopodiers ne capturent que 35% de poulpes et les crevettiers 16% de crustacés. Le segment des merluttiers serait relativement spécifique. Il y a donc des taux de prises accessoires importants, sur lesquelles repose probablement l'équilibre économique des navires des segments concernés.

Concernant les flottilles pélagiques qui ne capturent qu'une fraction modeste d'espèces démersales et pélagiques côtières (de l'ordre de 3 %) et compte tenu de l'importance de leurs prises totales (600 000 tonnes par an), ce faible pourcentage correspondrait cependant à un tonnage important d'espèces accessoires en valeur absolue (de l'ordre de 20 .000 t). D'après les données observateurs, ces captures accessoires incluraient principalement des espèces de poissons divers tels que les merlus, les daurades, ou des thonidés mineurs (mais pas de poulpes).

#### **4.6.2. Répartition de l'effort de pêche des chalutiers industriels**

L'IMROP a analysé les informations contenues dans la base de données relative aux déclarations des journaux de bord pour la période 1996 à 2001. Cette analyse a été menée en séparant les navires par type de licence détenue, et par nationalité (mauritaniens ou étrangers). Les données d'effort ont été rapportées au quadrillage statistique adopté pour le positionnement de l'effort (rectangles de 30' de côté) et représenté sur la figure suivante.



**Figure 32 : Quadrillage statistique de la ZEE mauritanienne**

L'effort de pêche durant la saison chaude connaît de fortes concentrations dans les secteurs Nord et côtiers de la ZEE de Mauritanie. Au contraire, la saison froide est généralement caractérisée par une extension des zones de pêche vers le secteur Sud. Toutefois, le secteur qui supporte le plus d'effort est de loin celui du Nord, et plus particulièrement les 20T2 et 20T3<sup>21</sup>, où 45 à 50% de l'effort global de l'ensemble des bateaux appartenant aux 12 groupes de licences recensés. Ce secteur est très privilégié par les céphalopodiers nationaux (62 à 64% de leur effort) et étrangers (37 à 56%).

Le tableau issu des travaux scientifiques de l'IMROP indique que les différentes flottilles sont susceptibles d'opérer dans les mêmes zones pendant une grande partie de l'année. Ceci vaut également pour les flottilles des chalutiers pélagiques industriels qui recherchent leurs espèces cibles le plus près possible de la côte (jusqu'à la limite terre autorisée), en particulier au large du Banc d'Arguin.

<sup>21</sup> Chaque secteur est divisé en 4 quadrants. Par exemple, le secteur 20T est sous-divisé en quadrant 20T1, 20T2, 20T3 et 20T4

**Tableau 38 : Effort (nombre d'heures de pêche) durant la saison chaude (juin à octobre). Source : IMROP**

Secteur	Localisation	Proportion	Observations
20T	Nord-Sud Banc d'Arguin Entre Lagouira et Iwik, concentré au 20T3, à proximité Banc d'Arguin	49%	56 à 62% de l'effort de pêche des céphalopodiers, étrangers et nationaux, respectivement. 25 à 55% de l'effort des poissonniers, des non-classés et des merluttiers
19S et 19T	Sud et Sud-Ouest Banc d'Arguin, Entre Iwik et Mhajibrat, concentré au 19T2 et 19T3	12%	20 à 70% de l'effort de pêche des poissonniers, des crabiers et des crevetiers
18S	Entre Mhajibrat et Nouakchott, côtier	19%	20 à 25% de l'effort des céphalopodiers, des inconnus, des merluttiers et des poissonniers

**Tableau 39 : Effort (nombre d'heures de pêche) durant la saison froide (novembre à mai). Source : IMROP**

Secteur	Localisation	Proportion	Observation
20T	Nord-Sud Banc d'Arguin Entre Lagouira et Iwik, concentré au 20T3, à proximité Banc d'Arguin	43%	37 à 64% de l'effort de pêche des céphalopodiers étrangers et nationaux, respectivement. 20 à 30% de l'effort de pêche des poissonniers, des merluttiers et des inconnus
19S et 19T	Sud et Sud-Ouest Banc d'Arguin, Entre Iwik et Mhajibrat, concentré au 19T2 et 19T3	10%	80% de l'effort des crabiers (19T) 15 à 60% de l'effort des inconnus, poissonniers et des crevetiers
18S	Entre Mhajibrat et Nouakchott, côtier	19%	19 à 22% de l'effort de pêche céphalopodiers, étrangers et nationaux, respectivement.. 20 à 25% de l'effort des poissonniers, des crevetiers et des merluttiers.
17S	Sud Parallèle Nouakchott, côtier	12%	22% de l'effort des céphalopodiers étrangers, essentiellement. 20 à 25% des merluttiers, crevetiers et poissonniers.

En plus de ces données, les crevetiers étrangers fréquentent (à hauteur de 30% de leur effort de pêche) le secteur 16S1 et 16S4, à la limite sud de la ZEE de Mauritanie, et ce, pendant les deux saisons.

#### 4.7. Les infrastructures de la pêche industrielle

Les paragraphes suivants présentent les infrastructures portuaires potentiellement utilisables pour des navires de gros gabarits, type navire de pêche industrielle.

##### *Les ports de Nouadhibou*

La configuration de Nouadhibou abritée par la péninsule du Cap Blanc est bien adaptée au développement des activités portuaires. Quatre ports spécialisés sont opérationnels :

- Le Port Autonome (terminal commerce et pêche)
- Le port artisanal
- Terminal pétrolier
- Port minier

**Le Port Autonome de Nouadhibou** est essentiellement lié à l'activité de la pêche qui représente les  $\frac{3}{4}$  de son activité. Il dispose d'installations relativement performantes pour la conservation en froid négatif et de fabriques de glace. Le linéaire de quai dépasse les 700 m dont un quai plein sur pieux de 584 m, un quai pêche en état moyen de 68 m de long, un quai de chalutage de 81 m dragué à 2,5 m et réservé à la SNIM. Le tirant d'eau admissible est de 8 m au niveau du port de commerce et de 7 m au quai pêche. Les

quantités de produits de la pêche transitant par le port autonome sont estimées à 125 000 tonnes par an. Le trafic commerce varie dans une fourchette de 130 à 210 00 tonnes par an. L'accroissement du trafic constaté ces dernières années est lié à la demande en importation de la ville et de ses périphéries appelées à se développer rapidement avec l'embranchement transfrontalier avec le Maroc (ville frontière - ville étape). L'interactivité entre le port de pêche et le port de commerce au sein du port autonome de Nouadhibou permet aux navires de décharger directement leurs cargaisons dans des containers frigorifiques sans avoir besoin de passer par des points de stockage relais.

Il existe à Nouadhibou quelques entreprises spécialisées dans les services aux navires. Des entreprises mauritaniennes peuvent fournir des prestations en matière d'approvisionnement des navires et de consignation. Il existe également des entreprises de réparation navale bénéficiant d'un dock flottant capable de mettre hors d'eau des chalutiers industriels de taille moyenne. Suivant des témoignages reçus, la fiabilité des entreprises n'est pas à la hauteur des enjeux techniques et financiers. A titre d'exemple, une société balte exploitant des navires pélagiques a préféré recréer à Nouadhibou son propre centre de soutien technique à sa flotte pour s'affranchir de la sous-traitance locale.

L'accès au port est relativement périlleux du fait des centaines d'épaves non balisées de navires qui ont été abandonnées en rade. Certaines de ces épaves sont mobiles et sont susceptibles de se déplacer au gré des courants dominants et des coups de vent. La présence de ces épaves représente un réel danger pour la navigation notamment lors des entrées sorties de nuit. Un projet d'enlèvement de ces épaves est sur le point d'aboutir sur un financement par un reliquat de fonds STABEX (35 M€). Les études de faisabilité ont été réalisées et les appels d'offres internationaux pour les opérations d'enlèvement doivent être publiés sous peu.

Les tarifs des diverses opérations portuaires sont fixés par arrêté. La dernière version serait l'arrêté R 396 du MPEM daté du 8 mai 1999.

**L'Etablissement du Port de la Baie du Repos (EPBR) :** il s'agit d'un port de pêche artisanale géré par une entité autonome. Une description de ce port a été faite dans la section se rapportant à la pêche artisanale

Pour mémoire, le **terminal pétrochimique** est utilisé pour les besoins de la raffinerie Naftal. Il n'y a actuellement pas de pipe-line entre le terminal et le port autonome et le trafic port-terminal est assuré par des caboteurs pétroliers. La construction d'un pipe-line est envisagée car elle permettrait d'éliminer les risques inhérents. **L'appontement minéralier** de la SNIM qui est utilisé pour le chargement sur des vraquiers de 11 à 12 millions de tonnes de minerai de fer.

Le port autonome de Nouadhibou est le seul réellement utilisable par les navires de pêche de type chalutiers démersaux. Ses dimensions sont cependant insuffisantes pour accueillir les navires de pêche aux pélagiques dont les dimensions (+/- 100 m de longueur) nécessitent de pouvoir disposer d'un accès sûr, d'aires d'évitage, et de profondeurs suffisantes. Le débarquement de ces navires continue à se faire par transbordement en rade : ils ancrent à 3 à 4 milles de la côte et leur déchargement se fait sur des cargos en présence de douaniers. Les prises qui doivent être débarquées à terre sont chargées sur des embarcations de type pêche artisanale.

### ***Les ports de Nouakchott***

Les installations portuaires autour de Nouakchott comprennent le Port de l'Amitié et un Wharf. Elles ne sont pas utilisées pour la pêche.

**Le Port de l'Amitié** existe depuis 1980. Il comprend un môle principal avec plusieurs postes d'accostage protégés par une digue longue de 600 m. Les installations portuaires occupent une surface de 15 ha avec des bâtiments administratifs, des terre-plein de stockage en vrac et containers, des hangars et des équipements de manutention. L'avitaillement des navires se fait à quai. Le port est relativement mal protégé des houles qui entrent en hiver. Le Port de l'Amitié est dédié au trafic commerce et présente des statistiques de trafic en hausse constante depuis 5 ans (1,4 M de tonnes en 2003, contre 840 000 en 1998).

**Le wharf** a été construit pour permettre l'approvisionnement des industries proches (ciment et gaz). Il comporte un mole d'accostage de 150 m de long sur 30 m de large, accostable par des unités de moins de 6 m de tirant d'eau. Un sealine pétrolier reçoit l'approvisionnement du dépôt d'hydrocarbures de la MEPP. La plupart des produits raffinés proviennent de la raffinerie de Nouadhibou et sont acheminés par caboteurs pétroliers.

Faute d'adaptation au trafic pêche, les deux ports de Nouakchott ne sont pas utilisés par les navires.

Enfin, il convient de noter que les ports mauritaniens ne sont pas à la nouvelle norme internationale *International Security Ports and Ships* (ISPS). Les autorités étudient cependant les modalités de leur certification.

A noter qu'il existe plusieurs projets de développement portuaire pêche principalement autour de Nouadhibou. Le Gouvernement néerlandais a réalisé des études pour la construction et l'aménagement d'un port adapté aux chalutiers pélagiques, mais la mise en œuvre du projet a échoué du fait de problèmes de financement. L'Espagne envisage quant à elle l'agrandissement de la partie port de pêche du Port Autonome de Nouadhibou et a lancé des études de faisabilité.

#### 4.8. Synthèse et conclusions

Les grandes caractéristiques des flottes de pêche exerçant dans la zone mauritanienne sont reprises dans le tableau ci-dessous (hormis les pêcheries de thonidés). Au niveau des capacités déployées et de l'effort, la pêcherie céphalopodière industrielle à l'aide de chaluts est celle sur laquelle on compte le plus de navires (170) et d'heures de pêche (unité d'effort). Cette catégorie totalise à elle seule (hors chalutage de petits pélagiques) plus de navires et d'heures de pêche que toutes les autres catégories réunies. La partie mauritanienne est majoritaire sur ce segment en capacités et représente environ la moitié des prises. La seconde pêcherie en termes de nombre de navires et d'effort déployés est celle des chalutiers crevettiers (70 navires pour 300 000 heures de pêche) avec les intérêts européens sous accord qui représentent la moitié de ces capacités, mais 70% des prises officielles. Les autres catégories démersales sont relativement peu importantes en capacités. Exclusivement étrangère, les navires de pêche aux petits pélagiques déploient un effort équivalent à la moitié de celui des flottes crevettières par exemple. Le segment européen (comprenant les navires baltes et chypriotes) représente 1/3 des effectifs et de l'effort, mais totalise près de la moitié des captures.

**Tableau 40 : Grandes caractéristiques des différentes pêcheries mauritaniennes (hors thonidés)**

	Capacité / effort totaux	dont Europe	Captures	dont Europe	Autres prises
Pêcherie céphalopodière	170 navires 800 000 heures de pêche	55 navires 300 000 heures	40 000 tonnes environ 20 000 tonnes de poulpes	Environ 20 000 tonnes dont 10 000 tonnes de poulpes	Daurades, merlus, divers poissons
Pêcherie crevettière	70 navires 300 000 heures de pêche	37 navires 150 000 heures de pêche	5 000 tonnes Environ 4 000 tonnes de crevettes	Env. 3 500 tonnes	Divers poissons, poulpe
Pêcherie merluttière	24 navires 80 000 heures de pêche	18 navires 70 000 heures de pêche	12 000 tonnes	8 000 tonnes	Peu
Pêcherie de poissons de fond	40 navires 60 000 heures de pêche	13 navires 15 000 heures de pêche	5 000 tonnes	- -	Merlus, poulpes
Petits pélagiques	70 navires 150 000 heures de pêche	Env. 20 navires 53 000 heures de pêche	640 000 tonnes	340 000 tonnes	Thonidés mineurs, calmars, daurades
Pêche artisanale	Env. 3 000 pirogues	--	80 000 tonnes dont 5 à 8 000 tonnes de poulpes		Céphalopodes, poissons

L'exploitation des eaux mauritaniennes est donc dominée par un poids lourd, la pêche céphalopodière, qui écrase les autres pêcheries par l'importance des capacités et de l'effort de pêche déployés. C'est par ailleurs la seule pêche où les intérêts nationaux sont les plus nombreux.

La pêche crevette, seconde en importance, représente environ 40% des moyens déployés par les céphalopodiers. Si les navires de cette pêche sont pour la moitié environ des navires européens sous accord, les nationalités des autres navires sont plus diverses. Il y a certes des pavillons mauritaniens, mais aussi des navires sous pavillon étrangers travaillant avec des autorisations spéciales (affrètement, licences libres). Les nombres exacts ne sont pas connus, mais des pavillons européens travailleraient sur cette pêche hors-accord. La situation sur les autres segments industriels démersaux est identique, avec une importante composante communautaire sous accord, des pavillons mauritaniens, et probablement des navires de nationalités diverses.

La pêche artisanale atteint avec 80 000 tonnes des niveaux de prélèvement pratiquement équivalents à ceux de l'ensemble des flottes industrielles du plateau (hors pélagiques), et 1/3 des prises de poulpes.

Comme il l'a été exposé, ces différentes pêcheries interagissent fortement sur la ressource et dans l'espace. En dehors de la pêche artisanale, les zones de pêche des différents segments industriels tendent à se concentrer sur les mêmes parties de la ZEE, et compte tenu des caractéristiques des engins utilisés, il n'est pas surprenant de constater que tous les segments pêchent les mêmes poissons (daurades, merlus par exemple) en quantités variables, et des céphalopodes. Ces considérations, et notamment celles sur l'importance du segment céphalopodier, auront leur importance quand il s'agira d'examiner les données sur l'état des stocks et les mesures de gestion.

## 5. L'état des ressources exploitées

Cette partie de l'étude se concentre sur un résumé des connaissances sur l'état des ressources exploitées, complété par des informations de base sur la biologie des espèces. Les informations présentées proviennent pour l'essentiel des travaux du Groupe de Travail 2002 qui a impliqué sous la coordination de l'IMROP près d'une cinquantaine de scientifiques européens, et des rapports scientifiques du COPACE pour les stocks sous-régionaux (poissons pélagiques notamment), dont le dernier date de la fin 2004. Ces travaux ont été complétés par ceux du Deuxième Groupe de Travail Scientifique RIM / UE daté de janvier 2004. Les informations utilisées pour les pélagiques hauturiers (les thonidés et espèces apparentées) sont issues des rapports des groupes de travail de l'ICCAT.

L'ensemble des analyses et des recommandations peuvent donc être considéré comme robustes.

### 5.1. Le poulpe

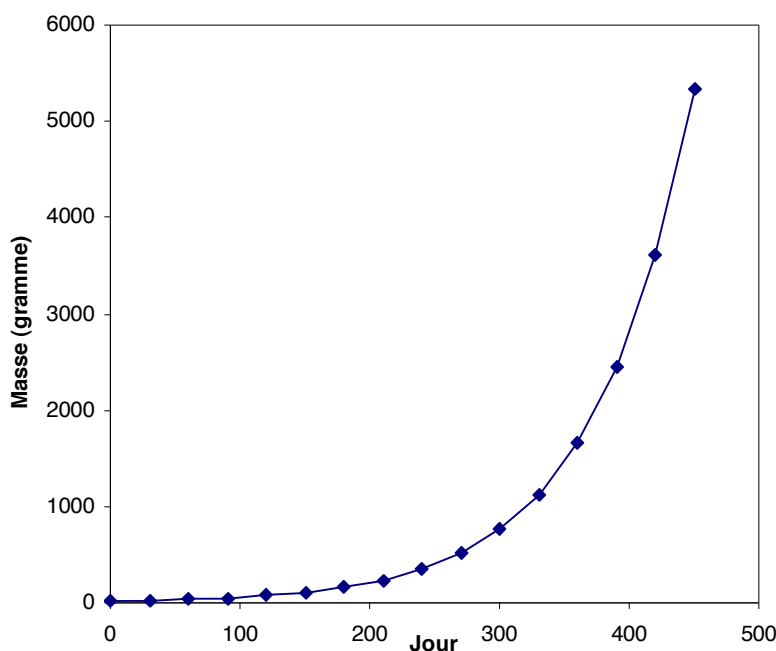
#### 5.1.1. Biologie et écologie de l'espèce

Les poulpes sont inféodés à de multiples habitats, rocheux ou meubles, néanmoins pour la zone Ouest Africaine, le facteur trophique lié à la sédimentologie semble prépondérant dans la présence des poulpes (Caverivière, 2002). Ainsi, on trouve majoritairement les poulpes sur des fonds sableux et sablo-vaseux, c'est notamment le cas en Mauritanie. Ces fonds sont riches en mollusques (praire, venus, amandes,...) qui constituent une grande partie du régime alimentaire de l'animal suivis des crustacés et poissons. Afin de se protéger, les poulpes se postent dans des terriers qu'ils construisent. Ils n'en sortiraient que pour se nourrir. En Mauritanie, le poulpe est présent à partir d'une profondeur de 10 mètres et jusque la rupture de pente du plateau. Lorsque le plateau présente un habitat favorable à la présence des poulpes, ces derniers sont présents. Le facteur bathymétrique ne joue aucun rôle sur la distribution des classes de taille et par conséquent sur les stades de maturité sexuelle (Jouffre et al, 2000). Pour les zones où la profondeur n'excède pas 10 mètres, la présence des poulpes est très réduite. Ce type de milieu n'a pas un rôle de nourricerie pour les poulpes comme pour de multiples autres espèces (Jouffre et al, 2000).

Lors des groupes de travail initié par l'IMROP, les évaluations de stocks conduites sur le poulpe dans les eaux mauritaniennes ont toujours considéré un seul stock pour la ZEE de ce pays, bien que l'hypothèse de deux sous-stocks (un au Cap Blanc, l'autre vers Nouakchott) ne soit pas exclue. Après le recrutement, aucune migration ne semble être notée pour cette espèce (Jouffre et al., 2000). Ainsi, le stock mauritanien est considéré comme indépendant d'un stock sud (Sénégal) et des stocks nord (Maroc).

La croissance est mesurée suivant le poids et non de la taille comme pour la plupart des autres espèces. On observe une forte variation de la croissance entre les individus. La courbe de croissance moyenne la plus récente et ayant pu être établie à partir de données d'élevage et de marquage précise une croissance de type exponentielle avec un poids autour de 3 900 grammes pour un âge de 14 mois (Domain et al., 2000).





**Figure 33 : Courbe de croissance du poulpe (Domain et al., 2000)**

La reproduction ne se fait pas par émission des gamètes mâles et femelles dans le milieu. Le mâle transfère grâce à un bras hectocotyle des spermatophores vers l'oviducte de la femelle et au passage de cette dernière ils éclatent et libèrent des spermatozoïdes. Le stockage des spermatozoïdes peut durer plusieurs mois. Les mâles sont aptes à se reproduire jeune, dès 260 g alors que les femelles ne se reproduiraient qu'à partir d'un poids de 500 g. Lors de la ponte, la femelle fixe les œufs sous forme de grappe dans des cavités, puis les protège et les aère jusqu'à l'éclosion. À partir de ce moment la femelle n'est plus capturable. Après l'éclosion, la femelle meurt d'épuisement. Malgré une activité différente, la durée de vie des mâles est comparable à celle des femelles. On estime que la longévité maximale des poulpes est de l'ordre de 18 mois (Caverivière, 2002). Le recrutement est très variable d'une année sur l'autre. Celui-ci est corrélé positivement avec l'intensité de l'upwelling (Laurans 2005). Ainsi, un upwelling intense a un impact positif sur l'état du stock. Réciproquement, un faible upwelling a pour conséquence un recrutement plus faible.

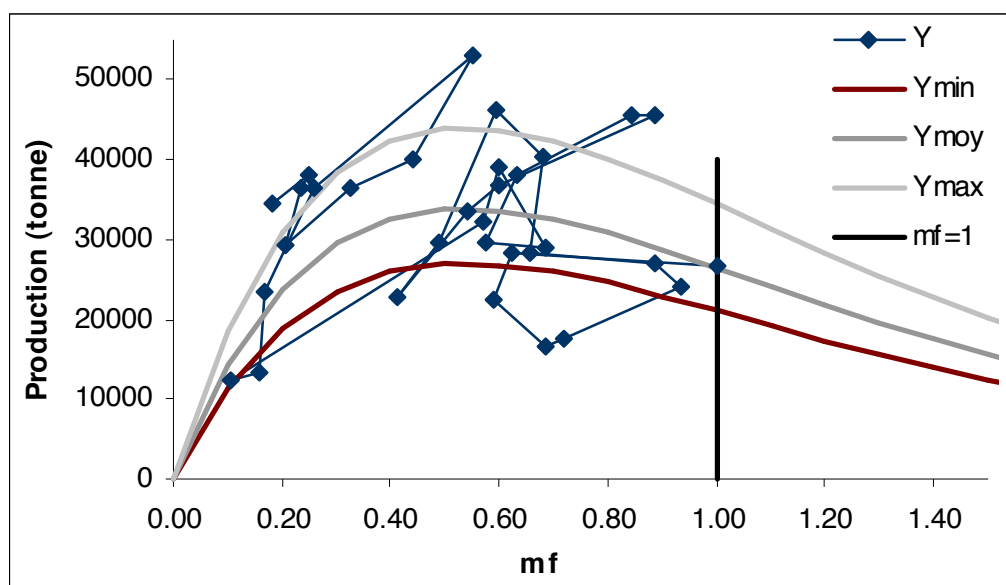
### **5.1.2. Etat du stock de poulpe**

Le stock de poulpe en Mauritanie a été régulièrement évalué au cours de groupes de travail organisés par l'IMROP. Ces évaluations régulières sont conduites en ajustant un modèle de production équilibrée aux séries de captures et d'efforts. Les diagnostics obtenus suite au GT 1998 et 2002 et à une réactualisation de l'évaluation en 2003 (RIM/UE, 2004) concluent à un diagnostic de surexploitation du stock de poulpe en Mauritanie avec un excédent d'effort de l'ordre 30%. Déjà en 1993, lors du troisième groupe de travail, des craintes de surexploitation du stock de poulpe sont notées (GT 1993).

Le potentiel de production (MSY) estimé est proche de 35 000 tonnes. Ce résultat obtenu suite à la prise en compte de diverses hypothèses est considéré comme robuste. La surexploitation de ce stock mène à des captures inférieures au potentiel de production, soit une perte de capture comprise entre 15 et 35 % par rapport au potentiel de production.

Pour cette espèce très sensible aux conditions du milieu, un modèle global avec effet de l'environnement a également été appliqué et montre que le niveau de production dépend fortement des conditions environnementales (GT 2002). Le potentiel de production varie ainsi de 27.000 t pour des conditions d'upwelling défavorables (upwelling de faible intensité), à 44.000 t lorsque l'upwelling est intense. Dans les conditions actuelles d'effort ( $mf=1$ ), la production équilibrée est estimée entre 21 et 34.000 t, selon les

conditions environnementales, avec une valeur moyenne de 35.000 t (figure suivante). Ce modèle environnemental ne modifie pas sensiblement le diagnostic. On conclut à nouveau que le stock est dans une situation de surexploitation marquée. L'excédent d'effort des années 1999/2001 est estimé ici à 28 %, et ceci aussi bien en année d'upwelling intense que faible. A condition d'upwelling équivalente, la perte de production serait de 26 %, comme dans le modèle simple, bien que la production en valeur absolue soit supérieure.



**Figure 34 : Modèle de production équilibrée du poulpe avec effet de l'environnement : captures observées (Y) et captures prédites à l'équilibre (en t), pour des conditions d'upwelling moyen ( $Y_{moy}$ ), favorable ( $Y_{max}$ ) et défavorable ( $Y_{min}$ ). La situation actuelle est donnée par  $mf=1$ . Source : IMROP**

On est donc schématiquement dans une situation où les poulpes sont pêchés trop petits (surexploitation de croissance). Ceci génère une perte de potentiel dans la mesure où la pêche d'individus plus gros augmenterait le rendement par recrue. On ignore si cette situation est susceptible de compromettre le renouvellement futur du stock en l'absence de données sur la biomasse de reproducteurs et la nature de la relation stock-recrutement. Cette approche nécessite l'usage de modèles que les données actuelles ne permettent pas d'utiliser.

Le Groupe de Travail conclut que la diminution de prises par unité d'effort de poulpes dans la ZEE de Mauritanie est en premier lieu liée à un effort de pêche excédentaire, mais avec un effet environnemental certain qui ne peut être ignoré. Depuis le GT 1998, une baisse significative de l'effort de pêche est demandée. Cette recommandation est reconduite en 2002 et 2003, et reprise par le groupe scientifique du COPACE en 2004. Cette diminution de l'effort de pêche par les flottilles exploitant le poulpe doit être de l'ordre de 30%, sans qu'aucun échéancier ne soit proposé.

## 5.2. Les crevettes

L'exploitation crevettière en Mauritanie permet de cibler des crevettes côtières (*Penaus notialis* et *Penaus kerathurus*) et profondes (*Parapenaus longirostris* et *Aristeus varidens*). Les crevettes côtières sont souvent regroupées et l'on parle de « lagostinos », pour les profondes, *Parapenaus longirostris* est appelé « gamba » et *Aristeus varidens* « alistado ».

### **5.2.1. Ecologie-Biologie**

Les connaissances sur la biologie et l'écologie de ces espèces sont encore parcellaires (Diop, 1988 ; Holthuis, 1980 ; Quéro et Vayne, 1998). Les deux espèces côtières peuvent être présentes jusque plus de 300 mètres, mais on ne les trouve pas à plus de 80 mètres de profondeur en Mauritanie. Les concentrations sont maximales sur des fonds compris entre 15 et 60 mètres. Ces deux espèces côtières sont de grandes tailles, *Penaus notialis* peut atteindre près de 270 mm de longueur totale et environ 150 à 200 mm pour *Penaus kerathurus*. La longévité est similaire pour ces deux espèces, comprise entre 18 et 24 mois. La reproduction a lieu en mer entre mai et septembre, les post-larves et juvéniles migrent vers les eaux saumâtres des estuaires et des lagunes. Elles y restent environ trois mois avant de repartir définitivement en mer. *Penaus kerathurus* est mature à une taille comprise entre 90 mm pour les mâles et 120 mm pour les femelles. Les adultes de *Penaus kerathurus* migrent vers des eaux plus profondes en hiver. Sur les côtes mauritaniennes, deux stocks de *Penaus notialis* sont identifiés, l'un au large du banc d'Arguin (18.5 et 20°N) et l'autre entre Nouakchott et Saint Louis. *Penaus kerathurus* est essentiellement présente au sud ouest du banc d'Arguin et au sud du cap Timiris où elle y trouve un biotope adapté.

Les crevettes profondes se trouvent bien au-delà de 100 mètres. La répartition bathymétrique est bien distincte, ainsi, *Parapenaus longirostris* est présente entre 170 et 300 mètres du 17.2 au 18.5°N de latitude, *Aristeus varidens* est présente de 350 à 700 mètres de fond entre 16 et 20 de latitude nord. Alors que les crevettes côtières sont de grandes tailles, *Parapenaus longirostris* atteint la taille maximale totale de 100 mm pour une longévité estimée entre 24 et 48 mois. *Aristeus varidens* à l'instar des crevettes côtières peut atteindre une taille totale de près de 190 mm. La longévité de cette espèce n'est pas renseignée. Pour *Parapenaus longirostris*, les femelles sont matures à partir d'une longueur orbitale de 26 mm.

### **5.2.2. Etat des stocks**

Une première approche pour avoir une idée de l'état d'un stock est d'observer l'évolution des captures en fonction de celle de l'effort de pêche. Dans le cas des deux principales espèces exploitées (*P. notialis* et *P. longirostris*), on observe que les évolutions de l'effort de pêche et des captures parallèles. Une telle situation caractérise généralement des stocks où la pêche n'entraîne pas de surexploitation. De plus, pour les navires espagnols, on observe une augmentation des captures par unité d'effort (CPUE) ce qui conforte ce diagnostic.

Lors du groupe de travail 2002 à Nouadhibou (GT 2002), les évaluations de stocks qui ont été menées n'ont pas permis d'aboutir à un diagnostic sur l'état des crevettes côtières et profondes. Ainsi, aucun potentiel de capture n'a pu être établi. Les recommandations qui avaient été faites mettaient en exergue le fait que la qualité des données devait être améliorée et que la distinction des efforts de pêche pour les crevettes côtières et profondes constituait un impératif.

En décembre 2004 (GT, 2004), un nouveau groupe de travail s'est intéressé à l'état du stock des crevettes. Pour les crevettes côtières, une évaluation de stock par l'approche globale a pu être menée, elle conclut à une pleine exploitation. Ce travail met en avant un changement de nature écosystémique, puisque le potentiel de production serait passé de 1 000 tonnes pour la période antérieure à 1995 à 2 000 tonnes pour les années récentes.

Concernant la crevette profonde, aucun phénomène de surexploitation n'est constaté. On n'observe pas de baisse d'abondance liée à l'accroissement de pression de pêche. Ceci rend impossible tout ajustement d'un modèle de production cohérent. Ainsi à ce stade, il reste impossible de savoir jusqu'à quand l'accroissement de l'effort permettra une hausse des captures (sans baisse d'abondance). Aucun potentiel de production ou effort de maximisation des captures n'a pu donc être estimé. Seule une démarche de précaution, ou la prise en compte des effets induits par la pêche crevettière sur les autres stocks pourrait justifier de limiter l'accroissement de l'effort sur ce stock du large.

Ainsi, pour les deux groupes espèces, l'IMROP recommande un gel de l'effort principalement afin de protéger les espèces accessoires prises par les navires crevettiers. Le groupe de travail scientifique du COPACE de 2004 reprend ces recommandations de maintien de l'effort.

### **5.3. Le merlu**

#### **5.3.1. Ecologie - Biologie**

On trouve trois espèces de merlu en Mauritanie (*Merluccius senegalensis*, *Merluccius polli* et *Merluccius merluccius*). Ce dernier est indiqué comme étant peu capturé dans les eaux mauritaniennes. Les deux autres espèces sont difficilement distinguables, aussi elles sont regroupées dans les captures sous le nom générique de merlu noir.

Le merlu européen (*Merluccius merluccius*) est peu présent dans les eaux mauritaniennes car il se trouve en limite sud de son aire de répartition contrairement aux deux autres espèces. *Merluccius senegalensis* est le plus abondant, la ZEE Mauritanienne correspond à la zone centrale de son aire de répartition. Ainsi la zone comprise entre le Cap Juby et le Cap Blanc plus au sud correspond à une zone de chevauchement des stocks des deux espèces citées précédemment. La troisième espèce, *Merluccius polli* est prédominante au sud du Cap vert. Entre le Cap Blanc et le Cap vert, les stocks de *Merluccius polli* et *Merluccius senegalensis* sont chevauchants. Aussi, ce sont ces deux espèces qui principalement capturées dans les eaux mauritaniennes avec néanmoins une prédominance pour *Merluccius senegalensis*.

L'utilisation de données de captures, notamment celle de palangriers espagnoles, permet d'obtenir des informations précises concernant la répartition bathymétrique de *Merluccius polli* et *senegalensis*. Pour l'ensemble de la zone mauritanienne, *Merluccius senegalensis* est l'espèce prédominante à des profondeurs inférieures à 300 mètres et *Merluccius polli* pour des fonds supérieurs à 450 mètres. La zone comprise entre 300 et 450 correspond au chevauchement des deux stocks. Pour les deux espèces, il est noté que la taille des individus augmente avec la profondeur.

Des migrations bathymétriques sont notées en période de reproduction. Les individus matures sont se trouvent alors à des profondeurs comprises entre 100 et 200 mètres.

#### **5.3.2. Evaluation de stock**

Les évaluations de stocks sont conduites à l'échelle de la ZEE Mauritanienne, alors que l'on sait que l'aire de répartition des espèces s'étend bien au-delà. Par ailleurs, les deux espèces (*Merluccius senegalensis* et *polli*) ne sont pas distinguées au sein des captures. N'ayant pas suffisamment d'informations qui permettent de ré-estimer les captures par espèces, l'évaluation est conduite en les regroupant.

Les dernières évaluations (GT 2002), concluent à la sous exploitation du stock de merlu noir dans la ZEE mauritanienne. Le potentiel de capture estimé est de 12 000 tonnes. Cette évaluation a été conduite en appliquant un modèle global. Le manque de données et les incertitudes sur la biologie de ces deux espèces ne permettent pas une évaluation par approche structurale. Le Groupe de Travail note cependant que la pêche merluttère occasionne beaucoup de prises accessoires composées essentiellement de sparidés (*Dentex macrophthalmus* essentiellement), de sélaciens, de lotte *Lophius spp*, de Saint Pierre (*Zeidae*), et de langouste rose (*P. mauritanicus*) et de divers démersaux qui sont vraisemblablement en situation de pleine exploitation, voire de sensible surexploitation.

L'IMROP recommande par conséquent un maintien de l'effort aux niveaux actuels pour tenir compte des espèces accessoires. Le groupe d'expert scientifique du COPACE, probablement à la lumière de nouvelles

données, confirme le statut de pleine exploitation, et invite à une décroissance de l'effort des flottes qui ciblent le merlu et de celles qui capturent des quantités de merlus à titre accessoire.

#### 5.4. Les autres espèces démersales

Lors du groupe de travail 2002 (GT, 2002), l'absence de statistiques de pêche pour les espèces démersales (excepté pour les céphalopodes, crevettes et merlus) n'a permis aucun suivi de stocks par les méthodes d'évaluation dites indirectes. Ainsi, seule l'estimation d'indices d'abondance spécifiques a pu être réalisée à partir de données des campagnes scientifiques. Ces dernières sont régulièrement menées sur l'ensemble du plateau continental mauritanien depuis 1982. Ces données ont été traitées par l'application de modèles de type GLM et ont permis l'estimation d'indices d'abondance pour de nombreuses espèces démersales. Ce travail (GT, 2002) montre que l'abondance est stable pour une sélection de 106 espèces d'intérêt commercial. Une analyse plus fine s'est intéressée à l'évolution de l'abondance de 17 espèces fortement ciblées par la pêche.

Il s'avère que l'abondance de huit espèces est caractérisée par une nette diminution. Concernant le poulpe, cette tendance conforte le diagnostic de surexploitation. Pour les sept autres espèces, la plus grande vigilance est recommandée. Le groupe de travail conclut face à ces situations de diminution d'abondance que l'amélioration des statistiques de pêche est une priorité afin que le suivi d'un certain nombre de stock puisse être réalisé avec des méthodes plus précises. Parmi ce groupe de 17 espèces, 5 ont une abondance stable. Cependant, dans d'autres pays de la sous-région (Sénégal et Guinée) ces mêmes espèces sont dans des situations de surexploitation suite à un ciblage important de la part de nombreuses flottilles. Enfin, l'abondance de deux espèces semble être très nettement à la hausse et celle de deux autres espèces ne montre aucune tendance sur la période.

Plus récemment, des évaluations de stocks ont pu être réalisées pour certaines espèces par application du modèle global (FAO, 2004). L'unité de stock considéré ne se limite pas à la ZEE mauritanienne, mais considère le Maroc et la Mauritanie sauf pour le poulpe et la seiche où des stocks mauritaniens sont pris en compte. Pour les espèces suivies par les études, il s'avère que les diagnostics sont proches et mènent à des recommandations similaires.

**Tableau 41 : Tendance de l'évolution de l'abondance de 17 espèces dans les eaux mauritaniennes et état du stock de certaines espèces.**

Espèce	Tendance de l'abondance dans la ZEE Mauritanienne (GT, 2002)	Etat du stock (FAO, 2004)	Recommandation d'aménagement (FAO, 2004)
<i>Octopus vulgaris</i>	Diminution	Surexploité	Réduire l'effort
<i>Sepia officinalis</i>	Diminution	Résultat peu concluant	Réduire l'effort
<i>Raja straelini</i>	Diminution		
<i>Raja miraletus</i>	Diminution		
<i>Pseudupeneus prayensis</i>	Diminution		
<i>Epinephelus aenus</i>	Diminution	Risque de disparition	Arrêt de la pêche ciblant l'espèce
<i>Arius heudeloti</i>	Diminution		Réduire l'effort
<i>Cynoglossus</i>	Diminution		
<i>Pagellus bellottii</i>	Stabilité	Pleinement exploité	Ne pas augmenter l'effort
<i>Sparus caeruleostictus</i>	Stabilité	Pleinement exploité	Ne pas augmenter l'effort
<i>Plectorhynchus mediterraneus</i>	Stabilité		
<i>Argiromus regius</i>	Stabilité		
<i>Dentex cotti</i>	Stabilité	Pleinement exploité	Ne pas augmenter l'effort
<i>Pomadasys rogeri</i>	Augmentation		
<i>Galeoides decadactylus</i>	Augmentation		
Groupe <i>Diplodus</i>	Aucune		
<i>Mustelus mustelus</i>	Aucune		

## 5.5. Les petits pélagiques

Le terme de petits pélagiques côtiers inclue plusieurs espèces d'intérêt commercial. On distingue ainsi les espèces à affinité tropicale, soit deux espèces de sardinelles (*Sardinella aurita* et *maderensis*), deux espèces de chinchards, le noir (*Trachurus trecae*) et le jaune (*Decapterus rhonchus*) et le maquereau espagnol (*Scomber japonicus*), puis les espèces à affinité d'eaux tempérées, la sardine (*Sardinella pilchardus*), l'anchois (*Engraulis encrasicolus*), le chinchard blanc (*Trachurus trachurus*) et le sabre argenté (*Trichiurus lepturus*). Selon les conditions du milieu, ces deux ensembles d'espèces sont alternativement dans les eaux mauritaniennes.

L'ensemble de ces espèces est caractérisé par des comportements proches, elles sont grégaires et effectuent des migrations importantes le long des côtes Ouest Africains en fonction des conditions environnementales du milieu (COPACE, 1982). Pour les principales espèces ciblées, les caractéristiques de leur biologie et écologie sont abordées dans les paragraphes suivants.

### 5.5.1. Biologie - Ecologie

#### *Sardine (Sardina pilchardus),*

Cette espèce est présente le long du littoral Ouest africain du Sénégal au nord du Maroc. L'identification de stocks n'est pas aisée, néanmoins les derniers groupes de travail (FAO, 2002 ; FAO, 2003) font l'hypothèse de trois stocks, 2 au nord du Cap Bojador (26°N) et un au sud de cette latitude jusqu'au Cap Timiris en Mauritanie, avec une extension jusque Dakar selon les années. Les captures mauritaniennes sont réalisées sur ce dernier stock. Les mouvements des sardines sont très dépendants de l'intensité des upwelling côtiers. On les trouve plutôt dans les eaux froides. Les bancs de sardines réalisent des migrations bathymétriques journalières, avec une présence dans une eau de faible profondeur durant la nuit (10-35 m) et jusque 100 m le jour. Les bancs qui se situent proche de la côte se nourrissent de phytoplancton et zooplancton.

#### *Sardinelle ronde (Sardinella aurita),*

Un seul stock de sardinelle ronde est identifié le long des côtes Ouest Africaines. Les limites sont situées entre les latitudes 28-30°N au nord et 8°N de latitude au sud. Ce stock est caractérisé par une migration importante le long du littoral. Cette migration est très dépendante des conditions du milieu. En effet, les sardinelles rondes se trouvent préférentiellement dans une eau non turbide, d'une température inférieure à 24°C et une salinité supérieure à 35°/‰. En début d'année et jusque au mois de mai, une grande partie du stock se trouve au sud du cap Vert, avec la fin de l'upwelling côtier le long du littoral sénégalais, les sardinelles rondes migrent vers le nord en direction du cap Blanc et se stabilisent entre 20 et 24°N entre août et novembre avant de redescendre vers le sud. Cette migration est essentiellement le fait des adultes qui suivent les masses d'eau qui leur sont favorables. Certains individus (surtout des jeunes individus) ne participent pas à cette migration et réalisent une migration bathymétrique au cours de l'année. Ainsi, pendant la saison chaude, ces individus se situent à des profondeurs comprises entre 70 et 100 mètres et pendant la saison froide (upwelling) ils se situent près de la côte à faible profondeur. Les juvéniles sont très localisés dans des zones de nourriceries le long du littoral. D'une manière générale, les adultes sont présents sur l'ensemble du plateau jusqu'au talus avec une abondance plus faible dans les zones côtières. Par ailleurs, ils réalisent une migration bathymétrique nyctémérale, proche de la surface la nuit et plus en profondeur le jour.

#### *Sardinelle plate (Sardinella maderensis),*

Comme la sardinelle ronde un seul stock est identifié entre le cap Barbas (21°N) et le sud du cap Vert (14°N) (FAO, 2001). De nombreux juvéniles (jusque 2 ans) semblent se situer au sud du cap Vert et au niveau du banc d'Arguin. Comme précédemment, la sardinelle plate (surtout les adultes) effectue une migration en fonction des conditions environnementales. Contrairement à la sardinelle ronde, la sardinelle plate se trouve dans des eaux ayant une température élevée (au moins 23-24°C) et une faible salinité. Ainsi,

cette espèce est dite côtière, on ne la trouve que très rarement à des profondeurs supérieures à 50 mètres. La reproduction a lieu entre juillet et septembre.

### **Chinchard**

Le terme de chinchard regroupe trois espèces, *Trachurus trachurus*, *Trachurus trecae* et *Decapterus ronchus*. Cette dernière est peu capturée dans les eaux mauritaniennes et aucune évaluation de stock n'est menée. Par la suite, on ne traitera pas de cette espèce.

#### **Le chinchard blanc (*Trachurus trachurus*)**

En Ouest Afrique, cette espèce est présente de Gibraltar au Sénégal. Deux stocks sont identifiés, l'un au nord du cap Bojador (26°N) et l'autre entre 26 et 10 °N de latitude. En Mauritanie, les plus fortes concentrations se trouvent entre 18 et 20°N. Elle est présente sur l'ensemble du plateau jusque 300 mètres de fond et préférentiellement sur les zones les plus profondes du plateau (plus de 100 mètres). L'analyse des contenus stomacaux permet de montrer que cette espèce peut être considérée comme démersale à certain moment. Comme les autres petits pélagiques, de larges migrations sont notées en fonction de conditions environnementales, en été la majorité des adultes se situent au niveau de la latitude du cap Blanc et en hiver au niveau de la latitude du cap Vert. La reproduction a lieu en hiver à une profondeur comprise entre 100 et 250 mètres. Les jeunes se concentrent au niveau de nourriceries que l'on trouve entre 50 et 200 mètres de fond.

#### **Le chinchard noir (*Trachurus trecae*),**

Cette espèce est présente depuis le nord du cap Blanc jusque l'Angola. En Afrique de l'ouest, elle se trouve essentiellement entre le cap Blanc et le cap Vert. Dans cette zone, elle est considérée comme plus côtière que *Trachurus trachurus*, les fortes concentrations sont sur des fonds de moins de 100 mètres même si sa répartition bathymétrique est comprise entre 40 et 250 m. Sa migration est similaire à celle de *Trachurus trachurus*, mais elle se situe dans des eaux plus chaudes. Les juvéniles sont côtiers (jusque 50 m de profondeurs) et sont présents tout le long de la côte depuis le banc d'Arguin jusqu'au sud de Dakar.

#### **Maquereau Espagnol (*Scomber japonicus*),**

Cette espèce est présente depuis l'Europe du sud jusqu'en Namibie. En Afrique de l'Ouest, un stock est identifié entre le cap Bojador et le sud du Sénégal et un second au nord du cap Bojador. Cette espèce est présente sur l'ensemble du plateau, de la côte jusque 300 mètres de fond. La migration de cette espèce est proche des précédentes, on la trouve en début d'année vers le Cap Vert, puis à partir de mai et jusque la fin de l'année au large et au nord du cap Blanc. Elle accepte des eaux avec un gradient thermique fort (de 10 à 27°C). Son activité nyctémérale est proche du fond le jour et près de la surface la nuit.

### **Recouvrement des espèces sur le plateau**

Connaissant les caractéristiques écologiques des précédentes espèces, il est possible de proposer de multiples schémas théoriques de leur présence sur le plateau. En effet, les fortes variabilités environnementales dans la sous-région agissent directement sur la présence des espèces. Boely et al. (1978) proposent un schéma théorique de la répartition des espèces pélagiques sur le plateau. On note que cette répartition est assez proche entre les espèces. Néanmoins, le mode d'exploitation des navires industriels, notamment en Mauritanie, donne des indications sur la présence des espèces sur le plateau. Ainsi, il apparaît que les navires qui ciblent les chinchards se trouvent dans des zones plus côtières que les navires qui ciblent les sardinelles rondes. Les sardinelles plates sont plus côtières que ces deux dernières espèces. En effet, elles sont uniquement capturées par les pêcheurs artisans et non par les navires industriels. Par ailleurs, ce type de schéma ne tient pas compte de la répartition nord-sud le long du littoral en fonction de la température de l'eau qui fait que deux espèces peuvent avoir une répartition bathymétrique proche et pour autant ne jamais être présent en même temps au même endroit. Concernant, la profondeur à laquelle se situent les espèces, il est difficile de donner une valeur précise sachant que les espèces se déplacent beaucoup dans la colonne au cours de la journée. Il apparaît néanmoins, au vu des captures de diverses flottilles et d'indices biologiques comme les contenus stomacaux, que les chinchards se trouvent régulièrement à proximité du fond.

### 5.5.2. Etat des stocks

Les stocks de l'ensemble des espèces de petits pélagiques côtiers présent dans les eaux mauritaniennes s'étendent bien au delà des limites de cette dernière. Aussi, l'ensemble des évaluations est conduit à l'échelle de l'aire de répartition des différents stocks (Cf supra). Selon les espèces, le modèle global ou structural est appliqué en fonction des données et des connaissances biologiques. L'utilisation des données acoustiques provenant des campagnes scientifiques notamment du navire de recherche norvégien « Dr Fridtjof Nansen » permet d'estimer les biomasses de plusieurs espèces. Ces résultats fournissent des indications pour la connaissance de l'état d'un stock. Néanmoins, il apparaît que ces données ou les indices d'abondances que l'on peut estimer ne sont que faiblement utilisés dans les évaluations de stocks et amènent à des résultats qui sont considérées comme incertains (FAO, 2002).

Pour la **sardinelle**, de nombreuses approches combinent les deux espèces. Il apparaît que dans les eaux mauritaniennes, les CPUE de sardinelles diminuent depuis 1998. Les estimations de biomasse suite aux campagnes acoustiques confirment également la tendance, puisque celle-ci diminue dans les eaux mauritaniennes. A l'inverse, on observe une augmentation considérable de l'abondance de sardinelles au nord du cap Blanc. Cette augmentation semble être en partie expliquée par une diminution de l'intensité de l'upwelling au niveau du cap Blanc et par suite d'un réchauffement des eaux et d'un déplacement du front thermique plus au nord. Globalement, on assiste depuis 1995 à une variation annuelle importante de la biomasse de sardinelles (FAO 2003).

La lecture d'âge des sardinelles est pour le moment au stade exploratoire, aussi aucune évaluation de stock par l'approche structurale ne s'avère possible, seules des modèles globaux ont été utilisés. Selon les modèles utilisés et les séries considérées, les ajustements donnent des résultats relativement différents. Ainsi, lors du groupe de travail de 2002 (GT 2002), le potentiel de capture de la sardinelle ronde est estimé entre 240 et 280 000 tonnes et de 440 000 tonnes pour les deux espèces. Le groupe de travail FAO (FAO, 2003 et 2004) donne des résultats très différents, avec un potentiel de capture de la sardinelle ronde de 403 000 tonnes, celui de la sardinelle plate de 138 000 tonnes, et celui des deux espèces regroupées est de 775 000 tonnes. Ces deux groupes de travail diagnostiquent un état de pleine exploitation pour les sardinelles. Ils recommandent un gel de l'effort de pêche et que les captures ne dépassent le niveau moyen des trois dernières années, à savoir 420 000 tonnes pour les sardinelles. Concernant la sardinelle plate qui est beaucoup plus côtière et peu ciblée par les flottilles industrielles, l'effort de pêche de la part de la pêche artisanale pourrait être augmenté sur le stock mauritanien (GT 2002).

Pour le **chinchard**, plusieurs évaluations ont tenté d'appliquer un modèle structuré en taille aux deux espèces de *Trachurus*. De nombreux problèmes (âgeage, variation du diagramme d'exploitation, irrégularité de l'échantillonnage des différentes flottes) n'ont pas permis d'obtenir de résultats satisfaisants (GT 2002, FAO 2003). Les évaluations ont donc été menées en appliquant des modèles globaux. Ces évaluations considèrent une combinaison des deux espèces de *Trachurus*. Le choix de combiner les deux espèces malgré une distribution qui est notoirement différente, est dicté par le fait qu'elles ne sont pas différenciées dans les captures et que l'effort de pêche est orienté vers ces deux espèces. Les dernières évaluations (GT 2002, FAO 2003, FAO 2004) diagnostiquent que ce stock (association des deux espèces de *Trachurus*) est modérément à pleinement exploité. Le potentiel de capture est estimé à 415 000 tonnes. Cette valeur est largement supérieure aux captures moyennes des dernières années (autour de 200 000 tonnes). En effet, la série de capture utilisée comprend deux périodes avec des niveaux de captures distincts. Les recommandations de ces groupes d'évaluation sont similaires et précisent que l'effort de pêche ne doit pas excéder le niveau moyen des cinq dernières années, notamment pour les eaux mauritaniennes.

Pour le **maquereau**, les évaluations sont conduites par l'approche structurale. Les diagnostics sont divergents, le groupe de travail FAO (2003) indique qu'il n'est pas possible au regard de l'incertitude des résultats de fournir un état de l'exploitation. Par ailleurs, le GT 2002 a pu appliquer un modèle analytique et précise que la biomasse de cette espèce est stable, soit un stock en bon état. L'approche de précaution est néanmoins recommandée par les deux groupes de travail, avec un effort qui ne doit dépasser la moyenne des cinq précédentes années. Le groupe de travail FAO (2004) a reconduit cette recommandation. Du fait de la nature très migratrice de cette espèce, les campagnes acoustiques ne



permettent pas une bonne couverture. Les récents résultats donnent néanmoins une biomasse d'environ 300 000 tonnes pour 2001 et 2002, celle-ci est principalement concentrée entre le cap Bojador et le cap Barbas.

Pour la **sardine**, sans qu'aucune évaluation de stock n'ait pu aboutir (FAO, 2003), au vu de la biomasse estimée au sud du cap Blanc par les campagnes acoustiques (670 000 tonnes en décembre 2002) et des captures réalisées, le stock est considéré comme sous exploité (GT 2002 ; FAO, 2003 ; FAO, 2004). Ainsi, ce dernier groupe de travail (FAO, 2004) indique qu'une augmentation de l'effort est possible, celle-ci doit tenir compte de la variabilité importante de la biomasse de ce stock.

En conclusion, les recommandations de gestion formulées par le Groupe de Travail IMROP et les groupes de travail de la FAO sont, qu'étant donnée la situation de pleine exploitation de la sardinelle ronde au niveau de la sous région, un gel de l'effort au niveau de 2002 en Mauritanie apparaît comme la démarche la plus prudente. Les chinchards et les maquereaux sont considérés comme modérément exploités. Cependant, compte tenu des incertitudes de l'évaluation et la nature pluri espèces de l'exploitation, un gel de l'effort sur ces espèces est également recommandé.

### **5.5.3. Les pélagiques hauturiers**

Les stocks de pélagiques hauturiers susceptibles d'être capturés dans les eaux mauritaniennes incluent les thons majeurs tropicaux comme l'albacore (*Thunnus albacares*), le patudo (*Thunnus obesus*), le listao (*Katsuwonus pelamis*), et les espèces dites apparentées que sont l'espadon (*Xipbias gladius*) et les marlins (ou makaires)

La ZEE de la Mauritanie constitue la limite nord de la répartition de ces espèces qui fréquentent les eaux internationales et les ZEE de nombreux Etats riverains de l'Atlantique tropical et sub-tropical. La gestion de ces stocks est assurée par l'ICCAT dont les groupes de travail scientifiques émettent des avis sur l'état de la ressource, et qui est ensuite habilité à prendre des mesures de gestion contraignantes pour ses parties contractantes.

Les paragraphes suivant présente un bref résumé des avis scientifiques formulés par l'ICCAT sur l'état des stocks des espèces présentées ci-dessus<sup>22</sup>.

L'état du stock de listao (est et ouest) reste inconnu, même si certaines hypothèses scientifiques dont état de possibles surexploitations localisées. Le stock d'albacore est considéré comme en état de pleine exploitation avec des captures et effort de pêche à des niveaux soutenables. Le stock de patudo oscille suivant les estimations entre un état de pleine exploitation et un état de surexploitation. Les dernières recommandations du Comité Scientifique de l'ICCAT font état d'un besoin de limiter les captures d'albacore et de patudo juvéniles, et de la nécessité de limiter le volume des captures de ces deux espèces afin que les prises restent compatibles avec un niveau de PME. Parmi les mesures visant à limiter les prises de juvéniles, le maintien du moratoire sur les pêches de surface sur DCP est recommandé, celui-ci ayant également des effets bénéfiques pour le stock de listao.

Les informations disponibles sur l'état des stocks d'espadon atlantique indiquent que les niveaux d'exploitation actuels sont compatibles avec des niveaux soutenables. Le stock d'espadon d'atlantique nord dont l'état avait été jugé préoccupant dans les années 90's est en voie de reconstitution. Les principales recommandations scientifiques vont vers un maintien des captures et efforts de pêche actuels, et une protection des juvéniles. La situation des stocks des autres poissons porte-épée est beaucoup plus délicate. Les stocks de marlin bleu et de marlin blanc sont dans un état de surexploitation depuis plusieurs années.

---

<sup>22</sup> Une présentation plus détaillée de l'état des stocks de pélagiques hauturiers a été présentée à la Commission européenne dans le rapport d'évaluation de l'accord de pêche avec le Gabon en mai 2005.

## 5.6. Synthèse et conclusions

En synthèse des éléments présentés dans les paragraphes précédents, le tableau suivant reprend les recommandations du groupe scientifique du COPACE de 2004 qui s'inspire du résultat des groupes de travail. On note que dans l'ensemble, les recommandations convergent vers un gel de l'effort, et une réduction pour certaines espèces importantes comme le poulpe et les merlus. A noter la situation apparemment critique du thiof (*E. aeneus*) qui est une cible de la pêche artisanale, en particulier sénégalaise.

**Tableau 42 : Résumés des conclusions sur l'état des stocks. D'après COPACE 2004**

Stock	Etat	Recommandations
<i>Merluccius polli</i> & <i>Merluccius senegalensis</i>	Pleinement exploité	Diminuer l'effort de pêche des flottes qui ciblent ces espèces et celles qui ont des captures accessoires de merlus
<i>Pagellus bellottii</i>	Pleinement exploité	Gel de l'effort
<i>Dentex macrophtalmus</i>	Pleinement exploité	Gel de l'effort
<i>Sparidae</i>	Pleinement exploité	Gel de l'effort
<i>Epinephelus aeneus</i>	Risque d'extinction	Arrêt de la pêche ciblée sur cette espèce
<i>Parapenaeus longirostris</i>	Pleinement exploité	Gel de l'effort
<i>Penaeus notialis</i>	Pleinement exploité	Gel de l'effort
<i>Octopus vulgaris</i>	Surexploité	Réduction de l'effort
<i>Sepia sp.</i>	Inconnu	Similaire au poulpe
<i>Sardina pilchardus</i>	Sous exploitée	
<i>Sardinella aurita</i>	Pleinement exploité	Plafonner les captures à 420 000 tonnes par an
<i>Trachurus sp.</i>	Modérément exploités	Plafonner les prises à 244 000 tonnes par an
<i>Scomber japonicus</i>		Plafonner les prises à 162 000 tonnes par an

A noter que seuls les stocks de céphalopodes et de crevettes sont considérés comme propres à la Mauritanie. Les stocks de poissons démersaux sont des stocks partagés entre le Maroc, le Sénégal et la Gambie. Les stocks de petits pélagiques sont également partagés entre les pays de la sous-région. Les mesures de conservation sur les petits pélagiques en Mauritanie ont donc un impact sur la conservation dans l'ensemble de la sous-région. Le tableau suivant indique pour les chinchards (*Trachurus sp.*) et les sardinelles rondes (*S. aurita*), la Mauritanie est la principale zone de pêche. Cela donne aux mesures de conservation des stocks mises en oeuvre en Mauritanie une importance sensible pour les ressources dans les eaux des pays voisins.

**Tableau 43 : Prises 2002 de petits pélagiques et proportion des prises dans la ZEE de Mauritanie. Source : IMROP**

Espèce	Limite du stock	Capture totale en 2002 (tonnes) et tendance.	Capture dans la ZEE mauritanienne (tonnes)	Pourcentage des captures dans la ZEE mauritanienne
Sardine	Cap Bojador-Cap timiris (parfois jusqu'au cap Vert)	58 000 Augmentation	37 500	65%
Sardinelle ronde	Entre 28°N et 8°N	283 000 Diminution	157 000 pour la Pêche industrielle jusqu'à 50 000 pour la pêche artisanale	71%
Sardinelle plate	Entre 21°N et 14°N	126 000 Stabilité	26 000	20%
Chinchard blanc	Entre 26°N et 10°N	32 000 Diminution	180 000	90%
Chinchard noir	Entre 23°N et 9°N	170 000 Diminution		
Maquereau espagnol	Entre 26°N et 14°N	100 000 Diminution		Majorité des captures

## 6. Les mesures de gestion et de conservation des pêcheries mauritaniennes

Comme on l'a vu précédemment, les pêcheries mauritaniennes sont plurispécifiques et multi-engins. Elles se déroulent dans un contexte où la plupart des stocks sont en état de pleine exploitation, voire de surexploitation pour certains (poulpes notamment). A cet égard, la pertinence des mesures de gestion est essentielle pour garantir la durabilité des stocks et des conditions de pêche harmonieuses sur zone afin que les conflits entre les différents segments soient évités ou minimisés.

Les règles de base de la gestion des pêcheries à l'intérieur de la ZEE sont celles de la Loi 2000-25 du 24 janvier 2000 portant Code des Pêche et du Décret 2002-73 portant règlement d'application de la Loi 2000-25 (paru au journal officiel le 30 décembre 2002). Dans l'intervalle de temps qui a séparé la parution de la Loi cadre et son Décret d'application (2 ans), la Communauté européenne et la Mauritanie ont négocié et paraphé l'actuel protocole d'accord de pêche pour un début d'application le 1<sup>er</sup> août 2001. Ainsi, certaines dispositions concernant l'exercice des flottes européennes définies dans le protocole ont anticipé sur des mesures actées par le décret, même si la négociation s'est largement appuyée sur les projets de Décrets qui circulaient alors. Il en résulte des mesures qui ne s'appliquent pas parfois de façon uniforme entre la flotte communautaire et les autres flottes opérant dans la ZEE, dont la flotte nationale. Dans ce cas, les autorités mauritaniennes ont confirmé que les termes du protocole tels qu'ils ont été approuvés par les deux parties seront pleinement respectés jusqu'au 31 juillet 2006, terme du protocole en cours.

On décrira par la suite les différentes règles régissant l'accès à la pêche et des modalités de pêche.

### 6.1. L'accès aux pêcheries

#### 6.1.1. Cadre général

La Loi stipule que tout navire de pêche doit obtenir une licence de pêche pour pouvoir exercer ses activités dans la ZEE. Trois catégories de navires de pêche sont définies :

- La **pêche artisanale** qui s'exerce à pied ou à l'aide de navires non pontés de moins de 14 m et utilisant des engins de pêche passifs, à l'exception de la senne tournante coulissante
- La **pêche côtière** qui intègre les navires d'une longueur comprise entre 14 et 26 m et dépourvue de tout moyen de congélation, de chalutage ou de dragage
- La **pêche industrielle** qui ne répond à aucune des deux premières définitions.

La licence est émise pour un type de pêche précis, à l'aide d'un équipement donné, dans une zone déterminée et pour une période maximale d'un an. Les catégories de licences sont définies par le Décret

**Tableau 44 : Les différents types de licences prévues dans la législation mauritanienne**

Type I : pêche artisanale	Type II : pêche côtière	Type III : pêche industrielle
Céphalopodes (pots, casiers, turlottes)	Céphalopodes (filets, nasses, casiers)	Céphalopodes (chalut de fond)
Crustacés filet, casier, nasse)	Crustacés (filet, casier, nasse)	Crevettes côtières (chalut de fond et à tangon)
		Crevettes profondes (chalut de fond)
Poissons (ligne, filet, senne de plage, épervier, nasse)	Poissons démersaux (filet, ligne, palangre, casier, nasse)	Poissons démersaux autres que merlu (filet, ligne, nasse, palangre, senne)
	Petits pélagiques (filets, petite senne)	Petits pélagiques (chalut pélagique, senne)
		Merlu (chalut de fond à merlu, palangre)
		Poissons démersaux (chalut de fond)
		Langouste rose (casiers)
		Crabe profond (casiers)
		Thon (canne, palangre de surface, senne)

Les catégories de pêche autorisées par le protocole correspondent aux termes du Décret à l'exception de la licence crustacés (catégorie 1 du protocole) qui englobe les catégories crevettes côtières et crevettes profondes du Décret. La séparation par les autorités mauritaniennes de la licence crustacés en deux types a un sens car les espèces considérées forment clairement deux unités de gestion séparées.

Il existe en Mauritanie quatre types de licences :

- La licence nationale classique
- La licence d'affrètement
- La licence libre
- La licence « accord de pêche »

**La licence d'affrètement** permet à un opérateur privé mauritanien de faire venir un navire dans la ZEE pour qu'il y exploite les ressources autorisées tout en gardant son pavillon. Ce type de licence est assorti de l'obligation de débarquement en Mauritanie, de l'embarquement d'un observateur scientifique, et d'un équipage composé de la moitié au moins 35% de marins mauritaniens. Le Décret indique que le modèle de contrat d'affrètement doit être approuvé par arrêté du Ministre. Ce type de licence d'affrètement a été longtemps utilisé pour la pêche de petits pélagiques. Il repose sur un partage du chiffre d'affaires entre le frêteur et l'affréteur, l'affréteur faisant son affaire du paiement des droits et taxes en vigueur en remplissant le rôle général d'un consignataire (équipage, avitaillement). La part qui revient à l'Etat est fixée par accord.

**La licence libre** n'est assortie d'aucune obligation réglementaire. L'armateur paie un droit au Trésor mauritanien et est libre de pratiquer la pêche sans obligation de débarquement en Mauritanie, ou autre contrainte d'équipage ou d'observateur.

La licence libre et la licence d'affrètement sont utilisées en très grande majorité pour le segment des chalutiers petits pélagiques. Suivant les informations reçues sur place, la licence libre ne serait pas utilisée pour autoriser l'accès de navires aux stocks démersaux. Il y aurait par contre des navires pêchant les crustacés et les poissons sous contrats d'affrètement, y compris par des pavillons communautaires. Le détail exact des types de licences n'a pu être obtenu des autorités mauritaniennes.

**La licence « accord de pêche »** est celle prévue par les protocoles d'accord, donc essentiellement avec la Communauté, et à titre mineur avec le Japon et le Sénégal. Ces licences sont assorties des obligations négociées. La licence du protocole d'accord communautaire prévoit certaines dispositions relatives à l'équipage et à l'embarquement d'observateurs scientifiques (chapitre VIII de l'annexe I au protocole), mais n'oblige pas les navires à débarquer en Mauritanie à l'exception d'un nombre de débarquements obligatoires qui ne concernent que la catégorie des chalutiers démersaux (catégorie 4) tel que prévus par le chapitre VIII du protocole.

### 6.1.2. Le coût de l'accès

La **licence nationale** est assujettie au paiement d'un droit appelé droit territorial pour les navires artisans et droit d'accès pour les navires industriels. Le montant de ces droits est indiqué ci-après avec l'équivalent en euros sur la base du taux de change 2004 (1 EUR = 322 MRO). Ces montants ne sont pas liés au type de licence acquise (céphalopodier, crevettier) mais aux grandes caractéristiques du navire. Le barème n'est applicable qu'aux navires nationaux de pêche démersale (donc hors petits pélagiques et hors thonidés). Les montants par TJB ont été adoptés en 1995, mais n'ont jamais fait l'objet de réévaluation depuis, ni d'une modification pour tenir compte des espèces ciblées comme il en avait été question à l'époque.

Droit territorial (navire artisanal) par embarcation et par an

- Taille < 12 mètres : 24 000 MRO (75 €)
- Taille > 12 mètres : 48 000 MRO (150 €)

Droit d'accès (navire industriel) : par TJB et par an

- Congélateur avec chalut : 60 950 MRO (190 €)
- Congélateur sans chalut : 37 983 MRO (118 €)
- Glacier avec chalut : 43 450 MRO (135 €)
- Glacier sans chalut : 27 792 MRO (86 €)

Le coût de la **licence d'affrètement** se calcule sur la même assiette. La part du chiffre d'affaire qui revient à l'affréteur intègre le paiement d'un droit à l'Etat. Pour les chalutiers pélagiques, l'affréteur reçoit 20% du chiffre d'affaires, et reverse une partie équivalente à 12,7% du CA à l'Etat. Pour les autres métiers avec affrètement il n'a pas été possible d'obtenir le détail des coûts. La partie financière qui serait due à l'Etat serait sensiblement équivalente à ce que doivent acquitter les navires mauritaniens au titre du droit d'accès.

Le coût de la **licence libre** est fixé par l'arrêté R 95 du 5 mars 1998 portant détermination du montant de la redevance (R) à payer au titre des licences libres pour la pêche pélagique en USD. La formule de calcul inclut les paramètres jauge (T) en TJB, puissance (P) en CV et âge (A) du navire suivant la formule :

$$R = a * T + a*(A-10) + a*(P-2500)/10$$

où a est un coefficient déterminé en fonction de la période de la convention de pêche et fixé suivant le tableau ci-dessous pour un calcul en base USD (seule base précisée par l'arrêté). L'équivalent base EUR a été calculé sur la base du taux de change moyen USD / EUR 2004 (1 EUR = 1,24 USD).

**Tableau 45 : Montant du coefficient (a) utilisé dans le calcul de la redevance. Données de l'arrêté R 95 pour le calcul en USD. Equivalence base EUR calculée sur la base de 1 EUR = 1,24 USD.**

Période	Coefficient a (base USD)		Coefficient a (base EUR)	
	Nationaux	Etrangers	Nationaux	Etrangers
1 an et plus	100	115	81	93
6 à 12 mois	110	130	89	105
3 à 6 mois	120	145	97	117
2 à 3 mois	130	160	105	129
Moins de deux mois	160	200	129	161

L'examen de la formule montre que le coût de la redevance R est globalement proportionnel à la jauge. Les grandeurs A-10 et (P-2500)/10 de la formule de calcul sont faibles par rapport à la grandeur jauge (un navire pélagique type russe jauge 5 200 TJB pour une puissance de 4 300 CV. Par souci de simplification, on propose de retenir un coût de 100 € par TJB pour une licence annuelle étrangère.

Enfin, le coût de l'accès des navires de la Communauté intègre la contrepartie financière payée par la Communauté, plus les frais de licences payés par les armateurs. Ces derniers dépendent de la catégorie de pêche utilisée. La contrepartie est globale et ne peut être discrétisée suivant les catégories de pêche. La charge de la licence pour les céphalopodiers a été fixée à 453 € / TJB pour les céphalopodiers et à 361 € / TJB pour les crevetiers à titre d'exemple.

Pour chaque catégorie de pêche démersale, la comparaison entre le prix payé par les armements européens (sans prise en compte du versement de la compensation financière) et les armements nationaux s'établit comme le montre le tableau suivant. Cette comparaison indique que les frais supportés par les armements communautaires en contrepartie de l'accès sont très supérieurs aux charges payées par les armements mauritaniens. La différence pour les segments les plus actifs est de 1 à 2,5 pour les céphalopodiers, et de 1 à 1,9 pour les crustacés.

**Tableau 46 : Comparaison entre les coûts de licences payés par les armements européens et les coûts payés par les armements mauritaniens (RIM). En € par TJB sur la base des redevances pour la période 1.8.2003-31.7.2004.**

<i>Catégorie</i>	<i>Coût armateur CE</i>	<i>Coût armateur RIM</i>	<i>Rapport coût CE / coût RIM</i>
Cat. 1 Crustacés	361	190	1.9
Cat. 2 Chalutiers merlus	163	135	1.2
Cat. 3 Démersaux sans chalut	182	118	1.5
Cat. 3 Démersaux sans chalut	267	118	2.3
Cat. 4 Démersaux congélateurs	211	190	1.1
Cat. 5 Céphalopodiers	453	190	2.4
Cat. 6 Langouste	327	86	3.8

Pour le segment petits pélagiques la redevance est fixée à 2,5 € par GT par mois<sup>23</sup>, soit 30 € par GT par an, plus 19 € par tonne pêchée au-delà d'un certain seuil de captures. Il semble cependant que les décomptes soient établis par la Commission<sup>24</sup> sur la base des TJB, ce qui est différent. Ce montant est bien évidemment bien moins élevé que les 100 € par TJB que paie les armateurs titulaires d'une licence libre. La comparaison avec le coût de l'accès dans le cadre des contrats d'affrètement est plus difficile à établir. En résumant, l'armateur fréteur doit payer l'équivalent de 20% de son chiffre d'affaires à la partie mauritanienne. Si l'on considère un navire de 7 000 TJB réalisant 2,3 M€ de chiffre d'affaires, le coût est de 460 000 €. Il est de 700 000 € pour une licence libre, et de 210 000 € pour un chalutier pélagique opérant dans le cadre de l'accord. Ce dernier coût est donc bien le plus avantageux. La licence libre est plus chère mais le navire sous contrat d'affrètement est soumis à des contraintes de débarquement local et d'embarquement de marins mauritaniens qui génèrent des frais.

Les navires ciblant les pélagiques hauturiers (catégories 7 & 8) paient une avance fixe (1 250 € pour les senneurs, 2 500 € pour les canneurs et palangriers) et paient des charges supplémentaires au prorata de leurs captures (25 € par tonne au-delà de 50 tonnes par navire pour les senneurs, au-delà de 100 tonnes pour les palangriers et canneurs). Etant donné le caractère ponctuel de la venue des navires thoniers dans la ZEE mauritanienne et l'absence de point de comparaison, on ne peut conclure sur le niveau de prix de cette licence, par ailleurs aligné sur l'assiette du coût des licences payé par les armements communautaires pour les accords thoniers communautaires.

### **6.1.3. La politique des licences**

La politique d'attribution des licences est l'une des clés de la gestion des pêcheries car elle permet de mettre en adéquation les capacités de pêche avec le potentiel de la ressource avant l'usage d'autres mesures restrictives de l'effort de pêche comme les périodes de fermetures ou la limitation du nombre de jours de pêche. Dans un pays comme la Mauritanie où il est difficile de contrôler les quantités, la gestion de l'effort revêt une importance capitale. Elle est d'ailleurs recommandée par l'IMROP plutôt qu'une gestion par les captures.

Compte-tenu de la situation du stock de poulpe, les autorités mauritaniennes ont décidé en 1998 un gel du nombre de licences céphalopodières. Ce gel semble avoir été effectif si l'on en juge par le nombre quasi-

<sup>23</sup> Le coût publié dans le JOCE est erroné pour cette catégorie car il mentionne 2,5 € par GT par an

<sup>24</sup> D'après les relevés des licences communiqués dans le cadre de cette étude

constant de céphalopodiers mauritaniens. En 2004, la Mauritanie et la Communauté ont décidé de réduire le nombre de navires de la catégorie céphalopodiers afin de répondre aux recommandations des Groupes de Travail scientifiques qui demandaient une diminution de 30% de l'effort de pêche total. La Communauté a accepté un gel de 5 licences, passant de 55 à 50 (-10%), alors que la Mauritanie a suspendu l'agrément de 19 navires (-15%). Comme on le verra ensuite, l'introduction d'un nouveau mois d'arrêt biologique réduit l'effort de 10% supplémentaire (1 mois sur les 10 ouverts).

Aucune disposition n'a encore été prise pour les autres pêcheries, et l'on note que l'effort augmente sur certaines pêcheries démersales (crevettes) et que le nombre de navires licenciés sur le segment petits pélagiques s'accroît également.

L'un des problèmes qui se pose est la non-application des dispositions de la Loi pour la pêche artisanale. Bien que la licence soit en principe obligatoire, la Loi n'est pas appliquée et le parc piroguier continu à croître sans que l'on en connaisse exactement la taille. En 2004, le segment artisanal a pêché près de 7 000 tonnes de poulpes, soit pratiquement autant que les armements industriels nationaux et étrangers. Les pirogues exercent également une pression de pêche importante sur les stocks côtiers. Si l'on prend comme repère la situation du Sénégal ou celle du Maroc où le nombre d'embarcation artisanale s'est accrue de façon non-contrôlée conduisant à la surexploitation de certains stocks, il y a là une réelle menace que les autorités mauritaniennes doivent prendre au sérieux. Le corollaire de ce manque de contrôle est que le droit territorial que devraient payer les propriétaires d'embarcations en échange de l'accès (droit à licence) n'est pas perçu, conduisant à un manque à gagner en recette budgétaire, certes modeste (un peu moins de 350 000 € par an si on considère 3 000 pirogues dont la moitié de moins de 12 m).

## **6.2. La répartition dans l'espace des activités de pêche**

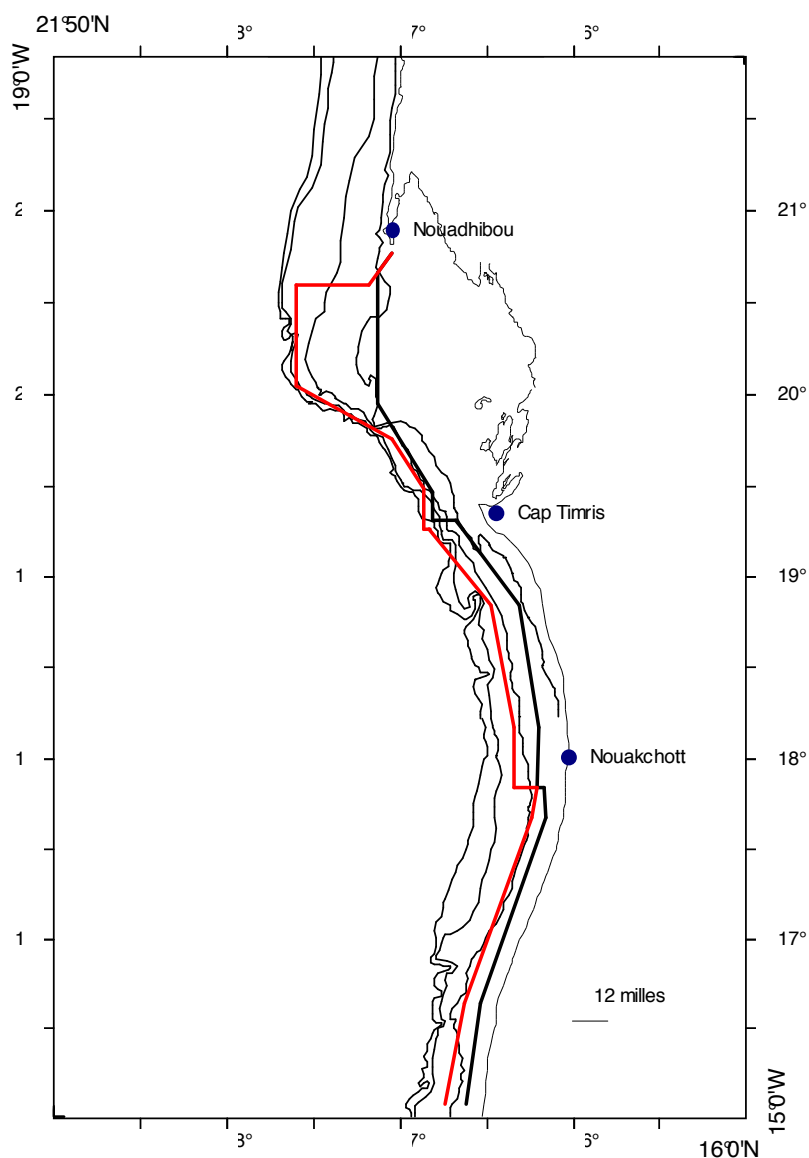
La principale innovation du Décret 2002-73 a été la définition d'un nouveau zonage des activités dont les objectifs sont :

- 1 L'éloignement du chalutage des faibles profondeurs (inférieures à 20 m), zone de forte productivité biologique ;
- 2 La réduction des interactions entre les pêches artisanale et industrielle par l'instauration d'une zone exclusive pour la pêche artisanale et côtière pour permettre son développement ;
- 3 La diminution de l'effort de pêche sur les céphalopodes (poulpe) en éloignant la pêche industrielle.

Dans la pratique, ce zonage consiste à éloigner les navires industriels à distance parfois importante de la côte. Pour les catégories de pêches industrielles, le zonage fait en général un large tour de la zone nord de la ZEE qui est une zone de faibles profondeurs et où se trouve le parc naturel du Banc d'Arguin, se rapproche progressivement de la côte au niveau du Cap Timris, et suit ensuite le linéaire de côte à des distances variables suivant les métiers sans jamais être inférieure à 6 milles nautiques. L'accès des navires est interdit entre la côte et le tracé de la zone.

### **6.2.1. Les navires démersaux, céphalopodiers et merluttiers**

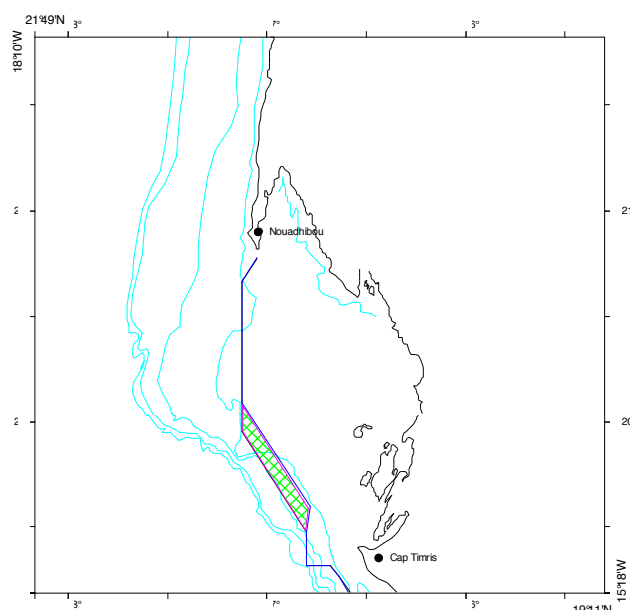
Les zones autorisées à la pêche chalutière aux céphalopodes, au merlu (palangre et chalut) et aux poissons démersaux sont représentées sur la figure suivante. Elles sont définies de manière identique entre le protocole d'accord de pêche (fiches techniques catégories 2, 4 et 5) et le Décret 2002-73 à une exception près.



**Figure 35 : Zones d'exclusion de tous les chalutiers céphalopodiers, merluttiers et démersaux. Trait extérieur : ligne d'exclusion des merluttiers et des démersaux (confondues), ligne intérieure, zone d'exclusion des céphalopodiers.**

Dans la partie centrale (Cap Timris au sud de Nouakchott) les navires merluttiers et démersaux sont tenus à au moins 18 milles de la côte, les céphalopodiers à au moins 9 milles. Dans la partie sud (sud de Nouakchott à la frontière Sénégal), les navires merluttiers, démersaux et céphalopodiers sont à au moins 6 milles. Le Décret prévoit un régime dérogatoire pour les chalutiers céphalopodiers qui débarquent régulièrement leurs prises en Mauritanie. Les limites d'exclusion permettent une activité plus proche de la côte dans le sud du Banc d'Arguin sur une aire équivalent à 136 milles<sup>2</sup> (figure suivante), et leur permet de se rapprocher à 8 milles de la côte (au lieu de 9 milles) dans la partie centrale. Même si des navires européens céphalopodiers débarquent régulièrement en Mauritanie, ils ne peuvent accéder à cette zone car les dispositions du protocole prévalent.



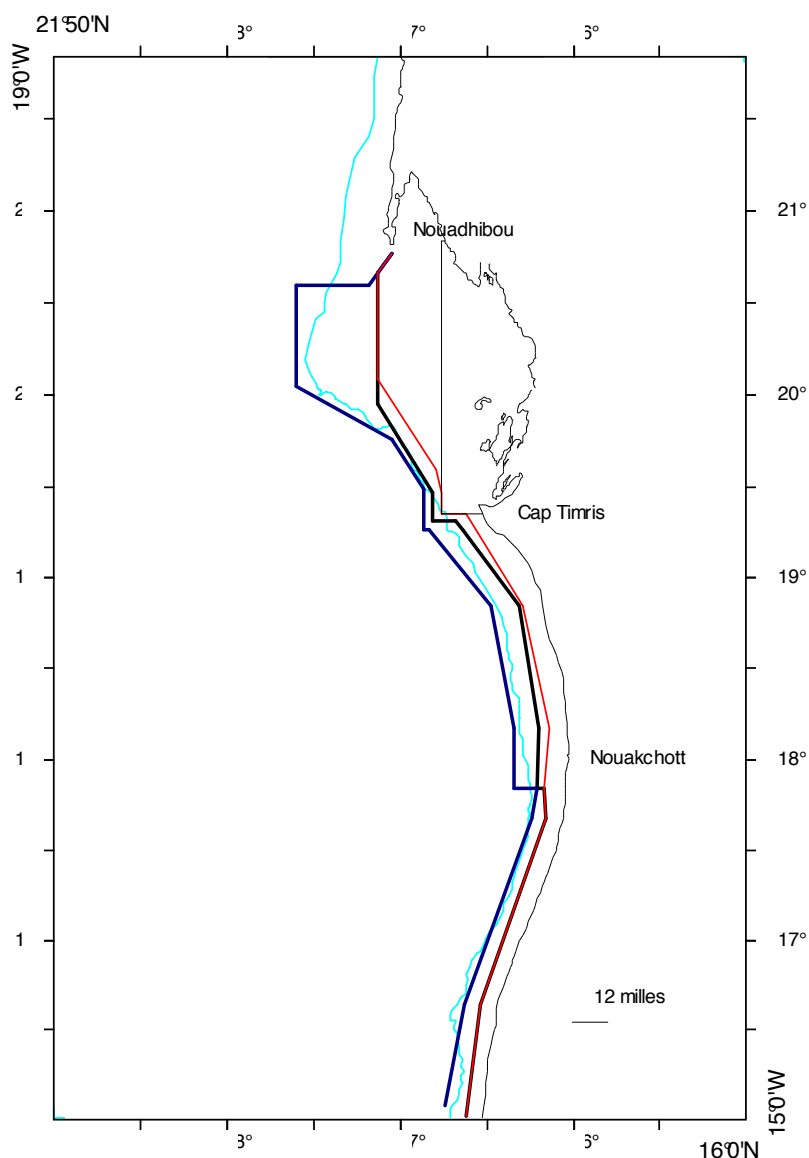


**Figure 36 : Zone dérogatoire (hachurée) autorisée aux céphalopodiers débarquant régulièrement en Mauritanie**

### **6.2.2. Les navires crevettiers**

Les zones d'exclusion prévues entre le Décret 2002-73 et le protocole d'accord de pêche pour les navires de la catégorie 1 sont différentes. Le Décret prévoit deux zones distinctes pour les segments crevettes côtières et crevettes profondes. Ces deux segments sont confondus en un seul dans le protocole d'accord de pêche.

Comme le montre la figure suivante, la limite de la zone d'exclusion prévue par le protocole pour les navires crevettiers européens est plus proche de la côte que celles prévues par le Décret. Ce fait provient très probablement de dispositions du Décret qui ont été changées entre le projet sur lequel s'est appuyée la négociation de l'accord, et la publication de la version finale du Décret. Afin de ne pas imposer de dispositions plus pénalisantes à la flotte nationale par rapport à la flotte européenne sous accord, le Décret prévoit que les navires nationaux devront respecter une limite comparable à celle qui a été accordée par le protocole d'accord aux navires européens, et ce de manière transitoire jusqu'au 31 juillet 2006.



**Figure 37 : Zone d'exclusion des crevetters profonds (ligne extérieure), des crevetters côtiers (ligne médiane) et zone transitoire (ligne intérieure) correspondant aux limites du protocole**

La zone d'exclusion pour la crevette profonde limite la pêche à des fonds de plus de 50 m, celle des crevetters côtiers à plus de 20 m pour la plupart du tracé. Ces deux zones prennent par ailleurs une marge de sécurité par rapport aux limites du Parc National du Banc d'Arguin. La zone transitoire (également celle approuvée par le protocole pour les crevetters européens) a des limites plus proches de la côte et épouse parfaitement les limites sud-ouest du Parc National du banc d'Arguin. Au sud de Nouakchott, les lignes se rejoignent à 6 milles de la côte pour les crevettes côtières et la zone transitoire, mais maintient les crevetters profonds à au moins 12 milles.

Compte tenu de la législation, et en cas de renouvellement de l'accès pour des navires crevetters européens, les limites du Décret 2002-73 devront logiquement s'appliquer, repoussant donc les flottes plus au large.

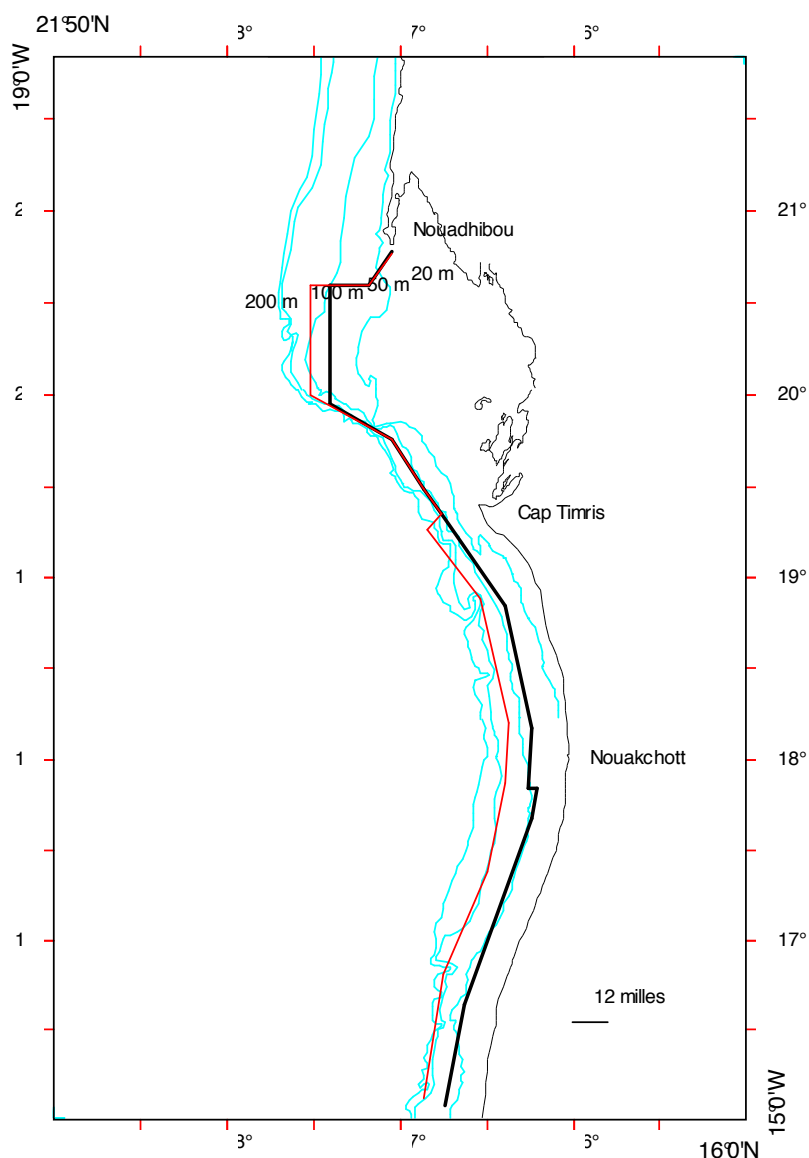
### **6.2.3. Les chalutiers pélagiques**

Les limites ordinaires imposées aux chalutiers industriels pélagiques sont identiques suivant les termes du protocole et le Décret 2002-73. Les chalutiers industriels pélagiques peuvent travailler dans des fonds compris entre 20 et 50 m dans la partie nord, et la limite qu'ils doivent respecter suit grosso-modo l'isobathe des 50 m au sud du Cap Timris, ce qui les éloigne à 13 puis 12 milles de la côte.

Pour ce segment, le seul segment chalutier qui ne soit pas arrêté pendant le période de repos biologique, il a été décidé à titre provisoire par les autorités mauritaniennes d'éloigner plus vers le large les navires pendant les mois de repos biologiques (septembre - octobre). Cette décision a été prise sur la base du constat scientifique de l'IMROP que les flottes pélagiques, notamment russes et associées, pêcheraient des quantités de poissons démersaux significatives et qu'elles seraient également susceptibles de pêcher du poulpe. Ceci est à même selon eux d'annuler les effets positifs de l'arrêt biologique auquel est astreint toute la flotte démersale chalutière. En conséquence, et de manière provisoire, il a été décidé d'éloigner les chalutiers pélagiques vers des profondeurs de l'ordre de 100 m, là où l'ouverture verticale des chaluts (jusqu'à 80 m) ne peut permettre de pêcher au fond.

Ce faisant, en période d'arrêt biologique 2004, les navires ont dû pêcher à au moins 20 milles de la côte dans la partie sud du Cap Timris (l'IMROP avait recommandé 18 milles puis 12 milles au sud de Nouakchott). Dans la partie Nord, la zone d'exclusion temporaire les autorise à pêcher sur des fonds de 50 - 60 m, au lieu des 30 - 50 m ouverts régulièrement. Ce zonage temporaire n'a pas été reconduit lors de l'arrêt biologique de mai 2005.

Suivant les indications des associations professionnelles européennes, ce zonage temporaire a provoqué des chutes importantes de rentabilité car la ressource ciblée (chinchard ou sardinelle) est plus rare au-delà de 50 m. La pêche plus au large aurait provoqué une baisse de rendement de 50% par rapport à la normale.



**Figure 38 : Limites permanente (trait fort) et provisoire durant l'arrêt biologique (trait fin) pour les chalutiers pélagiques.**

#### **6.2.4. Les autres catégories de pêche**

La pêche artisanale est libre de pêcher où elle veut, à l'exception de l'intérieur des limites du Parc National du banc d'Arguin qui est réservé à quelques embarcations non motorisées appartenant à l'ethnie des Imraguens. Les pirogues ne sont pas limitées en extension vers le large et peuvent par conséquent pêcher dans les zones fréquentées par les chalutiers industriels. Notons que ce genre de pirogue a les capacités de s'éloigner très loin de la côte. Des témoignages signalent leur présence occasionnelle dans des zones très hauturières entre le Cap vert et la Mauritanie.

Les navires industriels qui n'utilisent pas le chalut (catégorie 3 du protocole pour les navires européens) peuvent pêcher plus près de la côte que les navires chalutiers. La limite Est de leur zone d'exclusion leur permet d'exploiter des fonds inférieurs à 20 m dans la partie nord, et de se rapprocher au moins 3 milles des côtes au sud du Cap Timris.

Enfin, les navires thoniers senneurs sont tenus par le Décret de pêcher à au moins 30 milles des côtes. Le protocole ne stipule aucune limite. Ce zonage les éloigne sensiblement du plateau continental au sud du Cap Timris, mais leur permet l'accès à des fonds de l'ordre de 100 à 200 m vers le nord. Dans la pratique, les navires préfèrent fréquenter des fonds plus importants, donc plus loin de la côte (au Nord) car la ressource ciblée ne se trouve pas au-dessus du plateau et la chute de la senne (280 m environ) ne permet pas de pêcher dans des eaux peu profondes.

#### **6.2.5. Modifications possibles des zones exploitables liées à l'exploitation pétrolière**

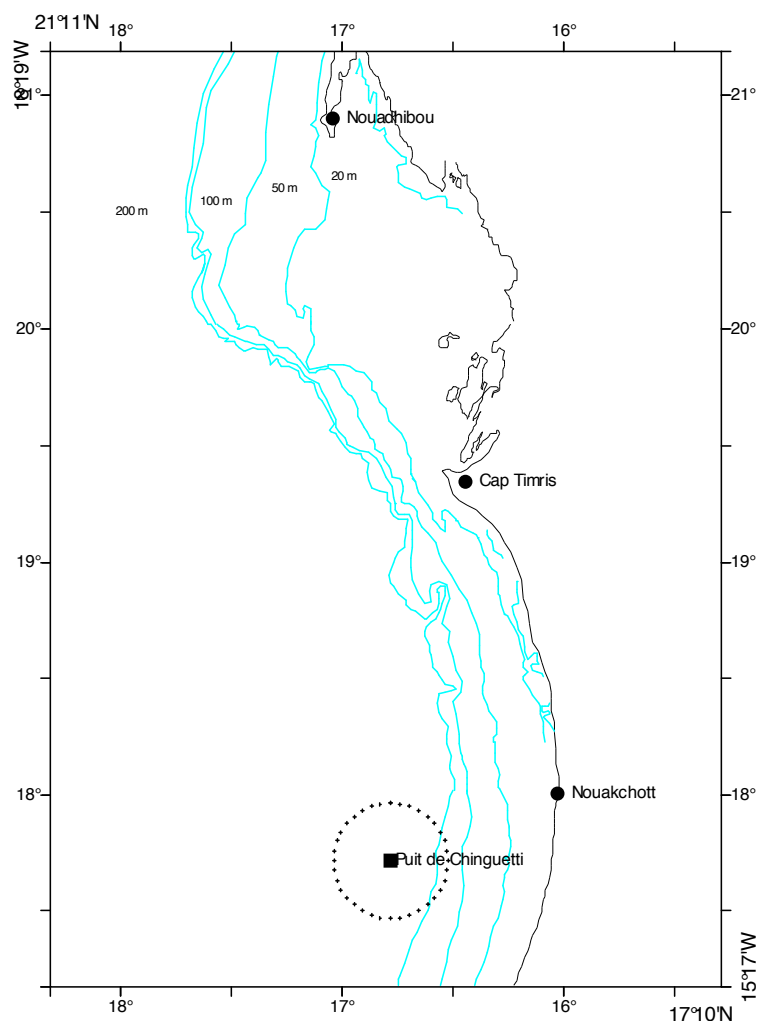
Suite à la découverte d'importante ressource pétrolière, la Mauritanie se prépare à débiter l'exploitation offshore d'un puit (courant 2006). Le puit de Chinguetti est situé par 17°42.44 N et 16°46.51 W. Le champ de pétrole en question est une formation de 12 km<sup>2</sup> située par 800 m de fond. Le puit est à environ 40 milles au large de la côte la plus proche, dans une zone où tous les types de navires de pêche ont accès suivant la réglementation.

L'extraction du pétrole au large de la Mauritanie se fera au moyen d'un dispositif *Floating Production Storage and Offtake* (FSPO) qui consiste en un navire ancré assurant les fonctions de forage, de stockage et de transfert du pétrole vers des navires transporteurs. Au contraire d'une plate-forme, le FSPO est mobile car il se déplace autour de ses lignes de mouillage. Il évolue donc à l'intérieur d'un rayon d'évitage estimé à 2 km par la compagnie Woodside.

L'une des particularités du projet d'extraction est que les gaz extraits ne seront pas brûlés mais réinjectés dans un gisement de gaz situé à environ 15 km (8 milles) dans l'Est du puit de Chinguetti. Le transport du gaz du puit de Chinguetti vers le point d'injection sera assuré par des systèmes de pipeline.

Une étude d'impact environnemental menée par la compagnie Woodside a estimé que des risques de collision entre des navires de pêche et le FSPO et ses installations sous-marines existaient et qu'ils sont sources de pollutions accidentelles. Les fonds à proximité immédiate du puits sont potentiellement fréquentés par des navires ciblant le merlu ou la crevette profonde à l'aide de chaluts de fond, et par les chalutiers pélagiques. L'ensemble de ces navires, plus les autres catégories de pêche comme les céphalopodiers travaillent également dans la zone située entre la côte et le puit, sur des profondeurs de 50 à 200 m.

Afin de minimiser les risques de pollution accidentelle, une zone d'exclusion des navires de pêche sera très probablement introduite dans la législation mauritanienne. La surface de cette zone est pour le moment inconnue et ne sera décidée qu'à l'issue d'études complémentaires en cours. La figure suivante indique configuration, purement théorique, d'une zone d'exclusion théorique d'un rayon de 15 milles nautiques autour du puit de Chinguetti. Cette zone comprendrait le gisement de gaz situé à 8 milles dans l'Est, plus un périmètre de sécurité.



**Figure 39 : Position du puit de Chinguetti et représentation d'une zone d'exclusion de 15 milles nautiques**

Cette zone ne sera pas nécessairement celle qui sera retenue. En fait, plus la zone d'exclusion s'étendra vers l'Est et les couches bathymétriques les plus exploitées, plus la fermeture aura un impact sur l'activité des navires de pêche nationaux et étrangers opérant dans le sud de Nouakchott. La solution la pire pour la pêche serait la neutralisation d'un couloir maritime allant du puit de Chinguetti à la terre<sup>25</sup>.

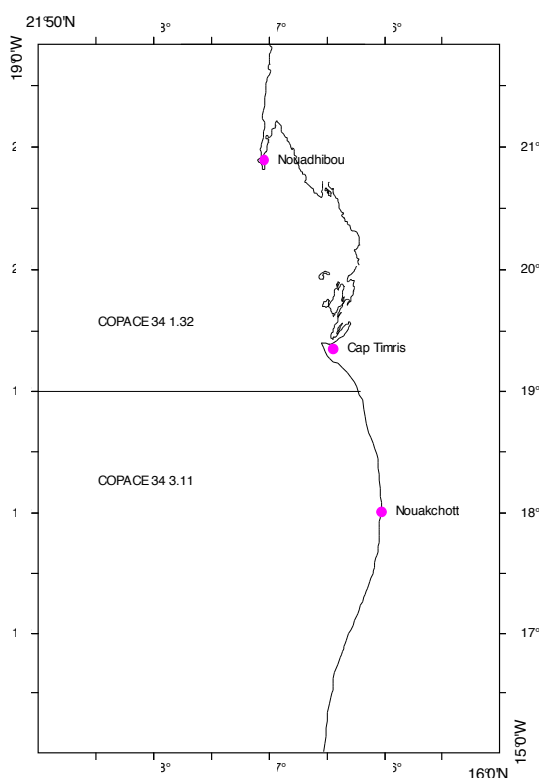
### 6.3. Les tailles minimales des espèces

Les tailles minimales sont imposées pour restreindre les captures ciblées d'animaux marins de taille inférieure à une taille donnée. En Mauritanie, l'indication des tailles minimales est assortie d'une clause réglementaire qui interdit « de pêcher, faire pêcher, garder à bord, acheter, vendre, faire vendre, transporter ou employer à un usage quelconque » les animaux sous-taille<sup>26</sup>. Une clause équivalente existe pour les organismes dont la taille minimale est réglementée dans la législation communautaire. L'intérêt de cette clause est de supprimer tout incitatif pour conserver à bord les espèces hors-taille (qui doivent être alors rejetées en mer) et en parallèle, de supprimer le marché pour de telles espèces en coupant l'approvisionnement. Aucune tolérance n'est accordée (le navire est en infraction au premier individu sous taille conservé à bord).

<sup>25</sup> L'acheminement du pétrole extrait vers la terre par pipe-line a été envisagé lors des études initiales

<sup>26</sup> Art. 28 du décret 2002-73

La législation mauritanienne énumère les tailles (ou poids) minimales d'un certain nombre d'espèces. L'une des singularités de la zone mauritanienne est qu'elle est couverte par la législation communautaire en matière de taille minimale. Le Règlement 850/98 visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection de juvéniles d'organismes marins considère en effet une série de taille minimale pour la région 5 du règlement qui inclut toutes les eaux se trouvant dans la partie de l'Atlantique Centre-Est comprenant les divisions 34.1.1, 34.1.2, 34.1.3 et la sous zone 34.2.0 de la zone de pêche 34 de la région Copace. En pratique, ce zonage du Règlement 850/98 englobe la partie nord de la ZEE mauritanienne jusque dans le sud du Cap Timiris (voir figure suivante). Les navires battant pavillon communautaire ne peuvent donc par conséquent stocker à bord ou vendre des animaux inférieurs aux tailles limites prescrites par le règlement 850/98 s'ils ont été pêchés dans cette partie nord mauritanienne.



**Figure 40 : Limite de la zone COPACE 34.1.3 et de la zone COPACE 34.3.11 (nord : zone incluse dans la région 5 du Règ. 850/98)**

Dans le détail, le tableau suivant indique les différences qui existent entre la législation communautaire et la législation mauritanienne pour des espèces reprises dans les deux textes. Le tableau indique qu'en toute logique un problème se pose pour le poulpe dont la taille CE est supérieure à la taille mauritanienne : un poulpe pêché en respect de la taille minimale mauritanienne par un navire communautaire ne pourra être mis sur le marché communautaire par le navire. Ceci ne s'applique qu'aux poulpes pêchés dans la partie nord de la zone couverte par la région 5. Il y a donc un problème de nature juridique que la Commission cherche à résoudre. On notera par ailleurs que la législation des Etats voisins porte la taille minimale du poulpe à 400 g poids vif au Maroc, et à 350 g poids vif au Sénégal. L'approvisionnement du marché en poulpes de petites tailles peut donc se faire de manière régulière à partir de navires exerçant dans ces pays. Il en sera de même pour le merlu pour lequel la taille minimale est de 20 cm au Maroc et non-définie au Sénégal.

Le même type de problème se pose pour la crevette profonde gamba *P. longirostris* dont la taille minimale imposée par la réglementation communautaire est supérieure à la taille minimale mauritanienne.

**Tableau 47 : tailles limites de certaines espèces suivant la législation mauritanienne (RIM) ou Communautaire (CE)**

	Taille minimale RIM	Taille minimale CE	Différence
Poulpe	500 g éviscéré	750 g entier	<b>CE supérieur</b>
Sardine	16 cm	11 cm	RIM supérieur
Maquereau	25 cm	20 cm	RIM supérieur
Chinchard	19 cm	15 cm	RIM supérieur
Merlus	30 cm	27 cm	RIM supérieur
Langouste rose	23 cm (lgr totale)	95 mm (lgr thorax)	Equivalent <sup>27</sup>
Langouste verte	21 cm (lgr totale)	95 mm (lgr thorax)	Equivalent
Gamba	6 cm (lgr totale)	22 mm (lgr thorax)	<b>CE supérieur</b>

Pour les espèces dont la taille minimale CE est inférieure à la taille RIM, le poisson pêché par un navire européen en respect de la législation mauritanienne pourra être vendu sur le marché européen.

#### 6.4. Les engins de pêche

La réglementation mauritanienne et les fiches techniques du protocole d'accord de pêche définissent certains paramètres des engins de pêche utilisés.

En ce qui concerne les chaluts, les tailles minimales sont de 70 mm pour la pêche dirigée sur les céphalopodes, les poissons de fond ou le merlu. Il est de 50 mm pour les chaluts à crevettes et de 40 mm pour le chalut pélagique. Ces maillages sont conformes aux recommandations du COPACE. La législation mauritanienne interdit en outre l'utilisation de chaînes racleuses, l'utilisation du chalut à perche ou en bœuf, et le doublage des fils dans le cul du chalut (élément repris dans les fiches techniques du protocole).

Il existe également des dispositions spécifiques relatives aux engins de pêche traînants utilisés la région 5 dans le règlement 850/98. Les dispositions semblent compatibles, sauf pour le segment chalutiers petits pélagiques. D'après le règlement, l'usage d'un maillage de 40 mm doit s'accompagner d'une prise d'au moins 80% de chinchard, sardine ou de maquereau. Ainsi, les chalutiers néerlandais qui travaillent dans la zone nord de la Mauritanie ne peuvent en toute rigueur cibler la sardinelle car les pourcentage des espèces précisées par le règlement sont inférieurs à la législation communautaire.

Pour les filets maillant, la maille minimale est de 120 mm. La législation mauritanienne interdit l'usage de filets monofilaments ou multimonofilaments dans la ZEE. Le protocole d'accord de pêche prévoit un régime dérogatoire pour les navires européens de la catégorie 3 en leur permettant d'utiliser de tels matériaux pour les filets. La législation mauritanienne ne fixe aucune limite de la longueur / nombre d'engins passifs pouvant être utilisés. Le protocole d'accord fixe les dimensions de filets à une hauteur de 7 m, et la longueur maximale à 100, mais sans préciser l'unité de cette centaine (100 m, 100 nappes, ?). Cette omission rend inapplicable la législation en la matière.

En toute logique, les maillages minimaux prévus pour les chaluts ou filets doivent être compatibles avec les tailles minimales réglementaires des organismes marins ciblés. Aucune étude de ce type n'a pu être trouvée en Mauritanie, la technologie des engins de pêche étant relativement peu étudiée par l'IMROP. Pour deux des espèces principales pêchées dans la ZEE de ce pays (poulpe et merlu) des informations ont

<sup>27</sup> Equations utilisées :

- Pour *Palinurus mauritanicus* (L. rose) :

Males TL (mm) = 2.15\* CL (mm) + 24.1

Females TL (mm) = 2.33\* CL (mm) + 15.2

- pour *Panulirus regius* (L. verte):

Mâles TL (mm) = 1.85\* CL (mm) + 33.41

Femelles TL (mm) = 2.20\* CL (mm) + 13.58

- pour *Parapenaeus longirostris*

ln(LT)= a + b(ln(CT)), avec a = 2.20034844 et b = 0.80936455 (Copace / Pace Series 90/15)



pu être collectées à partir de la bibliographie scientifique S'agissant du poulpe, une étude de l'IPIMAR sur la sélectivité des chaluts à céphalopodes<sup>28</sup> indique qu'une telle maille a un seuil de sélectivité  $L_{50}$  variant entre 9,3 cm et 10,3 cm de longueur de manteau, soit un poids équivalent compris entre 275 g et 370 g pour le poulpe alors que la taille minimale est de 500 g éviscéré (soit environ 550 g en poids vif). Pour le merlu, une maille de 70 mm a un seuil de sélectivité  $L_{50}$  compris entre 19 et 20 cm, soit sensiblement inférieure au 30 cm de la législation mauritanienne.

Suivant ces données, et au moins pour ces deux espèces phares, on relève un manque de compatibilité entre les maillages règlementaires et les tailles minimales au débarquement qui oblige les navires à rejeter des quantités probablement substantielles de produits pêchés pour rester en règle vis-à-vis de la législation nationale.

## 6.5. Les pourcentages d'espèces - accessoires

La législation mauritanienne prévoit pour chaque type de licence des pourcentages maxima de prises accessoires. Ces proportions sont utiles pour interdire aux navires de pêcher des quantités trop importantes d'espèces pour lesquelles ils ne sont pas autorisés à pêcher du fait de l'intitulé de leur licence, voire de l'interdire en fixant le taux maximum admissible à 0%. Ces taux ne sont assortis d'aucune marge de tolérance.

Les taux de captures accessoires maximums sont fixés par le Décret 2002-73. Ils sont par ailleurs précisés dans les fiches techniques du protocole d'accord de pêche pour chaque catégorie de licence. Le tableau suivant compare les dispositions prévues par les deux textes. Les limites ne sont pas identiques, probablement du fait du décalage temporel entre le paragraphe du protocole et la finalisation du décret.

**Tableau 48 : Pourcentages maximums d'espèces cibles par type de licence et suivant la législation mauritanienne et le protocole d'accord de pêche.**

Type de licence	Législation mauritanienne	Fiches techniques du protocole
Licence crevette	20% poisson 15% céphalopodes 0% langoustes	Idem
Licence céphalopode	5% crevettes	(% crevettes non précisé)
Chalut merluttiers	25% de poissons 0% céphalopodes 0% crustacés	Idem
Palangre merlu	50% poissons 0% céphalopodes 0% crustacés	Idem
Poissons démersaux au chalut	10% espèce autorisée dont au maximum 5% calmar et 5% crevettes 0% merlu, 0% autres crustacés, 0% céphalopodes, 0% poulpes	10% dont au maximum, 5% de crevettes, 5% de calmars et seiches 0% de poulpes (Merlu non précisé)
Petits pélagiques	3% prises espèces autorisées 0% crustacés 0% céphalopodes (sauf calmars)	Idem sauf pour le calmar qui n'est pas précisé comme autorisé

La lecture de ce tableau indique que :

- Les chalutiers européens licenciés pour les céphalopodes (catégorie 5) peuvent capturer plus de 5% de crevettes, pas les chalutiers nationaux. Cela a peut d'influence en pratique car les chaluts de fonds utilisés pour les céphalopodes sont peu performants pour la crevette et la maille de 70 mm en retient peu. Ceci est confirmé par les données observateurs

<sup>28</sup> Fonseca, Campos (2002) Bottom trawl codend selectivity for cephalopods in Portuguese continental waters. Fisheries Research 1365 1-9. La relation taille-poids est obtenue d'un article de Faye et N'Diaye sur la discrimination et la description du poulpe commun des côtes sénégalaises. Cette relation est  $W=0,4378*(L_{cm})^{2,8884}$

- Les chalutiers européens licenciés sur la pêche de poissons de fond au chalut (catégorie 4) peuvent capturer du merlu, alors que les nationaux ne le peuvent. Ceci a une influence dans le pratique car les chaluts utilisés sont susceptibles de capturer des merlus. Les données observateurs confirment ce fait avec une prise moyenne de 8,4% de merlus.
- Les chalutiers européens licenciés aux petits pélagiques (catégorie 9) travaillant sous accord ne peuvent capturer des calmars. Les autres navires exploitant la ZEE le peuvent. En pratique, le calmar étant une espèce à caractère pélagique, les chaluts utilisés sont susceptibles de capturer ces espèces. Les données observateurs collectées à bord des chalutiers néerlandais indiquent des prises nulles de calmar. Les navires russes et baltes à la stratégie de pêche différente (ciblage du chinchard) déclarent des prises de l'ordre de quelques tonnes de cette espèce. Aucune observation n'a été menée à bord de ces navires par des agents scientifiques.

Sur un cadre plus général, on remarque que les dispositions réglementaires sur les prises accessoires des différents types de licences impliquent pour certains le rejet de quantités importantes d'espèces capturées.

D'après les données observateurs, les crevettiers pêchent environ 16% de crevettes (prise totale incluant la fraction conservée et rejetée). Pour arriver à un taux de rétention à bord équivalent à 65% de crevettes (c'est-à-dire incluant une prise accessoire autorisée de 20% de poissons et de 15% de céphalopodes), ils doivent mécaniquement rejeter en mer près 70% des prises des autres espèces. En ce qui concerne les chalutiers poissonniers démersaux, les données observateurs indiquent une prise de près de 8% de poulpes, qui doivent être rejetés pour respecter le taux 0% légal.

En revanche, les taux autorisés de prises accessoires pour les licences type merlu et petits pélagiques ne semblent pas devoir générer de rejets importants. Les merluttiers pêchent près de 80% de merlus au total et très peu de poulpes et de crevettes qui doivent être rejetées (1,6% de crevettes, 0,2% de poulpes). Les chalutiers petits pélagiques ont des captures totales composées de 97% de petits pélagiques, dont compatibles avec les 3% de prises accessoires autorisées (mesures effectuées sur les navires néerlandais uniquement).

## **6.6. Le repos biologique**

Le repos biologique consiste à arrêter la pêche pendant une période donnée afin de permettre aux stocks de se reconstituer. Jusqu'en 2005, la législation mauritanienne et le protocole d'accord prévoyait un arrêt total de deux mois (septembre octobre) applicable à tous les types de pêche démersales, y compris aux navires qui n'ont aucune chance de capturer du poulpe comme les palangriers merluttiers. Cette disposition concerne par conséquent toutes les catégories de pêche du protocole d'accord, à l'exception des chalutiers de pêche aux petits pélagiques et des navires thoniers. En 2004, les chalutiers pélagiques ont été repoussés un peu plus au large pendant l'arrêt biologique afin de restreindre leurs possibilités de capturer des céphalopodes à titre accessoire.

L'analyse de l'impact de la fermeture de la pêche par l'IMROP montre que la configuration de l'arrêt de deux mois ne modifie pas sensiblement le volume annuel des captures. Dans d'autres configurations de dates et de durée, l'impact moyen de la fermeture sur les captures serait faiblement positif à faiblement négatif.

Compte tenu de ces résultats et dans l'état actuel des connaissances, l'IMROP conclut que l'impact biologique de la fermeture :

- est faible sur la capture de poulpe ;
- est positif sur le potentiel reproducteur ;
- est vraisemblablement non significatif sur l'état futur du stock (le modèle ne permet pas d'estimer la traduction du potentiel reproducteur en impact sur les recrutements à venir) ;
- reste inconnu (mais vraisemblablement positif) sur les autres espèces.

La fermeture ne constituerait donc pas un gage d'amélioration du niveau des captures de poulpes, ni à court ni à long terme (c'est le résultat majeur des simulations). Pour autant, il ne faut pas en conclure que la fermeture est une mauvaise mesure à l'échelle biologique. Au contraire, l'IMROP estime qu'elle demeure une démarche de précaution, tant par rapport au potentiel reproducteur du poulpe, que vis à vis des prises accessoires. Enfin, la question de sa position optimale dans l'année, tout comme de celle de sa durée, n'a pu être traitée.

En 2005, une nouvelle période d'arrêt biologique a été décidée par le Ministère des Pêches, avec application à toutes les flottes. L'arrêt ferme ainsi la pêche industrielle de fond, la pêche côtière et la pêche artisanale céphalopodière pendant un mois supplémentaire (mai). On peut donc penser qu'une approche de précaution visant à réduire l'effort a prévalu pour la prise de cette décision, en l'absence d'évidences scientifiques connues.

## **6.7. Les plans d'aménagement**

La mise en place de plans d'aménagement est l'une des principales innovations réglementaires en Mauritanie apparue dans la Loi cadre publiée en 2000. Ces plans consistent à définir pour une pêcherie donnée les objectifs à atteindre en matière d'aménagement et de gestion durable, le volume admissible de captures ou le niveau d'effort de pêche optimal ainsi que les taux de prises accessoires autorisé et le programme des autorisations de pêche qui pourront être menées par les navires nationaux et étrangers. Le décret 2002-75 précise que les plans d'aménagement sont établis sur des bases scientifiques et qu'ils font l'objet de mesures approuvées par décret. Les plans doivent définir pour chaque année de référence les bases de l'exploitation durable de la ressource et prévoir les règles générales d'allocation de la ressource. En cas d'évolution imprévisible de l'état de la ressource, le Ministre peut prendre sur avis scientifique des mesures de précaution urgentes, en attendant la réactualisation des plans d'aménagement. Ces mesures incluent un ajustement du nombre des navires autorisés à pêcher.

Suivant le Décret, toute pêcherie soumise à un plan d'aménagement est soumise à plusieurs contraintes. La plus forte est que les débarquements devront obligatoirement être effectués en Mauritanie, sauf si des accords internationaux prévoient une telle exemption. L'esprit de cette contrainte est de faciliter les contrôles des quantités pêchées, notamment dans le cas où un système de quota serait adopté.

Ces plans d'aménagement sont destinés à être mis en place de manière prioritaire sur les pêcheries sensibles économiquement et présentant des signes de mésexploitation. La pêcherie céphalopodière est la première candidate déclarée, et l'aménagement de la pêcherie crevetteière devrait suivre.

Lors du passage de la mission en avril 2005, les autorités mauritaniennes ont affirmé que le plan d'aménagement de la pêcherie céphalopodière n'était pas prêt à être publié. Il serait en cours de préparation avec le soutien de la coopération allemande, qui a d'ailleurs fait de l'adoption finale du plan d'aménagement une conditionnalité de son aide.

La question de l'actualisation de l'état des stocks concernés a été discutée avec l'IMROP. La stratégie retenue serait de mener des campagnes d'évaluation de l'abondance lors des périodes d'arrêt biologique et de fournir un diagnostic qui servirait de base à la définition des captures et/ou efforts permissibles à la réouverture de la pêcherie. Cette solution est faisable sur un plan technique mais demandera d'après l'IMROP des besoins de financement très importants (le chiffre de 5 M€ par an a été cité). Sur le mode de régulation en passe d'être retenu (contingentement de l'effort ou des captures par quota), aucune réponse n'a été donnée même si la régulation par quota est le moyen qui revient le plus souvent dans les conversations et dans les actes d'un séminaire de réflexion qui a réuni en 2004 des spécialistes internationaux de la gestion des pêcheries céphalopodières.

La préparation du plan d'aménagement se fait sans consultation avec la Communauté qui est pourtant le principal partenaire en matière de pêche.

## 6.8. La pêche des pélagiques hauturiers

Les mesures de gestion et de conservation des pélagiques hauturiers sont classées à part dans ce chapitre car elles sont imposées par l'ICCAT dont les résolutions et recommandations prévalent sur les droits nationaux.

Les mesures en vigueur à la fin 2004, ainsi que celles en préparation pour une publication courant 2005, sont indiquées dans le tableau suivant.

**Tableau 49 : Principales mesures techniques s'appliquant aux thons tropicaux majeurs fin 2004**

Espèce		Mesures en vigueur fin 2004	Evolution prévue en 2005
Listao		Aucune mesure spécifique	
Albacore	Taille minimale	3,2 kg (tolérance 15% du nombre de poissons débarqués)	Aucune
	Effort de pêche / Captures	Effort limité au niveau observé en 1992	Aucune
	Moratoire	Fermeture saisonnière d'une zone à la pêche sur DCP	Interdiction totale de la pêche de surface (senne et canne) en novembre sur une aire comprise entre 0° et 5°N, 10 et 20°W
Patudo	Taille minimale	3,2 kg (tolérance 15% du nombre de poissons débarqués)	Plus de taille minimale
	Effort de pêche / Captures	Capacités des navires et captures limités aux niveaux de 1991 et 1992	Capacités gelées au niveau de celles déclarées pour 2005 TAC fixé à 90 000 t pour trois ans, quota variant entre 24 et 25 000 t pour la CE
	Moratoire	Fermeture saisonnière d'une zone à la pêche sur DCP : de novembre à janvier, sur une grande zone s'étendant des côtes africaines au méridien 20°W, et du parallèle 4°S au parallèle 5°N	Interdiction totale de la pêche de surface (senne et canne) en novembre sur une aire comprise entre 0° et 5°N, 10 et 20°W
Espadon nord	Taille minimale	125 cm (25 kg), avec 15% de tolérance, ou 119 cm sans tolérance	Aucune
	Effort de pêche / Captures	TAC de 14 000 tonnes, dont 6 000 tonnes pour la CE	Aucune
	Moratoire	Aucun	Aucune
Makaire bleu et blanc	Effort de pêche / Captures	Débarquement limités à 50% (M. bleu) ou 33% (M. blanc) des débarquements 1996 ou 1999	Prorogation du plan qui devait s'arrêter en 2005
Requins	Général	Communication de données sur les prises à l'ICCAT	Interdiction du prélèvement des nageoires, limite de 5% de poids de nageoires à bord par rapport au poids de carcasses.

Concernant l'albacore et le patudo pour lesquels le Comité scientifique recommande depuis quelques années une réduction des prises de juvéniles, et une limitation des captures, l'ICCAT a gelé les capacités et les niveaux des captures au niveau de ceux de 1991 et 1992. En outre des tailles minimales à 3,2 kg avaient été adoptées pour les deux espèces. L'effort de réduction des captures de juvéniles est accentué par la mise en place depuis 1999 (1997 pour les senneurs européens suite à une décision unilatérale) d'un moratoire qui interdit toute pêche sous DCP sur une vaste zone pendant 3 mois.

Comme suite aux résultats des dernières évaluations, un plan pluriannuel de conservation du patudo a été adopté fin 2004 et devrait entrer en vigueur en 2005. Ce plan place l'espèce sous TAC, et change le mode opératoire du moratoire. Désormais, une zone, plus restreinte, sera totalement fermée aux navires utilisant des engins de surface, soit la senne et la canne, pendant 1 mois (zone dite Picolo au large du Golfe de Guinée, loin de la ZEE de la Mauritanie). Cette mesure est jugée plus contrôlable grâce au VMS, que les dispositions du moratoire précédent qui faisaient l'objet de nombreuses violations. L'ICCAT évaluera l'impact de ce moratoire en 2005. On note également la disparition de la taille minimale du patudo à partir de 2005 alors que celle de l'albacore est maintenue.

Ce plan, qui concerne le patudo, aura également un impact sur l'albacore juvénile dans la mesure où cette espèce est souvent prise en association avec les juvéniles de patudo lors des pêches de surface.

Il s'ajoute à ces mesures techniques de résolutions et recommandations visant à combattre la pêche de thonidés par des navires IUU. L'une des mesures prises est l'établissement d'une liste positive publique de navires de parties contractantes autorisés à pêcher des thonidés. Cela concerne les navires de pêche qui ciblent les thonidés, mais également ceux qui sont susceptibles d'en capturer à titre accessoire. Ceci justifie en particulier la présence sur cette liste positive des chalutiers pélagiques néerlandais, et demande à ce que les chalutiers pélagiques des nouveaux Etats membres le soient.

## **6.9. Le contrôle du respect des mesures de conservation : enjeux et réalités**

Dans le contexte tendu de pleine exploitation ou de raréfaction de la ressource mauritanienne, les éléments présentés dans les chapitre précédents tendent à indiquer que les règles de gestion imposées aux flottes en exercice dans la ZEE mauritanienne sont en principe certes applicables, mais tentantes à être transgressées quand les navires cherchent à maintenir ou augmenter leur rentabilité.

Si l'on considère les tailles minimales des espèces pêchées, les dimensions réglementaires des chaluts et les pourcentages de prises accessoires, on note que mécaniquement les navires vont remonter à bord et ce en toute légalité des quantités non négligeables d'espèces hors tailles et/ou d'espèces en excès des pourcentages requis. Une partie de ces prises devra donc être rejetée à la mer, le plus souvent à l'état mort, pour respecter les dispositions légales. Aux yeux des équipages, cela peut constituer un gaspillage difficilement supportable quand dans le même temps, il existe des débouchés commerciaux rémunérateurs pour ces espèces, débouchés entretenus par les approvisionnements à partir d'autres pays dans lesquels les tailles minimales légales sont inférieures (le petit poulpe ou le petit merlu par exemple), voire par le produit des saisies à bord.

Pour les opérateurs de la pêche industrielle céphalopodière, l'absence de contrôle du développement de la pêche artisanale, qui représente près d'un tiers des prises de poulpes, est de nature à aggraver la situation dans la mesure où les règles de gestion contraignantes qui leurs sont imposées peuvent conduire à penser que les efforts consentis pour la conservation de l'espèce sont de nature à être annulés.

Il existe donc de forts incitatifs techniques et économiques à la fraude qui mettent une certaine pression sur les autorités en charge du contrôle. Les paragraphes suivants tentent de présenter la situation telle qu'elle a été perçue par la mission en Mauritanie.

### **6.9.1. Les infractions et sanctions**

Les sanctions sont applicables au capitaine du navire, l'armateur étant solidairement responsable du paiement des amendes, sauf pour les cas d'opposition à l'action d'un agent de contrôle, destruction ou dissimulation des preuves, pour lesquels seul le capitaine est sanctionné.

Le navire étranger pris en flagrant délit de pêche non autorisée dans la ZEE mauritanienne (pas de licence) est confisqué d'office, avec ses engins de pêche et la cargaison, au profit de l'Etat, sur décision du Ministère des Pêches et de l'Economie maritime, non susceptible de recours ; en outre, une amende de 5 à 30 millions d'ouguiyas payable en devises, et une peine d'emprisonnement allant de 6 à 12 mois sont infligés au capitaine.

Pour les autres cas, les infractions sont classées en :

Infractions très graves :

1) Non respect de l'obligation de débarquement des produits en Mauritanie, 2) transbordements non autorisés, 3) pêche pendant les périodes de fermeture, 4) ou en zone fermée à la pêche 5) ou avec des engins ou techniques de pêche prohibés, 6) destruction ou endommagement intentionnel de navires ou engins de pêches appartenant à des tiers ;

#### Infractions graves

1) dépassement de quotas ou du taux de prises accessoires autorisés ; 2) zone ou genre de pêche non autorisés ; 3) fausse déclaration sur les spécifications des navires ; 4) défaut de communication des entrées et sorties, de la position du navire et des captures ; 5) détention de poisson de taille inférieure au minima autorisé ; 7) pêche, détention ou vente de mammifères, tortues et oiseaux marins 8) abandon volontaire en mer de filets ou engins de pêche non autorisés ; 9) détention à bord ou emploi d'explosifs ou autres substances toxiques ou de tous moyens ou dispositifs ayant pour effet de réduire l'action sélective des engins de pêche ; 10) refus de communiquer les informations sur les captures ou de les mentionner dans les journaux de pêche, 11) fourniture intentionnelle de données fausses ou incomplètes, 12) refus d'obtempérer à un ordre de stopper.

Le Ministre des pêches qui est habilité par la loi à transiger à l'égard de ces infractions, a créé à cette fin une commission de transaction présidée par le Délégué à la surveillance. Outre l'amende qui doit se situer dans la fourchette prévue par le Code des pêches, la Commission peut prononcer la saisie des engins de pêche et du poisson au profit de l'Etat. D'après les informations reçues, les captures en dessous de la taille minimale détectée lors du contrôle sont soit saisie par l'Etat et revendues par ses soins sur le marché, soit rachetées par l'armateur au prix de la SMCP qui peut ensuite les commercialiser. Dans les deux cas, cette pratique contrevient aux termes de l'article 28 du Décret 2002-73 qui interdit la vente des espèces en dessous de la taille minimale. Cela a également pour conséquence négative indirecte de maintenir l'approvisionnement du marché en espèces hors-taille, et d'en entretenir la demande commerciale.

Le barème officiel des amendes est donné par la Loi 2000-25. Il est variable suivant la taille de l'embarcation mesurée en jauge (TJB). Le montant final de l'amende doit être contenu dans la fourchette indiquée, et il est fixé en fonction des caractéristiques techniques et économiques du navire, et du bénéfice économique que l'auteur de l'infraction est susceptible d'en retirer.

**Tableau 50 : Barème des amendes applicables suivant les infractions d'après la Loi 2000 (en milliers de MRO)**

Navire (TJB)	<2	De 2 à <5	5 à <99	99 à <200	200 à <400	400 à <600	600 et plus
Infractions							
Grave	25 à 100	125 à 250	260 à 2 600	500 à 5 000	1 000 à 10 000	1 500 à 15 000	2 000 à 30 000
Très grave	50 à 250	300 à 500	550 à 5 000	5 100 à 12 500	10 000 à 25 000	15 000 à 45 000	25 200 à 100 000

A titre d'exemple, un chalutier européen céphalopodier (gamme de jauge 200 à 400 TJB) sera passible d'une amende varie entre 3 100 €<sup>29</sup> et 31 000 € en cas d'infraction grave type pêche de poulpe hors taille, et d'une amende comprise entre 31 000 € et 77 500 € en cas d'infraction très grave type pêche en zone fermée à la pêche. Ce sont des montants d'amendes très conséquents, qui peuvent être d'ailleurs doublés en cas de récidive. Il sont plus élevés que ceux appliqués dans les Etats membres d'après le rapport annuel de la Commission européenne sur les infractions graves.

Les autres infractions sont punies d'une amende comprise entre 100 000 et 10 000 000 MRO (310 à 31 000 €), avec en outre possibilité de confisquer les captures et les engins de pêche fautifs. Les infractions au dispositif VMS n'étant pas explicitement prévues par la Loi mauritanienne, on peut penser qu'elles entrent sous cette catégorie

<sup>29</sup> Au taux de conversion moyen de 2004 : 1 EUR = 321 MRO

### 6.9.2. Indicateurs d'activité

Des indicateurs d'activité des services de contrôle ont pu être récupérés. Ces indicateurs concernent l'ensemble des moyens de contrôle et tous les segments de la flotte (y compris la pêche artisanale). Par ailleurs, la définition précise de ce qu'est un contrôle ou une observation n'a pu être obtenue.

Pour l'activité, on note une progression très importante du nombre de jours de mer, qui augmente de 2,54 fois entre 1997 et 2003. Cependant, le nombre de contrôles n'a pas suivi la même croissance alors que celui des observations a diminué.

**Tableau 51 : Indicateurs d'activité des services de contrôle des pêches. Source : DSPCM**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre de jours de mer	550	752	889	1 039	1 227	1 352	1 398
Nombre de contrôle en mer et en rade	3 564	3 694	3 025	3 101	3 443	4 249	3 737
Nombre d'observations	3 258	4 558	3 319	3 115	2 529	2 241	2 373
Nombre d'heures de vol	380	433	395	418	364	290	301

Le nombre total d'infractions relevées reste relativement important, mais la majorité des cas relèvent de cas qui ne sont pas qualifiés de graves ou très graves. La progression du nombre d'infractions ne montre pas d'évolution significative. Malheureusement, il n'a pas été possible de préciser la nature exacte des infractions qui sont enregistrées en fonction de leur gravité. La classification des infractions dans le code actuel de 2000 est dans beaucoup de cas, différente de celle du Code de 1987, la lecture qui doit en être faite doit être différente. C'est ainsi que certaines infractions telles que le commerce illicite d'espèces d'élevage, la destruction ou l'endommagement intentionnel de navires et engins appartenant à des tiers, la pêche pendant les périodes de fermeture ou dans les zones fermées à la pêche ou avec des engins ou techniques prohibées passent de la catégorie grave à la catégorie très grave. Les infractions les plus courantes concerneraient la détention d'espèces sous la taille minimale, ou le non-respect des pourcentages de prises accessoires. Selon les responsables de la DSPCM, aucun navire étranger en pêche non autorisée (qualifiée de pirates) n'a été signalé depuis l'année 2001.

**Tableau 52 : Nombre d'infractions relevées par catégorie. Source : DSPCM**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Infractions très graves	7	9	5	2	2	1	7
Infractions graves	148	259	199	179	127	220	218
Autres infractions	455	861	502	364	305	458	240
<b>Total infractions</b>	<b>610</b>	<b>1 129</b>	<b>706</b>	<b>545</b>	<b>434</b>	<b>679</b>	<b>465</b>

Les infractions relevées sur les navires européens sous accord de pêche sont mentionnées dans le tableau suivant. Le nombre de cas varie entre 30 et 40 par an, soit environ 17% des quelques 200 infractions graves ou très graves relevées par an au total. La très grande majorité des infractions concernent la détention d'individus en-dessous de la taille réglementaire (infraction grave). On note 2 à 3 infractions très graves en 2003 et 2004 pour pêches en zones interdites.

**Tableau 53 Motifs d'arraisonnements des navires européens sous accord. Source : CE**

	2002	2003	2004
Pêche de juvéniles	21	35	16
Taux de prises accessoires			2
Zone interdite			1
Non respect de délais d'informations au point de passage	8	2	4
Pêche dans le PNBA		2	2
Non tenue journal de pêche	5	2	1
Fausse déclaration capture		1	3
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>42</b>	<b>29</b>

### **6.9.3. Le suivi et le contrôle des navires européens sous accord**

Les navires européens sous accord sont soumis au régime général de suivi, contrôle et surveillance des pêches en Mauritanie tel que prévu par la législation nationale. Certaines dispositions spécifiques des annexes I et II au protocole s'appliquent également à cette flotte.

#### **Le suivi des prises**

Les modalités de suivi sont précisées dans le chapitre V de l'annexe 1 au protocole.

En termes de suivi, les navires européens sous accord doivent remettre aux autorités mauritaniennes un exemplaire rempli du journal de bord dont le modèle est précisé par les annexes du protocole. Les données du journal de bord donnent une estimation réalisée à bord du poids des principales espèces capturées<sup>30</sup>, et la répartition géographique de ces prises. Les estimations des prises doivent être précisées par la remise d'une déclaration de débarquement / transbordement définie au protocole, et qui est similaire aux notes de ventes prévues par la réglementation européenne. Ces notes de vente donnent les poids précis débarqués et les catégories commerciales. Elles sont utilisées pour valider les déclarations des journaux de bord par croisement, et entrer dans la base des captures des données plus précises.

La Communauté doit également remettre aux autorités mauritaniennes des déclarations trimestrielles récapitulant les prises pour toutes les catégories de pêche et pour toutes les espèces.

En réalité, la situation est sensiblement différente. Les autorités mauritaniennes ont signalé que si les navires espagnols et néerlandais remettent régulièrement leurs journaux de bord, il n'est pas de même pour les navires grecs, italiens et portugais qui ne remettent que de façon irrégulière, voire pas du tout, leurs journaux de bord<sup>31</sup>. S'agissant de la déclaration de débarquement / transbordement (note de vente), aucun navire ne l'a jamais renvoyée. Les informations sur les captures des navires européens dans la ZEE mauritanienne sont donc de couvertures partielles, et imprécises dans la mesure où elles ne correspondent qu'aux estimations faites à bord. La communication trimestrielle des données par la Commission n'est pas meilleure. Les Etats des pavillons des navires qui ne transmettent pas les journaux de bord n'envoient pas les informations à la Commission qui à son tour ne peut envoyer de données complètes aux autorités mauritaniennes. Par ailleurs, l'examen des informations transmises par la Commission indique que les données communiquées sont globales (toutes espèces confondues) et que certains tableaux envoyés renferment des erreurs manifestes de saisie et de calcul. En résumé, on est très loin de l'objectif de fiabilité précisé dans la chapitre V art. 5 de l'annexe 1 au protocole. La conséquence immédiate est que les mauritaniens ne peuvent disposer de bases robustes pour le suivi de l'évolution des stocks. La

<sup>30</sup> La pesée à bord n'est pas possible. Les capitaines inscrivent donc une estimation du poids des prises qu'on admet être précise à +/- 20% des tonnages à bord.

<sup>31</sup> Le respect de ces Etats membres vis à vis de leurs obligations de déclarations a été présenté dans le tableau de bord de suivi de la Commission. Les rapports type E et F sont au mieux présenté de façon irrégulière, mais souvent non communiqués.

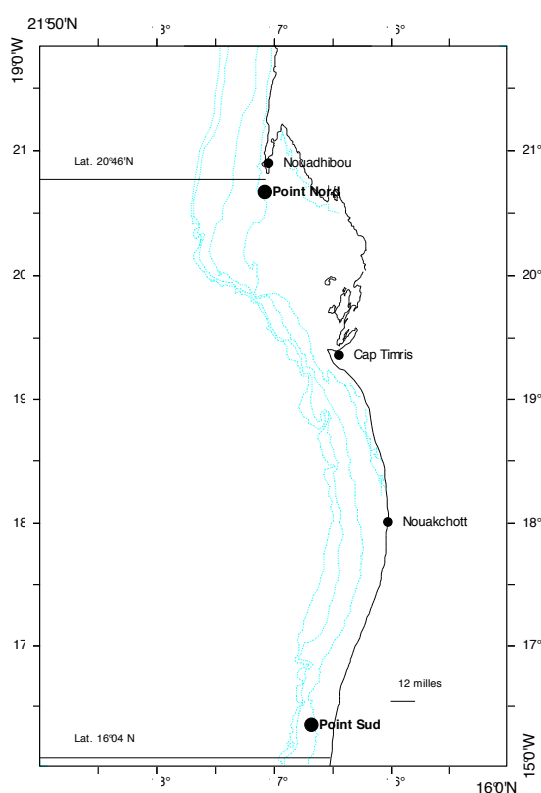


conséquence indirecte est le renforcement d'un climat de suspicion des autorités mauritaniennes envers la Communauté sur la réalité des activités des navires dans la ZEE.

### Le contrôle sur zone

C'est une particularité de cet accord qui n'existe pas dans les autres protocoles d'accord de pêche, certaines dispositions spécifiques ont été approuvées pour faciliter le contrôle d'une flotte relativement nombreuse, et qui ne débarque pas en Mauritanie. Ces règles spécifiques sont décrites dans l'annexe II au protocole d'accord de pêche.

L'un des premiers point est que les navires européens doivent obligatoirement passer par deux points montrés sur la figure suivante, l'un au nord de la ZEE, l'autre au sud lors de chaque entrée - sortie de la zone mauritanienne (navires de pêche démersale uniquement). Les navires doivent avertir les autorités 24 heures avant l'entrée et 48 heures après la sortie. Ils sont contrôlés lors de ces points de passage pour une durée qui n'excède pas 1 heure lors de l'entrée et 3 heures lors de la sortie. Un barème de sanctions est prévu en cas de non respect de cette règle.



**Figure 41 : Positions des points de contrôle nord et sud**

La seconde disposition est l'embarquement d'observateurs scientifiques. Ces observateurs, qui ne sont pas habilités à constater les infractions, embarquent sur les navires européens à la demande des autorités mauritaniennes. Ils sont rémunérés par l'administration nationale qui reçoit un financement de la part des armateurs fixé à 3,5 € par TJB et par trimestre pour les navires de pêche démersale, ou 350 € par mois pour les chalutiers de pêche pélagique. Ce type de disposition est pratiquement général à tous les navires européens travaillant sous accord de pêche.

Enfin, la troisième est l'organisation de missions d'observations mutuelles des contrôles à terre. Suivant cette clause, la Communauté ou les autorités mauritaniennes peuvent nommer des observateurs qui iront observer les méthodes de contrôle des navires. Ces observateurs ne peuvent cependant intervenir dans le déroulement de la mission des contrôleurs.

#### **6.9.4. Evaluation d'ensemble**

L'essentiel du contrôle en mer repose sur l'activité de deux patrouilleurs hauturiers. Malgré leurs hauts niveaux d'activité, ces navires ne peuvent contrôler en détail les quelques 350 navires de pêche industriels qui fréquentent la ZEE. Les observateurs scientifiques déployés à bord des navires européens restent scientifiques et leurs rapports ne peuvent être retenus à charge de preuve.

Les points de passage nord et sud imposés aux navires européens sous accord sont des instruments utiles, et effectivement utilisés. Si le point de passage nord situé à moins de 15 milles du port de Nouadhibou est commode car proche de la base des inspecteurs, le point sud est situé à plus de 100 milles de Nouakchott et 275 milles de Nouadhibou, soit assez loin de la base possible des patrouilleurs. D'après les informations reçues, cet éloignement et les conditions de mer prévalentes font que parfois les patrouilleurs ne peuvent se rendre à ce point de contrôle utilisé par les navires européens qui débarquent à Dakar. Par ailleurs, les navires européens qui sortent de la zone mauritanienne par les points de passage ont généralement les cales pleines de produits congelés emballés dans des cartons. Il est donc difficile pour des contrôleurs de vérifier l'intégralité des quelques 100 tonnes contenues à bord dans le délai imparti de 3 heures. Si des échantillons sont prélevés, ils doivent être décongelés et les individus doivent être identifiés et mesurés / pesés, ce qui est une tâche difficile à effectuer en mer et qui nécessite le respect de certaines procédures s'il doit être fait à terre.

Ainsi, le contrôle sur zone et aux points de passage ne peut permettre de contrôler de manière suffisante les navires. Il doit être complété par des mesures de contrôle au port.

#### ***Le contrôle au port***

Le contrôle des navires européens par l'Etat côtier doit être complété par des contrôles de l'Etat du pavillon et de l'Etat du port. Etant donné que la plupart des navires sont espagnols et débarquent dans les ports canariens ou de la péninsule ibérique, le contrôle lors du déchargement par les inspecteurs espagnols se révèle important. Ce type de contrôle est d'ailleurs le plus approprié pour détecter les prises sous taille réglementaire ou les pourcentages d'espèces dans la cargaison. Il permet également de viser la réalité des tonnages déclarés dans le journal de bord. Dans un rapport établi en 2003<sup>32</sup>, les inspecteurs de la Commission européenne ont signalé que le contrôle mené par les inspecteurs espagnols sur les navires nationaux était loin d'être efficace et méritait d'être renforcé. En effet, des quantités significatives de poulpes hors-tailles sont susceptibles d'être commercialisée, soit après un passage par Dakar avec réacheminement sur le marché communautaire comme importation du Sénégal, soit directement en Espagne sans que les inspecteurs nationaux ne le remarque. La présence à deux reprises des observateurs mauritaniens (2002 et 2004) lors des inspections de navires européens comme le prévoit le protocole d'accord n'a pas donné de résultats, ce qui n'est pas surprenant. On peut en effet légitimement penser que la présence de ces observateurs accompagnés par les inspecteurs européens était connue par avance et que les éventuels contrevenants ont choisi de débarquer dans d'autres sites. En outre, les services d'inspection mauritaniens ne sont pas informés des contrôles qui auraient pu être fait par les inspecteurs des Etats membres sur des navires de retour de Mauritanie fussent-ils positifs ou négatifs.

Au final, il existe ainsi de fortes présomptions de fraudes sur la flotte européenne opérant sous le protocole d'accord de pêche, notamment en matière de quantités capturées et de respect des tailles minimales. Ceci concourt à l'établissement d'un climat tendu entre la partie mauritanienne et la partie européenne, aggravé par le contexte de surexploitation de certaines espèces. A cet égard, le rôle potentiel de la future Agence de Contrôle des Pêches Européennes dans le contrôle des flottes européennes lointaines devra être examiné avec attention dans la mesure où son but est de contribuer à l'application des mesures de contrôle et de rendre celui-ci impartial.

---

<sup>32</sup> Ref FISH-D-5/AS D(2002)-65403

## 7. L'impact de la pêche sur l'environnement

### 7.1. Les populations exploitées et les prises accessoires

#### *Etat des lieux*

L'impact de la pêche sur les ressources exploitées est suivi par l'IMROP. Pour les principaux stocks, les diagnostics convergent vers un état de pleine exploitation (merlus, crevettes) ou de surexploitation (poulpe notamment). Pour pratiquement tous les stocks, les recommandations de l'IMROP sont soit un gel de l'effort de pêche aux niveaux actuels, ou une baisse de l'effort.

L'un des problèmes qui se pose avec le plus d'acuité en Mauritanie est celui des prises accessoires et des rejets en mer<sup>33</sup>. D'après les données collectées lors des programmes d'observateurs, les navires de pêche chalutiers capturent des quantités importantes d'espèces sans valeur commerciale. Ils rejettent également des espèces commerciales soit parce qu'elles sont au dessous des tailles réglementaires, soit parce que la réglementation en matière de pourcentage d'espèces cibles les y obligent.

D'après les données disponibles et compte tenu des maillages utilisés (50 mm), les navires ciblant les crustacés sont susceptibles d'avoir des taux de captures accessoires élevés. Les données observateurs suggèrent que la pêche de 1 kg de crevettes s'accompagne de la pêche d'environ 5 kg d'autres espèces, dont principalement des merlus et des sparidés. Etant donné le caractère plus benthique des petits merlus par rapport aux adultes et des maillages utilisés, ceux-ci sont fortement probablement l'essentiel des prises. S'agissant de l'autre segment important de la pêcherie démersale, le segment céphalopodier, les données des observateurs indiquent que les céphalopodes représentent 40% des prises, les 60% restant intégrant à titre principal des merlus, daurades et chinchards. La maille de 70 mm utilisée est certes plus sélective que la maille de 50 mm, mais elle ne permet pas d'éviter la capture de juvéniles<sup>34</sup>.

D'après les études de l'IMROP sur les prises accessoires, il a pu être établi que les navires crevettiers pêchent plus de 200 espèces différentes, quand 4 espèces de crevettes et une espèce de crabe sont considérées comme des espèces cibles. Pour les céphalopodiers, le spectre d'espèce pêché est beaucoup plus large (plus de 350 espèces appartenant à 128 familles différentes), quand une vingtaine d'espèces totalisent chacune plus de 1% du total des prises. Les données de l'IMROP indiquent que les navires spécialisés sur le merlu et les espèces démersales exploiteraient moins d'espèces, fait à mettre en liaison cependant avec un effort d'échantillonnage moindre et l'emploi, pour certains navires, de méthodes plus sélectives comme la palangre.

**Tableau 54 : nombre d'espèces et de famille par type de licence rencontrée lors de l'observation en mer.**

Source : IMROP

Type de licences	Crevettiers	Céphalopodiers	Démersaux	Merlus
Espèces	206	352	73	121
Familles	85	128	67	62

Les mesures effectuées par les observateurs sur les principales espèces pêchées par les navires chalutiers confirment que les prises des navires contiennent des proportions parfois importantes d'espèces sous-taille. En particulier, les données de l'IMROP indiquent que 96% des soles sénégalaises pêchées sont sous la taille légale, autour de 70% pour deux espèces de sparidés (daurades), et entre 50 et 60% des merlus suivant l'espèce. S'agissant du poulpe, 29% des individus ramenés à bord seraient inférieurs à la taille marchande.

<sup>33</sup> Dans le chapitre VIII de l'annexe 2 au protocole, les deux parties se sont accordées pour examiner la problématique des rejets et étudier les voies et moyens de leurs valorisation.

<sup>34</sup> A titre d'exemple, un maillage de 70 mm a un seuil de sélectivité de 19 à 20 cm pour le merlu

**Tableau 55 : Taille moyenne et nombre d'individus mesurés pour les principales espèces et proportions des individus inférieurs à la taille réglementaire. Source : IMROP**

<b>Espèces</b>	<b>Tailles moyenne (cm)</b>	<b>NB d'individus mesurés/pesés</b>	<b>Taille réglementaire (cm)</b>	<b>% des individus inférieurs à la taille réglementaire</b>
<i>Pomadasys incisus</i>	22	8143		
<i>Pagellus bellottii</i>	18	16 665	19	55
<i>Merluccius senegalensis</i>	30	9 408	30	51
<i>Merluccius merluccius</i>	32	20 820	30	44
<i>Merluccius polli</i>	26	5 770	30	61
<i>Solea senegalensis</i>	19	11 090	30	96
<i>Dentex angloensis</i>	18	1 922	15	37
<i>Dentex polli</i>	18	4 977	15	37
<i>Dentex sp</i>	19	3 259	15	35
<i>Trachurus trecae</i>	19	16 470	19	50
<i>Trachurus trachurus</i>	20	22 294	19	51
<i>Sparus aurata</i>	25	107	20	19
<i>Sparus auriga</i>	26	241	23	25
<i>Sparus caeruleostictus</i>	21	509	23	67
<i>Cynoglossus canariensis</i>	28	44	20	11
<i>Cynoglossus senegalensis</i>	26	174	30	67
<i>Octopus vulgaris</i>	900 g	38 300	500g (éviscéré)	29
<i>Loligo vulgaris</i>	14.4	31 630	13	40
<i>Sparus pagrus</i>	19	4 373	23	77
<i>Cynoglossus monodi</i>	25	305	20	25

Aucune estimation de la valeur des tonnages rejetés en mer n'a été effectuée en Mauritanie. D'après l'IMROP, le problème des captures accessoires semble avoir été longtemps négligé par les gestionnaires sur la base du postulat qu'elles étaient négligeables. La réalité de la situation des stocks et l'opportunité donnée par les programmes d'observateurs embarqués sur les navires communautaires apportent de nouveaux éclairages et font prendre conscience de l'ampleur du problème, qui s'il n'est pas traité, risque de diminuer les efforts de gestion réalisés du fait de la pression de pêche exercée sur les jeunes classes. La méconnaissance de l'ampleur du phénomène ne permet pas par ailleurs d'estimer correctement les mortalités des espèces exploitées et introduit des incertitudes dans les résultats des évaluations de stocks.

Le rejet en mer de quantités importantes de poissons morts peut avoir des conséquences sur l'environnement. Le tableau suivant propose une typologie des impacts environnementaux directs et indirects de ces rejets de matières organique en mer d'après une étude menée par la FAO. Parmi ces impacts, des études menées dans les eaux européennes ont montré que la prédation par les oiseaux de mer est le phénomène le plus important, avec entre 56 et 72% des rejets consommés. Cette prédation est susceptible de générer des phénomènes de dépendance des populations aviaires vis-à-vis de cette source de nourriture. Ce point particulier n'a pas fait l'objet d'études en Mauritanie, mais il pourrait se révéler important compte-tenu des populations importantes qui vivent dans l'aire du Banc d'Arguin.

**Tableau 56 : Typologie des impacts environnementaux des rejets. Source : FAO**

Impact		Composants	Conséquences
DIRECT	Consommation par les nécrophages	<u>Surface</u> : consommation par les oiseaux de mer (principalement les petits spécimens de poissons)	Composante importante du régime alimentaire, et possible dépendance. La disponibilité des rejets peut conditionner le taux de réussite de la reproduction
		<u>Colonne d'eau</u> : consommation par les mammifères marins et les requins.	Effet d'abondance localisé, sans conséquences à plus grande échelle
		<u>Fond marin</u> : consommation rapide par les nécrophages du fond. Interactions localisées et lentes.	Localement important mais peu susceptible d'avoir des impacts sur les populations à grande échelle.
	Dégradation environnementale	<u>Qualité de l'eau</u> : réduction localisée et à court terme de la qualité de l'eau et phénomènes possibles d'anoxie (dépend des conditions océanographiques) <u>Maladies</u> : introduction d'éléments pathogènes ou de maladie induites	Mortalités possibles d'animaux marins sessiles ou peu mobiles. Evitement à plus long terme par la faune des zones les plus régulièrement impactées Peut favoriser la diffusion d'éléments pathogènes ou de parasites sous des conditions de qualité de l'eau

		par le stress	défavorables.
INDIRECT	Changements dans les communautés	<u>Peuplements naturels</u> : attraction des nécrophages vers les aires de réception des rejets	Favorise les prédateurs motiles au détriment des habitants sessiles.
		<u>Disponibilité en nutriments</u> : disponibilité accrue de matière organique, principalement dans les environnements profonds	Les rejets peuvent devenir une source de nutriments pour les populations des couches profondes. Les effets peuvent être relativement étendus dans l'espace.
	Changements trophiques	<u>Transfert d'énergie</u> : recyclage de la biomasse des rejets vers la surface ou transfert vers d'autres zones	Améliore la disponibilité de matériel benthique aux populations de surface, oiseaux de mer principalement. Peut résulter en des augmentations de populations mais la dépendance vis-à-vis des rejets rend les espèces vulnérables. Moins de rejets aura des impacts sur la disponibilité en nourriture (spécialement pour les espèces de petites tailles), et une prédation accrue sur les poussins.

Pour ce qui est des autres impacts possibles, les risques en Mauritanie semblent réduits du fait des conditions océanographiques plutôt animées (courants, vents) qui favorisent le brassage des eaux.

### **Mesures mitigatives**

Il existe des solutions éprouvées pour réduire les taux d'espèces accessoires tout en limitant les pertes commerciales qu'une augmentation de maillage ne manquerait pas de provoquer. Parmi celles-ci, on peut citer l'usage des panneaux à mailles carrées placés dans le dos des chaluts. Ce dispositif permet de garder les mailles ouvertes et aux petits poissons de s'échapper. Il a été rendu obligatoire dans certaines pêcheries européennes en mesure dérogatoire à l'augmentation des maillages. Une autre solution, applicable surtout aux crevettiers qui pêchent avec des petites mailles mais éventuellement transposable aux chalutiers céphalopodiers ou poissonniers, est l'usage de grilles sélectives placées en travers du goulet du chalut. Ce type d'installation, également appelé BERD pour *by-catch reducing device*, permet aux petits individus de sortir du chalut. Un modèle de ces grilles, la Nordmore, est utilisé pour la pêche européenne de crevettes nordique.

Avant l'introduction de dispositif sélectif, il y a probablement une réflexion à mener sur les engins utilisés en Mauritanie. La réglementation sur les chaluts ne concerne que l'ouverture des mailles. Elle ne concerne pas le diamètre des fils utilisés, ou le montage du cul de chalut (nombre de maille) qui sont des paramètres sur lesquels il est possible de jouer pour fermer ou ouvrir les mailles. En l'état actuel des choses, il apparaît qu'il n'existe que très peu d'informations sur les engins utilisés par les navires de pêche. Les travaux de l'IMROP en ce domaine sont rares et des rapprochements ont été envisagés avec le Département Technologie des Pêches de l'IFREMER pour la mise en place d'un programme de formation et d'équipement du Laboratoire des Engins de Pêche de l'IMROP. Parmi les premières actions recommandées par l'IFREMER on trouve la constitution d'une base de données des engins de pêche utilisés dans la ZEE et le démarrage de recherches sur la sélectivité des engins. En 2005, aucune suite n'avait été donnée aux recommandations de la mission de l'IFREMER qui date de 2002.

## **7.2. Impact de la pêche sur la structure des communautés marines**

La question de l'impact de la pêche sur l'environnement peut également être posée en terme de l'influence du prélèvement de quelques espèces cibles et des prises accessoires associées sur la biodiversité et l'équilibre biologique des populations marines. En effet, les espèces exploitées sont souvent des espèces situées en haut de la chaîne alimentaire et la diminution de leurs biomasses peut favoriser le développement d'espèces de niveaux trophiques inférieurs dont l'intérêt commercial peut être moindre. Lors des travaux scientifiques conjoints CE-RIM, la question a été abordée et traitée dans le rapport. L'une des conclusions de cette étude est que l'on constate effectivement une diminution de la biomasse des espèces démersales et une diminution associée du niveau trophique des populations. Cette diminution est peu sensible pour les espèces démersales du plateau (-4%) et considérée comme négligeable, alors qu'elle est plus marquée pour les espèces vivants plus au large pour lesquelles on a constaté que les diminutions de biomasses de thonidés et de sabres pouvaient favoriser le développement des populations de petits pélagiques. L'impact de la pêche sur le spectre d'espèces présentes dans la ZEE et leurs stratégies de reproduction n'a pu être mesuré du fait de l'inconsistance des séries de données utilisées.

Dans un article récent, Caverivière (2002)<sup>35</sup> s'est intéressé aux raisons des explosions démographiques constatées en Afrique de l'ouest pour le baliste, le poulpe et la crevette rose (*P. notialis*) et a cherché à savoir s'il y avait un lien avec la pêche des espèces qui s'en nourrissent. En effet, seuls de grands prédateurs sont capables de capturer de jeunes poulpes et des crevettes roses, c'est probablement aussi le cas pour le baliste. L'abondance de ces prédateurs a baissé de manière sensible. La pêche au chalut de la crevette rose, en capturant les poissons vivant sur les mêmes fonds et particulièrement les gros individus, a augmenté la part de cette ressource disponible pour la pêche. La diminution de la pression de prédation et de son rôle régulateur ne peut être seule en cause dans les cas des phénomènes explosifs et variables qui concernent le poulpe et le baliste. En effet, pour ces deux espèces, les corrélations entre l'intensité de l'upwelling et le recrutement sont beaucoup plus concluantes que la diminution de la prédation qui n'est le fait que d'individus carnivores de grande taille (plus de 50 cm) et qui ne concerne que les poulpes juvéniles. En conclusion, les captures de poissons par les crevettiers et les autres engins semblent avoir favorisé l'augmentation de la biomasse de crevettes exploitées, témoignant ainsi d'un impact de l'activité de pêche sur la structure des communautés vivant dans les zones crevettières. La même conclusion ne peut être formulée pour le poulpe et le baliste plus dépendants des conditions environnementales.

### 7.3. Impact de la pêche sur le fond

Il n'existe pas de travaux spécifiques sur l'impact des engins de pêche sur le fond et sa flore et faune sessile. Des témoignages rapportés par l'IMROP font état de dégradations de l'environnement benthique liés aux passages répétés des panneaux de chaluts, et à l'expansion progressive des zones de chalutages vers des fonds rocheux praticables auparavant non exploités. L'emploi de chaînes racleuses, désormais interdites, serait à l'origine de dégâts. Aucun élément de nature scientifique ne vient appuyer ces témoignages.

Lors de l'étude de l'impact environnemental de la mise en exploitation du puit de pétrole de Chinguetti, des observations du fond dans la région du forage ont montré la présence de colonies de coraux profonds type *Lophelia*, espèce protégée dans une région de l'Ouest Ecosse par la réglementation communautaire<sup>36</sup>. Les coraux observés étaient pour la plupart morts et l'étude suggérait un impact des chaluts.

Ces observations limitées dans l'espace sont insuffisantes pour conclure sur l'état des colonies de coraux profonds (importance, répartition, état). Il pourrait s'avérer utile d'inclure les observations de débris coralliens dans le mandat des observateurs embarqués sur les navires pêchant profond (pêche crevettière, merluttière) afin d'appréhender la dimension du problème et de décider le cas échéant de mesures spéciales de protection similaires à celles adoptées en Europe.

### 7.4. Pollutions par les navires de pêche

#### *Etat des lieux*

#### **Pertes d'engins**

D'après l'IMROP, l'une des principales sources de dégradation de l'environnement par les navires de pêche est liée à la perte d'engins en mer. Ces pertes sont soit accidentelles (orins coupés, bouées perdues, arrachage par des navires de pêche aux engins traînants), et parfois intentionnelles (abandon en mer d'engins irréparables ou usés). Lors de campagnes expérimentales en Mauritanie, les navires remontent régulièrement à bord plusieurs dizaines de pots à poulpes en matière plastique perdus par les pêcheurs artisans, et des restes de filets en monofilaments. Il est estimé que ces matériaux de synthèse peuvent

<sup>35</sup> Caverivière (2002). Émergence de trois espèces démersales d'Afrique de l'Ouest (*Balistes carolinensis*, *Octopus vulgaris*, *Penaeus notialis*) : Points communs & différences Actes du symposium international, Dakar (Sénégal), 24-28 juin 2002

<sup>36</sup> Règlement 602 / 2004

mettre 400 à 600 ans pour être bio-dégradés et constituent une source de pollution. Les pertes de chaluts sont plus rares, mais des panneaux déchirés sont parfois retrouvés échoués sur les plages. Le problème de la perte des engins se pose également en terme de pêche fantôme.

Les pots à poulpes perdus continuent de servir d'abris naturels, et les quantités probablement phénoménales qui tapissent les fonds mauritaniens agissent de manière bénéfique, comme des récifs artificiels. En effet, les poulpes peuvent entrer et sortir librement des pots. Le problème de la pêche fantôme par les casiers perdus se pose avec davantage d'acuité car les espèces qui y entrent sont piégées. Les études disponibles montrent que ces engins perdus peuvent causer des mortalités de crustacés importantes en restant pêchant pendant longtemps.

Concernant la pêche fantôme par les filets perdus, des études ont montré que ceux-ci perdent rapidement leur pouvoir emmêlant dans le moyen terme en se couvrant de fouling et en formant des masses compactes dans lesquelles les espèces ne peuvent plus se prendre<sup>37</sup>. Cependant, dans les mois qui suivent la perte des filets, on montre qu'ils continuent à prendre des poissons, qui attirent à leur tour des espèces qui se nourrissent de cadavres (type crustacés de fond comme les crabes ou les langoustes), qui se retrouvent prises à leur tour. Les tortues marines peuvent également être piégées en cherchant à se nourrir des poissons et crustacés pris dans ces filets abandonnés.

### **Mesures mitigatives**

Des propositions de mesures de prévention et de mesures curatives de la pêche fantôme avaient été proposée par le programme de recherche européen FANTARED, elles sont présentées ci-dessous.

**Tableau 57 : Mesures mitigatives préconisées par le programme de recherche FANTARED**

<b>Mesures de prévention</b>	<b>Mesures de traitement</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction du risque de conflit : zonation de l'activité des engins actifs et passifs</li> <li>- Réduction des risques d'accrochage des engins</li> <li>- Réduction de l'efficacité des filets fantômes comme par exemple l'emploi de matériaux biodégradables</li> <li>- Réduction de l'effort de pêche : nombre de filets, durée d'immersion, nombre de navires</li> <li>- Améliorer la récupération des engins perdus : emplois de transpondeurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Signalement des pertes par les pêcheurs pour l'organisation de campagnes de récupération</li> <li>Campagnes de récupération des engins</li> <li>Récupération opportuniste lors de campagnes océanographiques</li> </ul>

Dans sa communication sur les méthodes de pêches respectueuses de l'environnement (COM(2004-438), juin 2004), la Commission européenne a signalé que la pêche fantôme constituait un problème, à placer dans le problème global des prises non-désirées, et qu'elle se préparait à mener des projets pilotes avec les Etats membres pour favoriser le ramassage des engins perdus et l'identification de solutions pour diminuer la perte et la nocivité de ces engins. Il pourrait être envisagé que des projets similaires soit menés en partenariat avec les autorités mauritaniennes.

### **Autres sources potentielles de pollution par les navires**

#### **Etat des lieux**

Le rejet en mer de déchets pétroliers est une source fréquente de pollution. Cette pratique également connue dans la ZEE mauritanienne (Blerard, 1997)<sup>38</sup> continue d'être une source majeure de dégradation de l'environnement marin. Mais, les moyens de surveillance encore limités ne permettent pas l'évaluation

<sup>37</sup> Voir résultat du programme de recherche FANTARED dans les eaux communautaires, co-financé par la Communauté européenne

<sup>38</sup> Blerard C. 1997 Morphologie sous marine et états de surface dans le golfe d'Arguin (Mauritanie) à partir des données du radar à synthèse d'ouverture d'ESR1. Iles et littoraux tropicaux –gestion des ressources, vie de relation et urbanisation pp.247-252

de l'ampleur du phénomène. Elle est le fait des navires de commerce à titre essentiel, mais aussi des navires de pêche.

Les opérations d'assèchement et de vidange (dégazage) en mer semblent être une pratique fréquente des différentes flottilles opérant dans la ZEE mauritanienne. Le rejet des eaux polluées par les hydrocarbures s'effectuerait en moyenne une fois par semaine, mais la concentration de ces polluants devient importante surtout après les opérations d'entretiens des moteurs et des treuils. Le rejet de ces produits en mer est dicté par l'absence des unités pouvant les traiter dans les ports mauritaniens. Le dégazage se ferait dans la zone de pêche et parfois même dans le port et la rade de Nouadhibou.

La société d'exploitation du pétrole, Woodside, dans son étude sur les impacts environnementaux éventuels du puits de pétrole offshore Chinguetti, dresse une carte de la répartition des taches d'hydrocarbures disséminées le long de toute la côte mauritanienne y compris au niveau du Banc d'Arguin. Elle attribue ces taches aux dégazages et aux suintements naturels.

L'absence de moyens de traitement à terre suggère également que les navires de pêche rejettent des macro-déchets en mer (emballages de produits alimentaires et de consommation). Ces macro-déchets constituent une source de pollution, mais peuvent être également source de mortalité accidentelles d'espèces marines comme les tortues qui les ingèrent en croyant ingérer des méduses.

### ***Mesures mitigatives***

La solution la plus appropriée est d'équiper les ports mauritaniens (et surtout le port autonome de Nouadhibou) en facilités de traitement des déchets pétroliers et en moyens de collecte des macro-déchets des navires de pêche. A l'heure actuelle, ces moyens sont pratiquement nuls, et si des huiles usagées sont collectées, c'est le plus souvent pour les rejeter dans des endroits non prévus à cet effet. Si la flotte européenne venait à fréquenter le port de Nouadhibou de façon plus régulière, l'augmentation du nombre de navire et donc du volume potentiel de déchets rend urgente l'application de cette mesure.

## **7.5. Impact de la pêche sur les espèces protégées**

### **Les mammifères marins**

#### ***Etat des lieux***

La seule preuve d'interaction entre les populations de mammifères marins et la pêche provient des observations menées par le RIVO sur les chalutiers pélagiques néerlandais. Des prises occasionnelles de dauphins communs (*Delphinus delphis*) ont en effet été relevées, de l'ordre de quelques centaines d'individus. Ces prises sont très irrégulières dans la mesure où les navires peuvent pêcher longtemps sans ne capturer aucun dauphin et en prendre plusieurs dizaines d'un seul coup. Il n'existe pas de données pour les autres chalutiers pélagiques (navires russes, baltes et autres), mais il n'y a pas de raisons de penser qu'ils seraient plus inoffensifs que les chalutiers pélagiques néerlandais. Des échouages parfois massifs de dauphins blessés pourraient constituer un indice de la réalité de ces captures accidentelles. L'impact de ces prises sur les populations naturelles n'a pu être établi faute d'estimation de leurs abondances.

Si l'on raisonne par analogie avec d'autres pêcheries, l'emploi de filets maillants ou emmêlants, en particulier en mono filaments, pourraient également être à l'origine de prises de mammifères marins. Aucune donnée ne vient cependant étayer ce facteur de risque en Mauritanie.

### ***Mesures mitigatives***

Le problème des prises accidentelles de cétacés est bien connu de la Communauté qui a pris des engagements pour les réduire. Le règlement 812 / 2004 oblige les navires utilisant des filets maillants ou emmêlants dans certaines régions européennes à utiliser des dispositifs de répulsion acoustiques (*pinger*). En outre, le règlement demande aux Etats membres de mener des programmes d'observations à bord de



navires utilisant des engins susceptibles de capturer des cétacés afin de mieux connaître l'ampleur des prises de ces espèces, et ensuite adopter le cas échéant des mesures mitigatives comme l'emploi obligatoire de pingers comme pour les pêcheries aux filets, ou des fermetures temporaires de zones.

Ce type de démarche pourrait être étendue aux eaux mauritaniennes, à commencer par un programme d'observation indépendant utile pour quantifier le problème et décider des mesures le cas échéant.

## Les tortues marines

### *Etat des lieux*

La tortue verte (*Chelonia mydas*) est l'espèce la plus fréquente en Mauritanie, notamment dans le Banc d'Arguin. Elle a subi une forte exploitation par l'homme et est considérée comme menacée<sup>39</sup>. Sa pêche dirigée a été arrêtée dans le PNBA selon les mêmes procédures que pour les sélaciens.

Les observations menées en Mauritanie sur les navires européens les plus susceptibles de capturer cette espèce (crevettiers ou chaluts pélagiques) ne mentionnent aucune prise accessoire. Ceci s'explique en partie par le fait que la pêche crevettière en Mauritanie se fait dans des zones plus profondes et plus éloignées du rivage que dans d'autres pêcheries mondiales (Sénégal, Madagascar). Par contre, l'usage de la palangre de surface utilisée pour capturer les thonidés est connu pour générer des mortalités potentiellement importantes dans certaines zones. Ce problème a été identifié par la FAO et l'ICCAT.

Comme indiqué précédemment, les rejets de macro-déchets en mer et la pêche fantôme exercée par les filets perdus sont à même de générer des mortalités indirectes de tortues marines qu'il est impossible de quantifier en l'état actuel des connaissances.

### *Mesures mitigatives*

La prise de tortues par les navires chalutiers peut être diminuée voire annulée par l'emploi de TED (*Turtle Excluding Devices*). Compte tenu de l'absence de prises de ces espèces par les chalutiers sur une période récente, cette mesure ne semble pas être nécessaire. Les prises de tortues par les palangres font l'objet de recherches internationales. Des solutions techniques devraient être proposées dans un avenir proche, et probablement rendues obligatoires dans le cadre de l'ICCAT.

## Les requins

### *Etat des lieux*

La pêche dirigée de sélaciens en Mauritanie (raies, requins) s'est développée depuis le début des années 1990 en raison du marché très rémunérateur de l'aile en Asie. Les carcasses sont quant à elles salées séchées et exportées principalement vers le Ghana. Les principales espèces cibles sont :

- le tollo (*Mustelus mustelus*) : il est essentiellement pêché dans la zone de Nouadhibou (Cap Blanc, La Guëra, St Anne) à l'aide de filets maillant fixes et occasionnellement à la ligne, pendant toute l'année ;
- la raie guitare (*Rhinobatos sp.*) : c'est la principale espèce pêchée à Nouadhibou, au PNBA et au sud du Cap Timiris jusqu'à Nouakchott, elle est capturée au moyen de filets maillant fixes ;
- divers requins : les espèces de requins sont ciblées par des engins spécifiques (filets maillant fixes ou dérivants) dans le PNBA et sur le reste du littoral.

Les sélaciens sont également objet de prises accessoires par les navires industriels. Les observations à bord des chalutiers pélagiques néerlandais ont permis d'inventorier des prises accessoires de requins marteaux (*Sphyrna sp.*)<sup>40</sup> et d'autres requins non identifiés. Les autres navires de pêche chalutière démersale capturent

<sup>39</sup> La tortue verte est placée sur la liste rouge de l'UICN comme espèce en danger

<sup>40</sup> Certaines espèces de requins marteaux sont sur la liste rouge de l'UICN.

également de petits requins de fond si l'on en juge par les données des observateurs. Les nombres d'individus concernés ne sont pas précisés.

Les navires palangriers de surface capturent également des quantités importantes de requins océaniques (30 000 tonnes par an environ pour tout l'océan atlantique) dont en très grande majorité le peau bleue (*Prionace glauca*) et le requin mako (*Isurus oxyrinchus*, appelé aussi requin taupe bleu).

### **Mesures mitigatives**

Concernant la pêche dirigée, la réglementation mauritanienne en vigueur actuellement ne fait aucune mention particulière des sélaciens en ce qui concerne les mesures d'aménagement à l'exception d'un arrêté préfectoral d'avant l'Indépendance, fixant la saison de pêche du tollo. On note cependant, pour la zone du Parc National du Banc d'Arguin l'existence d'un agenda pêche aux sélaciens lequel fixe les périodes de pêche. Une telle mesure vise à éviter l'utilisation des engins dormants en période de campagne du mullet (CNROP, 1998). C'est ainsi que des mesures conservatoires ont été prises à l'échelle du PNBA où elles sont décidées sur une base participative avec la collaboration des communautés résidentes et des différents intervenants. Des mesures compensatoires (réorientation des activités de pêche) sont également étudiées. Il a ainsi été mis un terme à la pêche aux requins en 2001 et la pêche aux raies a été limitée à la période du 1er février au 15 mai dans l'attente de son arrêt complet. De telles mesures ne sont pas encore en place à l'extérieur du PNBA.

Les prises de requins par les palangriers de surface sont suivies par le Comité des Prises Accessoires de l'ICCAT. Ainsi, les parties contractantes doivent fournir des informations détaillées sur les prises et le commerce des requins, et s'engager à ne pas augmenter l'effort sur ces espèces tant que les effets de la pêche sur les populations naturelles sont mal connus. En 2005, l'ICCAT interdira également la pratique du *finning* qui consiste à ne prélever que les ailerons et rejeter les carcasses. Aucune mesure technique visant à rendre la pêche plus sélective n'est pour l'instant prévue. Les scientifiques américains ont commencé à explorer quelques pistes comme l'usage d'appâts spécifiques qui n'attirent pas les requins tout en continuant d'attirer les espèces cibles, ou l'usage de dispositifs pour ôter les hameçons des bouches des requins pris afin de les relâcher vivants. Des recherches sont encore nécessaires.

Concernant les prises accessoires de requins par les chalutiers pélagiques et autres chalutiers démersaux, il importe de quantifier d'abord l'ampleur des prises accessoires par des observations renforcées. Peu de solutions en matière d'adaptation des chaluts peuvent être envisagées, et s'il est nécessaire de réduire les prises accessoires de sélaciens, il semble que cela devra se faire par des mesures sur l'effort de pêche.

## **8. Les marchés des produits de la pêche mauritaniens**

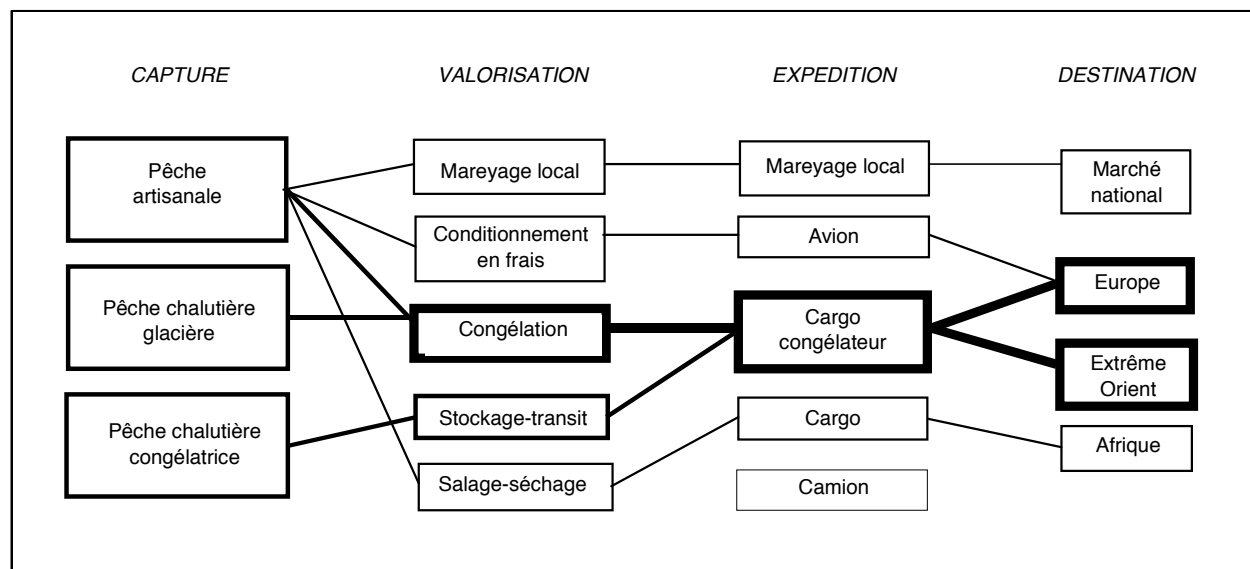
### **8.1. Présentation générale**

Les produits de la pêche débarqués en Mauritanie comprennent les produits congelés capturés par les flottilles industrielles nationales et étrangères, et les produits frais qui sont débarqués par les unités de pêche artisanale et côtière et certains navires non congélateurs du secteur de la pêche industrielle.

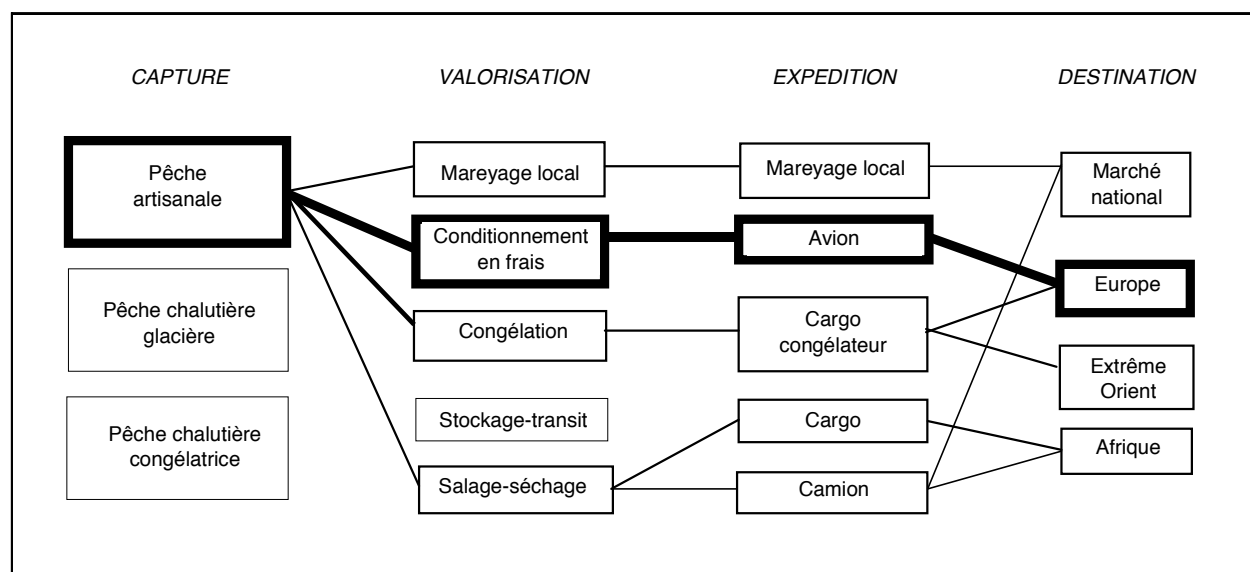
En dehors de la région du fleuve, la consommation de poisson est un phénomène encore très récent en Mauritanie. D'après les statistiques de la FAO, la consommation tend à stagner entre 9 et 11 kg par habitant sur ces 5 dernières années, ce qui équivaut à une consommation nationale de l'ordre de 25 à 30 000 tonnes par an (à comparer aux quelques 75 000 tonnes de démersaux pêchées dans la ZEE par les navires nationaux). La Mauritanie exporte donc la majeure partie de sa production halieutique. Il faut pour cela assurer la stabilisation physico-chimique des produits, et dans le cas d'une exportation vers les pays industrialisés, garantir leur qualité hygiénique.

Dans un pays où les infrastructures de communications restent problématiques, Nouadhibou s'est spécialisée dans le traitement et l'exportation des produits congelés évacués par voie maritime, et Nouakchott, dans ceux des produits frais expédiés par avion.

Les schémas ci-dessous donnent une vue synthétique des filières développées à partir de Nouadhibou et de Nouakchott.



Les filières de la pêche au départ de **NOUADHIBOU**



Les filières de la pêche au départ de **NOUAKCHOTT**

### **8.1.1. Les apports des navires européens sous accord**

Les flottes européennes sous accord contribuent peu à l'approvisionnement du marché mauritanien, domestique ou export. Dans le cadre du protocole, des débarquements obligatoires ont été prévus pour les navires congélateurs poissonniers de la catégorie 4, de 8 opérations la première année à 20 opérations la 5<sup>ème</sup> année (annexe 1, chap. VII). Dans les faits, le nombre de débarquement par les navires de cette catégorie est resté très en deçà des objectifs (4 opérations la première année puis une, puis zéro). En revanche, des navires de la catégorie 5 (céphalopodières) ont réalisé quelques opérations de leur propre

initiative, mais avec un nombre total d'opérations toujours en retrait par rapport aux dispositions du protocole. Et ce malgré les dispositions incitatives sur le coût de la licence (réduction de 25%), et le cadre sécurisant qui a été approuvé dans le protocole (durée maximale des opérations, propriété de la cargaison, etc ...).

Les raisons invoquées sont diverses : mauvaise qualité des services au port, risques maritimes lors de l'approche, problème de confiance pour les paiements, tracasseries administratives. Ce manque de coopération ne semble pas affecter la partie mauritanienne, car *i)* les produits débarqués ne doivent pas nécessairement être vendus en Mauritanie ; l'armateur conservant le choix de la destination finale, et *ii)* le débarquement de produits congelés ne donne pas lieu à la création de valeur-ajoutée dans les usines à terre. Les produits ne peuvent, en l'état général des usines, être décongelés pour être travaillés. La seule création de richesse possible pour la partie mauritanienne sur ces produits proviendrait du négoce, mais avec peu d'espoir de réaliser des marges car le produit est acheté cher aux armements communautaires, et les frais d'approche du marché européen rendent improbable la constitution de marges commerciales élevées si l'on souhaite que le produit reste compétitif.

Le débarquement par des navires céphalopodières de leur propre initiative, est encourageant. Il montre qu'il existe des perspectives pour le futur et que Nouadhibou, fort de son emplacement stratégique, peut devenir un jour un port de pêche à vocation internationale.

### **8.1.2. Les produits congelés**

Il y a à Nouadhibou 19 installations de congélation et de stockage, dont 3 sont des entreprises intégrées (armement / traitement). Tous ces opérateurs, sans exception, recherchent en priorité le poulpe qui constitue l'espèce la plus rémunératrice. La capacité de congélation est généralement de 10 à 20 t / j, mais un des usiniers peut traiter 50 t / j (SIPECO) et un autre 80 t / j (COMACOP).

La capacité de stockage en froid négatif des installations situées à Nouadhibou est évaluée à 24 000 t par la FNP. En retranchant de cet inventaire les capacités de la SALIMAUREM (4 000 t) et de l'ALMAP (1 000 t), usines à l'arrêt pour une durée indéterminée, la capacité de stockage est en réalité de 18 500 t. Les capacités de stockage individuelles des usines permettent de les classer nettement en deux catégories :

- Les petits opérateurs : leur capacité de stockage est de quelques dizaines de tonnes. La plupart d'entre eux ne captent que les produits de la pêche artisanale.
- Les gros opérateurs : Ils sont au nombre de 7. Leur capacité de stockage est égale ou supérieure à 1000 t. Le plus important (COMACOP) atteint 5 800 t. Leur stratégie est de réaliser une prestation de stockage pour le compte des autres opérateurs. Leur capacité leur permet de réaliser des stockages spéculatifs. Certains produits, des poulpes en particulier, sont ainsi stockés jusqu'à un an ou plus.

Le mode de commercialisation des produits congelés est relativement singulier en Mauritanie dans la mesure où il est placé sous le monopole d'une société d'Etat. La Société Mauritanienne de Commercialisation du Poisson (SMCP) a en effet été investie du monopole de l'exportation des produits de la pêche congelés. Le commerce international des produits frais et élaborés (congelés ou non) échappe au monopole de la société. Société d'Etat à son origine, elle est à présent partiellement privatisée.

A l'origine de la promotion du secteur national de la pêche, la création de la SMCP avait pour objectifs :

- de créer une force de vente au bénéfice d'opérateurs supposés être encore peu expérimentés dans le commerce international ;
- d'éviter la fuite des devises générées par le secteur de la pêche ;
- de sécuriser le prélèvement d'une taxe sur les exportations.

La SMCP a connu plusieurs phases selon les modalités d'exercice de sa mission :

- 1ère phase : De 1984 à 1992 : La SMCP joue le rôle de négociant : Elle fixe un prix d'achat décadaire aux armateurs et aux usiniers. Elle assume le stockage des produits puis vend à ses risques et périls.
- 2ème phase : de 1992 à 1994 : La SMCP joue le rôle de courtier. Elle stocke, commercialise et négocie pour le compte de l'opérateur. Le montant de la transaction est rétrocédé à celui-ci, déduction faite des frais de stockage et de manutention, des taxes d'exportation et de la commission de la SMCP.
- 3ème phase : Depuis 1994 : La SMCP est progressivement privatisée en société anonyme au profit de la Fédération Nationale de la Pêche qui détient désormais 50 % des parts. Elle devient officiellement la SMCP s.a. (s.a. pour société anonyme). Avec 35 % des parts, l'Etat ne conserve plus qu'une majorité de blocage. Le solde des parts est détenu par les banques. Depuis 2000, un nouveau compromis a été adopté. Les négociants privés sont libres de fixer les prix avec leurs clients sans pouvoir vendre au dessous d'un prix de référence décadaire qui est été fixé par la Commission des Prix de la SCMP dans laquelle le secteur privé est majoritaire. L'accord commercial finalisé entre le client et le fournisseur, la transaction est effectuée par la SMCP qui reverse le produit de la vente au fournisseur, déduction faite des taxes.

En 2005, la SMCP retient sur la somme réglée au vendeur 3 % de taxe statistique et 2,9 % de commission (2,5 % + 0,4 % de TVA).

Dans la configuration actuelle - qui, selon toute vraisemblance, devrait encore évoluer - la SMCP conserve ainsi un rôle de contrôle et d'arbitre. Elle continue à fixer les prix de référence en dessous desquels les produits ne peuvent être vendus, et elle donne son agrément à toute transaction. Ce système a l'avantage d'empêcher des opérateurs de vendre leurs produits à des prix trop bas, susceptibles de fausser le marché.

### 8.1.3. Les produits frais

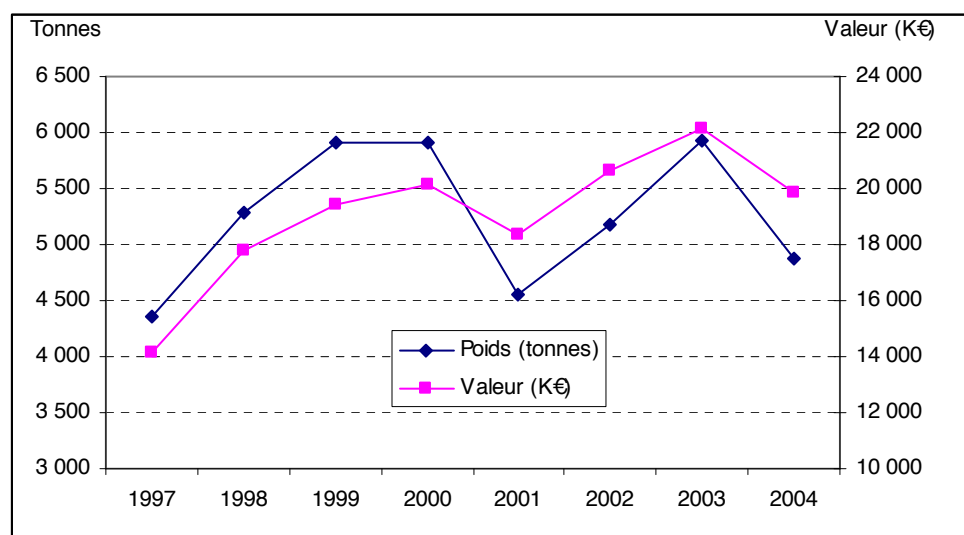
L'exportation de produits frais concerne principalement des produits de haut de gamme destinés à l'Europe. Ce flux concerne les produits frais débarqués par la pêche artisanale autour de Nouakchott, car les produits frais débarqués à Nouadhibou (essentiellement des céphalopodes pêchés par les pirogues artisanales et les navires glaciers) sont achetés par les usiniers pour congélation à terre et exportation.

Quatre catégories dominent ce marché :

- Le sparidés : dorades roses (pagres), dorades royales, dorades grises, dentés, marbrés...
- Les épinéphélidés : mérous et apparentés (thiofs, badèches...)
- Les soles et cynoglosses
- Les filets d'une petite gamme de poissons où dominent la courbine, les soles et les cynoglosses.

Cette filière s'est développée à Nouakchott dans les années 1990 ; 30 entreprises ont reçu un agrément leur permettant d'exporter sur l'Europe, mais la plupart d'entre elles sont inactives ou en grande difficulté. A Nouadhibou, les exportations de produit frais n'existent que depuis quelques années. Avec la dérégulation du trafic aérien, plusieurs Antonov assurent à la demande la liaison entre Nouadhibou et Las Palmas ou certaines villes de la péninsule ibérique. De plus, il existe désormais un courant d'exportation de produits frais par camions frigorifiques à destination du Sénégal. Il porte surtout sur des produits qui ne peuvent trouver place sur les marchés européens et qui sont trop abondants pour être absorbés par le marché national.

L'importation de poissons frais (code 0302) en provenance de Mauritanie dans la Communauté européenne ne montre pas de variation précise en poids, restant à un niveau moyen de 5 000 tonnes par an. On note cependant une progression de la valeur de ces importations dont le prix moyen passe de 3 200 € par tonne en 1997 à près de 4 000 € par tonne en fin de période.



**Figure 42 : Importations communautaires de poissons frais (code 03 02) en provenance de Mauritanie.**  
Source : COMEXT

La filière d'exportation des produits frais au départ de Nouakchott est confrontée à trois types de problèmes :

1- Le manque de matière première : Les usiniers de Nouakchott sont actuellement dans une position inconfortable : la capacité des installations est disproportionnée au regard des possibilités de captures

régulières dans la zone. Leur stratégie consiste à sécuriser leurs approvisionnements en mettant à profit des unités de pêche sénégalaises performantes et peu exigeantes. Dans le cadre de l'accord de pêche autorisant l'affrètement de pirogues sénégalaises, un usinier emploiera une flottille de pirogues de jour et/ou de marée. Dans le cas général, l'unité de pêche se présentera à l'affréteur dépourvue d'équipement de pêche ou même de moteur. L'usinier cèdera l'équipement nécessaire à crédit et installera les unités de pêche à ses frais dans un campement. Il devra pourvoir à tous les besoins de ces hommes : vivre, eau, carburant, glace... dont il retiendra le montant sur les sommes versées. Le prix unitaire des produits sera fixé pour toute la saison.

Les nouvelles infrastructures en vue ou programmées offrent aux usiniers de Nouakchott des perspectives d'amélioration de cette situation :

- L'aménagement de villages de pêche et des accès correspondants, permettra de drainer plus facilement les produits de la pêche artisanale vers la capitale ;
- L'édification du port de Tanit, à 70 km au nord de Nouakchott permettra un transfert d'unités de pêche à partir de Nouadhibou, y compris pour des chalutiers glaciers dont une partie de la production pourra satisfaire les usiniers de Nouakchott sous certaines conditions.

Les usiniers de Nouakchott se plaignent du manque de variété et de la trop grande saisonnalité des produits de la pêche artisanale. En effet, pour les importateurs européens, la régularité des apports est une exigence essentielle. Ainsi, à la saison de la pêche artisanale de la sole, en mai-juin, les quantités à écouler sont trop importantes alors qu'elles sont déficitaires en dehors de cette saison. La pêche chalutière glacière, en revanche, produit des soles toute l'année. Elle est également en mesure de débarquer des rougets, espèce noble qui échappe à la pêche artisanale. Pour valoriser ces produits à travers la filière du frais-export, les chalutiers glaciers devront soigner davantage leurs produits : marées plus courtes, traits de chalut plus courts, mise des poissons en caissettes et non en vrac dans la cale pour éviter l'écrasement. Le coût supplémentaire de ces précautions devrait être largement compensé par un prix de vente environ double : 800 MRO / kg au pêcheur contre 400 à 450 MRO / kg.

2- L'insuffisance du fret aérien : La principale possibilité de transport aérien est constituée par les 4 vols hebdomadaires d'Air France à destination de Paris-CDG, dont les programmes sont très rigides. Chaque vol peut charger une dizaine de tonnes brutes. Cette capacité est insuffisante. Il en coûte environ 1,8 € / kg net. Il n'y a pas d'organisation des tours de chargement : on sert les clients au fur et à mesure de leur arrivée à l'aéroport. Il arrive donc que les exportateurs se pressent dès le début de l'après-midi pour un décollage à la nuit, et il n'y a aucune structure d'accueil des produits réfrigérés au niveau de l'aéroport. Il y a possibilité de faire fonctionner des avions cargos au moment des pics de production, mais ce genre de contenant n'est guère modulable et l'ajustement se fait avec peine. Il en coûte environ 2,5 € / kg. Une troisième solution, prometteuse et radicalement différente se dessine. Il existe déjà un petit flux de produits frais par camions de Nouadhibou vers l'Europe via le Maroc. La route Nouakchott - Nouadhibou est en bonne voie d'achèvement et certains usiniers de Nouakchott l'empruntent déjà pour livrer à Lisbonne ou à Madrid. Selon un usinier de Nouakchott, le principal problème à résoudre est celui des tracasseries administratives lors de la traversée du Maroc. Le trajet Nouadhibou - Lisbonne, retour à vide, revient à 6 000 € pour 25 t net de marchandise, soit 0,24 € / kg, et quelques centimes de plus pour un trajet au départ de Nouakchott. Le capital fraîcheur du poisson glacé sera entamé de 2 à 2,5 jours de plus, mais cela semble très raisonnable au vu de l'économie réalisée par rapport à un transport par avion.

3- Le problème des déchets : L'outil de production de Nouakchott s'est construit en négligeant le problème de l'élimination des déchets. Une étude de l'A3PAM<sup>41</sup> a pointé les graves carences en matière de prévention de la pollution par déchets solides et liquides au niveau des entreprises d'exportation. Sur une vingtaine d'usines inspectées, moins de 5 étaient raccordées au réseau sanitaire. Ce même réseau ne dispose pas de véritable station d'épuration. Il s'agit en fait d'une station de relevage : les déchets sont chargés sur des véhicules, puis épandus en divers endroits dont aucun n'est vraiment conforme aux exigences de santé publique (dunes, océan, bords de route...). De plus, certaines entreprises non raccordées, et désireuses de réaliser des économies sur les frais de vidange de leurs fosses, se sont équipées de motopompes, afin d'évacuer leurs déchets dans le sable à proximité, ce qui est évidemment un pis-aller

---

<sup>41</sup> Belot, 1998, AFD.

puisque la nappe risque d'être contaminée. Outre les risques environnementaux que cette situation génère, elle fait peser le risque d'une perte d'agrément pour l'exportation vers le marché européen.

## **8.2. Le marché national**

Le marché national du poisson frais est peu développé étant données les habitudes alimentaires de la population mauritanienne d'une part, et l'insuffisance du réseau routier d'autre part.

La consommation de poisson se localise principalement comme suit :

### **a) Les grandes villes**

Nouakchott (500 000 habitants) et Nouadhibou (80 000 habitants), qui accueillent une nombreuse population exogène. Les débarquements sont abondants mais on ne trouve à Nouakchott que ce qui n'a pas été pris par les usiniers. En dehors des petits pélagiques, il s'agit :

- de poissons dont la fraîcheur n'est pas parfaite
- de poissons peu connus en Europe
- de poissons nobles isolés, ne permettant pas à un exportateur de constituer un lot.

### **b) La région du fleuve**

Depuis l'aménagement du fleuve Sénégal qui était une région traditionnelle de pêche continentale, la pêche s'y réduit à peu de chose, mais la population a conservé l'habitude de consommer du poisson. C'est là qu'est écoulé le gros de la production des pirogues senneuses, des sardinelles en général. En dehors de Nouadhibou, toutes débarquent à Nouakchott car c'est la seule interface commode entre la mer et la route. En contrepartie, s'il faut aller pêcher le poisson assez loin, il arrive à la plage de Nouakchott dans un état de fraîcheur peu satisfaisant. En effet, il ne serait pas économique de glacer ces petits pélagiques dès la capture ; d'autre part, il serait techniquement délicat d'ajouter de la glace quand la pirogue contient déjà une ou plusieurs tonnes de poissons. Au moment de la vente à proximité de la halle aux poissons de Nouakchott, les sardinelles sont vendues par lots. Un lot correspond au contenu d'un pick-up Peugeot spécialement affecté à cette mesure. Le poisson est ensuite chargé avec de la glace dans le véhicule du mareyeur qui l'acheminera à Rosso, Podor, Boghé, Kaédi etc. où il sera cédé à des détaillants. Il arrive aussi que des femmes prennent les transports en commun pour acheminer du poisson dans des glacières.

## **8.3. Le marché international**

### **8.3.1. Présentation d'ensemble**

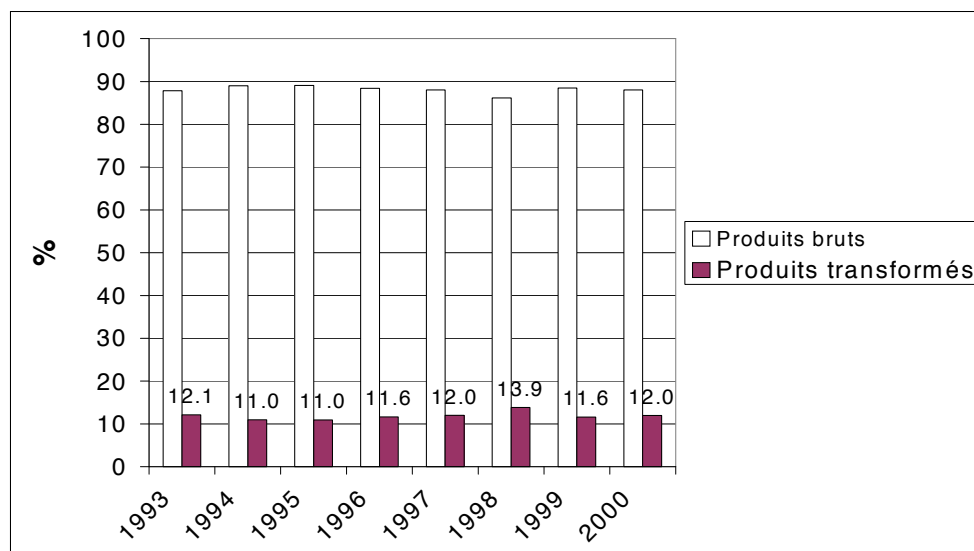
La majorité des produits de la pêche débarqués en Mauritanie est destinée à l'exportation. Comme le montre le tableau suivant, les exportations de produits de la pêche atteignent une valeur d'environ 150 M USD par an depuis 2000, représentant entre 41 et 45% du total des exportations mauritaniennes tous produits confondus. Les produits de la pêche représentent le deuxième poste à l'export, derrière les exportations de minerai de fer.



**Tableau 58 : Exportations mauritaniennes Source Ministère des Affaires Economiques et du Développement**

(en millions d'USD)	2000	2001	2002	2003 (est)
Exportations totales	359.1	345.1	329.3	306.1
Exp Fer	194.1	178.5	183.8	175.3
Exp Poisson	149.1	156.9	143.5	125.7
Exp Autres	15.9	9.7	2	5.1

Les produits de la pêche sont vendus à l'état brut (88%) et la faible partie transformée est essentiellement composée du salé-séché et de la transformation à bord de la flottille industrielle pélagique travaillant dans le cadre d'affrètements (farine de poisson et huiles). Le niveau de la transformation a stagné sur la période 1993 – 2000 à environ 12% de la valeur totale des produits de la pêche exportés (Figure suivante). Du fait de son faible degré d'intégration à l'économie nationale, la pêche industrielle ne concoure que faiblement à la création de valeur ajoutée nationale (transformation et valorisation de la production).

**Figure 43 : Exportations totales par type de produit. Source : Douanes et Office de la Statistique**

Le détail des exportations par produit et par marché de destination ne peut être analysé que par les statistiques de la SMCP qui ne concernent que les produits congelés. Les données des douanes sont insuffisantes et peu accessibles, et ne permettent pas de mener une analyse détaillée. On notera cependant que l'exportation de produits congelés est le flux dominant.

Le tableau suivant indique que la destination des produits de la pêche se partage entre deux grands marchés, le marché japonais et le marché européen (communautaire). Les exportations vers les pays d'Afrique restent faibles, mais marquent une tendance à l'accroissement en valeur. Les produits de la pêche mauritaniens bénéficient de systèmes de préférences généralisés sur les marchés européens et japonais. L'entrée des produits mauritaniens est à droit nul sur le marché européen du fait des avantages prévus par le régime « Everything but Arms ». Les droits de douanes perçus à l'entrée sur le marché japonais sont réduits, 1,8% en moyenne<sup>42</sup>, suivant la politique de soutien de ce pays aux pays les moins avancés.

<sup>42</sup> Source UNEP. Le Japon accorde des taux préférentiels au cas par cas suivant le code SH du produit. Le poulpe mauritanien par exemple entre à droit nul au Japon.

**Tableau 59 : Exportations en poids et valeur de produits congelés par marché. Source : SMCP**

	Japon		Europe		Afrique		Total	
	Tonnes	M USD	Tonnes	M USD	Tonnes	M USD	Tonnes	M USD
1998	11 060	45 547	15 961	37 043	407	207	27 079	82 797
1999	15 701	50 506	16 789	36 712	755	425	32 541	87 643
2000	14 537	41 938	22 548	46 819	2 188	1 354	37 142	90 111
2001	12 041	37 442	32 707	76 680	3 344	1 725	44 816	115 847
2002	9 580	44 744	26 599	71 604	4 076	1 840	36 245	118 188
2003	7 022	38 560	24 543	74 386	3 135	1 282	31 636	114 228
2004	13 976	91 514	21 007	58 598	4 403	1 819	39 386	151 931

Il est intéressant que noter qu'il y a eu entre 1998 et 2003 un changement dans l'équilibre des marchés japonais et européens pour les exportations de produits congelés. Alors que le marché japonais représentait le principal débouché des produits mauritaniens en valeur (mais par en tonnage) en 1998 et 1999, le marché européen est progressivement devenu le principale marché export des produits de la pêche mauritaniens, représentant en 2003 65% de valeur exportée, et plus des  $\frac{3}{4}$  des tonnages exportés. D'après les premières données disponibles pour 2004, le Japon est redevenu le premier client des produits mauritaniens, alors que les exportations vers l'Europe baissaient en poids et en valeur.

Entre 1998 et 2004, les exportations mauritaniennes de produits de la pêche congelés ont progressé de 111% en poids, mais ont progressé de 200% en valeur exprimée en USD (165% en valeur exprimée en euros).

Par famille de produit, les informations du tableau ci-dessous indiquent que les céphalopodes représentent entre 81 et 90% de la valeur totale des exportations (de 60 à 80% des tonnages suivant les années). Il s'agit donc bien de la principale richesse du pays en matière de produits de la pêche exportés.

### **8.3.2. Les exportations de céphalopodes**

**Tableau 60 : Exportations mauritaniennes de produits de la pêche congelés par famille. Source : SMCP**

	Céphalopodes		Démersaux		Pélagiques		Crustacés	
	Tonnes	M USD	Tonnes	M USD	Tonnes	M USD	Tonnes	M USD
1998	19 344	72 740	7 256	8 869	407	208	421	1 250
1999	26 180	78 127	5 864	7 981	847	461	354	1 074
2000	27 708	71 830	8 562	13 194	2 188	1 355	815	3 732
2001	32 848	93 263	10 610	15 338	3 344	1 724	1 290	5 521
2002	24 176	95 868	10 512	14 209	4 076	1 840	1 491	6 451
2003	20 088	97 359	7 700	8 668	5 127	2 162	1 695	6 039
2004	25 297	138 110	7 915	7 814	5 073	2 084	1 101	3 923

Dans le détail, on observe que les exportations de céphalopodes ont progressé jusqu'en 2001 pour chuter ensuite jusqu'en 2003 et remonter à nouveau en 2004. Le chiffre d'affaires lié à l'exportation de ces produits a suivi des évolutions différentes, affichant une progression sensible sur la période considérée (+90% en USD, +70% en EUR). Les exportations mauritaniennes de crustacés congelés ont augmenté sensiblement à partir de 2001 et varient entre 1 100 et 1 700 tonnes par an depuis. Les exportations de poissons de fond montrent des variations erratiques tant en tonnage qu'en chiffre d'affaires.

Par famille de céphalopodes, les données présentées ci-dessous confirment la prédominance du poulpe dans les exportations. Cette espèce représente entre 63% (2000) et 90% (2004) du poste exportation de céphalopodes, et entre 51% (2004) et 74% (2003) du total des exportations de produits de la pêche. Les quantités de poulpes exportés ont subi une chute entre 2001 et 2003, mais sont remontées en 2004. La progression du chiffre d'affaires est liée à une progression très forte des prix moyens qui ont plus que doublé en l'espace de 5 années.

**Tableau 61 : Exportations de céphalopodes congelés par famille. Source : SCMP**

	Poulpe			Seiche			Calmar		
	Tonnes	M USD	Prix moyen	Tonnes	M USD	Prix moyen	Tonnes	M USD	Prix moyen
2000	17 381	45 753	2 632	7 062	11 957	1 693	3 265	14 141	4 331
2001	21 703	65 804	3 032	7 332	14 106	1 924	3 813	13 353	3 502
2002	18 488	81 227	4 393	4 113	8 437	2 051	1 575	6 204	3 939
2003	15 556	84 692	5 444	3 854	6 970	1 809	678	2 997	4 420
2004	20 190	125 079	6 195	4 524	9 944	2 198	583	3 087	5 295

La seconde espèce de céphalopode en importance est la seiche, mais avec des captures globalement en baisse, que ne compense pas un prix moyen qui reste globalement stable sur la période considérée. Les exportations de calmars ont également régressé (divisée par 4 entre 2000 et 2004), avec un chiffre d'affaires qui suit la même tendance.

Les exportations de poulpe par marché sont disponibles pour la période 2000-2003. Elles indiquent qu'en 2000, le marché japonais absorbait 70% des tonnages, représentant 74% de la valeur. La tendance s'est inversée ensuite et en 2003, c'est le marché européen qui constituait le principal débouché. Les données 2004 ne sont pas disponibles, mais le Japon semble avoir repris la place de principal acheteur. L'UE a importé cette année là environ 6 500 tonnes (source Comext), ce qui signifie que la Japon a importé près de 13 500 tonnes, soit plus que le niveau de 2000.

**Tableau 62 : Exportations de poulpes congelé par marché. Source : SMCP**

	En tonnes			
	UE	Japon	UE	Japon
2000	5 225	12 156	30%	70%
2001	11 306	10 397	52%	48%
2002	9 517	8 971	51%	49%
2003	9 388	6 168	60%	40%

	En valeur (M USD)			
	UE	Japon	UE	Japon
2000	11 937	33 795	26%	74%
2001	31 760	34 044	48%	52%
2002	37 724	43 250	47%	53%
2003	49 410	35 282	58%	42%

Les prix des poulpes par marché indiquent des prix supérieurs du poulpe au Japon pour toutes les années de la période 2000-2002 (+20% par rapport au prix européen), sauf en 2003 où la différence est moins sensible (+9%). Ceci est lié au fait que le marché japonais prend de préférence des poulpes de grandes tailles, alors que le marché européen est acheteur de poulpes moyens à petits. L'évolution des prix en USD est en progression très sensible sur la période. L'évolution en monnaies nationales (euro et yen) calculée pour effacer les variations de la devise américaine indique que les prix des poulpes ont également progressé très sensiblement, en doublant pratiquement sur la période. Les résultats de l'année 2004 ne sont pas encore disponibles, mais ils devraient confirmer la tendance à la hausse si l'on considère la très sensible augmentation du prix moyen du poulpe en 2004 tous marchés confondus.

**Tableau 63 : Prix moyens du poulpe congelé par marché. Source SMCP**

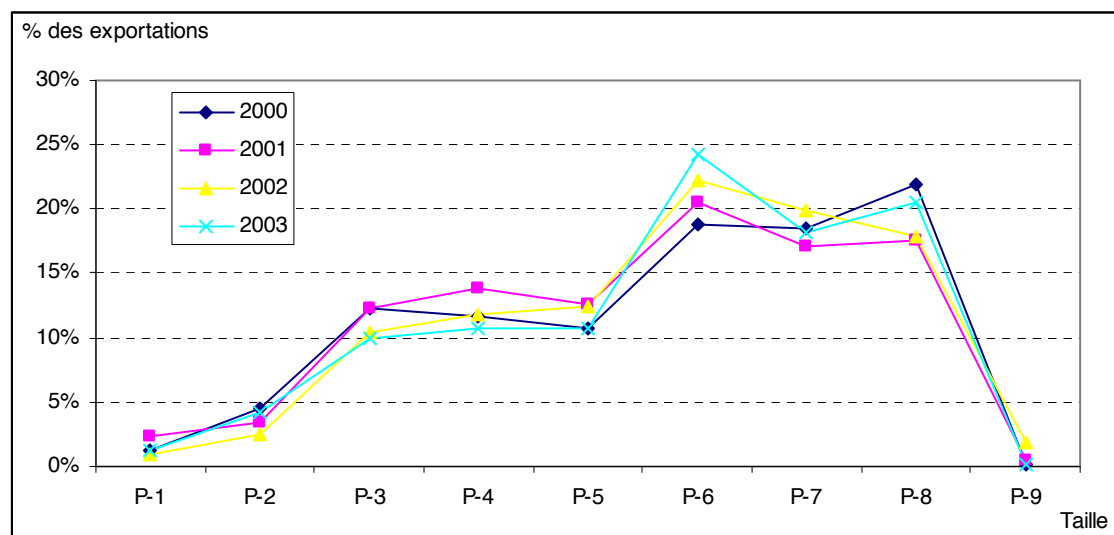
	UE (USD / t)	Eq EUR / t	Japon (USD / t)	Eq JPY / t
2000	2 285	2 483	2 780	299 599
2001	2 809	3 156	3 274	397 951
2002	3 964	4 217	4 821	603 548
2003	5 263	4 658	5 720	663 237

Les exportations de poulpes par taille sont disponibles pour environ 50% de la production exportée uniquement. Les données disponibles indiquent une prédominance des poulpes de tailles moyennes à petites (de 500g à 2 kg, environ 60%) des exportations. On trouve dans les exportations mauritaniennes la présence surprenante de poulpes petits (moins de 500 g taille P-8 et P-9) alors que la pêche de ces individus est interdite par la loi. La proportion de ces individus au dessous de la taille légale atteint autour de 20% des exportations annuelles entre 2000 et 2003, ce qui est relativement important. Le prix de ces petits poulpes reste inférieur à celui des poulpes moyens, mais il est quand même important (3 900 USD la tonne pour le P-8, à comparer au 5 800 USD par tonne payé pour la taille P-6 qui représente le calibre le plus abondant).

**Tableau 64 : Exportations de poulpes par calibre commercial (tonnes). Source : SMCP**

Taille	Kg / pièce	2000	2001	2002	2003
P-1	4.5	108	261	95	108
P-2	3-4.5	391	398	264	356
P-3	2-3	1 057	1 403	1 081	836
P-4	1.5-2	1 003	1 584	1 231	911
P-5	1.2-1.5	927	1 455	1 291	908
P-6	0.8-1.2	1 620	2 352	2 294	2 053
P-7	0.5-0.8	1 591	1 968	2 053	1 534
P-8	0.3-0.5	1 876	2 016	1 852	1 729
P-9	0.2-0.3	8	56	195	17

Sur l'ensemble de la période, on ne note pas de changements radicaux dans la distribution en classe de taille des poulpes exportés. Comme l'indique la figure suivante, la proportion de chaque calibre commercial dans le total des exportations est relativement comparable d'une année sur l'autre entre 2000 et 2003. Le retour du Japon sur les achats mauritaniens peut suggérer une plus grande disponibilité des poulpes de grande taille en 2004, mais cela reste à confirmer.



**Figure 44 : Exportations de poulpes par calibre commercial en % du total. Source : SMCP**

#### 8.4. Conclusions et synthèse

Il existe en Mauritanie une filière d'exportation de poissons frais qui a réussi à se créer et s'entretenir malgré les conditions d'enclavement des ports mauritaniens. Cette filière qui repose sur les approvisionnement de la pêche artisanale reste pour le moment reste modeste (de l'ordre de 5 000 tonnes par an), mais est probablement amenée à se développer avec la construction du réseau routier qui reliera

les capitales mauritaniennes à l'Europe et si les problèmes liés à l'approvisionnement des usines sont résolus. En 2004, les recettes d'exportation de produits frais représentaient 20% des recettes des exportations de produits congelés.

A côté de la filière du frais, l'exportation de produits bruts représente l'essentiel des exportations mauritaniennes. Le poulpe constitue à lui seul une écrasante majorité des exportations, représentant en 2004 un record de 82% des recettes du pays pour le congelé. Les exportations des autres espèces ont une contribution beaucoup plus modeste. Ce record de 2004 est lié à une conjoncture très favorable en termes de prix, mais il permet de situer la dépendance du pays vis-à-vis de cette espèce quand on sait que les exportations de poissons sont avec les exportations de fer les deux principales ressources du pays à l'export.

Le système de commercialisation des produits frais est libre en Mauritanie, mais la filière du congelé reste sous le monopole d'une société d'Etat devenue société anonyme (la SMCP). Si l'on peut juger que le mandat de cette société dans le domaine de la fixation des prix reste utile pour maintenir les prix du marché et percevoir les recettes de certaines taxes de natures fiscales au cordon douanier (l'impôt minimum forfaitaire par exemple), la taxe statistique et la commission commerciale qu'elle perçoit sur les ventes grève les revenus des producteurs de près de 6%<sup>43</sup>. Une refonte de ces taxes améliorerait l'attractivité du système de commercialisation pour les étrangers, et permettrait aux armements d'améliorer leurs revenus au profit de l'investissement.

---

<sup>43</sup> Ce qui en 2004 a généré une recette de près de 9 MUSD.

## 9. Les parties prenantes de la société civile mauritanienne

Les parties prenantes identifiées par la mission s'organisant autour de 3 domaines principaux :

- a) Les organisations professionnelles et le crédit à la pêche.
- b) Les organes de protection et de gestion du patrimoine côtier. Cette mouvance s'est construite à partir des grandes zones humides considérées comme parties intégrantes du patrimoine mondial.
- c) Les ONG d'assistance directe aux opérateurs de base du secteur de la pêche.

### 9.1. Les organisations professionnelles et le crédit à la pêche

#### 9.1.1. La Fédération Nationale de Pêche

##### *Origine et structure*

La Mauritanie a ratifié le 20 juin 1961 la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical. La Loi n° 61.033 précise que « les syndicats professionnels sont des groupements de personnes physiques ou morales exerçant en Mauritanie soit la même profession, soit des professions connexes ». C'est dans ce cadre que fut créé en 1983 la Fédération des Industries et Armements de Pêche (FIAP) pour aider ses adhérents à défendre leurs intérêts et coordonner avec les pouvoirs publics la mise en place du cadre réglementaire et organisationnel qu'il fallait entièrement bâtir.

En 1987 les propriétaires d'entrepôts frigorifiques et les pêcheurs artisans firent scission et créèrent leur propre organisation, la Fédération des Industrie et Artisans de Pêche (FIAPECHE). De la même façon, les opérateurs du sous-secteur pélagique se sont organisés de façon autonome en fondant en 1992 l'Union Mauritanienne des Entrepreneurs du Pélagique (UMEP).

Enfin, le 22 mai 1995, réalisant où était réellement leur intérêt, la FIAPECHE, la FIAP et l'UMEP décidèrent de s'unir dans une seule et même institution dénommée Fédération Nationale de Pêche (FNP) qui est désormais l'unique organisation professionnelle de pêche reconnue officiellement par l'Administration.

La FNP regroupe 6 sections dont les présidents sont *ex quality* vice-présidents de la fédération :

- Armement de fond
- Armement pélagique et affréteurs
- Usines
- Services (notamment avitailleurs et mareyeurs)
- Artisans pêcheurs du Nord
- Artisans pêcheurs du Sud

Les matelots et les diverses catégories de salariés des unités de traitement et de commercialisation ne sont pas représentés.

##### *Missions et moyens*

La FNP intervient à trois niveaux :

1) Dans la concertation pour l'élaboration de la réglementation des pêches (lois et autres textes juridiques réglementant l'activité halieutique) : elle a notamment accompagné tout le processus d'élaboration du nouveau Code des pêches (loi 2000/25) et a participé à l'arbitrage relatif à la finalisation du décret

d'application de cette loi dont l'entrée en vigueur a permis, en particulier, l'application du nouveau zonage ;

2) Dans l'allocation de la ressource : son intervention concerne la participation aux négociations des accords de pêche. La FNP a participé à toutes les étapes des négociations avec l'UE pour la conclusion du dernier accord de pêche UE-RIM. Les responsables de FNP estiment cependant que cette participation était fictive puisque leur point de vue n'a pas été retenu ;

3) Au conseil d'administration de plusieurs établissements publics du secteur<sup>44</sup> : Port Autonome de Nouadhibou, Etablissement Portuaire de la Baie du Repos, IMROP, SMCP, ENEMP. Elle est également membre du comité de pilotage de projets de développement comme le PDPAS.

Les fonds permettant à la FNP de fonctionner ont une double origine :

a) Les cotisations annuelles des membres. Cela va actuellement de 300 000 UM (750 €) pour les usines importantes à 5 000 UM (12,50 €) pour les adhérents individuels.

b) Une subvention annuelle de la SMCP dont le montant pour l'année 2004 s'est élevé à 35 millions d'UM soit 109 000 €.

On peut dire pour conclure que la FNP est l'organe unique et unanimement reconnu de défense des intérêts des acteurs nationaux de la pêche. En revanche, elle n'intervient pas dans le regroupement de ses membres pour réaliser des actions commerciales en amont ou en aval de la pêche. Elle devrait prochainement acquérir une dimension de conseil puisque l'AFD est sur le point de financer en son sein une section *qualité* dont le rôle sera d'assister les armateurs et les usiniers dans leur démarche qualité.

### **9.1.2. L'Association Professionnelle de Promotion de la Pêche Artisanale en Mauritanie**

En 1993, à l'instigation du MPEM et de l'AFD, la FNP s'est dotée d'un organisme d'appui spécifiquement orienté vers la pêche artisanale, l'Association Professionnelle de Promotion de la Pêche Artisanale et du Crédit Mutualiste Maritime en Mauritanie (A3PAC3M). En 2002, suite à l'échec du Crédit Maritime, l'A3PAC3M est devenue l'A3PAM.

Le fonctionnement de l'A3PAM, est assuré par la FNP. En pratique, l'A3PAM est domiciliée dans les locaux de la FNP et son président est le secrétaire général de la FNP.

Les actions de l'A3PAM ont été rendues possibles grâce à deux subventions de l'AFD :

La première, d'un montant de 1 500 000 F délivrée en Août 1993, a permis de réaliser les opérations suivantes :

- Etude de faisabilité d'un organe de crédit pour la pêche artisanale ;
- Mise au point d'un protocole de certification des fournisseurs de la pêche artisanale ;
- Réalisation de sessions de formation des pêcheurs artisans dans le domaine de la sécurité en mer.

Une seconde subvention, d'un montant de 1,5 M € a été délivrée par l'AFD en avril 2000 pour une durée de 4 ans. Elle a permis de réaliser les opérations suivantes :

- Environ 1500 pêcheurs artisans ont bénéficié d'une formation sur la sécurité en mer, les techniques de pêche, la gestion et l'entretien des moteurs hors-bord.
- Quatre études intéressant la profession et le secteur ont été menées à bien ( la commercialisation des produits de la mer, le développement de la pêche artisanale, l'aménagement de récifs artificiels et l'élaboration d'un modèle bio-économique pour la pêche du poulpe).
- En février 2002, un colloque international, organisé à Nouadhibou par l'A3PAM, le MPEM et la profession, a permis de jeter les bases d'un plan d'aménagement des ressources halieutiques dont la version finale est en cours de validation par les autorités mauritaniennes.

<sup>44</sup> Cf. § Cadre institutionnel

- Enfin, en vue de développer les actions de formation au bénéfice des pêcheurs artisans, de mieux connaître l'économie de la pêche artisanale et de renforcer le suivi-évaluation des actions entreprises, un Volontaire du Progrès<sup>45</sup> a été affecté à l'A3PAM durant un an.

L'A3PAM constitue finalement un relais commode et crédible pour le financement d'actions en faveur du sous-secteur artisanal.

### **9.1.3. Le crédit à la pêche**

#### ***Le Crédit Maritime de Mauritanie***

Suscité conjointement par les pouvoirs publics et la FNP, le Crédit Maritime de Mauritanie a été financé par l'AFD à hauteur de 12 M FF et a concrètement démarré ses opérations de crédit en 1998.

Le CMM a mis en place des prêts pour i) du matériel de pêche seul (durée du crédit : 1 an. Taux : 13 %), ii) du matériel de pêche avec pirogue monoxyle motorisée (durée du crédit : 2 ans. Taux : 13 %), iii) du matériel de pêche avec pirogue en fibre de verre ou en aluminium (durée du crédit : 3 ans. Taux : 13 %).

142 promoteurs de Nouadhibou et 25 de Nouakchott ont bénéficié de ces prêts.

Actuellement, le taux de recouvrement des prêts s'établit à 25 %. Toutes les liquidités sont épuisées : il n'y a donc plus de possibilités de prêt. L'organisme est en cessation de paiement. L'amertume des pêcheurs de Nouadhibou est d'autant plus grande qu'ils sont quant à eux à peu près à jour de leurs remboursements contrairement à ceux de Nouakchott.

S'il est vrai que la mise en place des prêts est intervenue à une période néfaste pour la pêche en général, et que les prêts ont surtout visé l'exploitation du poulpe à un moment où les captures de ce produit étaient au plus bas, il n'en reste pas moins vrai que tout s'est passé comme si la plupart des emprunteurs avaient considéré leur prêt comme un don. Cette attitude est fréquente avec les fonds de l'assistance extérieure. De plus il y a eu absence totale de tentatives de saisie de navires des mauvais payeurs. Le système de garantie solidaire n'a pas même été activé.

#### ***Les mutuelles d'épargne et de crédit***

Dans le cadre du PDPAS une enveloppe de 2,81 millions d'UC est disponible, mais aucun organisme de microcrédit n'a pu être identifié qui soit adapté aux besoins de la pêche artisanale. Deux mutuelle viennent donc d'être créées dans le cadre du PDPAS : le Groupement Féminin d'Epargne de Crédit et la Mutuelle d'Epargne et de Crédit de la Pêche Artisanale, tous deux agréés par la Banque Centrale. Il y a déjà 431 adhérents, tous de Nouakchott et appartenant à un titre ou à un autre au sous-secteur de la pêche artisanale.

On ignore encore quelles dispositions seront arrêtées pour que ces mutuelles ne connaissent pas le sort funeste du Crédit Maritime.

## **9.2. Les organes de protection et d'appui à la gestion du patrimoine naturel côtier**

### **9.2.1. Le Parc National du Banc d'Arguin**

Créé en 1976, le PNBA relève du Secrétariat Général du Gouvernement. Il a été inscrit en 1982 sur la liste de Ramsar des zones humides d'importance internationale, puis en 1989 par l'UNESCO au Patrimoine mondial de l'humanité.

<sup>45</sup> Les Volontaires du Progrès sont une ONG française



C'est avant tout pour la conservation des oiseaux que le PNBA a été institué, mais on a vite compris que cet écosystème exceptionnel représentait aussi un capital culturel et humain. Par ailleurs, il est apparu que la productivité biologique du site ne profitait pas seulement aux oiseaux : le Banc d'Arguin jouait aussi un rôle important dans le cycle biologique de nombreuses espèces de poissons et de crustacés.

Les pêcheurs Imraguen capturant des mullets en migration de reproduction avec l'aide des dauphins, au milieu d'une multitude de pélicans, est probablement l'image la plus médiatisée du Banc d'Arguin, le plus grand parc côtier d'Afrique.

De cette prise de conscience est née la Fondation Internationale du Banc d'Arguin, institution qui poursuit trois objectifs : i) faire connaître le Banc d'Arguin au niveau international, ii) mobiliser des soutiens moraux et financiers, iii) appuyer le PNBA dans des actions visant à conserver et valoriser son patrimoine. Le conseil d'administration de la fondation regroupe des institutions telles que l'UICN (Cf. ci-dessous), Wetlands International, BirdLife International, le WWF, la Société Zoologique de Francfort, le Muséum National d'Histoire Naturelle (France), ce qui lui confère une autorité morale et scientifique propre à recueillir des fonds en toute confiance. La FIBA a été ainsi en mesure de mobiliser près de 2,5 M € depuis sa création, faisant d'elle le principal bailleur de fonds du PNBA.

Le PNBA gère l'espace maritime qui a été reconnu comme partie intégrante du Banc d'Arguin. Son importance est considérable : avec une superficie de 6 000 Km<sup>2</sup>, il représente 1/6 du plateau continental, près de 30% de la façade maritime, 60 % des fonds d'une profondeur inférieure à 20 m.

C'est une structure dont l'activité a une incidence directe sur la vie des artisans-pêcheurs et du secteur en général. Cet espace qui renfermerait d'importants stocks d'espèces exploitables par la pêche artisanale et côtière constitue une zone de frayère, de nurserie et de repos pour plusieurs espèces marines. Pour cette raison, toute pêche motorisée y est interdite et la flottille de pêche et de transport y est limitée à 110 canots à voile, les *lanchas* canariennes.

Le Banc d'Arguin est le siège de pratiques de pêche artisanale très spécifiques, et pas seulement l'association des dauphins à la capture des mullets. A partir de là, le PNBA a entrepris la mise en œuvre de mesures de gestion de la pêche applicables sur son territoire. Elles visent tout à la fois à protéger un patrimoine spécifique et à préserver la population fragile des pêcheurs Imraguen. Diverses sources de financement ont permis de mettre en œuvre des petits projets d'études bio-halieuistiques, d'assistance aux communautés de pêcheurs et d'adoption de mesures d'aménagement dans une optique décentralisée et participative. Parmi ces projets, on peut citer en particulier :

- L'Appui à la conservation, la gestion et la valorisation de l'écosystème du Banc d'Arguin ;
- Le projet Raies et requins ;
- Le projet Vers une pêche durable Imraguen ;
- L'Appui à la reconversion des pêcheurs Imraguen ;
- Le Projet d'appui à la gestion durable du mullet.

Ces projets, terminés entre 2002 et 2004 ont reçu l'appui de la FIBA, de l'UICN, et des coopérations française et hollandaise. L'exécution en était confiée au PNBA et à l'IMROP. Le projet d'appui à la gestion durable du mullet s'intégrait à un ensemble plus vaste : le Programme régional de conservation des zones humides de l'Afrique de l'Ouest.

La réglementation de la pêche dans le PNBA échappe à la règle commune et son emprise constitue de fait une entité autonome de gestion. La loi 2000-025 portant Code de la pêche prévoit la création, en tant que de besoin, des comités locaux pour l'aménagement et le développement des pêcheries. De tels comités se sont auto-créés au niveau du Banc d'Arguin pour la gestion de la pêche du mullet d'une part, et pour celle des raies et requins d'autre part.

### **9.2.2. Le Parc National du Diawling**

Moins important et plus récent, le PND, qui occupe la rive droite du delta fossile du Fleuve Sénégal, relève du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement. C'est un établissement public à caractère administratif créé par décret n° 91-005 du 14 janvier 1991. Le PND est une aire protégée de 500 km<sup>2</sup>, classée Ramsar et renfermant une importante biodiversité.

Les conventions signées avec ses partenaires, l'UICN et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial, ont permis la mise en œuvre de son plan de gestion dont les objectifs majeurs sont le renforcement des capacités, la restauration de la diversité biologique et l'appui aux populations.

Son intégration dans le réseau de réserve de biosphère se concrétisera à travers la création de la Réserve de biosphère transfrontière du bas delta, commune à la Mauritanie et au Sénégal, qui sera appuyé par le Programme Régional de Conservation de la zone Côtière et Marine de l'Afrique de l'Ouest (Cf. ci-dessous).

Parmi les effets du Parc, on peut signaler, depuis la mise en eau des différents bassins<sup>46</sup>, la restauration de frayères pour des poissons dulçaquicoles et estuariens et la nette progression des captures des pêcheurs locaux.

### **9.2.3. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)**

L'UICN est une grande ONG internationale dont la vocation est la sauvegarde du patrimoine naturel. Elle intervient dans la sous-région depuis 1980 dans les domaines de la conservation et du développement durable.

Le programme de l'UICN en Mauritanie a pour but « de renforcer les capacités des institutions du pays à conserver les écosystèmes humides et gérer les ressources naturelles d'une manière durable en coopération avec toutes les parties impliquées ». Ce programme s'articule autour de quatre axes :

1. L'assistance à la gestion des aires protégées : Parcs Nationaux du Banc d'Arguin et du Diawling. Dans chacun de ces sites, l'UICN s'intéresse autant à la conservation des écosystèmes qu'au développement durable des populations locales, deux composantes indépendantes qui permettent conjointement de restaurer les écosystèmes dégradés et de gérer durablement et équitablement les ressources naturelles.
2. Le soutien aux activités du réseau informel d'experts en gestion des zones humides. A partir de 1989, grâce à un financement des pays bas (DGIS), l'UICN a mis en place un programme régional de "Conservation des zones humides" regroupant cinq pays sahéliens : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal.
3. Le soutien aux activités du Réseau Mauritanien de Planification Côtière (RMPC), et à travers lui, l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un Plan d'Aménagement du Littoral Mauritanien (PALM);
4. La participation à la mise en œuvre d'un projet de conservation et d'utilisation durable du mullet en Mauritanie, étendu à partir de 2004 à d'autres espèces et aux pays voisins ;

L'UICN a également participé à l'organisation d'un module de formation spécialisée à l'Université de Nouakchott : "Maîtrise et gestion de l'eau". La dernière en date des initiatives l'UICN dans la sous-région est l'animation d'une série de séminaires dans le but du « Renforcement des capacités de négociation des accords de pêche ». L'ensemble des pays de la CSRP sont concernés.

### **9.2.4. Pechecops**

Cette ONG mauritanienne cible son action sur le développement d'une pêche écologique génératrice de progrès social. Elle intervient essentiellement comme force de réflexion auprès de l'administration des

<sup>46</sup> Il s'agit de mesures d'atténuation des effets de l'aménagement du Fleuve Sénégal.

pêches du pays sur les problèmes liés à l'aménagement des pêcheries, incluant les accords de pêche. Son action dans ce domaine s'inscrit dans le réseau de l'ONG internationale Coalition pour des Accords de Pêche Equitable (CAPE) basée à Bruxelles. Le responsable de cette ONG a été nommé au Comité Consultatif des Pêches en tant que représentant de la société civile mauritanienne.

#### **9.2.5. Le Programme Régional de Conservation de la zone côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM)**

Le PRCM a été créé à l'initiative de l'UICN, du WWF, de Wetlands International et de la FIBA, en partenariat avec la CSRP. Il a pour objectif de coordonner les efforts des institutions et des individus en faveur de la conservation du littoral des pays côtiers de la sous-région<sup>47</sup>. Le PRCM appuie son action notamment sur la Stratégie Régionale pour les Aires Marines Protégées ainsi que sur une Déclaration de Politique Générale signée par les 10 ministres des pays concernés en charge de l'environnement et de la pêche.

Les activités du PRCM se répartissent en 5 composantes : i) Appui à la création et à la co-gestion des Aires Marines Protégées (AMP), ii) Conservation et gestion des habitats et des espèces, iii) Contribution des AMP au développement de l'écotourisme, iv) Bilan prospectif de l'environnement côtier, v) Communication.

Conçu pour une période de 5 années (2004-2008), le PRCM bénéficie du soutien financier de la Coopération néerlandaise (DGIS), la Fondation MAVA et la Coopération française.

La première application de ce programme est le Projet d'appui à la gestion concertée des mulets, courbine et tassergal, qui implique la Mauritanie et le Sénégal. Les premiers financements sont assurés par la FIBA et la coopération hollandaise, mais on y attend aussi l'UICN, le WWF et Wetlands International.

#### **9.2.6. Les réseaux d'experts**

##### ***Le Réseau d'Experts sur les Zones humides mauritaniennes***

C'est pour comprendre les processus dynamiques d'exploitation actuelle, renforcer le cadre de gestion global et éviter la disparition progressive de ces écosystèmes qu'un groupe d'experts, issus d'institutions diverses mais tous préoccupés par la même problématique, a décidé de se constituer en réseau encouragé et appuyé par l'UICN. Le 26 février 2002 c'est tenue l'assemblée fondatrice du réseau.

Les principaux objectifs du réseau sont :

- L'amélioration de la connaissance scientifique de ces écosystèmes dans toutes leurs dimensions
- La création d'un cadre d'échange et de valorisation de l'ensemble des connaissances sur les zones humides mauritaniennes
- Favoriser et encourager une exploitation durable des zones humides mauritaniennes
- Favoriser l'élaboration d'une stratégie globale de gestion des zones humides conformément à l'esprit des conventions internationales que la Mauritanie a signées.
- 

##### ***Le Réseau Mauritanien de Planification Côtière***

Le RMPC, créé en 1997 est un réseau d'experts dans les thématiques associées à la gestion du littoral et de ses ressources. Il constitue un cadre de concertation, d'échanges d'idées, d'harmonisation et de rationalisation des politiques d'aménagement et de gestion des ressources. Ce réseau, également appuyé par l'UICN, assure actuellement le rôle de point focal en Mauritanie du Réseau Ouest Africain de Planification Côtière.

<sup>47</sup> Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone et Cap Vert.

### **9.3. Les ONG d'assistance directe aux opérateurs de base**

#### **9.3.1. Mauritanie 2000**

M 2000 est une ONG nationale qui réalise des actions d'aide aux couches sociales les plus défavorisées, y compris dans le domaine de la transformation traditionnelle des produits de la pêche. Elle comporte 11 permanents et utilise des subventions de la FAO et des aides hollandaise et japonaise. Ses animatrices en transformation des produits de la pêche ont été formées au Sénégal dans le cadre du projet DIP A.

Le public cible est constitué de femmes en difficulté et le travail consiste à préparer du poisson séché, salé-séché ou fermenté-séché, et à en assurer la commercialisation à l'intérieur du pays, ou de livrer à des grossistes qui l'écouleront dans la sous-région, au Mali en particulier. Depuis environ un an, on accorde, sur la base de l'épargne des petits crédits de fonds de roulement (30 000 à 50 000 UM) aux femmes constituées en groupements. De tels groupements existent à Nouadhibou (300 femmes), à Nouakchott et dans 7 villages situés au sud du Banc d'Arguin. Ce sont les femmes de ces villages qui ont été les premières à récupérer les carcasses de mulets dont on avait extrait les ovaires en vue de la préparation de la poutargue.

#### **9.3.2. Muftah El Kheir**

Peu différente de la précédente, l'ONG Muftah El Kheir a pour vocation la lutte contre la pauvreté des femmes à travers leur engagement dans la transformation et la commercialisation des produits de la pêche. Initiée en 1998, elle bénéficie de l'appui de la FAO et du Fonds canadien d'initiatives locales.

Ses activités comprennent :

- L'alphabétisation et l'éducation des femmes ;
- La formation aux techniques traditionnelles de valorisation ;
- La formation à l'hygiène des produits de la pêche ;
- La formation à la gestion et à la commercialisation
- Le micro-crédit et l'appui à l'acquisition d'un équipement de démarrage.

## **3<sup>ème</sup> Partie : Evaluation de l'accord de pêche**

### **1. Le protocole d'accord de pêche**

#### **1.1. L'accord cadre**

Le protocole d'accord de pêche en cours est le second à s'inscrire sous l'accord cadre signé en 1996 entre la Mauritanie et la Communauté<sup>48</sup>. Cet accord cadre, qui a la singularité d'être titré « accord de coopération en matière de pêche maritime »<sup>49</sup>, prévoit une coopération entre les deux parties pour la gestion des pêcheries avec un certain nombre d'axes de développement dont la modernisation des flottes, le développement de la pêche artisanale, la recherche scientifique et la surveillance. Les montants financiers alloués par la Communauté pour le soutien de ces actions est celui de la contrepartie payée en échange des possibilités de pêche accordées (compensation plus actions ciblées) compte tenu du caractère commercial de l'accord.

Les navires de la Communauté concernés par l'accord cadre sont « les navires de pêche battant pavillon d'un Etat membre et enregistrés dans la Communauté qui opèrent dans le cadre du présent accord » (Article 1, point 2 b). Il n'y a donc pas exclusivité de l'accord, dans la mesure où rien n'empêche juridiquement des navires communautaires de pêcher en Mauritanie en dehors des dispositions prévues dans l'accord. Dans la pratique, on trouve effectivement quelques navires de pêche européens qui travaillent sous contrat d'affrètement en Mauritanie et d'autres en licences libres. Parmi ces derniers, on signalera l'arrivée très médiatisée et controversée d'un navire néerlandais de pêche au bivalves en avril 2005<sup>50</sup>.

#### **1.2. Les capacités négociées**

Le tableau suivant présente les capacités négociées sous le protocole 2001-2006 et les compare au protocole précédent (1996-2001).

Sur les segments travaillant les espèces démersales du plateau continental (catégories 1 à 6), on observe que la catégorie 5 des céphalopodiens représente 43% des capacités autorisées en jauge du protocole 2001-2006, devant la catégorie 2 des merluttiers (22%) et la catégorie 1 des crustacés (16%).

---

<sup>48</sup> Le protocole en cours est en fait le cinquième de l'histoire. Les trois premiers protocoles étaient placés sous un accord cadre différent qui a été dénoncé.

<sup>49</sup> Les accords cadres signés avec d'autres pays de la région (Sénégal, Guinée par exemple) sont beaucoup plus lapidaires

<sup>50</sup> Ce type de navire a été interdit de pêche en Mer de Wadden du fait des dommages environnementaux qu'il génère. Les ONG de défense de l'environnement se sont élevées contre l'exportation de ce type de technologie. Une question à ce sujet a été déposée par un parlementaire européen.

**Tableau 65 : Capacités de pêche négociées sous les deux protocoles.**

	<i>1996-2001</i>	<i>2001-2006</i>	<i>Différence</i>
Cat. 1 Crustacés	5 500 TJB	6 000 TJB	+ 500 TJB (+9%)
Cat. 2 Merluttiers	8 500 TJB	8 500 TJB	- -
Cat. 3 Démersaux autres que chalut	4 200 TJB	3 300 TJB	- 700 TJB (-17%)
Cat. 4 Chalutiers congélateurs poissons	5 500 TJB	4 000 TJB	- 1 500 TJB (-27%)
Cat. 5 Céphalopodiérs	10 400 TJB 42 navires (en moyenne) <sup>51</sup>	16 500 TJB 55 navires	+ 6 100 TJB (+59%) + 13 navires (+31%)
Cat. 6 Langoustiers	300 TJB	200 TJB	- 100 TJB (-33%)
Cat. 7 Senneurs	40 navires	36 navires	- 4 navires (-10%)
Cat. 8 Canneurs et palangriers	17 navires	31 navires	+ 14 navires (+ 82%)
Cat. 9 Petits pélagiques	22 navires	15 navires	- 7 navires (-32%)

Si l'on compare les deux protocoles, on observe une augmentation sensible des capacités autorisées pour les céphalopodiérs (+31% en nombre et +59% en jauge). En réalité, l'augmentation a été plus progressive car le nombre de navires céphalopodiérs autorisés lors de deux dernières années du protocole précédent était de 50. On note également une augmentation des capacités pour les navires spécialisées sur les crustacés (catégorie 1, + 9% en jauge). Les autres catégories exploitant les espèces du plateau sont restées stables (cat. 2 merluttiers) ou ont diminué (en particulier, -27% pour les chalutiers poissonniers congélateurs cat. 4). De manière globale, les capacités des navires exploitant les espèces démersales sont passées de 34 400 TJB en 1996-2001 à 38 500 TJB en 2001-2006 (+12%).

Le nombre de navires thoniers a baissé à 36 unités pour les senneurs, et augmenté de 14 unités pour le segment canneur et palangrier (de 17 à 31 navires). Concernant la catégorie des chalutiers petits pélagiques, le nombre a été ramené de 22 (1996-2001) à 15 (2001-2006) unités, sans limite de jauge.

### **1.3. Le coût de l'accord ex-ante**

En contrepartie de l'accès, la Communauté verse à la Mauritanie une contrepartie totale de 86 M € par an, dont 82 M€ de compensation financière et 4 M€ au titre des actions ciblées. Pour le protocole précédent, la contrepartie était 53,36 M€, dont 1,05 M€ d'actions ciblées.

La contrepartie communautaire est fixe. La compensation financière est payée d'avance à chaque début de période (à la date anniversaire du protocole). Les montants des actions ciblées sont versés d'avance à la date anniversaire du protocole, les autorités mauritaniennes ayant ensuite trois mois pour présenter un rapport annuel sur les mesures financées. Les rapports examinés sont succincts, mais ont été approuvés par les services de la Commission qui ont libéré les paiements correspondants.

La contribution des armateurs à l'accord est fonction d'un tarif calculé au pro-rata de la jauge pour les navires des catégories 1 à 6 et 9, et d'un tarif fixe, indépendant de la jauge, par navire pour les deux catégories thonières. Elle est payable en début de période. Le coût des licences pour les navires thoniers et les chalutiers petits pélagiques peut être augmenté d'une partie variable en cas de dépassement d'un tonnage de référence. A noter que pour les catégories 1 à 6, le coût par TJB de la licence augmente régulièrement chaque année. Celui des catégories 7 à 9 est maintenu constant sur la durée du protocole. Le

<sup>51</sup> Le nombre de licence céphalopodière était variable, de 25 la première année, puis 40, 45 et enfin 50 les deux dernières.

tableau suivant présente le barème des frais de licences pour les armateurs tel qu'il est inscrit dans les fiches techniques du protocole. Courant 2004, conformément à l'engagement qui avait été pris entre les deux parties, les barèmes ont été révisés pour un calcul du prix des licences sur la base de la jauge nette (GT ou UMS en français). Le compromis qui a été adopté revient à appliquer un coefficient moyen de 1,6 pour transformer les frais TJB et GT. Ce compromis est financièrement neutre au niveau global.

**Tableau 66 : Base de calcul des redevances payables par les armateurs (assiette sur une base annuelle TJB)**

<b>Catégorie</b>	<b>2001-2002</b>	<b>2002-2003</b>	<b>2003-2004</b>	<b>2004-2005</b>	<b>2005-2006</b>	<b>% Augmentation 2001-2006</b>
Cat 1	355	358	361	364	367	3%
cat 2	154	159	163	167	172	12%
Cat 3*	216.5	220.5	224.5	228.5	232.5	7%
Cat 4	203	207	211	215	219	8%
Cat 5	447	450	453	456	459	3%
Cat 6	315	321	327	333	339	8%
Cat 7**	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	0%
Cat 8**	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	0%
Cat 9***	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	0%

\* : le protocole présente deux types de barème sans plus de précision. Le chiffre présenté est une moyenne

\*\* : par navire et par an

\*\*\* par GT et par mois

Cette contribution des armateurs est augmentée d'une participation aux frais d'observations, payables en même temps que la licence aux autorités mauritaniennes. Cette participation est fixée à 3,5 € par TJB et par trimestre pour les navires des catégories 1 à 6 et pour la 8, et forfaitaire à 350 € par mois et par navire pour les navires de la catégorie 9. Les thoniers senneurs de la catégorie 7 sont exemptés de frais d'observateurs.

Le tableau suivant estime la contribution des armateurs (hors frais d'observateurs) sous l'hypothèse d'une utilisation maximale des possibilités de pêche négociées. Les principales hypothèses utilisées sont :

- Un paiement sur une base annuelle (tableau ci-dessus) pour les catégories démersales 1 à 6 sur 12 mois de l'année, ajustée prorata temporis pour tenir compte d'un arrêt biologique de 2 mois<sup>52</sup>. On ne tient pas compte dans le calcul des éventuelles majorations applicables en cas de licences trimestrielles ou semestrielles (3% ou 2% respectivement) ;
- Une jauge moyenne de 7 000 TJB par navire pélagique (catégorie 9) et une utilisation de l'accord 12 mois de l'année,
- Pas de dépassement des tonnages de référence établis pour les navires thoniers (cat. 7 & 8) et les chalutiers petits pélagiques (cat. 9).

<sup>52</sup> Même si pour l'année 2004-2005 un arrêt biologique supplémentaire d'un mois a été décidé, éventuellement reconductible en 2005-2006.

**Tableau 67 : Estimation du total des redevances payables (licences) par les armateurs par catégorie en cas de pleine utilisation des possibilités négociées *ex-ante***

<b>EUR</b>	<b>2001-2002</b>	<b>2002-2003</b>	<b>2003-2004</b>	<b>2004-2005</b>	<b>2005-2006</b>
Cat 1	1 775 000	1 790 000	1 805 000	1 820 000	1 835 000
Cat 2	1 090 833	1 126 250	1 154 583	1 182 917	1 218 333
Cat 3	595 375	606 375	617 375	628 375	639 375
Cat 4	676 667	690 000	703 333	716 667	730 000
Cat 5	6 146 250	6 187 500	6 228 750	6 270 000	6 311 250
Cat 6	52 500	53 500	54 500	55 500	56 500
Cat 7	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000
Cat 8	77 500	77 500	77 500	77 500	77 500
Cat 9	3 150 000	3 150 000	3 150 000	3 150 000	3 150 000
<b>Total</b>	<b>13 609 125</b>	<b>13 726 125</b>	<b>13 836 042</b>	<b>13 945 958</b>	<b>14 062 958</b>

Le résultat de l'estimation est que la contribution maximale des armateurs, hors frais d'observateurs, s'élève à un montant compris entre 13,6 M€ et 14,1 M€ par an. La catégorie 5 (céphalopodiers) représente 45% de la contribution du secteur privé, devant les chalutiers pélagiques (cat. 9) avec 23% et les navires de pêche aux crustacés (cat. 1) 13%.

Les frais d'observateurs sont calculés sur une base fixe. Le tableau suivant estime la contribution maximale des armements européens sous l'hypothèse d'une pleine utilisation de l'accord calculée sous les hypothèses suivantes :

- Pour les catégories 1 à 6, le montant est calculé sur la base d'une année pleine d'activité réduite *prorata temporis* pour tenir compte de l'arrêt biologique de 2 mois.
- Pour la catégorie 8 (palangriers et canneurs), on estime que les frais d'observateurs sont payés sur la base d'une utilisation pleine par 31 navire de 150 TJB de moyenne, soit 4 650 TJB
- Pour la catégorie 9 (chalutiers petits pélagiques), la durée d'activité est de 12 mois (les frais d'observateurs sont fixés forfaitairement à 350 € par mois et par navire).

**Tableau 68 : Participations aux frais d'observateurs payés par les armements par catégorie en cas de pleine utilisation des possibilités de pêche négociées *ex-ante***

<b>EUR</b>	<b>Frais d'observateurs</b>
Cat 1	70 000
Cat 2	99 167
Cat 3	38 500
Cat 4	46 667
Cat 5	192 500
Cat 6	2 333
Cat 7	0
Cat 8	65 100
Cat 9	63 000
<b>Total</b>	<b>577 267</b>

La participation maximale des armements aux frais d'observation s'établit donc à 577 000 € par an environ. Les navires céphalopodiers de la catégorie 5 sont à l'origine de 33% de cette somme, devant les navires de la catégorie 2 (17%). Les frais d'observateurs demandés pour les navires palangriers et canneurs de la catégorie 8 représentent un montant du même ordre de grandeur que le coût des licences (65 100 € de frais d'observations contre 77 500 € de frais de licences), alors que pour les autres catégories, les frais d'observateurs représentent entre 2% (cat. 9, chalutiers pélagiques) et 9% (merluttiers, cat. 2) des coûts de licences.



Au total, la contribution des armateurs sous l'hypothèse où les possibilités de pêche négociées sont utilisées à plein, varie entre 14,2 M€ et 14,6 M€ par an. Ce montant porte à un peu plus de 100 M€ par an le total des versements que pouvait attendre la Mauritanie en cas de pleine utilisation de l'accord. Ce montant total est supporté à en moyenne 86% par la Communauté et 14% par le secteur privé européen bénéficiaire de l'accès.

## **1.4. L'utilisation de l'accord**

### **1.4.1. Données globales**

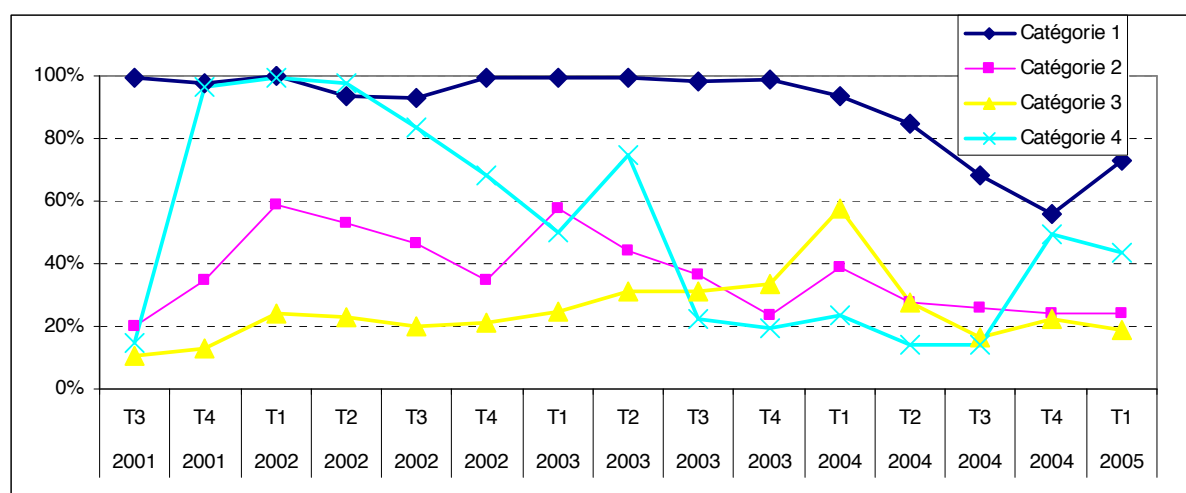
Les données sur l'utilisation de l'accord ont été communiquées par la DG FISH à Bruxelles pour les années 2003 et postérieures, et sont extraites des rapports annuels de la Délégation à Nouakchott pour les années antérieures (mi-2001 à fin 2002).

#### ***Catégories 1 à 4***

L'accès pour ces quatre catégories de navires a été négocié en TJB autorisés. Il n'y a pas eu de changements des jauges maximales autorisées depuis le début du protocole. Pour ces 4 catégories, les armateurs ont la possibilité de prendre des licences trimestrielles, semestrielles ou annuelles.

- Le graphique suivant indique que l'utilisation a été proche de 100% pour les navires de la catégorie 1 (crustacés) jusqu'à la fin 2003. En 2004, le taux d'utilisation de l'accord a chuté pour atteindre un minimum de 56% lors du 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année. Au premier trimestre 2005, le taux d'utilisation remontait à 73%. Entre le début du protocole (août 2001) et le premier trimestre 2005, le taux d'utilisation moyen s'établit à 90%.
- Pour les navires de la catégorie 2 (Chalutiers et palangriers merlu), le taux d'utilisation peut être qualifié de médiocre, oscillant entre 20% et 59%, avec de fortes variations d'un trimestre à l'autre. Le taux d'utilisation pour cette catégorie est particulièrement bas à partir du troisième trimestre 2003. Sur toute la période, le taux d'utilisation moyen est de 39%.
- S'agissant des navires de la catégorie 3 (démersaux autres que chalut), le taux d'utilisation est également médiocre. Il varie dans l'ensemble entre 20 et 40%, avec un maximum de 58% pendant le premier trimestre 2004, mais pour redescendre ensuite à de faibles niveaux. Sur toute la période, le taux d'utilisation est de 17%.
- Enfin, pour les navires de la catégorie 4 (chalutiers poissonniers), le taux d'utilisation a été satisfaisant (plus de 80%) entre le dernier trimestre 2001 et le troisième trimestre 2002, pour baisser régulièrement ensuite et se maintenir ensuite pendant presque toute l'année 2004 à des niveaux très faibles (20% et moins). On note une remontée fin 2004 début 2005 mais à des niveaux médiocres (40 à 50%). Sur toute la période, le taux moyen est de 51%.

Pour l'ensemble de ces quatre catégories, on constate que les taux d'utilisation marquent des valeurs basses à partir de l'année 2004 incluse. Les organisations professionnelles ont indiqué que la moindre utilisation en 2004 était en partie liée à l'échéance du dépôt des dossiers de demande d'aide communautaire pour la constitution de sociétés mixtes (30 septembre 2004). Des navires candidats ont ainsi été effectivement transféré, ou n'ont pas pris de licence dans l'attente des suites données à leurs dossiers.

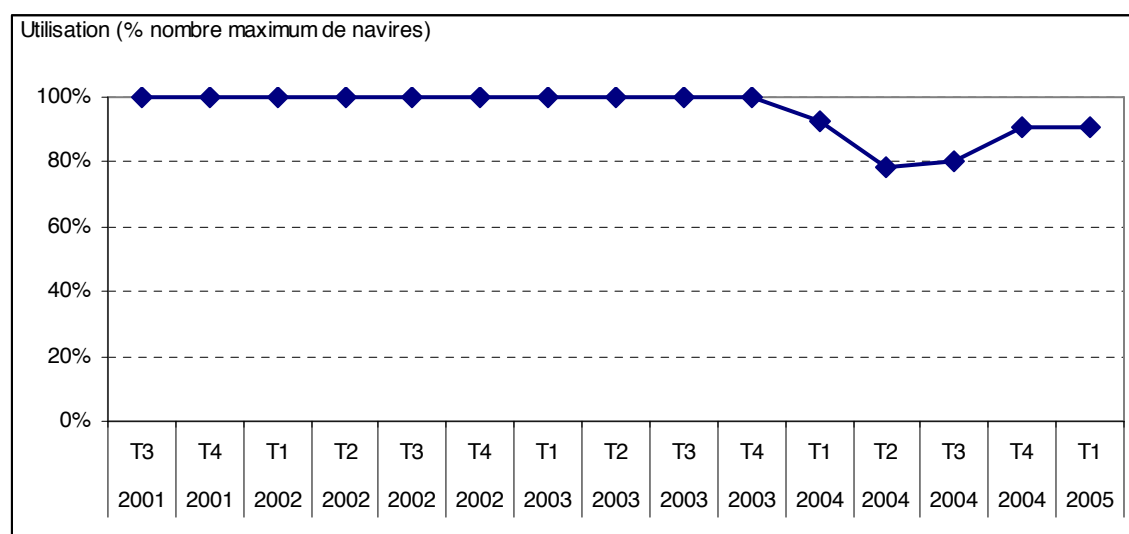


**Figure 45 : Utilisation trimestrielle des possibilités de pêche négociées par les navires des catégories 1 à 4.**  
Source : CE

### *Catégorie 5*

L'accès de ces navires est limité par une double contrainte : la jauge cumulée qui ne peut atteindre plus de 16 500 TJB par période, et le nombre de navires qui ne peut dépasser 55. La seconde contrainte s'avère être la plus forte car on constate que la capacité maximale atteinte par 55 navires n'a jamais dépassé les 14 600 TJB (88% de la jauge maximale négociée). L'utilisation sera donc étudiée en nombre de navires.

L'utilisation des possibilités négociées pour cette catégorie a été maximale à 100% du début du protocole au dernier trimestre 2003. Lors des trois premiers trimestres de l'année 2004, on enregistre une baisse de l'utilisation jusqu'à un minimum de 78%, à relier semble-t-il comme les autres catégories à l'approche de la date limite pour la constitution de sociétés mixtes. Les deux trimestres les plus récents indiquent une progression. Lors du second trimestre 2004, la Commission avait décidé de geler 5 licences céphalopodières pour tenir compte des recommandations de gestion sur ces espèces (soit 10% de moins). L'utilisation enregistrée fin 2004 et début 2005 doit être donc mesurée sur la base de 50 licences, ce qui fait une utilisation de 100% dans les faits, et de 91% par rapport aux capacités négociées. Sur l'ensemble de la période, l'utilisation de l'accord peut être qualifiée d'excellente avec un taux moyen de 96% (97% en tenant compte du gel des licences).



**Figure 46 : Utilisation des possibilités de pêche pour les navires céphalopodières (catégorie 5).** Source CE

### Catégorie 6

Aucun navire européen n'a exploité les possibilités de pêche négociées pour les navires langoustiers (200 TJB). L'utilisation des possibilités pour cette catégorie est donc nulle.

### Catégorie 7 et 8

Les navires thoniers de cette catégorie ont un accès négocié en nombre maximum de navires (36 pour les senneurs de la catégorie 7 et 31 pour les canneurs et palangriers de la catégorie 8). Les licences sont annuelles et se prennent pour une période allant du premier août de l'année n à au 31 juillet de l'année n+1.

- Le graphique suivant indique une utilisation de l'accord plutôt bonne pour les navires senneurs. Plus de 30 navires sur 36 avaient pris des licences lors de deux premières années portant l'utilisation à plus de 85%, avec un chiffre en baisse depuis (28 puis 24 navires). Globalement, l'utilisation reste satisfaisante avec un taux moyen de 80%.
- Pour les navires palangriers et canneurs de la catégorie 8, l'utilisation a été médiocre les deux premières années du protocole (65 et 39%) pour remonter ensuite à des niveaux très satisfaisants (100% et 90%). Au total, l'utilisation moyenne sur la période est de 73%.

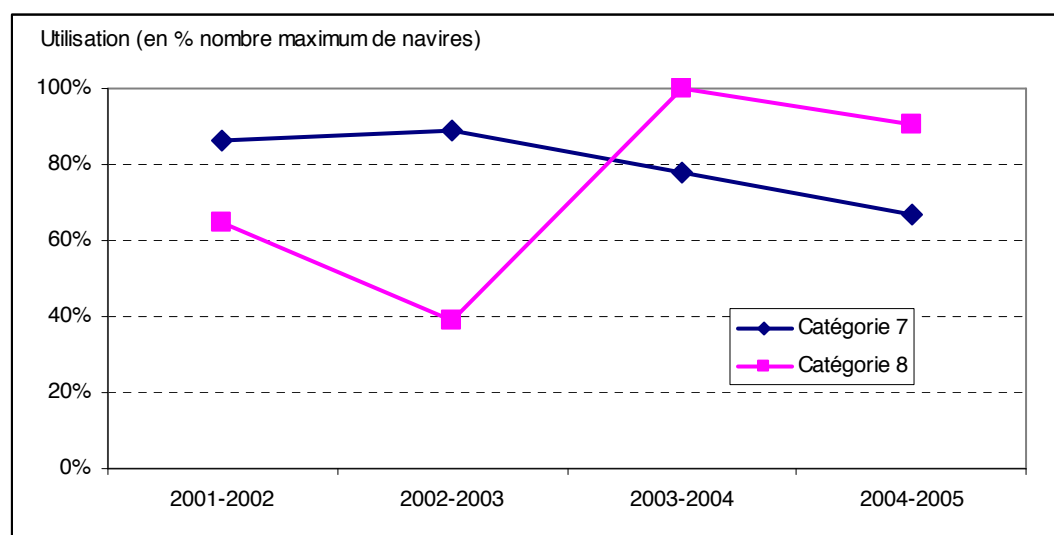


Figure 47 : Utilisation des possibilités négociées par les navires thoniers des catégories 7 et 8. Source : CE

### Catégorie 9

Les capacités négociées pour les chalutiers pélagiques s'expriment en nombre maximum de navires opérant simultanément (15 pour la période). Les licences pour les navires sont des licences mensuelles. Les données d'utilisation communiquées par la Commission européenne sont des moyennes mensuelles par trimestre.

Comme on peut l'observer sur le graphique suivant, l'utilisation par les chalutiers pélagiques de possibilités négociées est médiocre, variant autour de 40%. Une remontée du taux moyen est constatée pour les 3/4 de l'année 2004 mais les données pour le premier trimestre 2005 ne confirment pas la tendance. Sur l'ensemble de la période, le taux moyen d'utilisation pour cette catégorie est de 40% (soit 6 navires sur 15 possibles).

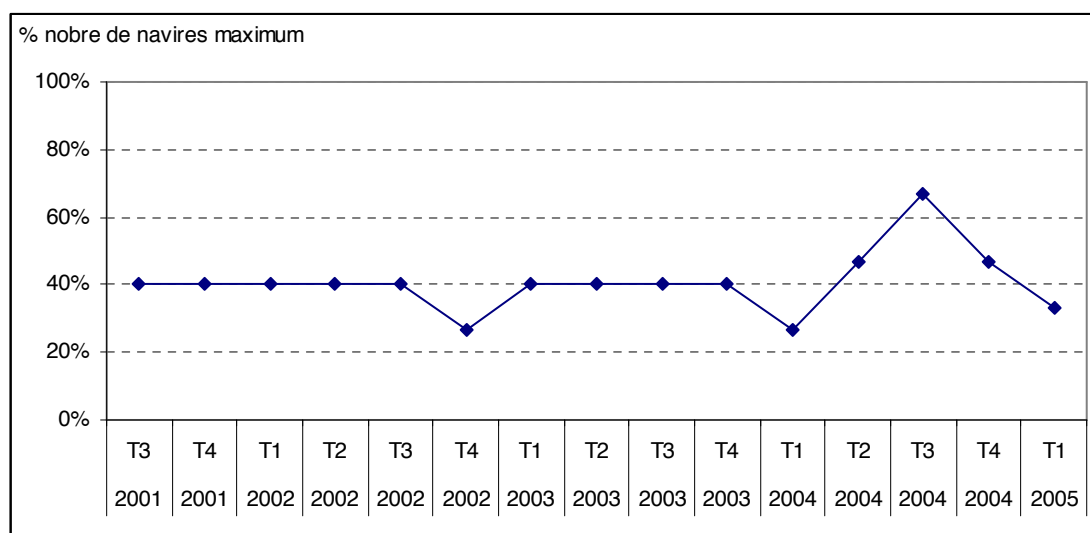


Figure 48 : Utilisation des possibilités négociées par les chalutiers pélagiques de la catégorie 9. Source : CE

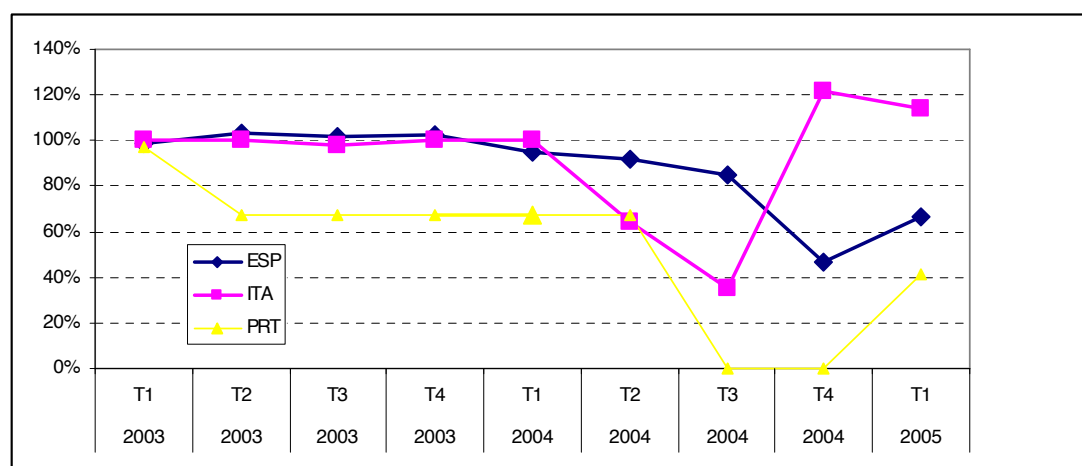
#### 1.4.2. Utilisation par Etat membre

Les possibilités de pêche négociées ont été réparties entre les Etats membres par le Règlement 2528/2001. La clé de répartition des possibilités est cependant modifiable, la Commission pouvant se réserver le droit de prendre en considération des demandes de licence de tout Etat membre au cas où les demandes par pays n'épuiserait pas les possibilités fixées.

Les paragraphes suivant présente les utilisations par les Etats membres de possibilités utilisées à partir de 2003 (les données d'utilisation par pavillon n'ont pu être obtenue pour les périodes antérieures).

##### *Catégorie 1*

La clé de répartition des 6 000 TJB autorisés étaient de 4364 TJB (73%) pour l'Espagne, de 1 091 (18%) pour l'Italie, et de 545 TJB pour le Portugal (9%). La figure suivant que l'utilisation par l'Espagne et l'Italie a été maximale (100%) jusqu'au premier trimestre 2004 inclus. On note ensuite une nette diminution de l'utilisation par les navires de ces deux Etats membres. Pour les navires portugais, le taux d'utilisation a été médiocre sur l'année 2003 (hormis le premier trimestre), puis nettement en baisse jusqu'à 0% en 2004. Une utilisation au-delà des possibilités initiales par les navires italiens fin 2004 et début 2005 (120%) indique que cet Etat membre a pu bénéficier de licences non demandées par d'autres pavillons. Au total et en moyenne sur la période, l'Espagne a utilisé ses possibilités de pêche à 88%, l'Italie à 93% et le Portugal à 53%.



**Figure 49 : Utilisation des possibilités de pêche pour la catégorie 1 par Etat membre. Source : CE**

### *Catégorie 2*

L'intégralité des possibilités de pêche pour cette catégorie (8 500 TJB) a été allouée aux navires de l'Espagne. A partir de 2003, les possibilités utilisées ont représenté environ 50% de la jauge maximale, avec une tendance à la baisse pour rester autour de 20%. L'utilisation moyenne par l'Espagne est de 31% sur la période. Des navires du Portugal jusqu'à 400 TJB au total ont obtenu des licences pour cette catégorie à partir de 2003, ainsi que des navires grecs en 2002 uniquement.

### *Catégorie 3*

La clé de répartition initiale des possibilités de pêche (3 300 TJB) donnait 39% à l'Espagne (1 300 TJB) et 61% (2 000 TJB) au Portugal. L'utilisation des possibilités par l'Espagne a été moyenne (38% sur la période). Le Portugal n'a pas mieux utilisé les possibilités avec une moyenne de 18% sur la période, oscillant entre un maximum de 30% fin 2003 et un minimum de 8% fin 2004. L'analyse des données disponible indique qu'aucun autre Etat membre n'a exploité les possibilités pour cette catégorie.

### *Catégorie 4*

L'intégralité des 4 000 TJB négocié a été attribuée aux navires espagnols. L'utilisation des possibilités a été moyenne en début d'accord (+/- 50%) pour chuter ensuite à un minimum de 0% courant 2004, remontant ensuite à 20% environ. Depuis 2003, l'Espagne n'a utilisé que 18% des 4 000 TJB. Des navires grecs ont obtenus des licences pour cette catégorie, jusqu'à un maximum de 900 TJB début 2004. Aucun autre Etat membre n'a pris de licence.

### *Catégorie 5*

Sur les 55 navires autorisés, 50 étaient attribués à l'Espagne (91%), 5 à l'Italie (9%). Ces deux Etats membres ont utilisé à 100% les possibilités ainsi réparties, jusqu'à une décroissance simultanée du taux d'utilisation à la mi 2004. L'utilisation a été ensuite de nouveau maximale à hauteur du nombre de licences autorisées (46 pour l'Espagne, 4 pour l'Italie compte-tenu du gel de 5 licences). En valeur moyenne, l'utilisation par l'Espagne (93%) et par l'Italie (87%) se révèle excellente.

### *Catégorie 7*

Les possibilités pour les senneurs (36 navires) ont été réparties à parts égales entre l'Espagne et la France. L'utilisation par l'Espagne a été excellente les deux premières années (89%) pour redescendre à 83% la dernière année. Les navires français ont utilisé 89%, puis 67% et enfin 50% de leurs possibilités, soit une moyenne de 69%.

### *Catégorie 8*

Les 31 navires autorisés ont été attribués pour 20 à l'Espagne (65%), 3 au Portugal (10%) et 8 (26%) à la France. Pour les deux années pour lesquelles on dispose de données, on remarque que les possibilités ont été moyennement utilisées par l'Espagne (58% en 2002-2003) mais utilisées en excès de l'allocation initiale (23 unités en 2003-2004). La France a utilisé 5 de ses 8 licences les deux années (63%). Le Portugal n'a pas utilisé ses possibilités en 2002-2003, mais a pris le maximum de 3 licences autorisées l'année suivante.

### *Catégorie 9*

Le maximum de 15 navires négociés n'avait pas été réparti entre Etat membre. Les navires des Pays-Bas ont été pratiquement les seuls à utiliser les possibilités de pêche, à l'exception de la présence ponctuelle d'un navire allemand et d'un navire irlandais pendant les premières années du protocole.

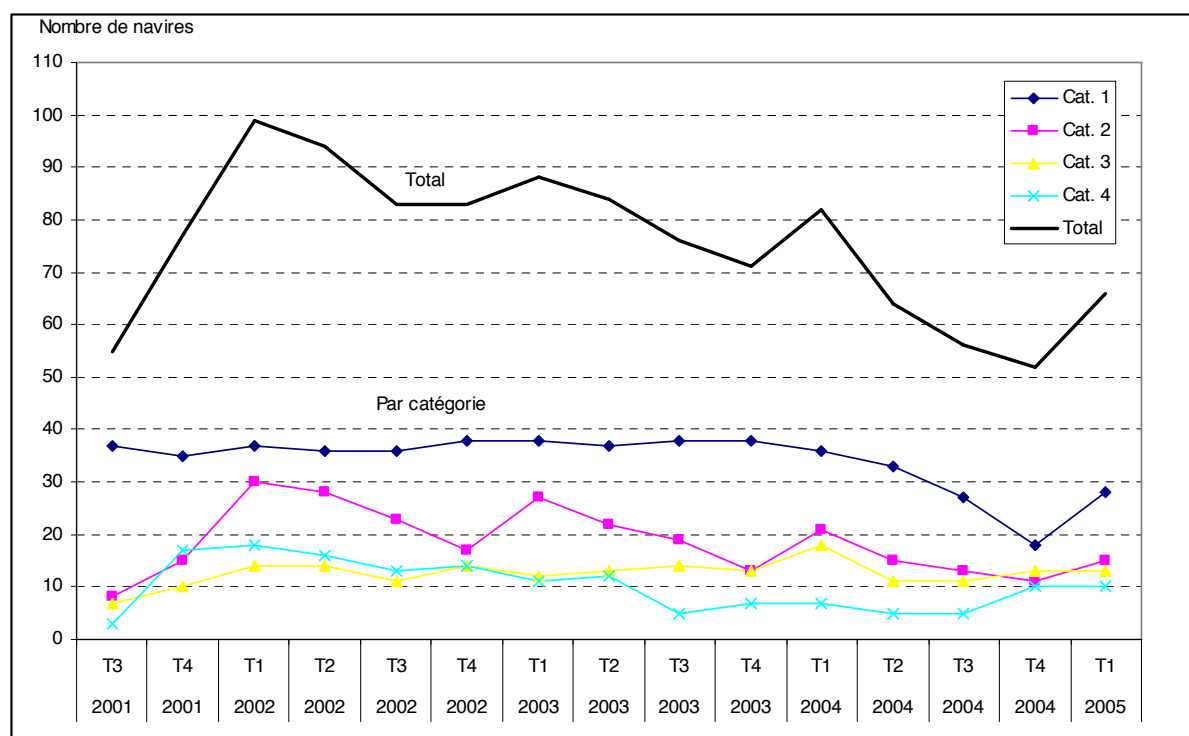
## **1.4.3. Nombre de navires**

### *Catégorie 1 à 4*

Le graphique suivant présente le nombre de navires qui ont utilisé les possibilités de pêche par catégorie suivant les données communiquées par la Délégation (début de l'accord jusqu'à fin 2002), et par la DG FISH (à partir de 2003).

Les informations montrent que ce sont au total entre 52 (dernier trimestre 2004) et 99 navires (2<sup>nd</sup> trimestre 2002) qui ont utilisé les possibilités de pêche. Le nombre de total de navire montre une diminution régulière pendant l'année 2003 et plus marquée sur 2004, avec un signe de reprise en 2005. Sur toute la période, le nombre moyen de navire des catégories 1 à 4 est de 76 unités.

- Pour la catégorie 1 (pêche de crustacés), le nombre de navires ayant pris des licences est resté relativement stable entre 36 et 38 unités jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2004 inclus, puis a considérablement diminué pour atteindre un minimum de 18 lors du dernier trimestre 2004. On note cependant une remontée du nombre à 28 pour le premier trimestre 2005. Globalement, une moyenne de 34 navires a utilisé l'accord.
- Pour la catégorie 2 (Merluttiers), le nombre de navires montre une tendance à la décroissance sur la période, avec des pics annuels au cours des premiers trimestres des années, suggérant qu'environ une dizaine de ces navires utilisent l'accord sur une base saisonnière. Depuis l'entrée en vigueur du protocole, la moyenne du nombre de merluttiers est de 18 unités.
- Le nombre de navires de la catégorie 3 (démersaux avec engin autre que chalut) a oscillé entre 7 (troisième trimestre 2001) et 18 (1<sup>er</sup> trimestre 2004). Le nombre est relativement stable avec une moyenne générale de 13 unités sur zone.
- Enfin, pour les navires de la catégorie 4 (chalutiers poissonniers), leur nombre a dépassé la dizaine en moyenne depuis le début du protocole jusqu'au second trimestre 2003 avec un maximum de 18 unités début 2002, pour décroître ensuite et varier entre 5 et 10. Pour l'ensemble de la période, 10 unités en moyenne ont utilisé l'accord.



**Figure 50 : Nombre de navires des catégories 1 à 4 ayant utilisé l'accord. Source : CE**

Au total, et en reprenant l'utilisation des possibilités des autres catégories (utilisation exprimée en nombre d'unités), l'accord a été utilisé par une moyenne de 185 navires communautaires, avec un effectif maximum de 200 navires en 2003 et un minimum de 169 navires en 2004. Le nombre de navires exploitants les ressources démersales du plateau mauritanien (catégorie 1 à 6) a quant à lui varié entre 145 navires par an (2002) et 110 (2004) pour être en moyenne de 127 unités sur la période. Les navires crevettiers (cat. 1) et céphalopodiers (cat. 5) représentent entre 63% et 75% de la flotte communautaire exploitant les ressources démersales (67% en moyenne).

**Tableau 69: Nombre de navires communautaires ayant pris des licences depuis août 2001 (données 2005 provisoires) et moyenne pondérée par trimestre sur la période. Source : CE**

	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Cat. 1	36	37	38	29	28	34
Cat. 2	12	25	20	15	15	18
Cat. 3	9	13	13	13	13	13
Cat. 4	10	15	9	7	10	10
Cat. 5	55	55	55	47	50	52
Cat. 6	0	0	0	0	0	0
Cat. 7*	31	32	28	24		29
Cat. 8*	20	12	31	28		23
Cat. 9	6	6	6	7	5	6
Total	178	194	200	169	(121)	185

\* : Les licences thonidés sont à cheval sur deux années

Par Etat membre, les informations disponibles pour 2003 et 2004 indiquent que les navires espagnols représentent environ 75% de la flotte européenne présente en Mauritanie. La France, la Grèce, l'Italie, le Portugal et les Pays-Bas ont des flottes qui contribuent à hauteur de 4 à 5% chacun de l'effectif communautaire.

**Tableau 70 : Nombre de navires par pavillon en 2003 et 2004. Source : CE**

	<b>2003</b>		<b>2004</b>	
	Nombre	%	Nombre	%
ESP	154	77%	125	74%
FRA	17	9%	14	8%
GRC	5	2%	8	5%
ITA	9	5%	7	4%
NL	6	3%	7	4%
PRT	9	5%	8	5%
	200		169	

## 1.5. Le coût de l'accord ex-post

Du fait de l'utilisation des possibilités de pêche, le coût global de l'accord (partie publique plus contribution privée) est au-dessous des 100 M€ qu'il aurait dû coûter en cas de pleine utilisation des possibilités de pêche. En effet, si le montant de la contrepartie reste identique pour la Communauté quelque soit l'utilisation, les paiements par le secteur privé sont bien entendu liés au nombre de navire qui ont effectivement exploité les possibilités de pêche.

Le tableau suivant indique les frais de licences payés par les armateurs suivant les données communiquées par la Délégation de la Commission à Nouakchott, ramenés sur une année civile. Le total de la contribution armateur décroît de 12 M€ en 2002 à 10 M€ en 2004 (frais d'observateurs inclus), soit moins que les 14 M€ qu'une pleine utilisation de l'accord aurait généré.

**Tableau 71 : Coût ex-post de l'accord de pêche**

<b>(en €)</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Contribution armateurs	12 788 692	11 803 610	10 835 852
Contribution Communauté	86 000 000	86 000 000	86 000 000
Coût total	98 788 692	97 803 610	96 835 852
% Communauté	87%	88%	89%

Ainsi, la Mauritanie reçoit entre 2 et 4 M€ de moins que le maximum envisageable en cas de pleine utilisation, ce qui représente un manque à gagner relativement modeste de 2 à 4% par rapport au coût initial. L'utilisation moindre de possibilités de pêche change légèrement l'assiette de la répartition puissance publique / secteur privé du coût de l'accord, l'amenant d'une ratio estimé ex-ante de 86%-14% à 89%-11% en 2004.

## 2. Analyse force et faiblesses du secteur de la pêche mauritanien

Le tableau AFFOM suivant présente de manière synthétique les forces et faiblesses (éléments endogènes) du secteur de la pêche mauritaniens replacé dans un contexte macro-économique globale, ainsi que les opportunités et menaces (éléments exogènes).



**Tableau 72 : Récapitulatif des Forces et Faiblesses du secteur des pêches de Mauritanie et des menaces et opportunités**

	Forces du secteur des pêches de Mauritanie	Faiblesses du secteur des pêches de Mauritanie	Opportunités	Menaces
<b>LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DES PÊCHES</b>				
Contexte macroéconomique	<p>La Mauritanie est engagée dans un programme de réformes ambitieux au travers du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).</p> <p>La croissance économique a été soutenue sur ces dix dernières années permettant au pays de combler son retard vis-à-vis de ses voisins de la sous-région. La mise en exploitation prochaine de puits pétroliers apportera des gains de croissance supplémentaires.</p> <p>La Communauté internationale a déclaré le pays éligible à l'initiative de réduction de la dette extérieure.</p> <p>La situation politique du pays est relativement stable.</p>	<p>Pays pauvre lourdement endetté, la Mauritanie dépend encore du soutien des bailleurs de fonds étrangers, avec un programme d'appui budgétaire lié en grande partie aux performances du CSLP.</p> <p>Avant l'exploitation du pétrole, l'économie mauritanienne repose sur l'exploitation des ressources minières et de la pêche. Ce dernier secteur représentait en 2003 41% des recettes à l'exportation, 26% des recettes publiques, et 5% du PIB témoignant d'une faible intégration du secteur à l'économie nationale.</p> <p>Le secteur agricole est en récession, augmentant la dépendance du pays vis-à-vis de l'approvisionnement extérieur.</p>	Développement du secteur minier et de sa contribution à l'économie nationale en raison de la situation de la demande mondiale pour les produits pétroliers.	Révision possible du statut de la Mauritanie vis-à-vis de l'initiative de réduction de la dette extérieure au cas où l'apport des recettes pétrolières changeait le classement économique du pays.
Politique générale de développement du secteur	La stratégie de développement du secteur de la pêche est cohérente avec les dispositions du CSLP. Le nouveau Code des Pêches pose les objectifs de développement du secteur et prend les dispositions nécessaires à la protection de la ressource.	La pêche de poulpe nationale monopolise les attentions au détriment de la politique de développement des autres pêcheries / secteurs		Possible désengagement de l'Etat de la politique de gestion du secteur de la pêche en cas de développement de la rente pétrolière.

	Forces du secteur des pêches de Mauritanie	Faiblesses du secteur des pêches de Mauritanie	Opportunités	Menaces
Cadre général législatif relatif à l'exercice de la pêche	<p>Le Code des Pêches et son principal décret d'application définissent les règles d'exercice de la pêche dans la ZEE.</p> <p>La sauvegarde de certains stocks clés est prévue par la Loi au travers de la mise en place de plans d'aménagement.</p>	<p>Le cadre législatif mauritanien et le protocole d'accord de pêche UE – RIM ne sont pas toujours en accord, créant des situations où les règles ne sont pas les mêmes pour les flottes européennes et les flottes nationales.</p> <p>Mise en application retardée de certaines règles essentielles comme celles qui régissent les conditions d'accès de la flotte artisanale</p> <p>Mesures dérogatoires et non transparentes pour les flottes étrangères opérant sous licences libres.</p> <p>Conditions d'exercice de la pêche pas toujours cohérentes entre elles (ex : taille minimale et caractéristiques des engins) contribuant à créer les conditions d'un gaspillage de la ressource (rejets en mer).</p>	Réflexion concertée à l'échelle de la sous-région (CSRP) et des organismes régionaux de pêche (COPACE) sur les mesures techniques de gestion.	La multi-spécificité des pêcheries mauritaniennes génère des interactions dans le temps et dans l'espace entre les stocks / flottes qu'il n'est pas facile d'anticiper, et que la variabilité de l'environnement rend changeante.
Gestion des pêcheries	Ministère en charge de la pêche relativement bien structuré avec une expérience de la gestion du secteur.	<p>Ressources budgétaires nationales insuffisantes, dépendantes du soutien des bailleurs extérieurs et des appuis financiers générés par le protocole d'accord de pêche et la vente de licences à des intérêts étrangers.</p> <p>Pas d'objectifs en termes de capacités pour les pêcheries autres que céphalopodières.</p>		

	Forces du secteur des pêches de Mauritanie	Faiblesses du secteur des pêches de Mauritanie	Opportunités	Menaces
Suivi des pêcheries	Existence d'un système de suivi statistique des pêcheries industrielles.  Développement de programmes d'enquêtes cadres pour le suivi de la pêche artisanale.  Obligation de licence de pêche (suivi des capacités)	Suivi essentiellement déclaratif sans expertise ex-post des données collectées (validation).  Peu de moyens de suivi des flottes étrangères qui ne débarquent pas en Mauritanie	La Mauritanie est un Etat membre de la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRП) qui regroupe les Etats de la sous-région. La CSRП cherche à développer des initiatives communes en terme de suivi régional des pêcheries, notamment par la mutualisation des moyens et l'échange de données	Aggravation de l'état de la ressource exploitée et instauration de conditions économiques défavorables pour les navires, avec comme conséquence une incitation à la fraude.
Contrôle et surveillance des Pêches	Existence d'une Direction spécialisée dotée de moyens performants. La surveillance des pêches en Mauritanie est l'une des plus efficace parmi les pays de la sous-région.  Soutien appuyé de la coopération allemande.  Introduction récente du VMS	Dépendance élevée vis-à-vis de l'aide extérieure.  Les conditions de pêche sur zone sont propices à la fraude, augmentant considérablement la charge de travail du corps de contrôle  Pas de contrôle possible au port par les moyens nationaux des navires débarquant à l'étranger	Amélioration du dispositif de contrôle des pêches communautaire permettant une surveillance plus étroite des navires européens pêchant en Mauritanie, mais débarquant leurs prises sur le territoire communautaire. Ceci aura pour effet de renforcer le contrôle des flottes dans la ZEE et de soulager la tâche de l'inspection mauritanienne.	Carences dans le dispositif de contrôle au port dans d'autres ports de la sous-région (Sénégal, Guinée) qui pourraient inciter des armateurs peu scrupuleux à privilégier ces sites.
Autorité compétente et qualité des produits	L'autorité compétente, placée sous le Ministère en charge de la pêche, a été approuvée par DG SANCO.	La dernière mission de l'OAV en 2004 a mis en avant une situation sanitaire sérieuse, voire grave, de la filière d'exportation de produits de la pêche	Programmes internationaux menés par les bailleurs de fond sur le renforcement des capacités sanitaires.	
Conventions et traités internationaux	Volonté politique de la Mauritanie d'adhérer aux principaux instruments internationaux promouvant la pêche responsable et durable	Contradiction avec la politique libérale d'attribution des licences privées de pêche pélagique industrielle à des intérêts battant tous types de pavillons (y compris des pavillons de complaisance).	Mise sous contrôle progressive par la Communauté internationale des pavillons de complaisance	

	Forces du secteur des pêches de Mauritanie	Faiblesses du secteur des pêches de Mauritanie	Opportunités	Menaces
Appui scientifique à la gestion des pêcheries	Existence d'un institut scientifique produisant des travaux de qualité et bénéficiant de nombreuses coopérations scientifiques avec les instituts des Etats membres.	Certains domaines importants ne sont pas suffisamment considérés comme la technologie des engins de pêche (sélectivité, prises accessoires)  Dépendance élevée vis-à-vis de financements extérieurs		Baisse des budgets recherche des partenaires européens en raison de la conjoncture économique
Environnement	La Mauritanie bénéficie d'un environnement marin reconnu par la Communauté internationale.  Existence de parcs naturels protégés  Un cadre juridique de protection de l'environnement a été adopté	En dehors des parcs nationaux, les règles de protection de l'environnement ne sont pas appliquées (carences institutionnelles), ni applicables du fait de l'absence de moyens de traitement des déchets  Faible intégration des préoccupations environnementales dans la politique de la pêche.	Contribution des bailleurs de fond et engagement des ONG .	Risques de pollution liés au développement de l'industrie pétrolière.
Investissements étrangers	Cadre réglementaire sécurisant (notamment en termes de garantie de l'investissement)  Il existe une histoire ancienne de coopération dans le domaine entre la Mauritanie et les pays d'Europe du sud.	Droit des sociétés mixtes défavorable aux investisseurs dans le domaine des flottes de pêche.		Incertitudes sur l'avenir du secteur de la pêche qui freinent l'investissement.
<b>LES PECHERIES DE MAURITANIE</b>				

	Forces du secteur des pêches de Mauritanie	Faiblesses du secteur des pêches de Mauritanie	Opportunités	Menaces
Les eaux mauritaniennes	<p>Définition reconnue des limites de la ZEE.</p> <p>La ZEE de la Mauritanie est l'une des plus productives d'Afrique de l'Ouest en raison de phénomènes océanographiques favorables.</p> <p>Plateau continental étendu dans la partie nord créant des conditions favorables à la pêche</p>	Plateau continental étroit dans le sud du Cap Timris	<p>Forte variabilité de l'écosystème mauritanien du fait des changements océanographiques</p> <p>Tendance au réchauffement des eaux qui modifie la distribution des espèces exploitées</p>	
Stocks naturels exploitables	<p>Abondance d'espèces commerciales de tous types (crustacés, mollusques, poissons démersaux, petits et grands pélagiques)</p> <p>Disponibilité d'espèces à cycle court à productivité élevée donc résilientes à l'exploitation par la pêche</p>		Mise en exploitation de ressources non exploitées comme les bivalves	Appauvrissement temporaire des ressources en cas de faiblesse des upwellings
Etat de la ressource naturelle exploitées	La connaissance de l'état des stocks exploités peut être qualifiée de bonne pour les stocks principaux.	<p>Les dernières données sur l'état des stocks convergent vers un diagnostic de pleine exploitation ou de surexploitation (poulpe). L'avis scientifique est de geler ou réduire l'effort</p> <p>Qualité reconnue insuffisante de certains avis du fait du manque de données déclaratives de certains segments de flotte (poissons démersaux)</p> <p>Incertitudes possibles sur l'étendue de la mortalité par pêche en raison des taux de rejets élevés, non pris en compte par les modèles globaux.</p>	A la faveur des traités internationaux, application par les flottes étrangères des principes de la pêche responsable avec une amélioration du flux déclaratif.	

	Forces du secteur des pêches de Mauritanie	Faiblesses du secteur des pêches de Mauritanie	Opportunités	Menaces
Flottille de pêche industrielle nationale	La Mauritanie dispose d'une flotte industrielle d'environ 150 chalutiers glaciers et congélateurs dont l'activité tournée vers l'export contribue à l'équilibre économique du pays.	La flotte industrielle mauritanienne est réputée obsolète et peu performante vis-à-vis de la flotte européenne (dominante de navires d'occasion)  Spécialisation extrême sur le segment céphalopodier  Absence de navires mauritaniens sur les segments de pêche aux petits pélagiques et aux thonidés	Adhésion de la Mauritanie à l'ICCAT qui pourrait procurer des opportunités dans le domaine thonier.	Manque de tradition d'investissement national dans le secteur de l'armement
Flottille de pêche artisanale nationale	La flotte de pêche artisanale est développée et organisée et procure l'essentiel de l'approvisionnement du marché domestique et contribue aux exportations.	La flotte artisanale en Mauritanie est peu connue des autorités.  Développement incontrôlé du secteur en l'absence de l'application des mesures légales (licences)  Main d'œuvre à dominante étrangère	Arrivée d'une main d'œuvre nationale jeune et formée	La pêche artisanale est le principal point focal de l'assistance des bailleurs, ce qui favorise son expansion  Problème de main d'œuvre en cas de politique plus stricte d'immigration
Equipages	Vocation maritime de certaines classes de la société mauritanienne  Existence d'une école de formation aux métiers de la pêche  Nombreux postes embarqués sur les navires étrangers réservés aux mauritaniens du fait des conditions réglementaires	Turn over important et manque de fiabilité de la main d'œuvre embarquée  Peu de mauritaniens ont les capacités d'occuper des postes de commandements à bord des navires de pêche.	Arrivée de nouvelles générations de mauritaniens à qui le Gouvernement s'efforce de procurer une formation aux métiers maritimes.	Développement d'autres secteurs de l'industrie (pétrole) captant la main d'œuvre

	Forces du secteur des pêches de Mauritanie	Faiblesses du secteur des pêches de Mauritanie	Opportunités	Menaces
Structuration professionnelle du secteur	Un syndicat (la FNP) qui constitue une force de proposition  Adoption récente d'un cadre formel de concertation des intérêts privés à l'intérieur d'un Comité Consultatif	La FNP regroupe tous les intérêts (pêche industrielle / artisanale, mareyage, transformation) ce qui peut en certains cas prévenir des prises de position consensuelles  Lobbying actif en marge de la représentation syndicale par des hommes d'affaires du secteur proches du pouvoir	Développement du Droit syndical en Mauritanie, avec constitution de forces de représentation complémentaires / alternatives à la FNP (ex. syndicat de marins)	
Ports et services à la flotte de pêche (filiale amont)	Existence d'un pôle de débarquement à Nouadhibou pour les navires de pêche mesurant jusqu'à 40 m environ	Pas de possibilités pour les escales des chalutiers pélagiques Manque de capacités pour les services aux navires  Approche du port rendue dangereuse par les épaves, et exiguïté des infrastructures de débarquement	Poursuite de la hausse du prix des produits pétroliers qui poussera les flottes étrangères à chercher des économies en termes de temps de route.  Développement, avec l'axe routier Sénégal-Europe, de l'intérêt de Nouadhibou.	Développement de la compétitivité de places portuaires dans la sous-région (Dakar, Sénégal ; Dahkla Agadir Maroc)
Marchés des produits de la pêche	La Mauritanie est l'un des premiers producteurs de céphalopodes d'Afrique de l'Ouest, bénéficiant ainsi d'une position forte sur le marché  Les autres espèces démersales bénéficient d'une bonne notoriété sur le marché européen.  Les produits mauritaniens sont également bien positionnés sur le marché japonais	Marché national étroit à faible pouvoir d'achat.	Conjoncture internationale favorable pour les prix des céphalopodes	Fluctuations des cours mondiaux de la plupart des espèces liés à la demande et à d'autres paramètres tels que la parité des devises.

	Forces du secteur des pêches de Mauritanie	Faiblesses du secteur des pêches de Mauritanie	Opportunités	Menaces
Transformation des produits	<p>Débarquement en Mauritanie d'espèces favorables à la création de valeur ajoutée par l'industrie de transformation</p> <p>Relations commerciales étroites avec le secteur de la distribution espagnol</p>	<p>Conditions sanitaires déficientes dans les usines</p> <p>Manque de capacités entrepreneuriales, malgré un flux d'investissements important</p> <p>Problème de l'approvisionnement en matière première qui n'est pas résolu.</p>	Création d'un véritable pôle portuaire à Nouadhibou	Développement d'industries dans la sous-région, plus compétitives en termes de coûts.



### 3. Analyse socio-économique des retombées de l'accord.

#### 3.1. Analyses économiques

##### 3.1.1. Méthode d'estimation des performances économiques des navires

On cherche à estimer pour cette étude les principaux soldes intermédiaires de gestion à partir de la structure des coûts des navires. La méthode de calcul de ces soldes intermédiaires est détaillée dans la figure ci-dessous. Le premier solde, la valeur ajoutée brute est la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et les consommations intermédiaires. La valeur ajoutée représente la richesse brute générée pour rémunérer le travail et le capital. Le second solde intermédiaire de gestion est l'excédent brut d'exploitation. Ce solde fait la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et tous les coûts supportés pour générer ce chiffre d'affaire dont les coûts du travail et les taxes incluant le coût de l'accès (la licence) et les taxes d'utilisation portuaire<sup>53</sup>. L'excédent brut d'exploitation représente le montant destiné à financer et rémunérer le capital investi (amortissement, emprunts).

Les charges d'amortissement et les charges financières ne peuvent raisonnablement être estimées en raison de l'hétérogénéité des flottes concernées (taille des navires, âge, méthodes de financement, méthodes d'amortissement). L'étude s'arrêtera donc à l'estimation de la valeur ajoutée brute et de l'excédent brut d'exploitation.

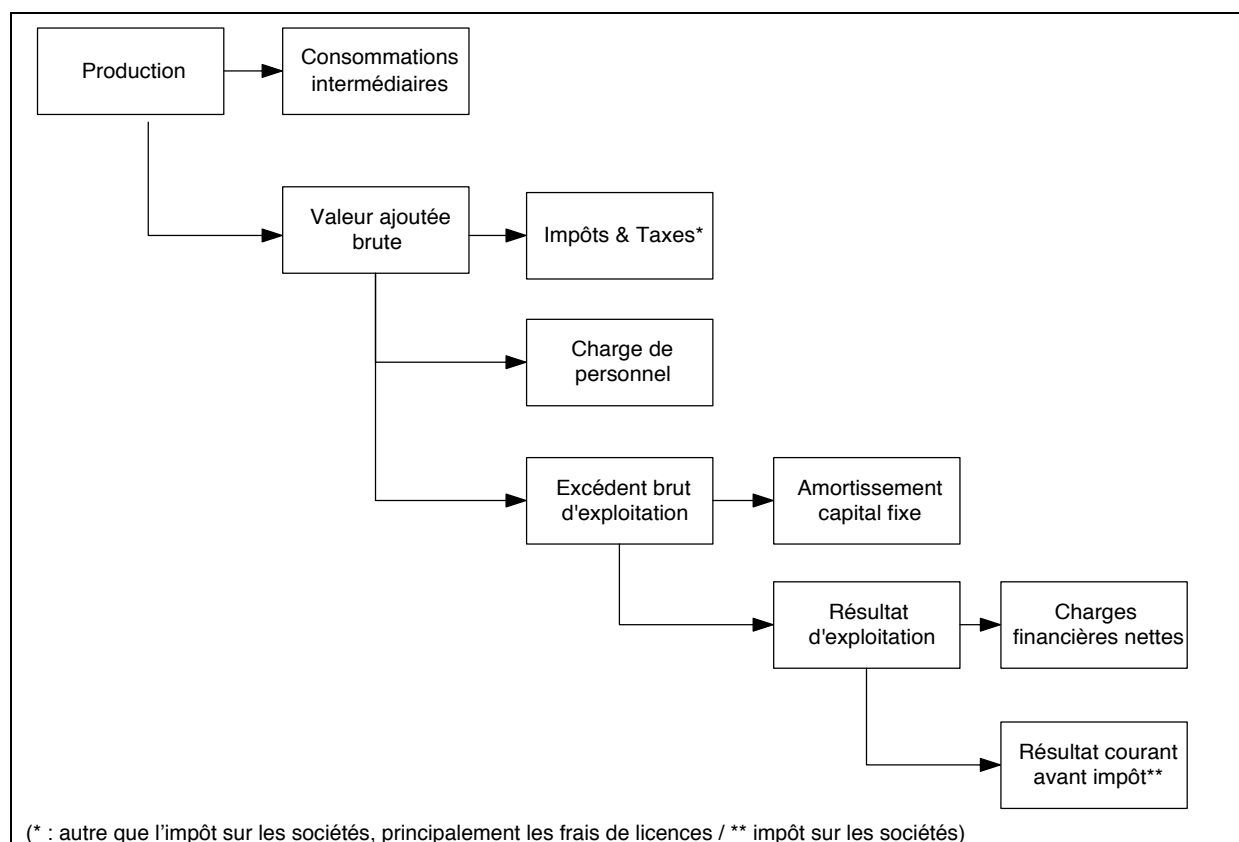


Figure 51 : Les principaux soldes intermédiaires de gestion

<sup>53</sup> Généralement payées *ad-valorem* et estimées par hypothèse à 2% du chiffre d'affaires

Pour chacune des différentes catégories de navires opérant sous le protocole, les comptes d'exploitation type ont été recherchés par le biais de deux sources. La première est le rapport annuel 2004 *Economic Performance of Selected European Fishing Fleets*<sup>54</sup> qui dresse un tableau de bord économique des plusieurs segments de la flotte européenne en donnant l'évolution des indicateurs pour les principales consommations intermédiaires dont le poste carburant, les frais variables générés par l'activité de pêche, et les frais fixes liés au navire (assurances, entretien notamment). La seconde source utilisée est constituée des informations fournies par les associations professionnelles représentant les navires travaillant sous accord (céphalopodiers et crevettiers notamment). Ces sources donnent leurs propres estimations de la structure des coûts d'exploitation des navires. Ce travail a conduit à estimer pour chaque catégorie de navire les coûts en pourcentage du chiffre d'affaires réalisé.

### ***Chiffre d'affaires***

La valeur des débarquements (le chiffre d'affaires) a été estimée de deux manières.

1. Pour les navires pour lesquels les déclarations de débarquements sont partielles ou douteuses (essentiellement ceux des catégories 1 à 6), on a cherché à estimer le tonnage moyen capturé par un navire en 10 mois d'activité (pour tenir compte du repos biologique) et sa composition par famille d'espèce. Les tonnages estimés ont été multipliés par les prix moyens pour estimer le chiffre d'affaires d'un navire, et l'extrapoler au nombre moyen de navires présent sur zone que donnent les informations sur l'utilisation de l'accord en nombre d'unités. Cette opération permet d'estimer la valeur ajoutée brute créée par la flottille, ainsi que l'excédent brut d'exploitation dégagé par l'ensemble des navires de la catégorie en retranchant notamment les frais de licences payés par les armements pour l'accès. En l'absence d'indicateurs précis pour la période, on considérera que les rendements moyens des navires sont restés constants entre 2001 et 2004, même si quelques informations qualitatives font état d'une pêche moins bonne en 2004. Aucun indice ne permet de vérifier ce fait, notamment en l'absence de données fiables sur les débarquements.
2. Pour les navires des catégories 7 à 9 dont les déclarations de débarquements peuvent être considérées comme fiables, et qui en outre la particularité d'exploiter la ZEE mauritanienne de manière ponctuelle, le chiffre d'affaires total de la catégorie réalisé dans la ZEE mauritanienne a été estimé en multipliant les tonnages par le prix moyen. La valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation ont ensuite été calculés à partir des ratios estimés en pourcentage du chiffre d'affaires d'un navire moyen pour les principaux postes de dépense (consommation intermédiaires, salaires).

### ***Valeur ajoutée brute et valeur ajoutée au bénéfice de la Communauté***

La valeur ajoutée brute se calcule en faisant la différence entre les chiffres d'affaires et les consommations intermédiaires estimées. La valeur ajoutée brute se distribue ensuite entre la Communauté, la Mauritanie et les intervenants d'autres nationalités.

La valeur ajoutée au bénéfice de la Communauté est la différence entre la valeur ajoutée brute et les taxes et salaires versés à la Mauritanie et à d'autres pays tiers. Pour la partie taxes, on ne retiendra que les frais de licences payés par les armateurs. En l'absence de débarquements significatifs en Mauritanie, les autres taxes telles que les redevances portuaires sont estimées payées dans la Communauté. Les salaires versés aux ressortissants autres que communautaires sont difficiles à estimer en l'absence de données détaillées. Les salaires de base des ressortissants mauritaniens ou de pays tiers sont faibles vis-à-vis des salaires des ressortissants communautaires (en général un rapport de 1 à 15<sup>55</sup>), mais ils bénéficient en outre d'un

<sup>54</sup> Economic Performance of Selected Fishing Fleets. Annual Report 2004. Financement CE sous l'action concertée Q5CA-2001-01502.

<sup>55</sup> D'après les informations obtenues sur place, un marin mauritanien toucherait un salaire fixe de 30 000 MRO par mois, soit environ 100 €, plus un intéressement au chiffre d'affaires. Les marins étrangers qualifiés (Sénégal, Maroc) touchent des salaires comparativement plus importants (400 USD / mois).

intéressement au chiffre d'affaires. Comme hypothèse de travail, on retiendra que les salaires versés aux ressortissants étrangers représentent 15% de la masse salariale totale versée, cette dernière variable étant estimée.

### ***Indices de rentabilité***

L'absence d'estimation des charges d'amortissement et de financement du capital ne permet pas d'estimer la rentabilité des navires d'après les résultats d'exploitation ou les résultats courants avant impôt. On utilisera ainsi comme ratio de rentabilité la valeur du ratio Excédent Brut d'Exploitation / Chiffre d'Affaires (EBE / CA) qui peut fournir des enseignements tirés à partir de sa valeur absolue mais aussi de ses tendances.

Une étude de la FAO<sup>56</sup> indique qu'un ratio EBE / CA supérieur ou égal à 10% peut être considéré comme favorable dans la mesure où il permet à l'entreprise de payer et rémunérer le capital dans de bonnes conditions. Dans les faits, il semble qu'il faille considérer ce seuil avec prudence : pour des navires de pêche utilisant de manière intensive le travail (type embarcations de taille modérée pratiquant les engins dormants), ce ratio peut être suffisant. En revanche, pour les navires de type industriels à forte intensité capitalistique (du type de la plupart des chalutiers européens travaillant sous accord), ce ratio de 10% peut se révéler limite ou insuffisant.

Le second indice qu'il est intéressant de considérer est le ratio du coût des licences sur la valeur ajoutée brute générée. Cet indice n'est pas un indice de rentabilité à proprement parler, mais il permet d'identifier l'importance du prix de la licence vis-à-vis de la richesse générée, et ainsi de se donner des éléments pour juger si le prix de la licence peut être considéré comme adapté compte tenu des performances économiques des navires.

### **3.1.2. Considérations sur l'évolution des prix pendant la période 2001-2005**

#### ***Le prix du carburant***

Les navires de pêche, en particulier ceux utilisant des arts traînants, sont des gros consommateurs de carburant. Ce poste de dépense peut représenter entre 15 et 20% des consommations intermédiaires. La période 2001-2005 a vu une augmentation très sensible des prix du pétrole. Le graphique suivant présente le prix moyen annuel du baril de Brent en USD et en euros. Par rapport au prix de 2001, le prix moyen 2004 est 1,56 fois plus élevé qu'en 2001, et 1,41 fois en euros du fait des variations des cours des deux devises. Cette augmentation semblait se poursuivre en 2005 (à la fin mai 2005, le prix en dollar était pratiquement le double de celui de 2001, 1,71 fois plus cher en euros).

---

<sup>56</sup> Economic Viability of Marine Capture Fisheries - Findings of a Global Study and an Interregional Workshop, 1998, FAO FISHERIES TECHNICAL PAPER 377

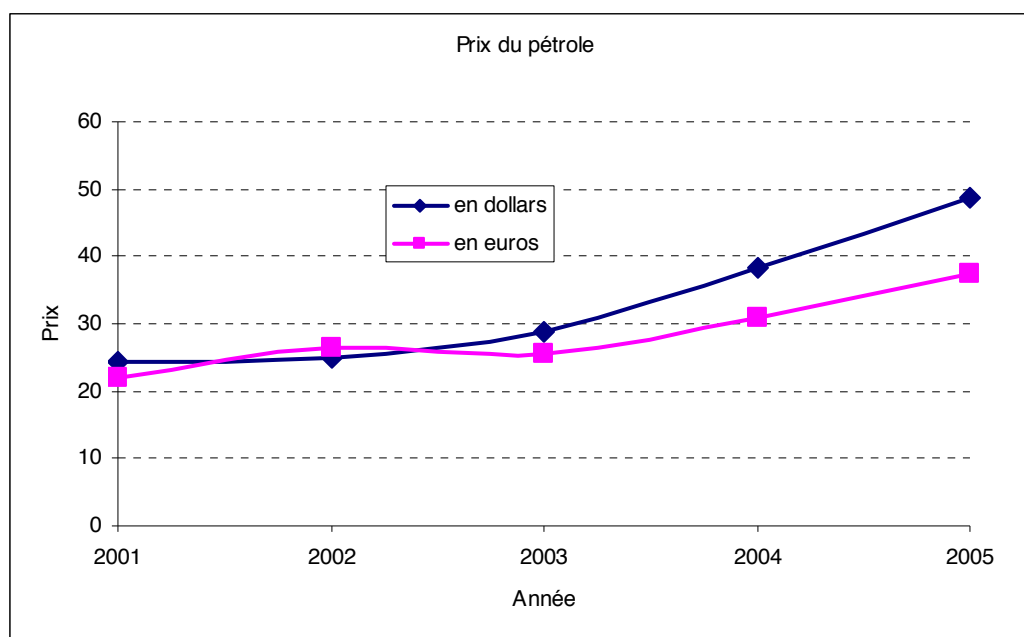


Figure 52 : Evolution du prix du baril de Brent. Source : Ministère de l'Industrie France

### *Le prix des services*

L'augmentation des prix pétroliers a contribué à renchérir le coût des services sur la période 2001-2005. A défaut d'indice spécifique pour des secteurs d'activité comparables à ceux de la pêche, on retiendra l'évolution du prix à la consommation qui sur la période 2001-2005 marque une progression pratiquement linéaire de 2 points par an. Globalement, les prix à la consommation en 2004 étaient de 6,3% supérieur à l'indice 2001.

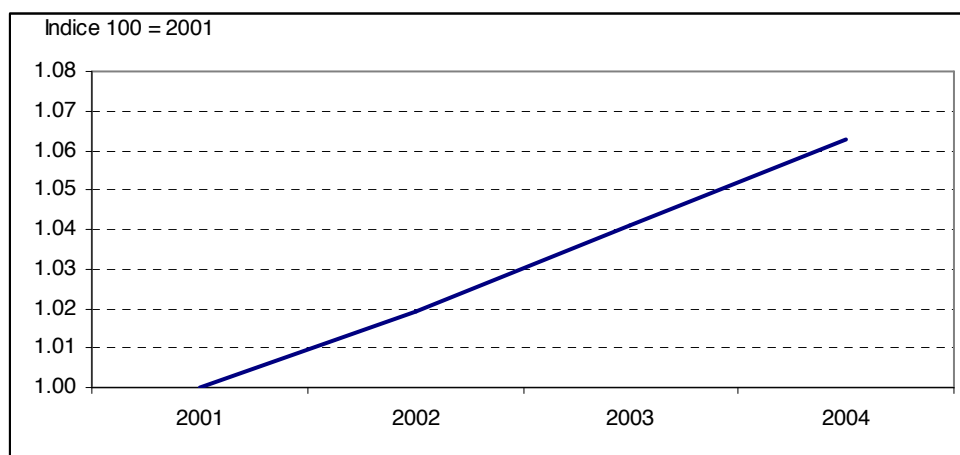


Figure 53 : Evolution de l'indice des prix à la consommation dans la zone euro. Source : Eurostat

### *Le prix des produits de la pêche*

Le marché des produits de la pêche de la Communauté européenne est structurellement déficitaire. En 2000, une étude<sup>57</sup> a estimé que le marché européen représentait une consommation équivalente à 10 millions de tonnes par an, avec un degré d'auto-approvisionnement de 57%. Plus de 6 millions de tonnes

<sup>57</sup> Etude de faisabilité de la construction de bilans d'approvisionnement pour les produits de la pêche. Commission européenne, février 2004, ref FISH 2002/09.

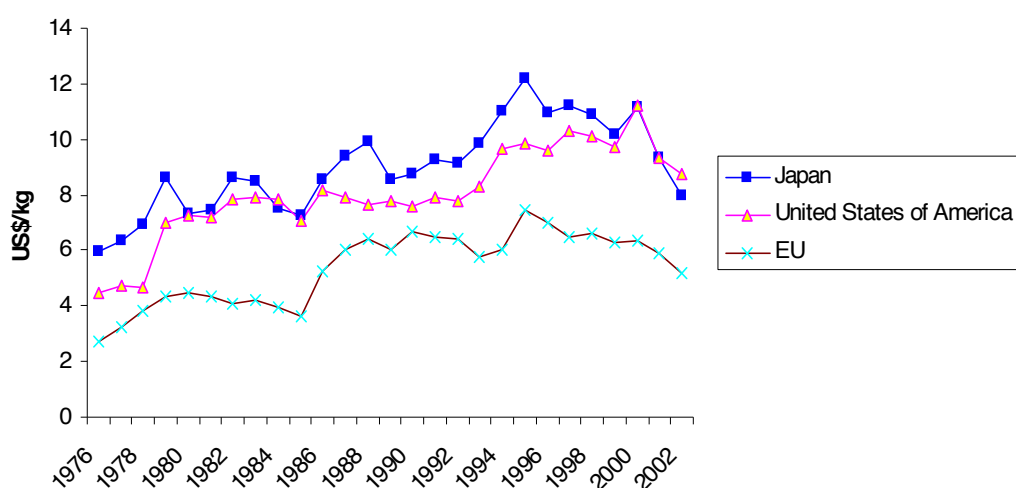
de produits sont importés dans la Communauté pour couvrir ses besoins. Ainsi, la plupart des produits de la pêche débarqués par les flottes européennes, et principalement ceux pêchés dans les eaux de pays tiers, se retrouvent en concurrence avec les produits d'importation et les prix suivent logiquement les variations de l'offre et de la demande mondiale que tirent la Communauté, le Japon et les Etats Unis. Ces variations sont accentuées par la parité euro / dollar : un dollar fort (2001-2002) rend les produits européens compétitifs vis-à-vis des produits importés, tandis qu'un dollar faible (2003-2004) favorise l'importation.

Pour les principales espèces pêchées en Mauritanie, la situation des marchés sur la période 2001-2005 peut être brièvement résumée comme suit :

### Crevettes

Pour les crevettes, le marché a été abondamment fourni par les produits d'aquaculture de pays émergents comme la Thaïlande, l'Indonésie, le Brésil ou la Chine. Dans le même temps, la demande sur les trois principaux marchés (Japon, Europe et USA) ne s'est pas accrue de manière comparable. Il en résulte une situation où l'offre dépasse la demande, avec une baisse des prix mondiaux.

Le graphique suivant indique les variations des prix sur les trois principaux marchés. Les prix montrent une baisse générale depuis la fin des années 1990 qui s'est poursuivie sur la période 2003-2004. D'après le programme Globefish, il y a relativement peu d'espoir que les prix se redressent à moyen terme. Les prix sur les marchés européens sont tirés vers le bas par l'offre en crevette nordique (*P. borealis*) plus petite que la crevette tropicale qui est la plus demandée aux USA et au Japon.



**Figure 54 : Variations des prix moyens de la crevette sur les principaux marchés. Source : Globefish**

La crevette de pêche de grande taille (type crevettes profondes) se positionne favorablement sur le marché. Ses prix suivent cependant la tendance générale car le marché de ces crevettes est concurrencé par celui de la crevette d'élevage tropicale (black tiger et white)

### Les céphalopodes

Le marché mondial des céphalopodes est actuellement en pleine mutation. Avec l'effondrement des stocks au Maroc, l'offre mondiale a sensiblement décliné et les prix sur les deux principaux marchés le Japon et l'Europe, ont augmenté de manière très sensible. La Mauritanie se positionne maintenant comme le premier fournisseur d'Afrique de l'Ouest. Compte-tenu de la situation de l'offre, les spécialistes de Globefish considère que les prix sont dans une tendance haussière dont la fin n'est pas encore visible (figure ci-dessous).

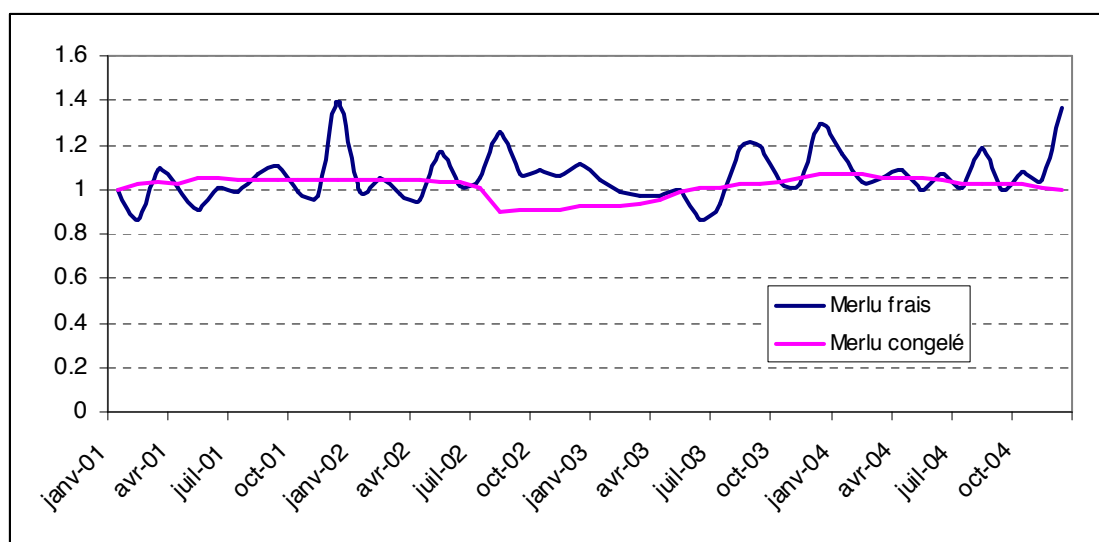


**Figure 55 : Prix moyens du poulpe à l'importation en Espagne. Source : GLOBEFISH**

Les marchés du calmar sont également en situation de bouleversement. Deux grandes familles de calmars sont en compétition, le calmar *Illex* pêché dans l'Atlantique Sud et le *Loligo*, plus apprécié sur le marché européen, pêché notamment en Afrique de l'Ouest. Les stocks d'*Illex* en Atlantique Sud-Ouest souffrent d'une situation de surexploitation et les quantités placées sur le marché international sont en baisse. Si les prix sont restés relativement stables jusqu'en 2003, une augmentation sensible des prix est à prévoir dans le proche avenir. Le marché de la seiche est quant à lui beaucoup plus stable. Les prix n'ont pas montré de variations sensibles entre 2001 et 2004.

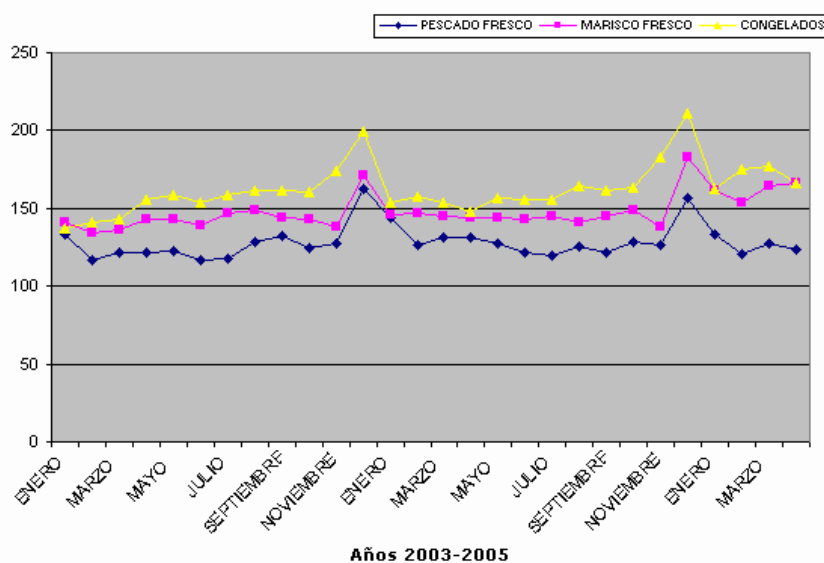
Concernant le merlu, son marché est également mondial. L'Europe, et en particulier l'Espagne, importe autour de 190 000 tonnes par an (source : Globefish). Les deux principaux fournisseurs sont la Namibie et l'Argentine. Si les prix du merlu congelé sont restés à des niveaux relativement constants sur la période 2001-2004 en raison de l'offre importante à l'importation et de la substitution possible du merlu congelé par d'autres espèces de poissons blancs, le prix du merlu frais reste sensiblement supérieur sur le marché et principalement pour les poissons de grande taille (plus rares) et d'un aspect et d'une fraîcheur supérieurs. Le marché du frais est très sensible aux quantités placées sur le marché et montre des variations de prix considérables.

L'indice des prix du merlu frais et congelé à MercaMadrid indique pour le merlu congelé une stabilité sur la période 2001-2004, avec des prix plus bas en 2003 qu'en 2002 et 2004. Le prix du merlu frais est beaucoup plus variable suivant les saisons. En moyenne, le prix moyen du merlu frais a progressé d'environ 6% sur la période, avec une dépression sensible sur l'année 2003.



**Figure 56 : Indice de prix mensuel (01/2001=100) du merlu à MercaMadrid. Source : MercaMadrid**

Pour les autres espèces, la tendance générale sur la période 2002-2004 semble avoir été la stabilité des prix en raison d'une demande intérieure peu soutenue (analyses Globefish), mis à part les pics habituels de fin d'année. L'indice global des prix publié par MercaMadrid (figure suivante) confirme cette stabilité.



**Figure 57 : Indice des prix des produits de la pêche à MercaMadrid (indice 100=1995). Source : Mercamadrid**

### Prix moyens retenus

Le tableau suivant présente les prix moyens retenus pour les principaux produits de la pêche exploités en Mauritanie. Les informations sont extraites de plusieurs sources :

- Pour les céphalopodes, les prix retenus sont les prix moyens communiqués par la SMCP. Ils sont jugés représentatifs dans la mesure où la place mauritanienne est l'une des bases pour la formation des prix mondiaux des poulpes et autres céphalopodes.

- Pour les crustacés, les prix sont ceux communiqués par des professionnels de la filière, corrigés de l'évolution des cours mondiaux.
- Pour le merlu, la source professionnelle a été également utilisée, recoupée par des informations du programme Globefish. Le merlu congelé et le merlu frais, de valeurs marchandes très différentes, sont considérés séparément. Pour les autres poissons de fond, l'étude a retenu une différenciation entre le poisson pêché par les engins dormants, de meilleure qualité, par rapport à celui pris au chalut.
- Pour les petits pélagiques, les prix utilisés sont les prix communiqués par des opérateurs russes en USD et relevés de 10% pour tenir compte d'une qualité de traitement supérieure à bord des navires européens
- Enfin, les prix des thonidés sont les prix moyens ex-navires des produits destinés à la conserve et établis par l'organisation professionnelle française.

**Tableau 73 : Hypothèses de prix moyens (en €/par tonne) des principaux produits de la pêche pêchés en Mauritanie.**

	2001	2002	2003	2004
<b>Crustacés</b>				
Crevettes	5 864	6 312	6 036	5 396
Crustacés divers	4 782	4 593	3 155	2 870
<b>Céphalopodes</b>				
Poulpe	3 388	4 664	4 823	4 989
Calamar	3 911	4 182	3 915	4 264
Seiche	2 150	2 177	2 223	1 770
<b>Poissons</b>				
Démersaux chalut	1 615	1 417	997	846
Démersaux dormant	2 950	2 834	2 600	2 500
Merlu congelé	2 215	2 100	2 126	2 215
Merlu frais	4 217	4 357	4 261	4 452
<b>Petits pélagiques</b>				
Sardinelle	553	525	438	399
Sardine	369	350	292	266
Maquereau	861	817	682	620
Chinchard	615	584	487	443
Divers	553	525	438	399
<b>Thonidés</b>				
Albacore	1020	1090	860	1070
Listao	730	640	540	750
Patudo	720	820	730	890

### **3.1.3. Résultats de l'analyse économique**

Les étapes de calcul et les résultats des estimations sont présentées pour chaque catégorie de navire dans l'annexe 1.

#### **Chiffre d'affaires**



Le chiffre d'affaires total de la flotte varie en année pleine (2001 ne comportait que 3 mois d'activité) entre 181 M€ (2002) et 140 M€ (2004) pour être en moyenne sur les années 2002 à 2004 de 165 M€<sup>58</sup>. Le chiffre d'affaires réalisé par la flotte européenne sous accord est le fait de trois catégories : la catégorie 9 (38%), la catégorie 5 (33%) et la catégorie 1 (16%).

**Tableau 74 : Chiffre d'affaires réalisé par la flotte européenne sous accord**

<i>En '000 €</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>Moyenne (2002-2004)</i>	<i>% moyenne</i>
Cat.1	29 159	28 353	19 499	25 671	16%
Cat.2	10 848	8 726	6 780	8 785	5%
Cat.3	2 270	2 093	2 026	2 130	1%
Cat.4	6 953	3 474	2 584	4 337	3%
Cat.5	47 984	57 656	55 825	53 822	33%
Cat.6	0	0	0	0	0%
Cat.7	338	2 217	1 373	1 309	1%
Cat.8	7 077	6 842	7 675	7 198	4%
Cat.9	76 247	66 199	44 008	62 151	38%
<b>Total</b>	<b>180 877</b>	<b>175 560</b>	<b>139 769</b>	<b>165 402</b>	

### La valeur ajoutée générée

Comme le montre le tableau suivant, la valeur ajoutée brute générée par les navires de pêche européens sous accord est estimée varier suivant les années entre 94 et 70 M€, pour s'établir à 86 M€ en moyenne. La catégorie 5 est la principale génératrice de valeur ajoutée (30 M€, 35% en moyenne), devant la catégorie 9 (27 M€, 31%) et la catégorie 1 (16 M€, 19%).

**Tableau 75 : Valeur ajoutée brute générée par les navires de pêche européens sous accord**

<i>En '000 €</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>Moyenne (2002-2004)</i>	<i>% moyen</i>
Cat.1	18 604	17 806	11 504	15 971	19%
Cat.2	6 401	4 974	3 458	4 944	6%
Cat.3	1 566	1 381	1 297	1 415	2%
Cat.4	3 824	1 945	1 344	2 371	3%
Cat.5	26 871	32 864	29 587	29 774	35%
Cat.6	0	0	0	0	0%
Cat.7	160	1 060	612	611	1%
Cat.8	3 643	3 538	3 419	3 533	4%
Cat.9	30 956	30 915	18 923	26 931	31%
<b>Total</b>	<b>92 025</b>	<b>94 482</b>	<b>70 143</b>	<b>85 550</b>	

La valeur ajoutée générée au bénéfice de la Communauté européenne, soit la valeur ajoutée brute diminuée des frais de licence et des salaires payés à des ressortissants étrangers, varie entre 52 M€ (2004) et 70 M€ (2003) et se place en moyenne sur la période 2002-2004 à 65 M€ par an. Le segment des chalutiers pélagiques (cat. 9) est le principal pourvoyeur de valeur ajoutée (23 M€, soit 36%), devant les céphalopodières (cat.5) avec 21 M€ (33%) et les crevettiers (cat. 1 : 11 M€ soit 16%). Les navires merluttiers (cat. 2) et les canneurs (cat. 8) apportent une contribution significative évaluée à 11% (7 M€ par an en moyenne).

<sup>58</sup> Le total de la valeur des prises des navires industriels dans la ZEE a été évalué à 375 M€, les armements européens contribueraient donc à hauteur de 44% de cette valeur.

**Tableau 76 : Valeur ajoutée brute générée au profit de la Communauté européenne par les navires CE sous accord**

En '000 €	2002	2003	2004	Moyenne (2002-2004)	% moyenne
Cat.1	12 747	12 391	6 874	10 671	16%
Cat.2	5 271	3 954	2 706	3 977	6%
Cat.3	1 270	1 053	987	1 103	2%
Cat.4	2 113	1 152	778	1 348	2%
Cat.5	18 549	24 070	21 258	21 292	33%
Cat.6	0	0	0	0	0%
Cat.7	109	939	525	524	1%
Cat.8	3 143	3 026	2 901	3 023	5%
Cat.9	26 756	27 230	16 306	23 431	36%
<b>Total</b>	<b>69 956</b>	<b>73 817</b>	<b>52 335</b>	<b>65 369</b>	

**Indicateurs de rentabilité**

Le tableau suivant présente les valeurs des deux indicateurs de rentabilité retenus Coût de la licence / Valeur Ajoutée brute totale (licence / VA) et Excédent Brut d'Exploitation / Chiffre d'affaires (EBE / CA). Le ratio n'a été calculé que sur les années pleines du protocole (2002 à 2004).

**Tableau 77 : Ratios de rentabilité estimés pour les catégories de navire opérant sous accord**

		2002	2003	2004
Cat.1	Licence / VA	23%	22%	32%
	EBE / CA	12%	13%	7%
Cat.2	Licence / VA	10%	11%	12%
	EBE / CA	20%	11%	9%
Cat.3	Licence / VA	8%	13%	14%
	EBE / CA	12%	9%	9%
Cat.4	Licence / VA	17%	14%	13%
	EBE / CA	5%	8%	6%
Cat.5	Licence / VA	21%	17%	18%
	EBE / CA	4%	7%	5%
Cat.6	Licence / VA			
	EBE / CA			
Cat.7	Licence / VA	24%	3%	6%
	EBE / CA	9%	19%	14%
Cat.8	Licence / VA	4%	4%	4%
	EBE / CA	13%	13%	9%
Cat.9	Licence / VA	4%	4%	5%
	EBE / CA	11%	17%	13%

Le tableau permet d'estimer que la rentabilité des flottes chalutières semble limite, en particulier pour les navires des catégories 4 (démersaux) et 5 (céphalopodières) dont le ratio EBE / CA est au dessous de 10%. La rentabilité semble acceptable pour les navires des catégories 1 (crevettiers), 2 (merluttiers) et 3 (pêche démersales sans chaluts). La rentabilité des catégories 7 (senneurs), 8 (canneurs) et 9 (chalutiers pélagiques) est bonne d'après le ratio EBE / CA mais il faut prendre en compte le fait que la ZEE de Mauritanie ne représente qu'une partie de leur activité, et que la rentabilité globale des armements dépend des résultats réalisés dans d'autres zones de pêche, et second point, que les navires de ces catégories sont de forte intensité capitalistique et que les ratio EBE / CA s'ils sont relativement bons par rapport aux autres catégories, sont peut-être limites compte tenu des montants investis.

L'un des résultats importants est que le ratio EBE / CA tend à s'effriter pour l'ensemble des catégories, ce qui s'explique logiquement par l'augmentation des charges, dont le fuel en particulier. L'ensemble des

catégories pêchant sur le plateau passe ainsi au-dessous d'une valeur de 10%, avec un minimum estimé à 5% pour les céphalopodiers.

L'indicateur Licence / valeur ajoutée brute totale est faible pour les catégories 7 et 9 (4%) environ. Il est plus important pour les navires de la catégorie 8 (canneurs) en raison notamment de frais d'observateurs qui sont pratiquement égaux aux frais de licences. La charge de licence est la plus lourde pour les navires des catégories 1 (crevettiers, surtout en 2004 avec 32%) et céphalopodiers (catégorie 5 avec entre 18 et 21%). Pour les autres catégories, la charge de licence varie grossièrement entre 10 et 15% de la valeur ajoutée brute

Cette analyse permet de conclure que certaines catégories paient plus que d'autres en frais de licence proportionnellement à leurs résultats économiques. Schématiquement, les catégories 1 et 5 sont les plus taxées, les catégories 7 à 9 les moins taxées. Si l'on met en relation ce ratio avec les ratios de rentabilité EBE / CA, on peut conclure que les catégories 7 à 9 pourraient si nécessaire absorber une augmentation du coût de l'accès, alors que les catégories exploitant le plateau continental sont en limite de rentabilité et ne pourraient s'acquitter de montants supérieurs sans compromettre leur équilibre économique. D'après les résultats, une baisse du coût des licences pour les catégories 1 et 5 améliorerait la rentabilité des entreprises concernées.

### **3.1.4. Les perspectives 2005**

Trois types d'événements survenus en 2005 auront une incidence sur l'économie des flottes européennes travaillant sous accord :

- Le premier est l'introduction en mai 2005 d'une nouvelle période d'arrêt biologique d'un mois pour les flottilles des catégories 1 à 6, ce qui réduit le temps d'activité à 9 mois de l'année au lieu des 10 mois convenus depuis le début du protocole. Cette réduction d'activité est accompagnée d'une baisse concomitante du prix des licences prorata temporis, mais la contrepartie versée par la Communauté reste la même car cet arrêt supplémentaire entre dans le cadre des efforts des deux parties pour l'amélioration de la ressource céphalopodière ;
- Le second est l'intégration dans la catégorie 9 des navires des nouveaux Etats membres (Lituanie, Lettonie) commencée durant le second semestre 2004. D'après les informations communiquées par la CE, 10 navires intégreraient ainsi l'accord avec une stratégie d'exploitation quasi-permanente de la ZEE mauritanienne, différente de celle des navires néerlandais qui ne viennent que pour des périodes ponctuelles et restreintes.
- Le dernier est la poursuite à la hausse des prix pétroliers. En mai 2005, les prix du pétrole restaient à des plus hauts historiques, avec un prix du baril 21% plus cher qu'en 2004. Cette augmentation pèse sur l'économie des flottes notamment chalutière et aura pour effet de faire baisser le pourcentage de valeur ajoutée / chiffre d'affaires de quelques points, coûts des autres facteurs inchangés.

L'impact de l'arrêt biologique supplémentaire sur la valeur ajoutée générée peut être estimé simplement en réduisant la valeur ajoutée 2004 de 1/10 pour les catégories 1 à 6, considérant tout autres paramètres égaux par ailleurs (y compris pour l'utilisation de l'accord sauf pour la catégorie 5 que l'on considère remonter à 50 navires). On ne dispose pas de données précises sur les éventuelles différences de rendements des navires en mai par rapport aux autres mois de l'année qui permettraient d'effectuer une analyse plus fine. Les catégories 7 à 9 ne sont pas touchées par ce nouvel arrêt biologique. Sous cette hypothèse, la valeur ajoutée brute générée au bénéfice de la Communauté en 2005 baisserait de 3,3 M€ en valeur absolue.

S'agissant de l'intégration des navires des nouveaux Etats membres dans l'accord, les informations collectées auprès des opérateurs indiquent que le rendement moyen de ces navires est d'environ 1 200 tonnes de produits par mois. En faisant l'hypothèse d'une présence de 10 navires pendant 10 mois de l'année, les tonnages de petits pélagiques capturés sous accord augmente d'environ 120 000 tonnes par an.

En considérant que les navires baltes génèrent un taux de valeur ajoutée de 44%<sup>59</sup> et un prix moyen des captures de 350 € par tonne, la valeur ajoutée brute générée par les navires se situe à environ 18,5 M€. Déduction faite du coût des licences (2,5 € par TJB par mois pour un navire moyen de 5 000 TJB), des frais d'observateurs (350 € mois par navire) - soit 1,3 M€ environ - et des salaires versés à des ressortissants autres que communautaires (15% de la masse salariale estimée à 9% du CA<sup>60</sup>, soit 567 000 €), la valeur ajoutée brute au bénéfice de la Communauté générée par ces navires s'estime à 16,6 M€ en plus de la valeur ajoutée au bénéfice de la CE par les navires déjà présents.

La hausse des prix du pétrole aura pour effet de diminuer la valeur ajoutée en augmentant le coût du facteur carburant. L'impact 2005 de cette augmentation sur la valeur ajoutée générée au bénéfice de la Communauté, conjuguée avec la réduction du nombre de mois ouverts à la pêche a été estimé en reprenant les calculs présentés dans l'annexe 1. L'analyse a consisté à augmenter le % du poste carburant de 21% pour tous les segments, et à réduire les frais de licences de 1/10 pour les catégories 1 à 6. Sous cette configuration, la valeur ajoutée communautaire diminue de 52,3 M€ en 2004 à 45,8 M€ en 2005, soit une baisse de 6,6 M€.

**Tableau 78 : Variations de la valeur ajoutée brute générée en 2005 au profit de la Communauté suivant les événements considérés.**

Type d'évènement	Variation par rapport à 2004
Arrêt biologique supplémentaire d'un mois	- 3,3 M€
Arrêt biologique supplémentaire <b>plus</b> prise en compte d'une augmentation de 21% des prix des carburant	- 6,6 M€
Introduction des navires baltes sous l'accord	+ 16,6 M€

Au final, les perspectives de variation de la valeur ajoutée communautaire directe sont positives d'environ + 10 M€ par rapport à 2004, toutes choses égales par ailleurs, portant le montant de la valeur ajoutée communautaire à 62,3 M€ en 2005, soit des niveaux encore inférieurs à ceux de 2002 et 2003.

### 3.2. L'emploi

L'estimation du nombre de postes embarqués que l'accord de pêche contribue à maintenir est basée sur la composition moyenne de l'équipage à bord des navires de chaque catégorie. Les informations ont été estimées à partir d'éléments reçus de la part d'organisations professionnelles pour l'essentiel, ou par d'autres contacts avec des armements.

De manière générale, l'équipage à bord des navires opérant sous l'accord de pêche se partage entre des ressortissants de la CE qui occupent en général les postes de commandement, les marins mauritaniens dont l'effectif minimum à bord des navires est réglementé par une clause du protocole (annexe 1, chapitre VIII), et les marins d'autres nationalités, essentiellement de pays ACP. Le tableau suivant indique les hypothèses retenues sur la composition de l'équipage par nationalité.

<sup>59</sup> Annual Economic Report 2004 segment des chalutiers atlantiques lithuaniens

<sup>60</sup> Même référence

**Tableau 79 : Hypothèses retenues pour la composition moyenne des équipages des navires communautaires**

	<i>Equipage</i>	<i>Ressortissants CE</i>	<i>Ressortissants RIM</i>	<i>Autres Nationalités</i>
Cat. 1	17	6	4	7
Cat. 2	12	4	4	4
Cat. 3	7	3	4	0
Cat. 4	17	6	6	5
Cat. 5	17	6	6	5
Cat. 6				
Cat. 7	36	11		25
Cat. 8	22	6	7	9
Cat. 9	42	14	7	21

L'estimation du nombre total d'emploi dépendant de l'accord Mauritanie est effectuée en multipliant la composition moyenne des équipages par le nombre de navires ayant utilisé l'accord par année (voir § utilisation de l'accord) moyennant quelques hypothèses supplémentaires et ajustements :

- Pour les navires des catégories 1 à 6, on considère que le nombre de navire moyen sur zone par an représente une activité à temps plein (c'est-à-dire que les navires ne pêchent qu'en Mauritanie), et que par conséquent, tous les emplois dépendent de l'accord ;
- Pour les navires de la catégorie 7 (senneurs), l'activité des navires européens ne peut être estimée dépendre de l'accord compte-tenu du faible pourcentage des captures réalisées dans la zone par rapport aux captures totales dans l'océan atlantique. La contribution directe à l'emploi sera donc considérée comme nulle, même si une contribution indirecte est réelle ;
- Pour les navires de la catégorie 8, le nombre d'emploi dépendant de l'accord Mauritanie est estimé en dépendre à 100% dans la mesure où plus de 70% des captures sont réalisées dans la zone ;
- Enfin, pour les navires de la catégorie 9, l'activité des chalutiers se partage entre plusieurs zones de pêche dont les eaux européennes et les eaux d'autres pays tiers. Suivant le fichier des licences communiqués par la Commission, les chalutiers pélagiques passent suivant les années entre 1 et 7 mois par an dans les eaux mauritaniennes, avec un nombre important de navires qui y passe au moins 5 mois. On estimera par conséquent que l'emploi à bord dépend à 50% de l'accord Mauritanie.

**Tableau 80 : Estimation de l'emploi embarqué dépendant de l'accord de pêche**

	<i>2002</i>			<i>2003</i>			<i>2004</i>		
	Emploi total	Emploi CE	Emploi RIM	Emploi total	Emploi CE	Emploi RIM	Emploi total	Emploi CE	Emploi RIM
Cat. 1	629	222	148	646	228	152	493	174	116
Cat. 2	300	100	100	240	80	80	180	60	60
Cat. 3	91	39	52	91	39	52	91	39	52
Cat. 4	255	90	90	153	54	54	119	42	42
Cat. 5	935	330	330	935	330	330	799	282	282
Cat. 8	264	72	84	682	186	217	616	168	196
Cat. 9	126	42	21	126	42	21	147	49	25
<b>Total</b>	<b>2 600</b>	<b>895</b>	<b>825</b>	<b>2 873</b>	<b>959</b>	<b>906</b>	<b>2 445</b>	<b>814</b>	<b>773</b>

D'après ces estimations, ce sont donc entre 2 500 et 2 800 emplois embarqués en équivalent temps plein qui dépendent de l'accord. L'emploi embarqué de ressortissants communautaires est estimé varier entre 800 et 950 suivant les années, celui de ressortissants mauritaniens entre 770 et 900 équivalent temps plein. L'emploi de marins d'autres nationalités varierait quant à lui entre 850 et 1 000 par an.

L'introduction des navires des Etats baltes dans l'accord augmentera le bilan emploi. Il y a de source professionnelle entre 60 et 80 marins à bord de ces navires, de plusieurs nationalités (communautaire, russe, chinoise, mauritanienne). L'activité de 10 navires soutient entre 600 et 800 emplois supplémentaires, dont on estime qu'une moitié concerne des ressortissants communautaires des nouveaux Etats membres.

### **3.3. Les effets multiplicateurs**

L'activité des navires européens sous accord génère des retombées économiques au profit de la Communauté du fait des activités amont et aval qui dépendent du travail des navires.

En ce qui concerne l'emploi, plusieurs travaux ont cherché à estimer les effets multiplicateurs de l'activité embarquée à terre. A l'échelle européenne, une étude menée par la DG FISH en 2000<sup>61</sup> a permis d'estimer que le nombre d'emploi généré à terre par un emploi embarqué varie entre 0,5 et 1,5, avec une moyenne de 1,1 emploi par emploi embarqué. Ce ratio moyen correspond à des études socio-économiques menées en France par exemple.

Il n'y a à notre connaissance que très peu de travaux réalisés sur les effets multiplicateurs de la valeur ajoutée générée dans les secteurs amonts et aval par les flottes de pêche. L'estimateur utilisé dans l'étude d'évaluation des accords de pêche conclus par la Communauté européenne avait été fixé à 2 € de valeur ajoutée indirecte pour 1 € de valeur ajoutée directe, sans réelle démonstration et dans le cas où les captures des navires sous accord sont placées sur le marché européen (catégorie 1 à 6). En l'absence de données alternatives, on utilisera ce coefficient multiplicateur de 2 € qui même s'il semble a priori excessif est la seule référence utilisable.

Les navires thoniers des catégories 7 et 8 vendent la majeure partie de leurs captures aux conserveries des pays ACP (Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana) pour transformation avant mise sur le marché communautaire et une partie est rapatriée dans les Etats membres (Espagne, Italie) pour y être transformée. Une partie de la valeur ajoutée induite dans le secteur aval par les thoniers communautaires est par conséquent au bénéfice des pays ACP. Faute d'éléments plus précis, on estimera que 1 € généré par les navires génère 1 € de valeur ajoutée dans la Communauté au titre des activités amont, de transformation de la partie travaillée en Europe, et des activités du secteur de la distribution.

En ce qui concerne les chalutiers pélagiques, la situation est encore différente. Les navires vendent la presque totalité des prises réalisées dans la ZEE mauritanienne sur le marché africain, en l'absence de débouchés sur le marché communautaire. On peut donc ainsi estimer que la valeur ajoutée induite dans la filière aval communautaire est nulle. L'activité de ces navires génère cependant de l'activité dans la filière amont de services aux navires dans la Communauté (entretien, réparation, achats d'intrants). En toute première approximation, on estimera que cette valeur ajoutée induite est proche de la moitié de la valeur ajoutée brute communautaire directe.

### **3.4. Bilan global et rapport coût efficacité de l'accord**

#### **3.4.1. Bilan emploi**

D'après les estimations, le nombre d'emplois de marins communautaires dépendant de l'accord Mauritanie est estimé varier entre 800 et 950. Le nombre total d'emploi embarqués varie quant à lui entre 2 500 et 2 800 par an.

En utilisant le coefficient multiplicateur de 1,1 emploi à terre pour 1 emploi embarqué, le bilan emploi s'établit comme suit :

---

<sup>61</sup> Regional Socio-economic Studies on Employment and the Level of Dependency on Fishing. Lot No.23: Coordination and Consolidation Study. MegaPesca pour DG FISH

Emploi CE à bord	800 - 950	Estimation
Emploi total embarqué sur les navires communautaires	2 500 - 2 800	Estimation
Emploi à terre	2 750 - 3 080	1,1 emploi à terre pour chaque emploi embarqué
<b>Bilan total emploi CE</b>	<b>3 550 - 4 030</b>	

L'accord de pêche avec la Mauritanie contribuerait donc à soutenir entre 3 500 et 4 000 emplois communautaires, pour la grande majorité dans des zones dépendantes de la pêche (Iles Canaries, Galice, Andalousie, Pays Basque notamment).

### 3.4.2. **Bilan valeur ajoutée et coût efficacité**

Le tableau suivant présente le bilan valeur-ajoutée de l'accord de pêche avec des projections pour l'année 2005 intégrant les changements (voir § perspectives 2005), et compte tenu des effets multiplicatifs retenus pour la valeur ajoutée indirecte.

**Tableau 81: Synthèse du rapport coût bénéfice de l'accord de pêche avec la Mauritanie**

Données en '000 €	2002	2003	2004	2005
<b>(a) Valeur ajoutée brute directe au bénéfice de la CE</b>				
Catégorie 1 à 6	39 949	42 621	32 603	27 841
Catégorie 7 et 8	3 251	3 965	3 426	2 933
Catégorie 9	26 756	27 230	16 306	31 577
<b>Total (a)</b>	<b>69 956</b>	<b>73 817</b>	<b>52 335</b>	<b>62 351</b>
<b>(b) Valeur ajoutée brute indirecte au bénéfice de la CE</b>				
Catégorie 1 à 6	79 898	85 243	65 205	55 682
Catégorie 7 et 8	3 251	3 965	3 426	2 933
Catégorie 9	13 378	13 615	8 153	15 788
<b>Total (b)</b>	<b>96 527</b>	<b>102 823</b>	<b>76 784</b>	<b>74 404</b>
<b>Total (a)+(b)</b>	<b>166 484</b>	<b>176 641</b>	<b>129 119</b>	<b>136 755</b>
<b>Investissement communautaire</b>	<b>86 000</b>	<b>86 000</b>	<b>86 000</b>	<b>86 000</b>
1 € investi par la CE génère :				
Valeur ajoutée flotte de pêche	0.81	0.86	0.61	0.73
Valeur ajoutée induite	1.12	1.20	0.89	0.87
<b>Total</b>	<b>1.94</b>	<b>2.05</b>	<b>1.50</b>	<b>1.59</b>

On estime ainsi qu'en moyenne 1 € investi par la Communauté génère en moyenne 1,77 € de valeur ajoutée directe et indirecte au bénéfice de la Communauté. Ce ratio moyen a eu tendance à s'effriter entre le début du protocole et 2005, en raison de l'utilisation décroissante des possibilités de pêche et de l'augmentation du coût des facteurs que n'a pas compensé une augmentation des prix des produits de la pêche. Ce ratio se décompose en un rapport de 1 € investi pour 0,75 € de valeur ajoutée directe générée par les flottes (valeur moyenne), et 1 € investi pour 1,02 € générés dans les filières amonts et aval (valeur moyenne également très dépendante de la qualité des coefficients multiplicateurs retenus).

## 4. Evaluation ex-post du protocole en cours

La méthodologie d'évaluation est basée sur le résultat de l'étude réalisée par Oceanic Développement en 2003 sur la recherche de critères et d'indicateurs utilisables pour l'évaluation des accords de pêche. Cette étude a proposé plusieurs séries de questions d'évaluation et critères de jugements destinés à vérifier si

l'accord de pêche répond bien aux objectifs qui lui sont fixés. Suivant les résultats de cette étude, les objectifs sont :

Les **objectifs généraux** sont au nombre de trois :

- Contribution au développement durable dans ses aspects environnementaux, économiques et sociaux
- Politique de la pêche durable dans les eaux de la Mauritanie
- Bonne gouvernance dans les domaines politiques et financiers (contribution à l'éradication de la pauvreté et à l'intégration de la Mauritanie dans l'économie mondiale)

Les **objectifs spécifiques** de la politique des accords de pêche peuvent être fixés au nombre de sept. Ils sont rattachés à trois domaines : la pratique de la pêche responsable (PPR), le secteur des pêches communautaire (SPC) et l'investissement dans le développement (IDP)

- Adapter la taille et l'activité de la flotte de la CE à un niveau compatible avec la durabilité (domaine PPR)
- Maintenir une présence européenne dans les activités de pêche lointaine (SPC)
- Protection des intérêts du secteur de la pêche communautaire (SPC)
- Prix équitable pour le paiement des droits d'accès (IDP)
- Croissance de la valeur ajoutée générée en Mauritanie (IDP)
- Capacité propre d'exploitation et de gestion durable des ressources par la Mauritanie (IDP)

#### **4.1. Questions de l'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche**

Les questions d'évaluation suivantes permettent de comparer les objectifs de la politique avec les résultats (réponse aux objectifs spécifiques) et les conséquences (réponse aux objectifs généraux). Ces questions d'évaluation visent à établir dans quelle mesure l'accord de pêche avec la Mauritanie parvient à atteindre ses principaux objectifs

##### **4.1.1. Quelle est la contribution de l'accord à la présence de la CE dans les pêches lointaines ?**

D'après les analyses de l'utilisation de l'accord de pêche avec la Mauritanie, il ressort qu'il permet de soutenir l'activité d'environ 185 navires de pêche lointaine communautaire. La Commission européenne estime dans sa publication « la pêche lointaine européenne » que la flotte communautaire dépendante des accords était en 1997 de 900 navires, incluant 550 navires liés à l'accord Maroc venu à expiration en 1999. Déduction faite de cet effectif, l'accord Mauritanie contribuerait à soutenir plus de 52% de la flotte de pêche lointaine européenne.

L'accord apparaît particulièrement important pour les navires des catégories 1 (crevettiers) et 5 (céphalopodiers). Ces navires ne peuvent opérer qu'en dehors des eaux communautaires en raison de leur faible adaptation aux conditions de pêche prévalantes en Europe, de l'absence de possibilités de pêche (quotas nationaux) et de la ressource ciblée qui n'existe que dans les eaux du Sud. La zone mauritanienne est reconnue comme la plus riche comparativement à celle du Sénégal par exemple. Ainsi, les 80 à 90 navires de ces deux catégories pourraient difficilement trouver d'autres alternatives en l'absence de possibilités en Mauritanie.

Pour les navires thoniers (catégories 7 et 8), la zone Mauritanie constitue le prolongement septentrional de la zone de pêche aux thons tropicaux qui s'étend jusqu'à l'Angola. L'accès à cette zone est particulièrement important pour les canneurs basés à Dakar ou aux îles Canaries dont le rayon d'action est plus limité que celui des senneurs et qui ne peuvent diversifier leurs zones de pêche.



Pour les chalutiers pélagiques de la catégorie 9, il apparaît que la zone Mauritanie est une zone de pêche complémentaire aux zones européennes. Les navires exploitent en premier lieu les ressources de l'Atlantique Nord-Est (maquereaux, harengs, chinchards) et utilisent les possibilités de pêche négociées en Mauritanie du fait de l'impossibilité de faire travailler les navires toute l'année sur ces ressources.

#### **4.1.2. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à l'emploi dans le secteur de la pêche de la CE ?**

Les estimations indiquent que l'accord de pêche avec la Mauritanie contribue à sécuriser l'emploi de 800 à 950 ressortissants communautaires sur les navires, plus environ 2 700 à 3 000 emplois dans les filières amont et aval si l'on estime qu'un emploi en mer génère 1,1 emploi à terre. L'accord contribue donc à sécuriser un emploi communautaire total variant entre 3 500 et 4 000 emplois.

Compte tenu de la nationalité des navires et des filières amont et aval concernées, la très grande majorité des emplois concerne des ressortissants espagnols basés dans la région ultrapériphérique des Îles Canaries, ou dans les zones dépendantes de la pêche de Galice ou d'Andalousie.

#### **4.1.3. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la stabilisation du marché européen ?**

En l'absence de données précises sur les débarquements des flottes européennes exerçant dans les eaux mauritaniennes, il est difficile d'évaluer avec précision l'impact de l'accord sur l'approvisionnement du marché européen. D'après les données agrégées transmises par la Commission, les captures des navires espagnols des catégories travaillant sur le plateau continental ou ses accores (catégorie 1 à 6) représenterait un volume annuel d'environ 30 000 tonnes, auxquelles on peut ajouter une estimation de 5 000 tonnes pêchées par les autres pavillons des Etats membres. Ceci représente un faible pourcentage des 6,4 millions de tonnes capturées par l'ensemble des Etats membres<sup>62</sup>. Sur certains produits stratégiques comme la crevette ou le poulpe, l'accord avec la Mauritanie contribue à améliorer le degré d'auto approvisionnement de la Communauté. Pour ces espèces peu substituables par d'autres, l'absence d'approvisionnement communautaire signifierait un accroissement des importations.

Concernant les catégories thonières, les espèces pêchées sous l'accord Mauritanie contribuent à approvisionner les usines de transformation de pays tiers (Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana) et espagnoles. Le thon transformé dans les pays tiers est exporté vers la Communauté et permet à celle-ci de satisfaire des besoins que le secteur de la conserve européenne ne suffit pas à combler. L'accord contribue par conséquent à l'approvisionnement de ce marché. Il permet également, de manière indirecte, de conforter la stratégie régionale des navires thoniers et ainsi à sécuriser leur viabilité.

Les espèces capturées par les chalutiers aux petits pélagiques en Mauritanie ne trouvent pas de débouchés important sur le marché communautaire. Les prises sont vendues à différents pays d'Afrique de l'Ouest déficitaires en protéines animales. La pêche par ces navires sous l'accord Mauritanie n'a donc pas d'influence sur l'approvisionnement de la Communauté. Par contre, en permettant à ces navires de conserver une viabilité économique qu'ils ne peuvent assurer dans les eaux européennes, l'accord contribue indirectement à soutenir l'approvisionnement communautaire en poissons bleus.

---

<sup>62</sup> Source : La PCP en chiffres. Données pour l'année 1999

#### **4.1.4. Quelle est la contribution de l'accord de pêche au développement du secteur de la pêche en Mauritanie ?**

L'accord entre la Mauritanie et la Communauté s'inscrit dans une longue histoire de coopération entre les deux entités, et plus particulièrement entre l'Espagne et la Mauritanie. Les eaux mauritaniennes sont en effet depuis longtemps une des zones de pêche de la flotte espagnole, et principalement des flottilles canariennes. Le premier accord remonte à 1964 et la présence des flottes a été quasiment permanente depuis cette date. Ces longues relations ont permis de nouer des partenariats étroits entre les entrepreneurs mauritaniens et espagnols, notamment en matière de relations commerciales dans le domaine des produits de la pêche. Ces partenariats ont permis de guider l'accès des produits mauritaniens au marché européen et ainsi de favoriser le développement de la filière export du pays.

Il est certain que l'accord de pêche, en maintenant les relations entre l'Espagne et la Mauritanie principalement, a contribué à renforcer ce partenariat et en conséquence le développement du secteur de la pêche en Mauritanie.

En matière de flotte, on constate que l'activité européenne sous accord crée une dynamique d'entraînement sur certains segments (crevette, merlu) où l'on note l'apparition d'intérêts mauritaniens autrefois absents. Il n'est pas exclu à terme de voir se développer des segments thoniers ou petits pélagiques mauritaniens suivant cette dynamique. L'embarquement obligatoire de marins mauritaniens à bord des navires a contribué à la formation de la main d'œuvre nationale que l'on retrouve ensuite en partie sur les navires nationaux.

Pour le développement du segment céphalopodier sur lequel l'essentiel des moyens de production industriels mauritaniens sont affectés (125 navires), les effets du protocole sont plus nuancés. L'introduction de la flotte européenne sur une ressource que l'IMROP disait déjà surexploitée en 1998 a contribué à augmenter la concurrence pour la ressource et à entraver le développement du segment industriel national qui a dû partager les zones de pêche et une ressource devenue rare avec les armements communautaires. On note cependant que durant les périodes précédentes quand la flotte européenne était nettement moins importante (jusqu'en 1996 inclus), le segment céphalopodier mauritanien industriel ne s'est pas réellement développé par manque d'investissement dans les moyens de production et une stratégie d'ouverture vers des opérateurs de Chine dont la réputation en matière d'engagement dans la promotion de pratiques de pêche responsable est défavorable. En marge des flottes industrielles, la flotte artisanale céphalopodière mauritanienne montre un développement soutenu, encouragé par les bailleurs de fonds internationaux. Les chiffres de capture de ce segment en 2004 sont proches de records du début des années 1990.

Le protocole en cours avait prévu d'aller plus loin en matière d'échanges en garantissant à la partie mauritanienne des apports des navires européens par des débarquements obligatoires. Cette clause n'a pas fonctionné principalement pour des raisons inhérentes à l'environnement de la filière, mais n'aurait de toutes façons pas apporté beaucoup d'avantages car les débarquements envisagés étaient des produits congelés peu valorisables.

#### **4.1.5. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la mise en œuvre des pratiques de pêche responsables ?**

Certains des fondements du Code de Conduite pour une Pêche Responsable sont intégrés dans les principes de gestion des pêches mauritaniennes. La Mauritanie dispose d'un institut de recherche capable de fournir des avis scientifiques sur l'état des ressources, et d'un organe de contrôle et surveillance relativement performant. Les ressources financières allouées par le protocole d'accord et l'aide bilatérale des Etats membres (Allemagne, Pays-Bas, France) ont joué un rôle déterminant à cet égard. La législation prévoit en outre un dispositif de mise en adéquation des capacités de pêche avec les ressources par le biais

de licences de pêche. Cet outil a été utilisé pour faire face à la situation de surexploitation du poulpe en gelant le nombre de licences industrielles sur la période 1998-2004, puis en le diminuant à partir de 2004. Il n'a cependant pas été utilisé pour contrôler les capacités de la pêche artisanale céphalopodière dont l'impact sur le stock est probablement sensible dans la mesure où les prises de ce segment représentaient en 2004 près d'un tiers des débarquements.

Pour les autres pêcheries, les autorités mauritaniennes n'ont pris aucune mesure en matière de régulation des capacités. On assiste sur une période récente à une augmentation du nombre de navires sur des stocks relativement sensibles comme les crustacés, ou sur des stocks présentant des signes d'essoufflement comme les petits pélagiques. On note sur ces segments des augmentations des capacités au moyen de licences d'affrètement ou de licences libres. Cette politique correspond à l'objectif sectoriel de maximisation des recettes, mais n'est pas forcément conforme avec l'objectif de préservation des ressources.

L'assiette de la contrepartie et son mode de paiement ne sont pas étrangers à cette situation. Le coût de l'accord négocié ex ante était de 100 M€ par an, dont 86% de partie fixe à la charge de la Communauté et 14% de partie variable dépendant du nombre de licences tirées à la charge des armateurs. La partie fixe communautaire est payable d'avance au début de chaque période annuelle, les armements paient également d'avance mais le plus souvent sur une base trimestrielle.

Ce mode de répartition du paiement du coût de l'accord a le désavantage de faire porter l'essentiel du risque de l'accord sur la Communauté. La partie mauritanienne a en effet 86% de ses revenus garantis quelque soit l'utilisation de l'accord par les navires européens. Comme on a pu l'établir, la sous-utilisation par certaines catégories de navires européens n'a que des conséquences relativement marginales sur les recettes de l'Etat. Ainsi, dans un schéma sous lequel la relation commerciale prime sur la relation de coopération, les autorités mauritaniennes n'ont pas d'incitatif financier fort pour conserver l'attractivité du protocole pour toutes les catégories de pêche. Ceci tend à se vérifier dans les faits avec des mesures de gestion qui se focalisent sur la pêche industrielle céphalopodière où sont l'essentiel des intérêts nationaux, et l'adjonction de capacités sans objectifs clairs sur les autres segments de flotte (crustacés, petits pélagiques notamment).

L'une des principales faiblesses du système de gestion des pêches mauritanien est l'absence d'intégration de considérations environnementales. Les études menées sur les prises accessoires de navires européens par le biais des programmes observateurs prévus par la protocole ou issus de l'aide bilatérale (Pays-Bas) indiquent des quantités parfois importantes d'espèces qui doivent être rejetées pour être en conformité avec les règles applicables aux tailles minimales et aux pourcentages de prises accessoires. L'origine de cette situation se retrouve dans une connaissance très limitée des engins de pêche utilisés et de leurs caractéristiques sélectives, et en conséquence un manque d'adéquation entre les mesures de gestion et les objectifs de préservation des écosystèmes.

La coopération prévue avec la Communauté en matière de gestion des pêcheries n'a pas réellement fonctionné. Suivant les dires des deux parties, le dialogue est difficile et souvent conflictuel. La Communauté porte une part de responsabilité dans la dégradation de cette relation de partenariat avec une gestion peu transparente des activités de ses flottes malgré les dispositions du Code de Conduite pour une Pêche Responsable : des déclarations de capture d'une couverture partielle et très agrégées, des notes de vente qui n'ont jamais été transmises aux autorités mauritaniennes, un contrôle plutôt laxiste des navires dans les ports de débarquement européens, et la non-communication des positions VMS de navires de certains Etats membres. Le signe le plus évident de cette rupture du climat de confiance est la préparation des plans d'aménagement des pêcheries par les autorités mauritaniennes sans consultation de la partie européenne.

#### **4.2. Question d'évaluation ex-post en matière d'efficience de l'accord de pêche**

L'examen du critère d'efficience requiert de comparer les moyens consacrés à la politique avec les réalisations (issues de la négociation) et les résultats attendus (effectivement réalisés). Dans la mesure où

l'accord de pêche a été jugé efficace, le critère d'efficacité permettra ensuite d'estimer dans quelle mesure la contribution aux différents objectifs de l'accord de pêche entraîne un coût acceptable pour le budget communautaire.

#### **4.2.1. Le coût des possibilités de pêche négocié est-il avantageux pour la CE ?**

Le coût total des possibilités de pêche négociées ex-ante approche les 100 M€ par an, dont 86% à la charge de la Communauté et 14% à la charge des armements bénéficiaires de l'accord. Compte tenu des taux d'utilisation constatés et des frais de licences effectivement payés par le secteur privé, le coût réel des possibilités de pêche se situe entre 98 M€ et 96 M€ par an. L'écart est ainsi relativement minime (2 à 4% de moins qu'escompté), conséquence directe de la prise en charge de l'essentiel du coût par la puissance publique sur une base forfaitaire.

Suivant les estimations réalisées, le chiffre d'affaires annuel réalisé par les navires communautaires sous accord varie entre 140 M€ (2004) et 180 M€ (2002) pour s'établir en moyenne sur trois années à 165 M€. Le coût réel de l'accord représente par conséquent environ 59% du chiffre d'affaires réalisé par les flottes européennes en moyenne, variant entre 68% en 2004 et 54% en 2002. Trois catégories de navires contribuent de façon importante à la création du chiffre d'affaires dont deux catégories bien utilisées (cat. 5 céphalopodiers, 33% du chiffre d'affaires, cat. 1 crustacés, 16%), et une peu utilisée (cat. 9 petits pélagiques pesant 38% du chiffre d'affaires).

Trois points de comparaison peuvent être pris en compte, sachant cependant que chacun de ces repères est en lui-même bien particulier et intègre des situations parfois peu comparables avec celles de l'accord Mauritanie : (i) l'étude d'évaluation des accords de pêche menée par l'IFREMER en 1999 avait estimé que le coût global des accords du Sud représentait environ 38% du chiffre d'affaires des flottes (contrepartie communautaire plus paiements des armateurs de 186 M€ pour un chiffre d'affaires de 484 M€) ; (ii) le coût des accords thoniers (100 € par tonne) représente environ 12% du chiffre d'affaires des flottes ; (iii) parmi les accords mixtes récemment évalués, le coût de l'accès en Angola était de 18,5 M€ (15,5 M€ de compensation plus 3 M€ de frais de licences) pour un chiffre d'affaires généré estimé à 44 M€, soit un ratio de 41%. Par rapport à ces trois points de comparaison au moins, le coût de l'accord avec la Mauritanie apparaît élevé au regard de l'indicateur chiffre d'affaires, et par conséquent relativement peu avantageux.

#### **4.2.2. Quel est le rapport coût bénéfice de l'accord de pêches en matière d'appui au secteur des pêches de la CE ?**

A partir de comptes d'exploitation reconstitués de navires européens similaires à ceux qui sont intervenus dans le cadre de l'accord de pêche et d'une estimation des effets induits en amont et en aval par ces flottes, on estime que 1 € investi par la Communauté européenne a permis de générer près de 1,8 € de valeur ajoutée directe et indirecte au bénéfice de la CE. Suivant les années, ce ratio varie entre 1,5 € et 2,1 €.

Si l'on ne considère que la valeur ajoutée brute produite par les navires au bénéfice de la CE, le rapport coût - bénéfice est relativement peu favorable dans la mesure où 1 € investi par la puissance publique ne génère que 0,75 € de richesse pour la Communauté. 85% de cette richesse est produite par les navires des catégories 1, 5 et 9.

Le rapatriement des captures sur le territoire communautaire en premier lieu et les activités des filières amonts permettent par conséquent à la puissance publique de bénéficier d'un retour positif sur son investissement. Comparativement à d'autres accords de pêche, ce retour est très modeste. Le rapport coût bénéfice des accords thoniers se situe de manière générale entre 4 et 5 € de valeur ajoutée pour 1 € investi. Ce résultat est à relier au coût élevé payé en contrepartie de l'accès des navires.

#### **4.2.3. Le coût des possibilités de pêche négociées est-il avantageux pour les armateurs de la CE ?**

La comparaison du prix des licences payé par les armateurs de la CE avec le prix payé par les armements mauritaniens indique que le coût des licences européennes est substantiellement plus élevé pour les navires des catégories 1 (crustacés), 3 (démersaux autres que chalut) et 5 (céphalopodiers) avec un rapport de 2 et plus. Les prix des licences sont comparables pour les navires des catégories 2 (merluttiers) et 4 (démersaux congélateurs). Pour les autres segments, le prix de la licence européenne pour les chalutiers petits pélagiques (Cat. 9) est sensiblement inférieur au prix des licences libres (rapport de 1 à 3 environ). Pour les catégories thonières (7 et 8), il n'existe pas de point de comparaison possible avec des référentiels mauritaniens.

Si l'on rapporte le coût des licences payées par les armateurs à la valeur ajoutée brute totale par le segment, on relève que la charge de licence est proportionnellement élevée pour les navires des catégories 1 (crustacés) et 5 (céphalopodiers) avec des ratios moyens de l'ordre de 20% et plus. Pour les navires des catégories 2 (merluttiers), 3 (démersaux autres que chalut), et 4 (chalutiers congélateurs), la charge de licence équivaut à 10 à 15% de la valeur ajoutée brute générée. Enfin, pour les navires de la catégorie 9 (chalutiers pélagiques), les frais de licences ne représentent que 4% de la valeur ajoutée brute. Pour les navires thoniers (cat. 7 & 8) l'indicateur considéré est également relativement bas mais très variable car dépendant de l'utilisation effective de l'accord (certaines licences prises sont des licences de précaution). Ceci permet d'établir que certaines catégories sont proportionnellement plus taxées que d'autres.

Le prix des licences influe sur la rentabilité des flottes. L'analyse du ratio excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires (EBE / CA) qui peut être utilisé comme indicateur pour juger de la rentabilité des flottes montre une rentabilité faible pour les navires de la catégorie 5 (céphalopodiers) et 4 (chalutiers démersaux congélateurs). La rentabilité reste acceptable, mais limite sur ces dernières années, pour les navires des catégories 1 (crustacés), 2 (merluttiers) et 3 (pêche démersale sans chalut). A l'inverse, on estime une rentabilité correcte pour les chalutiers pélagiques de la catégorie 9 et pour les thoniers.

Ces éléments indiquent que le coût des possibilités de pêche négociées pour les armateurs des navires des catégories exploitant les espèces du plateau (catégorie 1 à 5) n'est pas avantageux. Il est en général plus cher que la licence nationale, et représente en outre une part substantielle de la valeur ajoutée brute générée. En conséquence, le prix des licences grève une rentabilité souvent limitée et que l'augmentation des prix des carburants depuis 2004 a sensiblement altéré. Ce constat se vérifie en particulier pour les deux catégories phares de l'accord, les navires de pêche aux crustacés (cat. 1) et les céphalopodiers (cat. 5).

A l'inverse, le prix négocié pour les navires de la catégorie 9 apparaît comme avantageux. Il est beaucoup moins cher que le prix des licences libres et a un impact économique limité sur les armements qui préservent une bonne rentabilité. Le même type de constat peut être fait pour les navires thoniers des catégories 7 et 8.

#### **4.2.4. Les conditions d'utilisations de la contrepartie financière favorisent-elles le développement du secteur de la pêche en Mauritanie ?**

La négociation avait abouti à une répartition de la contrepartie en 82 M€ par an à titre de compensation financière et de 4 M€ par an au titre des actions ciblées. Ce dernier montant s'il ne représente qu'un peu moins de 5% de l'enveloppe globale, constitue un montant en valeur absolue très significatif, parmi les plus élevés des protocoles d'accord de pêche en vigueur<sup>63</sup>. Les 4 M€ par an ont pour effet de doubler le budget du Ministère de la Pêche mauritanien.

---

<sup>63</sup> Seul le montant des actions ciblées alloué au Mozambique est plus élevé, ce pays ayant décidé de cibler 100% de la compensation vers le secteur de la pêche.

Parmi les principaux bénéficiaires des actions ciblées, on trouve l'IMROP et la DSPCM. L'apport budgétaire supplémentaire, qui a également pour effet de doubler le budget disponible de ces institutions, hors concours extérieur, a très probablement permis de favoriser leur développement et leurs conditions de fonctionnement. Force est de constater que l'IMROP et la DSPCM constituent aujourd'hui ce qu'il se fait de mieux en la matière en Afrique de l'Ouest. On notera que ces deux organismes reçoivent en outre des soutiens extérieurs importants par le biais de programmes d'aides bilatéraux (Japon, Allemagne, France, Pays Bas), ce qui tend à indiquer que l'addition du budget national et des actions ciblées ne suffit pas à assurer leurs financements.

Le troisième principal poste des actions ciblées concerne le développement de la pêche artisanale (800 000 € par an). Ce secteur reçoit déjà des soutiens extérieurs considérables de la part de plusieurs bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, et se trouve dans une situation où les capacités d'absorption des institutions nationales sont pratiquement atteintes. Il s'agit par ailleurs d'un secteur à développer avec pertinence afin que les soutiens accordés ne correspondent pas avec une augmentation incontrôlée des capacités en pêche. D'après les informations contenues dans les rapports d'utilisation des actions ciblées, les fonds des actions ciblées dédiés à la pêche artisanale auraient été dirigés vers la pêche continentale artisanale qui n'a par ailleurs aucun espoir de développement après la construction des barrages d'irrigation.

### **4.3. Question d'évaluation ex-post en matière de pertinence de l'accord de pêche**

L'examen du critère de pertinence requiert de comparer les besoins auxquels doit répondre l'accord de pêche avec les objectifs fixés.

#### **4.3.1. L'accord de pêche satisfait-il les besoins des groupes cibles de la Communauté ?**

L'excellente utilisation des possibilités de pêche par les navires des catégories 1 (crevettiers) et 5 (céphalopodières) indique que l'accord de pêche est de nature à satisfaire les besoins des armements concernés. La baisse d'utilisation constatée sur l'année 2004 tiendrait plus d'un effet lié aux dernières opportunités possibles pour le passage des navires en sociétés mixtes avec prime communautaire dont ont profité des navires pêchant en Mauritanie, fait qui tend à confirmer la remontée du taux d'utilisation au début de l'année 2005 (arrivée de nouveaux navires, ou reprise de l'exploitation par des navires en attente de décision).

Pour les autres catégories exploitant le plateau (2 à 4), les taux d'utilisation de l'accord sont restés médiocres depuis le début de l'accord (à l'exception de la catégorie 4), suggérant d'un intérêt limité pour les armateurs. L'intérêt des possibilités de pêche négociées pour la catégorie 6 est nul pour les armements européens. Ceci s'explique par une ressource en langouste rose (l'espèce commercialement la plus valorisée) qui demeure à des niveaux très bas depuis l'exploitation intensive par des fileyeurs portugais dans les années 80 et qui ne permettrait pas une exploitation ciblée.

Pour les armements thoniers (cat. 7 & 8), l'accès aux eaux mauritaniennes satisfait les besoins. Concernant la pêche à la canne, les navires basés à Dakar réalisent l'essentiel de leurs captures (plus des  $\frac{3}{4}$ ) dans cette zone de pêche. L'effectif de cette catégorie est complété par des canneurs des îles Canaries qui viennent en saison dans cette zone productive. Pour les senneurs de la catégorie 7, la Mauritanie se situe à l'extrémité nord de la zone de distribution des espèces ciblées. Les senneurs espagnols viennent régulièrement dans les eaux mauritaniennes en été, alors que les senneurs français se retrouvent en cette saison entre les eaux du Golfe de Guinée. On relève cependant que les navires des deux nationalités prennent des licences en Mauritanie au cas où leur stratégie de pêche, imprévisible car dépendante des mouvements de la ressource, les ferait venir dans la zone. Le prix relativement modeste de l'accès (1 250 € par an par navire) leur permet d'adopter cette démarche de précaution vis-à-vis des licences.

Enfin, pour la catégorie 9, si l'utilisation globale se révèle médiocre sur l'ensemble de la période, on note que les navires des Pays Bas ont une présence régulière, variable en durée, mais avec certains navires qui passent presque l'essentiel de leur année dans la zone Mauritanie. Des navires d'autres Etats membres viennent également de manière ponctuelle. Comme il l'a déjà été indiqué, la stratégie de pêche de ces navires est davantage basée sur l'exploitation des petits pélagiques dans les eaux européennes. Les quotas de ces espèces étant en contraction sensible depuis plusieurs années, l'accès possible à la zone Mauritanie leur permet de diversifier leur activité et ainsi, et ainsi de conserver une viabilité économique. Les navires de cette taille génèrent en effet des frais fixes importants que seule une activité soutenue permet de couvrir. L'intégration à partir de 2005 des navires des nouveaux Etats membres correspond à leurs besoins. Ces navires ont une stratégie de pêche centrée sur l'exploitation des ressources d'Afrique de l'Ouest, et l'accès à la ZEE mauritanienne, l'une des plus productives, est essentiel.

S'agissant de la filière aval qui constituent un des groupes cibles de la politique des accords de pêche, les espèces pêchées en Mauritanie par la flotte européenne contribuent à approvisionner le marché et sécurisent l'approvisionnement sur des espèces à caractère spéculatif comme le poulpe ou la crevette de grande taille (gamba, alistado). Les autres espèces pêchées contribuent à la diversification de l'offre.

#### **4.3.2. L'accord de pêche satisfait-il les besoins de la Mauritanie ?**

Les ressources halieutiques présentes dans la ZEE mauritanienne constituent l'une des premières richesses du pays. Celles-ci sont exploitées par un armement industriel national très centré sur l'exploitation du poulpe, et par une flotte artisanale. Cette flotte nationale est de dimension insuffisante pour exploiter le potentiel halieutique du pays, et depuis l'indépendance du pays, des autorisations de pêche ont été accordées à des intérêts étrangers afin de générer des recettes budgétaires dont le pays avait besoin en ouvrant l'exploitation de stocks que les mauritaniens n'avaient pas les moyens de pêcher. Jusqu'à la conclusion des premiers accords avec l'Europe, l'attribution de licences libres et la conclusion de contrats d'affrètement étaient la règle.

Les accords de pêche conclus avec la Communauté européenne ont l'avantage de donner une certaine visibilité budgétaire à moyen terme aux autorités du pays (5 ans), au contraire des licences libres qui ont un caractère ponctuel. Les recettes de ces accords peuvent donc être programmées et utilisées pour soutenir les programmes majeurs comme ceux concernant la lutte contre la pauvreté. La signature d'accords avec un partenaire réputé fiable permet également au pays d'espérer certaines garanties en termes de suivi des flottes et de respect des échéanciers de paiement. En cela, la conclusion d'accord de pêche permet de satisfaire l'objectif de maximisation des recettes en devises du Gouvernement.

Dans le même temps, le secteur de la pêche mauritanien reste peu intégré à l'économie nationale avec une faible contribution du secteur au PIB. L'accroissement de la valeur ajoutée créée localement est un objectif du Gouvernement. Il passe par de meilleures performances de la flotte nationale, et une meilleure valorisation des prises par le secteur de la transformation nationale. En l'absence de tradition halieutique dans le pays, l'augmentation des performances du secteur national requiert un transfert d'expérience. Le maintien des flottes européennes dans la ZEE permet d'entretenir les relations entre les secteurs privés des deux parties, et à terme d'envisager une matérialisation du transfert de technologie si l'environnement de la filière évolue de manière positive.

#### **4.4. Question d'évaluation ex-post en matière de viabilité de l'accord de pêche**

L'examen de la viabilité consiste à comparer les impacts de l'intervention avec les besoins qui l'ont justifiée, de façon à vérifier si les conséquences positives sont susceptibles d'avoir des effets durables sur les populations cibles.

#### **4.4.1. L'accord de pêche contribue-t-il la viabilité des filières européennes ?**

Il a été jugé (§ précédents) que l'accord de pêche avec la Mauritanie répond à un besoin pour les flottes européenne et les filières aval qui en dépendent. La stratégie d'exploitation de ces navires repose en grande partie sur l'accès permanent ou ponctuel à la ZEE, sans réelle alternative (les conséquences du non renouvellement de l'accord avec le Maroc confirment cette dépendance).

En l'absence d'accord de pêche avec la Mauritanie, les navires concernés n'auraient d'autres solutions que de chercher des moyens alternatifs d'accès (accords privés, affrètement, constitution de sociétés mixtes) qui n'offrent pas la même sécurité juridique ni la même visibilité dans le temps qu'un accord de pêche institutionnel, ces deux paramètres contribuant à la viabilité des entreprises.

#### **4.4.2. L'accord de pêche contribue-t-il la viabilité du secteur de la pêche en Mauritanie ?**

Au niveau institutionnel, les recettes de l'accord de pêche sont utilisées par le budget pour financer les programmes approuvés par le CSLP, et parmi lesquels le secteur de la pêche ne représente pas un secteur prioritaire. Les recettes ne constituent pas un appui budgétaire à proprement parler, elles sont intégrées dans les recettes non fiscales pour une partie (60% de la compensation plus les licences armateurs), et représentent 15% du budget de l'Etat (2003).

Les recettes des actions ciblées sont utilisées pour l'appui au secteur des pêches. Les fonds ont pour effet de doubler le budget national du Ministère des Pêches et contribuent de manière comparable à l'augmentation des budgets réservés à deux secteurs clés, la recherche scientifique et la surveillance des pêches. La dépendance des ressources budgétaires vis-à-vis de l'accord est donc importante et pose le problème de la pérennité des actions en cas de disparition ou diminution de ces sources. C'est d'ailleurs l'un des problèmes que pose la coopération allemande qui conditionne le renouvellement de son aide en matière de surveillance à la pérennisation des budgets. L'aspect positif est que les financements ont permis d'accompagner la montée en régime de ces institutions et le financement de programmes pilotes, toujours plus onéreux que le fonctionnement lui-même.

En cas de disparition de cet appui financier, l'Etat mauritanien n'aurait d'autres solutions que de rechercher des financements alternatifs issus des ressources nationales. L'exploitation du pétrole dont le début est annoncé courant 2006 générera des recettes supplémentaires dont il est impossible d'estimer l'importance compte tenu du secret qui entoure le contrat de partage entre l'opérateur privé Woodside et le Gouvernement, mais dont on estime qu'elles pourraient augmenter le taux de croissance de 2 ou 3 points. Le secteur privé mauritanien pourra également être mis à contribution avec par exemple la mise en application effective du système de taxation des embarcations de pêche artisanale, ou la redistribution des taxes prélevées par la SMCP sur la valeur des exportations (environ 9 MUSD par an). Il existe donc raisonnablement des possibilités de financement qui peuvent se substituer aux montants de actions ciblées, mais il appartiendra au Gouvernement d'en apprécier la distribution.

Concernant le secteur privé du secteur de la pêche, la viabilité de la flotte industrielle en particulier est liée à l'évolution de l'abondance de la ressource, et aux capacités de renouvellement de l'outil de travail dans des perspectives à long terme. La flotte mauritanienne spécialisée sur les céphalopodes travaille sur les mêmes stocks que les céphalopodiers européens sous accord et ces deux segments ont vu leurs rendements s'effriter du fait d'un effort de pêche excédentaire. Cette baisse de rendement ne contribue pas à la viabilité des flottes concernées. Pour la flotte artisanale nationale, les dispositions de l'accord en termes de zonage des activités a permis de réserver une zone de pêche importante à ce segment en la protégeant des interactions avec les chalutiers, avec pour effet d'en préserver la viabilité.

Pour les industries à terre, les échanges commerciaux avec la flotte européenne sous accord se sont révélés très limités et ne contribuent pas de manière directe sa viabilité.



#### **4.4.3. L'accord de pêche assure-t-il la viabilité biologique de l'exploitation des ressources dans les eaux mauritaniennes ?**

##### ***Viabilité des stocks ciblés***

Le diagnostic sur l'état des ressources démersales mauritaniennes reflète une situation d'excédent d'effort de pêche sur la ressource en poulpes et une diminution d'abondance pour plusieurs espèces de poissons démersaux. Les stocks de merlus, crevettes côtières et profondes n'inspirent pas d'inquiétude particulière, mais l'IMROP recommande de geler l'effort voire le diminuer (merlu) en raison des captures accessoires importantes d'espèces de poissons démersaux. La situation est donc que globalement l'effort ne peut être augmenté, et qu'il doit être diminué pour la pêcherie de poulpes de 30%.

L'accord de coopération entre la Mauritanie et la Communauté prévoit que les possibilités de pêche accordées puissent être modifiées en fonction de l'état des ressources. Face à la situation du stock de poulpe, des mesures ont été prises courant 2004 avec le gel de 5 licences céphalopodières et l'introduction d'un mois d'arrêt biologique supplémentaire, ce qui équivaut à une baisse d'effort de près de 20% pour la partie européenne. La partie mauritanienne a également gelé l'équivalent de 19 licences nationales sur son effectif de 125 navires (-15%). Des efforts supplémentaires seront probablement nécessaires pour arriver au 30% recommandés par l'avis scientifiques. Ces efforts ne se traduiront pas nécessairement par une diminution du nombre d'heures de pêche, mais pourront intégrer des adaptations de la sélectivité des engins en vue de baisser les quantités de poulpes juvéniles pris. Une réflexion à ce sujet est à engager le plus rapidement possible. L'expérience marocaine indique que l'interdiction des flottes étrangères n'est pas une solution viable pour remédier aux problèmes de surexploitation.

Pour les autres espèces démersales, le déploiement des capacités européennes telles que prévues à l'origine semble adapté à la situation des principaux stocks. Le problème qui se pose est l'arrivée progressive d'intérêts mauritaniens sur des ressources jusqu'alors exploités essentiellement par les européens (crevettes par exemple) et qui risque de changer l'équilibre de l'exploitation de pêcheries pour lesquelles on ne dispose pas de points de référence. L'absence de politique d'attribution de licences par l'Etat sur ces pêcheries fait peser des risques sur la viabilité des stocks.

La ressource en petits pélagiques est une ressource partagée avec les autres Etats de la sous-région. Divers diagnostics parfois contradictoires ont été émis, et mais les recommandations convergent vers un gel de l'effort de pêche aux niveaux des années antérieures. Lors de la modification des possibilités de pêche sur les céphalopodières, la Communauté a obtenu une augmentation du nombre maximum de chalutiers pélagiques de 15 à 25 à titre provisoire. Cette augmentation de capacités ne conduit pas à augmenter l'effort de pêche sur les stocks concernés, mais permet d'intégrer dans l'accord et son cadre contraignant, les navires des nouveaux Etats membres qui exploitaient les eaux de la Mauritanie depuis plusieurs années. Cette modification du protocole peut donc être qualifiée de neutre sur le bilan effort de pêche. Cependant, et comme pour les autres stocks démersaux (hors poulpe), les capacités sur cette pêcherie ont tendance à augmenter du fait de l'attitude permissive du Gouvernement dans sa politique d'attribution de licences libres ou de contrats d'affrètement.

##### ***Viabilité de l'écosystème marin***

Ce rapport d'évaluation a permis d'établir que les effets indirects de la pêche sur l'écosystème marin sont importants avec notamment :

- des taux de prises accessoires importants ;
- des pêches de juvéniles d'espèces cibles ;
- des problèmes potentiels de pêche fantôme par les engins perdus ;
- des prises occasionnelles d'espèces protégées (dauphins, requins marteaux).

La plupart des informations sur ces effets, inconnus jusqu'à une période récente, sont issues du résultat des programmes scientifiques d'observations financés par les armateurs européens sous accord et par la coopération néerlandaise. L'accord a par conséquent contribué à mieux connaître les problèmes et à les quantifier pour certains. Les conséquences sur la biodiversité et la conservation des stocks exploités restent encore largement méconnues.

Ces effets sont attribuables à l'ensemble des flottes chalutières travaillant en Mauritanie, partie européenne et partie mauritanienne. Ils sont inhérents aux types de pêche pratiqués et aux mesures de réglementation de l'exercice de la pêche, qui sont pour la majorité des points similaires pour toutes les flottes. Bon nombre de ces effets peuvent faire l'objet de mesures mitigatives qui sans résoudre totalement les problèmes, permettent d'en atténuer l'importance. Les données obtenues devront faire l'objet d'analyses et d'études complémentaires afin de trouver des solutions acceptables.

## **4.5. Conclusions d'étape et recommandations pour le futur**

### **4.5.1. Principales conclusions de l'évaluation ex-post**

L'évaluation ex-post du protocole d'accord en matière d'efficacité indique que l'accord avec la Mauritanie parvient à atteindre l'objectif de contribution à la présence des flottes de pêches européennes avec un effectif de 185 navires dont l'activité est soutenue par les possibilités de pêche négociées. L'accord permet à une bonne centaine de navires européens l'exploitation permanente des eaux mauritaniennes, et une exploitation ponctuelle de la zone pour les autres quand les possibilités de pêche dans d'autres zones sont épuisées ou quand la ressource ciblée migre à travers la ZEE. L'accord a des répercussions favorables en termes d'emplois soutenus (entre 3 500 et 4 000) au bénéfice de régions dépendantes de la pêche ou les alternatives sont rares. Les produits pêchés dans la ZEE mauritanienne contribuent à sécuriser l'approvisionnement du marché européen pour les espèces démersales dont certaines sont hautement spéculatives (poulpe, crevette) et en thonidés. L'accord sécurise indirectement l'approvisionnement du marché en petits pélagiques en permettant aux navires européens de préserver leur rentabilité. La présence des intérêts européens en Mauritanie dynamise les échanges entre les deux parties. Ceci a contribué au développement du secteur de la pêche en Mauritanie en favorisant l'approche des marchés européens et en créant une dynamique d'exploitation par des intérêts nationaux de ressources jusqu'alors laissées aux étrangers. En raison de l'environnement défavorable de la filière en Mauritanie (cadre juridique, infrastructures de service à la flotte notamment), l'efficacité de l'accord avec la Mauritanie vis-à-vis de l'objectif de développement de la filière est amoindri dans la mesure où les escales des navires européens dans le pays restent l'exception, et que peu de navires européens ont été transférés sous pavillon mauritanien. En matière de contribution à la mise en œuvre de pratiques de pêche responsable, l'efficacité de l'accord de pêche est plus mitigée. Le climat de confiance entre les deux parties n'a pas été à la hauteur des espérances, la Communauté portant une part de responsabilité du fait d'un manque de transparence sur l'activité réelle de ses flottes sous accord. La conséquence est qu'il n'a pas été possible d'établir un dialogue qui aurait permis de prendre les mesures nécessaires pour adapter le cadre législatif de la gestion des pêches à la réalité du terrain. L'assiette et le mode de calcul de la compensation ne constituent pas en outre un incitatif financier à la préservation des ressources.

La mesure de l'efficience du protocole d'accord cherche à estimer si les résultats qui ont été obtenus le sont à des coûts acceptables. Une analyse économique tend à indiquer que l'accord avec la Mauritanie a été payé plus cher qu'il ne le devrait en comparant l'indicateur chiffre d'affaires généré (165 M€) par rapport au coût de l'accord (100 M€ en incluant les paiements des armateurs). En conséquence, le bilan coût bénéfice de l'accord est défavorable par rapport à celui généré par d'autres accords, avec la création de 1,8 € de valeur ajoutée au bénéfice de la Communauté pour 1 € investi par la puissance publique. La création de valeur ajoutée communautaire directe par les flottes ne représente que 0,75 € pour 1 € investi, le reste étant généré par les filières amont et aval communautaires. L'étude économique de la contribution des armateurs indique que pour les catégories démersales (1 à 6), les frais de licences représentent une partie conséquente de la valeur ajoutée brute générée, et que ces frais de licences peuvent difficilement être

augmentés compte tenu des conditions limites de rentabilité mesurées au travers du ratio excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires. Pour les navires des catégories 7, 8 et 9, le coût de la licence reste modeste et ne grève pas une rentabilité des navires qui semble correcte. Les conditions d'utilisation de la contrepartie financière ont été efficaces dans la mesure où elles ont permis d'abonder sensiblement les budgets réservés à deux domaines clés, la recherche et le contrôle. Les performances de autres fonds versés par le biais des actions ciblées sont moins évidentes, soit parce qu'ils concernaient des sommes modiques saupoudrées en diverses actions, soit parce que qu'ils venaient abonder le financement de secteurs dont les budgets sont pléthoriques du fait du ciblage de l'aide internationale (secteur de la pêche artisanale en particulier).

En matière de pertinence, le protocole d'accord répond aux besoins des armateurs européens si l'on en juge par la bonne utilisation de l'accord pour les catégories phares (crustacés, céphalopodières). L'utilisation des possibilités de pêche pour les autres catégories démersales (2, 3, 4) est plus médiocre et traduit un intérêt plus limité pour les catégories de pêche négociées. La pertinence de l'accord pour les navires des catégories 7 à 9 se vérifie également par une présence régulière dans les eaux mauritaniennes, même si l'utilisation de l'accord par les chalutiers pélagiques n'a pas été à la hauteur des possibilités négociées. La pertinence de l'accord pour la partie mauritanienne se vérifie également en permettant au Gouvernement de sécuriser une contribution équivalente à 15% du budget national et pour une durée de 5 années, ceci dans une période où le financement des programmes du CSLP requiert des moyens importants. Les recettes liées à la vente de licences privées ou à la conclusion de contrats d'affrètement en l'absence d'accord institutionnel n'apporteraient pas les mêmes garanties.

Enfin, le protocole d'accord est estimé contribuer à la viabilité des filières européennes en proposant aux navires et aux filières communautaires qui en dépendent un environnement juridique stable et une visibilité à moyen terme. La viabilité de l'action gouvernementale mauritanienne dans le domaine de la recherche et du contrôle des pêches est plus discutable car dépendante du versement des fonds de l'accord de pêche. Il semble cependant qu'il existe des solutions alternatives pour rendre cette action soutenable dans le temps. Concernant le secteur privé mauritanien, le protocole d'accord a eu un effet défavorable sur la viabilité des flottes industrielles céphalopodières nationales du fait des capacités excédentaires sur cette pêcherie. Ce problème affecte également la flotte européenne. Concernant la viabilité biologique de l'exploitation des ressources, les avis scientifiques les plus récents confirment qu'il y a un problème de surexploitation du poulpe. Les deux parties ont pris des mesures de réduction d'effort que le cadre juridique du protocole permettait. Pour les autres stocks exploités, les recommandations des scientifiques convergent vers un gel de l'effort à ses niveaux courants. Le problème qui se pose sur ces pêcheries est l'augmentation des capacités par l'entrée en flotte de nouveaux navires mauritaniens, favorisée par une absence de politique de contrôle des licences attribuées. Les effets indirects de la pêche sur l'écosystème sont nombreux et commencent à être connus grâce aux programmes d'observations sur les navires européens. Les informations obtenues restent à exploiter afin de proposer des mesures mitigatives adaptées.

En conclusion, on peut juger positivement d'un intérêt mutuel des deux parties à poursuivre leurs relations en matière de pêche dans la mesure où l'accord se révèle efficace vis-à-vis de la réalisation des objectifs de la politique extérieure de la Communauté et qu'il correspond à un besoin des deux parties. Le prochain accord le cas échéant devra cependant rendre l'investissement communautaire plus efficace. En matière de viabilité, les caractéristiques du prochain accord devront prendre en compte la situation difficile du stock de poulpes et intégrer ou prévoir des mesures destinées à réduire les impacts de la pêche sur l'environnement.

#### **4.5.2. Les recommandations pour le futur**

Concernant le cadre général du futur protocole d'accord, les recommandations intégreront le passage d'un modèle habituel d'accord de pêche vers un modèle d'accord de partenariat dans le domaine de la pêche (APP) suivant la proposition de la Commission (document COM (2002) 637 final) et les conclusions du Conseil en la matière (document 11485/04 du Conseil de l'UE) qui considère que les APP doivent fixer les droits et obligations des deux parties en définissant :

- Les possibilités de pêche accessibles aux opérateurs européens, incluant les modalités pratiques de leurs activités dans la ZEE du pays
- Les actions visant à contribuer adéquatement au financement, à l'équipement et au développement scientifique, technique, financier et institutionnel du secteur des pêches de l'Etat côtier, y compris en matière de contrôle et suivi régulier;
- L'environnement des affaires que les autorités de l'Etat côtier entendent développer pour l'ensemble du secteur et de ses activités connexes

Ces documents fondamentaux de la politique des accords de pêche de la Communauté fixent un certain nombre d'orientations politiques, notamment en matière de contribution financière.

## **5. Etude des impacts du renouvellement du protocole**

L'évaluation ayant conclu positivement sur l'opportunité de poursuivre les relations de pêche entre les deux partenaires, cette section finale du rapport examine différentes options pour le renouvellement et les impacts possibles. Au préalable, les impacts d'une situation de non-accord sur les deux parties sont considérés afin de donner au législateur les moyens d'apprécier les impacts sous une telle situation.

### **5.1. Scénario de non-accord**

#### **5.1.1. Impacts économiques**

##### **a) Sur la Communauté**

Une situation de non-accord privera les navires européens de possibilités de pêche et déclenchera la mise en œuvre de mesures structurelles.

En cas de non-renouvellement de l'accord de pêche avec la Mauritanie, les dispositions prévues par le Règlement IFOP 2792/1999 et son article 16 sur l'indemnisation temporaires des armateurs et des équipages en particulier s'appliquent. Si l'accord devait être définitivement annulé, la possibilité de mobilisation des aides à la démolition au profit de navires pêchant sous accord, ne peuvent être écartée (article 7) avec les mesures socio-économiques liées à la reconversion des équipages (article 12).

#### **Coût de la suspension temporaire de l'accord**

Dans le cas d'un arrêt temporaire de l'accord de pêche avec la Mauritanie, on peut estimer que seuls les équipages des navires des catégories 1 à 6 seraient potentiellement concernés par les mesures. Les navires des autres catégories de pêche sont moins dépendants de l'accord et pourraient trouver des solutions alternatives. Les catégories 1 à 6 représentent 730 emplois à bord équivalent temps plein, et 130 navires de pêche en moyenne.

Sans préjuger du montant éligible de l'indemnité des marins qui sera décidée par les autorités de gestion des Etats membres en accord avec la Commission, on la prendra comme hypothèse égale à 730 € par marin et par mois par analogie avec la prime qui avait été versée lors de la suspension du premier accord Maroc en 1995 (620 ECU par mois), revalorisée de la hausse générale des prix (+18% entre 1995 et 2005). Les armateurs des navires qui continueront à financer les frais fixes des navires liés notamment à l'entretien des navires immobilisés pourront également recevoir une aide. Dans le cas de la suspension de l'accord Maroc en 1995, cette prime était de 100 000 ECU base annuelle par armement<sup>64</sup>. Revalorisée base 2005, cette prime sera fixée par hypothèse pour cette estimation à 118 000 € par armement.

<sup>64</sup> Chaque armement comprenait en moyenne 5 navires : hypothèse reconduite

D'après le règlement, les aides à l'arrêt temporaire peuvent être versées sur une durée de 6 mois. La durée de l'aide peut être prolongée de 6 mois sous réserve qu'un plan de reconversion soit mis en œuvre. Pour les besoins de cette étude, on fera l'hypothèse que l'intégralité des 730 emplois et 130 navires bénéficieront de l'aide à l'arrêt temporaire les six premiers mois, et que le nombre de marins et de navires soutenus ne sera que de 50% de celui des six premiers mois du fait des effets du programme de reconversion.

Enfin, la contribution de la Communauté à ces aides à l'arrêt temporaire est variable suivant les régions. Elle va d'un maximum de 85% pour les régions ultrapériphériques, à 75% pour les autres régions d'objectif 1 et de 50% pour les autres régions. Compte tenu de la présence de flottes des Canaries et des Açores (RUP), d'Andalousie, de Galice, des régions du Portugal (objectif 1), et d'autres régions en dehors de ces objectifs, on supposera que l'aide communautaire atteint en moyenne le maximum de 75%, le solde étant à la charge des Etats membres concernés.

**Tableau 82 : Coût prévisionnel des arrêts temporaires suite à la non-conclusion de l'accord**

Nature	Base	Nombre	Premiers six mois	Seconds six mois	Total	Participation CE
Indemnisation marins	730 € mois	730 marins	3 197 400 €	1 598 700 €	4 796 100 €	3 597 075 €
Indemnisation armements	118 000 € an	26 armements	1 534 000 €	767 000 €	2 301 000 €	1 725 750 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 731 400 €</b>	<b>2 365 700 €</b>	<b>7 097 100 €</b>	<b>5 322 825 €</b>

Le coût des arrêts temporaires consécutifs à l'arrêt de l'accord Mauritanie est donc estimé à 7,1 M€, dont 5,3 M€ payables par la Communauté sur les ressources IFOP.

#### **Coût du non renouvellement définitif**

En cas de non renouvellement de l'accord, les navires et équipages devront soit trouver des solutions alternatives sans incidence financière directe pour la collectivité (sociétés mixtes sans soutien communautaire, possibilités de pêche dans d'autres pêcheries sous accord ou sous régime de licence libre), soit décider de l'arrêt définitif des navires par démolition avec aide publique.

Les équipages des navires arrêtés pourront bénéficier des mesures socio-économiques prévues sous l'article 12 du règlement IFOP, c'est-à-dire une aide à la préretraite pour les marins à moins de 10 ans de l'âge légal, ou des primes forfaitaires de barème variable suivant que le marin ait plus ou moins de 5 années d'expérience.

Le calcul de l'incidence sur le budget communautaire de l'arrêt définitif de navires et de leurs équipages suite à la non reconduction de l'accord Mauritanie s'appuie sur les hypothèses de travail suivantes :

- Navires : on considère que la moitié des navires de l'accord Mauritanie seront démolis. Ceci se justifie par la dépendance élevée de certains segments (crustacés, céphalopodiers) vis-à-vis de l'accord. Pour les besoins du calcul, la jauge moyenne d'un navire est estimée à 200 TJB, soit 320 GT en première approximation ;
- Equipages : l'hypothèse est que la moitié des 730 marins concernés par l'accord Mauritanie bénéficieront de mesures socio-économique. Pour les besoins du calcul, on estime que 25% des marins sont éligibles au départ à la préretraite, que 25% de l'effectif est constitué de marins d'une expérience professionnelle comprise entre 1 et 5 ans, et que 50% des marins communautaires restants ont plus de 5 années d'expérience. Pour ces derniers, on fixe la prime au maximum des 50 000 € prévus par le règlement. Pour les aides à la préretraite, un coût de 1 000 € par mois pendant 5 années est considéré comme hypothèse de travail.
- Participation communautaire : comme pour les indemnités à l'arrêt temporaire, le taux moyen de participation communautaire est de 75%.

Sous ces hypothèses de travail, on estime que le coût total des mesures se situera autour de 86,7 M€, dont 65,1 M€ à la charge de la Communauté (dont l'essentiel est absorbé par le coût de la démolition des 65 navires).

**Tableau 83 : Coût des mesures de sorties de flotte et des mesures socio-économiques en cas de non-renouvellement de l'accord Mauritanie. Base réglementaire : Règ. 2792/1999**

Nature	Base de calcul	Nombre	Coût total	Participation CE
<b>Arrêt des navires</b>				
Démolition navires (art. 7)	Tableau 1 Annexe 4	65 Nav. de 320 GT	71 240 000 €	53 430 000 €
<b>Mesures socio-économiques</b>				
Pré-retraites (art. 12 a)	1 000 € mois	91 marins	5 475 000 €	4 106 250 €
Prime aux pêcheurs de plus d'un an (art. 12 b)	10 000 € marins	91 marins	912 500 €	684 375 €
Prime aux pêcheurs de plus de 5 ans (art. 12 c)	50 000 € marins	183 marins	9 125 000 €	6 843 750 €
<b>Total</b>			<b>86 752 500 €</b>	<b>65 064 375 €</b>

A noter que comme dans le cas des suites de l'accord Maroc, des aménagements devront être trouvés par rapport aux dispositions du Règlement 2792/1999 sur l'opportunité de rembourser des aides préalablement accordées, ou sur les critères d'éligibilité des navires (limités aux navires de plus de 10 ans, or la flotte européenne sous accord comporte, suivant les informations reçues, une proportion sensible de navires sous cette limite).

Les impacts économiques se retrouveront également dans les filières amont et aval. S'agissant de cette dernière, on peut raisonnablement supposer que des produits de substitution pourront être trouvés à l'importation et que les impacts seront modérés sur les entreprises. Il n'en sera pas de même pour la filière amont car les entreprises européennes de ce secteur sont liées à l'activité des navires. Ainsi, quelques ports européens comme Las Palmas aux Canaries, Huelva en Andalousie, Vigo en Galice, ou Olhão en Algarve subiront des impacts économiques négatifs, comme certains ports autrefois dépendants de l'accord Maroc en ont subi (Barbate en Andalousie). Il n'est pas possible de quantifier les impacts économiques sur les activités de ces ports.

#### **b) Mauritanie**

En l'absence d'accord avec la Communauté, la Mauritanie cherchera à compenser le manque à gagner en recettes budgétaires en accordant des licences de pêche libres ou sous le modèle de l'affrètement à des intérêts étrangers dont des navires communautaires privés d'accord. La charge de l'accès reposera uniquement sur le secteur privé.

Le coût de l'accès sera en toute logique compris entre les prix consentis aux intérêts nationaux (régime du droit d'accès) et le prix actuel des licences payées par les armateurs européens et ce pour les catégories démersales. Comme on a pu le mesurer, le coût des licences européennes pèse déjà lourd dans l'équilibre financier des entreprises et il ne sera pas possible de l'augmenter sensiblement. Pour l'accès des navires petits pélagiques ou des navires thoniers, la négociation conduira également à trouver un juste milieu entre le coût de la licence libre et le coût payé par les armateurs sous accord.

Pour les besoins de l'évaluation, on estime que 60 navires de pêche démersale chercheront à obtenir des licences libres, incluant 15 navires crevettiers, 30 navires ciblant les poissons et le merlu, et 15 navires céphalopodières, la politique nationale laissant peu de place à l'entrée de tels navires. Les navires chalutiers de petits pélagiques (15 unités) et les thoniers canneurs et senneurs (20 navires) négocieront également un accès libre. Les licences petits pélagiques sont estimées être d'une durée de 6 mois, ce qui représente un profil moyen entre navires baltes qui travaillent toute l'année et les navires néerlandais qui ont des présences plus ponctuelles. Les frais d'observations scientifiques ne sont plus intégrés dans les dépenses des armements.

**Tableau 84 : Estimation des recettes budgétaires mauritaniennes en cas de non-accord**

Type de navire (jauge par navire)	Nombre	Coût national (€/ TJB/an)	Coût CE (€/ TJB/an)	Recettes minimum (€)	Recettes maximum (€)
Crevettiers (150 TJB)	15	190	361	427 500	812 250
Merlu / Poissons (150 TJB)	30	132	240	594 000	1 080 000
Céphalopodières (250 TJB)	15	190	453	712 500	1 698 750
Chalutiers petits pélagiques (6000 TJB)	15	100	30	1 350 000	4 500 000
Navires thoniers (par navire)	20	20 000	2500	50 000	400 000
<b>TOTAL</b>				<b>3 134 000</b>	<b>8 491 000</b>

Sous ces hypothèses, et en fonction des résultats des négociations entre privés et gouvernement mauritanien, les recettes budgétaires sont estimées varier entre 3,1 M€ et 8,4 M€, soit bien moins que les 100 M€ que le protocole en cours permet d'espérer en termes de recettes.

L'accès des navires pourra être assorti de débarquements obligatoires en Mauritanie. Ceci aura un impact économique sur les entreprises à terre. Cependant, ces débarquements de produits, congelés pour l'essentiel, n'augmenteront pas sensiblement l'intégration du secteur de la pêche dans l'économie nationale.

La perte substantielle de recettes publiques aura des conséquences sur les budgets nationaux réservés à la recherche scientifique et au contrôle des pêches. En l'état actuel des choses, le budget national est insuffisant, et le soutien des bailleurs bilatéraux reste important. La viabilité de ces financements n'est toujours pas garantie à l'heure actuelle. On peut donc raisonnablement envisager que l'Etat ne puisse maintenir l'effort de financement actuel, sauf si les recettes pétrolières et la confirmation de l'ancrage du secteur de la pêche au cœur de l'économie nationale en décident autrement.

### **5.1.2. Impacts sociaux**

#### **a) Communauté**

L'impact de la non-conclusion d'un accord de pêche aura des conséquences en termes d'emplois embarqués. Suivant les simulations faites dans les paragraphes précédents, on estime que la moitié des 730 postes de marins embarqués seront supprimés. Les impacts sociaux dans la filière amont seront également perceptibles. Si l'on estime que 365 emplois embarqués soutiennent 0,5 emploi dans la filière amont, ce sont 182 emplois supplémentaires qui seront menacés, soit près de 550 emplois communautaires.

#### **b) Mauritanie**

L'embarquement de marins mauritaniens étant pour la plupart des opérateurs européens perçu comme une contrainte plutôt que comme un soutien, il est probable que les conditions d'accès négociées entre le secteur privé et les autorités sous régime de licence libre n'incluront pas l'embarquement obligatoire de marins nationaux. Ce sont donc autour de 900 postes embarqués au bénéfice des mauritaniens qui risquent de disparaître, et ce dans une période critique de l'histoire économique du pays vis-à-vis de la lutte contre la pauvreté.

#### **c) Société civile**

Les sociétés civiles mauritaniennes et européennes sont globalement hostiles à l'accord de pêche avec la Mauritanie du fait des messages que font passer les ONG sur la surexploitation du poulpe et les effets de concurrence avec les flottes nationales. Le climat ouvertement tendu entre les deux partenaires tend à renforcer cette méfiance. La non-reconduction de l'accord avec la Mauritanie aura donc un impact favorable sur la société civile dans le court terme, en la confortant dans sa perception négative de l'accord.

Il appartiendra ensuite à la société civile mauritanienne d'apprécier si une situation de non-accord apportera davantage de bénéfice à plus long terme. Cette appréciation dépendra des solutions de remplacement que l'Etat aura adopté pour continuer sa stratégie de maximisation des recettes, tout en préservant les ressources du pays.

### **5.1.3. Impacts environnementaux**

La non reconduction de l'accord présente un certain nombre de risques vis-à-vis de l'environnement. La Mauritanie perdra un partenaire institutionnel qui a souscrit aux accords internationaux de protection de la biodiversité, et n'aura comme interlocuteur que les intérêts privés auxquels elle aura cédé des autorisations de pêche. Si les budgets réservés au contrôle des pêches venaient à baisser comme on peut le supposer en cas de non-renouvellement de l'accord, il deviendra difficile, voire impossible de s'assurer que les flottes en présence respectent l'éventail des mesures techniques dont on a pu établir qu'elles sont propices à la fraude.

La recherche scientifique perdra également de son efficacité en raison *i)* de l'arrêt probable des programmes d'observateurs embarqués actuellement financés par les armateurs européens dont la contribution à la connaissance de l'impact de la pêche sur l'environnement est importante, et *ii)* de la baisse des budgets consécutive à l'arrêt de l'accord de pêche. Ceci présente le risque d'affaiblir le niveau de connaissances scientifiques, encore insuffisant, sur lequel les gestionnaires s'appuient pour la gestion des pêcheries. Sans avis scientifiques pertinents, les limites en termes d'exploitation durable des stocks de la ZEE resteront méconnues, et la tentation de maximiser les recettes par la vente d'accès à des capacités étrangères risque de l'emporter au détriment de l'équilibre ressources / flottes.

On peut donc anticiper qu'en cas de non-accord, la situation des stocks se dégrade. Le poulpe en tant que principale espèce sera la première concernée. Les crevettes côtières et profondes le seront également. L'interruption de la coopération avec la Communauté aura également probablement comme conséquence de repousser la recherche et mise en place de solutions pour diminuer les rejets des chalutiers et les impacts de la pêche sur les espèces protégées (mammifères marins principalement).

## **5.2. Recommandations pour le renouvellement de l'accord**

Les paragraphes suivants présentent les recommandations concernant les grandes caractéristiques du futur accord de partenariat. Ces recommandations s'inspirent des résultats de l'évaluation ex-post et cherchent à minimiser les impacts économiques, sociaux et environnementaux tout en conservant la substance des objectifs de la politique extérieure de la Communauté en matière de pêche.

### **5.2.1. L'accord cadre**

La clause de l'accord cadre sur les navires européens concernés est rédigée de telle façon qu'elle ne donne pas d'exclusivité. Dans la pratique, des navires européens viennent effectivement exploiter certaines ressources sur la base d'arrangements privés en dehors du cadre contraignant du protocole créant une certaine confusion sur place. L'arrivée récente d'un navire de pêche aux bivalves néerlandais a provoqué l'indignation médiatisée des ONG de défense de l'environnement, et a contribué à affaiblir l'image de la Communauté en matière de gestion des pêches dans les eaux mauritaniennes.

L'évaluation recommande que cette clause soit révisée afin de donner à l'accord de pêche l'exclusivité de la gestion des flottes européennes présentes sur place, ou à défaut de préciser un autre mécanisme qui ferait que les autorisations de pêche données à des opérateurs européens hors accord soient approuvées au préalable par la Communauté.



### **5.2.2. Les capacités de pêche**

La situation générale des stocks exploités, les avis scientifiques et les impacts de la pêche sur l'environnement indiquent :

- Pour le segment crustacés (crevettiers) : l'état des stocks évalué fin 2004 n'inspirait pas d'inquiétudes particulières pour les stocks de crevettes côtières et de crevettes profondes en tant qu'espèces cibles. Les volumes élevés de captures accessoires de diverses espèces de poissons, dont des merlus juvéniles, conduisent cependant à recommander de maintenir l'effort à ses niveaux actuels. La pêcherie crevettière était jusqu'à un passé proche exploitée principalement par les navires européens, mais il apparaît qu'une augmentation de l'effort par la partie mauritanienne soit intervenue sur ces dernières années au moyen d'ex-navires céphalopodières nationaux et de capacités étrangères sous licences libres ou contrats d'affrètement. On peut a priori se baser sur une reconduction des capacités autorisées sous le protocole en cours dont l'utilisation, même si elle a fléchi en 2004, reste satisfaisante. Il sera cependant important de vérifier avec les autorités mauritaniennes si les niveaux d'effort courant restent compatibles avec le diagnostic livré fin 2004 sur la base des données 2003, et de s'assurer que des objectifs en termes de capacités autorisées sont fixés pour prévenir une augmentation d'effort. La séparation des possibilités de pêche européennes en possibilités pour la crevette profonde et la crevette côtière sera nécessaire d'une part pour être conforme aux dispositions législatives mauritaniennes et d'autre part pour se donner les moyens de gérer efficacement deux pêcheries sensiblement différentes.
- Pour le segment merluttier : l'état des stocks évalué par l'IMROP tend à indiquer que les stocks de merlus noirs dans la ZEE mauritanienne sont exploités à des niveaux soutenable, mais que l'effort de pêche de ce segment doit être maintenu aux niveaux actuels du fait des prises accessoires d'espèces démersales en situation défavorable. Le groupe scientifique du COPACE aboutit à un résultat comparable en terme de niveau d'exploitation du stock, mais va plus loin en recommandant une baisse de l'effort de la flotte qui cible le merlu, et des autres flottes qui prennent du merlu à titre accessoire. Les capacités européennes autorisées sous le protocole en cours ont été utilisées de façon médiocre. Ainsi, pour se conformer à l'esprit des recommandations du COPACE et à l'intérêt des opérateurs européens pour cette catégorie, on peut recommander que des capacités sensiblement équivalentes à 80% des capacités du protocole en cours soient reconduites. L'effort déployé par les navires mauritaniens sur cette pêcherie est faible par rapport à celui des européens, mais il conviendrait également que des objectifs soit fixés afin de prévenir une expansion des capacités de ce segment.
- Pour les segments exploitant les poissons de fonds (chalutiers congélateurs de la catégorie 4, navires de pêche démersales sans chalut de la catégorie 3), il n'y a pas d'indications claires sur l'état des principales ressources. L'insuffisance des données n'a pas permis de modéliser le profil d'exploitation des espèces, et les indications sur l'abondance des espèces tirées des campagnes scientifiques sont alarmantes pour certaines, et rassurantes pour d'autres. Dans l'ensemble, les évaluations confirment cependant que l'abondance est stable pour 106 espèces commerciales différentes. L'approche de précaution adoptée en raison de l'incertitude du diagnostic conduit l'IMROP et le COPACE à recommander un gel de l'effort de pêche. Pour les navires de ces catégories, on peut par conséquent recommander le maintien des capacités, avec une possible adaptation à la baisse pour tenir compte de l'utilisation médiocre de l'accord, même si les perspectives pour les navires de la catégorie 3 sont susceptibles de s'améliorer avec le désenclavement du port de Nouadhibou.
- Pour le segment céphalopodier, les avis scientifiques de l'IMROP repris par le COPACE recommandaient en 2002 une baisse de l'effort de pêche. Le stock de poulpe est estimé être en situation de surexploitation avec un excédent d'effort de l'ordre de 25 à 30%. L'objectif est de diminuer la pression de pêche sur le stock afin d'optimiser le rendement par recrue des poulpes, pêchés trop petits sous les conditions actuelles. La CE et la Mauritanie ont baissé l'effort en 2004 des flottes industrielles dans des proportions de 15-20% environ. Il reste donc du chemin à accomplir. La principale inconnue reste à ce jour les dispositions du plan d'aménagement de la pêcherie que préparent les autorités mauritaniennes et sur lesquelles aucune information n'a filtré. Dans l'attente de précisions, la recommandation est de faire un effort supplémentaire en termes

de licences actives sur ce segment : avec un objectif de 46 licences européennes et un maintien de l'arrêt biologique supplémentaire de mai, l'effort européen réalise une baisse de 25% de l'effort par rapport à l'entrée en vigueur du protocole. La négociation peut cependant intégrer une probabilité de reconstitution du stock qui compte tenu de la durée du cycle de l'espèce (un an) est susceptible d'intervenir dans des délais relativement courts, et prévoir ainsi un nombre maximum de chalutiers européens plus élevé à terme, de l'ordre de 50. Le facteur de risque dans ce domaine est l'absence de contrôle de la pêche artisanale par les autorités mauritaniennes. En l'état actuel des pratiques, son expansion n'est pas limitée du fait de la non application des textes de Loi. Il conviendra à cet effet que la Communauté obtiennent des garanties pour que les efforts de sauvegarde ne soient pas annulés par un effort de pêche excédentaire de ce segment. Le cas du Maroc est révélateur à cet effet sur les risques encourus.

- Pour les navires de pêche langoustiers, la non-utilisation des possibilités et la situation objective du stock de langouste et de son exploitation comme prise accessoire des chaluts font qu'il est recommandé de supprimer ces possibilités de la future négociation car elles ne sont pas viables.
- S'agissant des ressources en petits pélagiques, les analyses sur l'état des stocks menées par l'IMROP et le COPACE restent incertaines en raison de la grande variabilité des ressources concernées et des modifications des conditions océanographiques qui font que la sardinelle en particulier tend à remonter vers des latitudes plus septentrionales qu'habituellement, chevauchant maintenant les eaux marocaines. Les recommandations des groupes scientifiques invitent à un gel de l'effort de pêche. Les capacités européennes du protocole en cours étaient de 15 navires simultanément en début de période, augmentées à 25 à partir de 2005. Cette augmentation ne se traduit pas par une augmentation effective de l'effort mais intègre l'activité des navires des nouveaux Etats membres qui exerçaient jusqu'alors en Mauritanie sous d'autres types d'autorisations. Afin de se conformer aux recommandations scientifiques, le niveau d'effort peut donc être maintenu, ou diminué pour tenir compte de l'utilisation effective des possibilités. Etant donné le caractère irrégulier de la présence des navires européens et des navires d'autres nationalités, une définition alternative des capacités autorisées pourrait être affinée en termes de nombre de mois navires autorisés afin de se préserver d'une augmentation d'effort. En effet, pour la partie européenne tout au moins, l'effort déployé sur le stock ne pas le même si les 25 navires travaillent simultanément toute l'année sur ces ressources, ou s'ils continuent à venir de manière ponctuelle. La dimension régionale des stocks impose cependant que ce type de régulation soit envisagé sous l'égide de l'organisation régionale de pêche compétente (le COPACE). Comme pour les autres catégories, le principal facteur de risque reste la politique d'attribution des licences par la Mauritanie, non définie pour ce segment. Le risque est accentué par le fait qu'il n'y a pas d'intérêt national à préserver sur cette pêche.
- Enfin, pour les navires thoniers senneurs, les capacités négociées permettent à l'ensemble de la flotte européenne présente dans l'océan atlantique de prendre des licences pour la zone Mauritanie. La situation des stocks exploités est connue et la gestion par l'ICCAT impose des règles, notamment en matière des captures et d'un gel des capacités au niveau de 2005. Le maintien des possibilités négociées est donc recommandé. Le fait d'autoriser les navires dans la zone Mauritanie n'augmente pas l'effort global sur des stocks de distribution géographique très large, mais contribue à le redistribuer. Pour les canneurs, la situation est identique. Le nombre de navires européens pourrait même être augmenté si les demandes se font jour dans la mesure où des navires des Canaries et des Açores sont potentiellement intéressés. Ces navires sont déjà sur les listes ICCAT des navires autorisés, et à capacités globales identiques, le travail dans la zone Mauritanie constitue une redistribution spatiale de l'effort, et pas une augmentation.
- Pour le futur, il pourrait être utile d'introduire des possibilités de pêche sur les stocks de bivalves. Il existe un potentiel important sur une espèce bien que de faible valeur marchande. Si les problèmes de qualité de l'eau sont résolus, et si une méthode d'exploitation respectueuse de l'environnement est identifiée, des navires européens pourraient exploiter cette ressource sous le cadre contraignant du protocole. Ceci aurait l'avantage de prévenir l'arrivée de navires aux méthodes de pêche critiquées.

Le tableau suivant résume les recommandations portant sur les possibilités de pêche à inclure dans le futur protocole.

**Tableau 85 : Résumé des recommandations en matière de possibilités de pêche**

Catégorie	Recommandation	Facteurs d'incertitude
Crustacés	Maintien des possibilités actuelles Séparation des navires crevettes profondes et crevettes côtières	Situation des capacités nationales sur ce segment
Merlu	Diminution légère des possibilités autorisées	Prises de merlus par les autres flottes
Poissons de fond	Baisse ou maintien des possibilités actuelles	Attractivité de cette pêcherie si le port de Nouadhibou est désenclavé
Céphalopodes	Négociation de possibilités se situant autour de 50 licences, avec gel à 46 licences la ou les premières années	Plan d'aménagement des pêcheries céphalopodières en cours de finition Contrôle des capacités du secteur artisan
Langoustiers	Annulation des possibilités	
Petits pélagiques	Maintien des possibilités autorisées	Distribution des stocks Attribution des licences à des intérêts étrangers
Thonidés	Maintien des possibilités autorisées	
Bivalves	Introduction de nouvelles possibilités	Intérêt des opérateurs privés sur une pêcherie nouvelle

Les recommandations énoncées sur les capacités à inclure dans le prochain protocole tendent à chercher à minimiser les impacts environnementaux sur les espèces cibles en respectant l'équilibre effort / ressources suivant les recommandations scientifiques. La maîtrise des autres impacts environnementaux liés à l'exercice de ces navires devra faire l'objet de dispositions annexes.

Si la négociation aboutit à des niveaux de flottes proches de ce qui a été recommandé plus haut, on ne prévoit pas d'impacts économiques ou sociaux défavorables sur les parties mauritaniennes ou européennes. Cependant, les armements céphalopodières, et notamment ceux des Îles Canaries seront impactés car les possibilités de pêche recommandées sont inférieures aux nombres d'unités en exercice, avec peu de possibilités alternatives. L'insuffisance du nombre des licences générera des problèmes sociaux pour les marins concernés, et des conséquences économiques pour les armements, difficiles à évaluer à ce stade.

### **5.2.3. Le coût de l'accès**

Premier point, le montant de la contrepartie financière est du domaine de la négociation. Le Conseil a réitéré en 2004 ses conclusions de 1997 et maintient aux accords de pêche une dimension commerciale qui fait que la Communauté ne peut payer plus que ce qu'elle obtient en termes de possibilités de pêche. L'un des enseignements de l'évaluation ex-post est que l'accord en cours avec la Mauritanie est cher et que le coût de l'accès du prochain accord devra être plus en rapport avec les possibilités incluses, ce qui suivant les recommandations sur les possibilités de pêche, équivaut à une baisse.

Le second point est la répartition public - privé du coût de l'accord. L'évaluation ex-post indique que le coût actuel de l'accord est réparti à 86%-14% entre la puissance publique et le secteur public. Suivant les orientations de la Commission en la matière, cette assiette devra être modifiée pour augmenter la part du privé. On peut suggérer dans un premier temps une répartition 75%-25% comme pour les anciens accords thoniers, voire 65%-35% comme pour les nouvelles générations d'accords thoniers. La prise en charge de l'essentiel du coût par le secteur public à également l'effet pervers de faire supporter les facteurs de risques par la Communauté et n'incite pas la Mauritanie à conserver des conditions de licences attractives pour le secteur privé dans la mesure où l'essentiel de ses revenus sont garantis quoi qu'il advienne.

Le troisième point concerne le coût des licences payées par les armateurs. L'évaluation ex-post a permis d'identifier que le coût des licences est lourd pour les catégories 1 à 5, et qu'il est de nature à contribuer à compromettre la rentabilité des armements dans une période où le prix de combustibles suit une tendance lourde à l'augmentation. En conséquence, les armements pourront difficilement soutenir une augmentation du prix de la licence. Si elles venaient à augmenter, cela aura un impact sur l'utilisation des

possibilités négociées. Pour les petits pélagiques, le prix de la licence de pêche est avantageux, et les armements pourront soutenir une hausse du prix. En première approximation et sur la base des analyses économiques menées sous l'évaluation ex-post, le coût de la licence pourrait doubler. Pour le secteur thonier, le coût de la licence pourrait également augmenter car les simulations indiquent que ces catégories sont relativement peu taxées. Cependant, pour les senneurs, le coût de la licence s'additionne au coût des licences dans les autres ZEE d'Afrique de l'Ouest. La zone Mauritanie est une zone accessoire, et il est recommandé d'en conserver le coût actuel toutes autres charges égales par ailleurs qui est compatible avec l'investissement dans une licence de précaution. Pour les canneurs, le coût de la licence peut augmenter sensiblement pour être doublé sans risquer de compromettre la rentabilité des flottes. Si les charges accessoires pour ce segment sont rationalisées (observateurs, consignataires voir infra), cette augmentation sera financièrement pénalisante.

De l'ensemble de ces trois points, il ressort une difficulté : comment rétablir un meilleur équilibre entre la contribution public-privé dans le coût de l'accès sans augmenter le coût des licences des principales catégories de navires (exceptés celles détaillées ci-dessus) ? La solution la plus immédiate est de baisser la contrepartie payée par la Communauté, ce qui aura l'avantage de la placer plus en rapport avec les possibilités de pêche négociées. Le problème est l'acceptabilité de cette solution par les négociateurs mauritaniens qui chercheront vraisemblablement sinon une hausse, un maintien du niveau financier de l'accord.

#### **5.2.4. Mesures techniques**

##### **Engins de pêche**

La situation actuelle n'est pas satisfaisante. Les chaluts utilisés par toutes les flottes ne sont pas suffisamment sélectifs, et l'expérience des pêcheries européennes montre que la dimension des maillages minimaux ne suffit pas à assurer la sélectivité des chaluts si elle n'est pas accompagnée de dispositions sur le diamètre des fils, ou le nombre de mailles dans la circonférence du cul du chalut. Cette situation a des conséquences en termes d'impact de la pêche sur l'environnement en générant des taux de prises accessoires importants et en ne préservant pas les jeunes individus d'espèces cibles. En outre, l'introduction de dispositifs sélectifs comme des panneaux à mailles carrées dans les chaluts à poissons, ou des grilles sélectives dans les chaluts crevettiers provoqueraient des gains supplémentaires en matière de sélectivité. Concernant les prises d'espèces protégées, il conviendra d'étudier l'étendue des prises de mammifères marins par les chalutiers pélagiques, et de mettre en place les systèmes de pingers en fonction.

Dans ces domaines, il existe un savoir-faire européen en la matière et il est recommandé qu'un transfert de connaissances soit organisé au plus vite vers la partie mauritanienne. Les solutions techniques devront être dûment éprouvées afin que les pertes commerciales que l'introduction de dispositifs sélectifs ne manquera pas de générer soient économiquement soutenables pour les armements.

Pour les engins autres que le chalut, le protocole en cours prévoit une disposition spécifique qui exonère la flotte européenne de l'interdiction de filets mono filaments. L'étude recommande d'examiner si cette exonération doit être maintenue. Cette situation a le désavantage de placer les flottes européennes en position favorable par rapport à son homologue mauritanien. Elle a également le désavantage de causer des risques environnementaux potentiels vis-à-vis de la pêche fantôme par les engins perdus et les prises accessoires de cétaqués. En revanche, ce type de filet a eu tendance à se généraliser dans les pêcheries européennes, et il n'est pas certain que l'interdiction du mono filament soit réaliste au regard des habitudes de travail des navires européens.

Le protocole en cours a tenté de régler la longueur maximale de filets, mais de manière inapplicable. Il est recommandé que les dispositions techniques sur cet engin soient mieux précisées.

##### **Taille minimale des prises**

Au moins sur le poulpe, le problème de la taille minimale se pose avec acuité. Le premier point est que la législation communautaire n'est pas en accord avec les conditions en Mauritanie. Une révision du Règlement 850/98 est en cours pour cette espèce. Le même problème se posera cependant pour la crevette profonde. Le second problème est la différence entre les tailles minimales en vigueur au Sénégal, au Maroc ou en Mauritanie. Dans ces trois pays tiers, les flottes communautaires sont susceptibles de débarquer et une harmonisation des tailles permettrait d'éviter les risques de fraude, tout en privant le marché d'un approvisionnement en petites tailles. Il est donc recommandé qu'une réflexion soit engagée au niveau régional, la Communauté pouvant en prendre l'initiative.

Sur la taille minimale du poulpe en Mauritanie, il est difficile de juger si elle est biologiquement pertinente ou pas en l'absence de bases scientifiques. Ce qui est certain par contre, c'est que la sélectivité des chaluts utilisés fait que mécaniquement des poulpes de tailles inférieures sont pêchés. Ceux-ci doivent donc être rejetés, le plus souvent avec des espoirs limités de survie. Ceci vaut également pour le merlu pris par les chalutiers. L'étude recommande par conséquent que ce problème soit examiné avec attention entre la partie mauritanienne et la partie européenne, ce qui rejoint les recommandations sur les engins de pêche.

Enfin, une tolérance pourrait être accordée sur les tailles minimales afin de diminuer les tensions entre le contrôle et les pêcheurs. On pourrait par exemple imaginer une tolérance de 15% sur un premier niveau de taille minimale, et de 0% sur un second niveau inférieur.

Dans tous le cas, l'interdiction de débarquer ou commercialiser les animaux de taille inférieures aux tailles minimales légales doit être appliqué pour couper tout incitatif commercial à la conservation à bord de ces espèces. Ceci vaut également pour la partie mauritanienne qui a pour pratique de commercialiser les espèces hors-tailles saisies sur les navires.

### **Pourcentages de prises accessoires**

On relève des incohérences entre les pourcentages de prises accessoires autorisés par la législation mauritanienne et ceux des fiches techniques du protocole d'accord. Il est donc recommandé de les harmoniser car les différences de traitement ne se justifient pas. La base juridique mauritanienne réglementant ces pourcentages doit servir de référence afin d'éviter tout traitement discriminatoire entre les flottes.

### **Repos biologique**

Le repos biologique est une mesure qui n'apporte pas de bénéfice substantiel pour les stocks de céphalopodes, mais qui a l'avantage de contribuer à diminuer l'effort de pêche. Le repos biologique s'applique suivant la législation mauritanienne à toutes les catégories de pêche céphalopodières, artisanale, côtière ou industrielle. Il est appliqué de manière uniforme à toutes les catégories de pêche du protocole en cours, y compris celles qui n'ont aucune chance de capturer du poulpe. Ceci a des avantages en matière de contrôle, mais prive certains navires de possibilités de pêche et diminue l'attractivité des licences. L'évaluation recommande qu'un dialogue s'installe entre les autorités mauritaniennes et la Communauté pour assouplir cette disposition pour les navires dont les données observateurs certifient ou certifieront qu'ils ne capturent pas de poulpes. Ceci semble concerner les navires de la catégorie 3 et les palangriers merluttiers de la catégorie 2 sous réserve de confirmation. Pour ces derniers, ceci pourrait demander à ce qu'ils soient intégrés dans une catégorie à part entière, leurs méthodes de travail ayant finalement peu de rapport avec celles des chalutiers qui visent la même espèce.

### **Zonage des activités**

Le zonage des activités s'appliquant aux navires mauritaniens et européens est globalement compatible. Le prochain protocole d'accord de pêche devra intégrer les modifications prévues du zonage pour la pêche à la crevette qui repoussent un peu plus au large les flottes, en séparant crevettes côtières et crevettes profondes. Ceci rejoint la nécessité de séparer les deux catégories à l'avenir.

La législation mauritanienne prévoit un incitatif en termes de zonage pour les navires céphalopodières qui débarquent dans les ports du pays. Il est recommandé que cet incitatif puisse s'appliquer aux flottes européennes céphalopodières le cas échéant en le mentionnant dans le protocole. Par ailleurs, les zones de pêche à la crevette côtière sont relativement bien délimitées dans l'espace, se situant principalement entre les latitudes au large du banc d'Arguin et entre Nouakchott et Saint Louis dans le Sud. L'exercice de la pêche par les navires crevettiers côtiers pourrait être limité entre les latitudes concernées afin d'éviter qu'ils n'aillent traîner des chaluts à petites mailles dans des espaces où ils n'ont que peu de chance de trouver de la crevette.

Les navires de la catégorie 3 (engins autres que chaluts) ont un zonage de leurs activités qui les éloigne davantage de la côte que les navires mauritaniens. Le fait de limiter la taille des navires de cette catégorie à 26 m rendrait les flottes concernées compatibles avec la définition légale de la pêche côtière en Mauritanie, pour autant qu'ils ne disposent pas de moyens de congélation, et pourraient leur permettre a priori de bénéficier des mêmes limites géographiques. Ceci aurait pour effet de rendre la licence plus attractive.

Enfin, la mise en exploitation des puits de pétrole dans le sud de la ZEE conduira nécessairement à la neutralisation d'une partie des zones de pêche afin de minimiser les risques de collision entre les navires et le navire de forage type *FSPO*. Le transport des gaz vers des puits situés plus à terre demandera également la neutralisation d'un couloir maritime. La fermeture de l'accès à une zone de pêche qui pourra être relativement vaste conditionnera encore une fois l'attractivité de la zone mauritanienne pour des segments tels que les chalutiers merlucciens, crevettes profondes ou petits pélagiques. Il est donc recommandé que le dialogue s'installe avec la partie mauritanienne afin que cette zone soit connue avant la négociation du protocole.

#### **5.2.5. Suivi et contrôle des flottes**

Il n'est pas exagéré d'écrire que la Communauté n'a pas rempli ses obligations en matière de déclarations des captures. Plus qu'ailleurs en raison de la dimension de la flottille concernée et de la pression de pêche sur les stocks, un respect scrupuleux des remises des journaux de bord et des notes de vente aurait dû s'appliquer. Il est donc fortement recommandé que la Communauté incite fermement les Etats membres à respecter ces obligations, en allant jusqu'à l'application des sanctions prévues, avant que la Mauritanie ne fasse valoir ses droits.

En matière de contrôle par les Etats du pavillon, les inspections communautaires ont révélé des pratiques nationales qui ne garantissent pas un contrôle efficace des navires au port. Concernant le VMS, des FMC de certains Etats membres ne transmettaient toujours pas les données de position au FMC mauritanien suivant les dispositions du protocole d'échange près d'une année après l'entrée en vigueur de l'arrêté rendant obligatoire le suivi par satellite.

Ces manquements ont l'inconvénient de rendre les opérations des flottes communautaires non transparentes, et marquent un désintérêt de la Communauté vis-à-vis du suivi des pêcheries, quand dans le même temps les engagements communautaires prônent les pratiques de pêche responsables. Ils ont eu pour effet de contribuer à dégrader le climat de coopération entre les deux parties et de prévenir toute coopération dans l'aménagement des pêcheries. La carence en informations sur les captures prive également la Commission d'un indicateur de suivi.

On ne peut donc que recommander que la Commission s'efforce à remettre de l'ordre et rappelle aux Etats membres leurs obligations, même si cela a déjà été fait en plusieurs occasions, en usant de sanctions le cas échéant. L'Agence Communautaire de Contrôle des Pêches pourraient également être mise à contribution en lui donnant un mandat d'intervention sur cet accord.

#### **5.2.6. L'embarquement de marins mauritaniens et d'observateurs**

L'embarquement de marins mauritaniens est une mesure positive car elle permet de participer activement au transfert de savoir-faire entre les deux parties. L'établissement d'une convention collective définissant les droits minimaux des marins serait un avantage. La Communauté peut entamer un dialogue avec les autorités mauritaniennes à ce sujet étant l'un des principaux employeurs de la main d'œuvre locale.

L'embarquement d'observateurs est également une mesure très positive car les données accumulées ont permis de contribuer de manière efficace à la connaissance de l'impact environnemental de la pêche. Le champ des données collectées pourrait être cependant revu et étendu afin de permettre une quantification des rejets et des prises d'autres éléments de l'environnement marin (coraux par exemple). Si les segments démersaux sont relativement bien étudiés, le segment petits pélagiques n'est pour l'instant connu que par le biais des observations des scientifiques néerlandais sur les navires de leur pays. S'il y a une priorité pour l'avenir, c'est probablement la poursuite de ce type de programme sur ce segment, y compris sur les navires d'autres nationalités. Ceci permettrait en outre de dissiper l'éternelle équivoque sur les prises accessoires de ce segment qui conduisent à prendre des mesures de gestion parfois pénalisantes sans réelles bases scientifiques. La diffusion du programme observateurs vers les flottes russes et ukrainiennes relève de la compétence des autorités mauritaniennes. La Communauté peut influencer pour que les navires des Etats baltes soient observés.

Pour les deux catégories thonnières, l'obligation d'embarquement de marins mauritaniens ne se justifie pas. Les navires ne s'arrêtent pas dans les ports et la clause est inapplicable. Les navires doivent cependant déboursier l'équivalent des salaires qu'ils auraient du payer. Pour les observateurs, le constat est le même. Les pêcheries thonnières européennes sont bien suivies par la communauté scientifique, et l'embarquement d'observateurs à bord des canneurs et palangriers est inapplicable et inutile. Ces navires paient cependant une contribution aux frais d'observations qui revient à l'équivalent du prix de la licence. Il est donc recommandé de supprimer ces clauses d'embarquement pour les thoniers, quitte à transformer tout ou partie des coûts additionnels épargnés en augmentation du prix de la licence. Le cas échéant, l'appointement d'un représentant local (consignataire) pour les navires thoniers (article 10 du protocole) ne se justifie plus et l'obligation peut être levée. Ceci permettra aux navires thoniers de ne plus avoir à supporter les coûts afférents, relativement élevés en échange du service presté, si l'on en juge par les informations reçues.

### **5.2.7. Les débarquements obligatoires**

La clause rendant obligatoire un nombre croissant chaque année de débarquements de navires de la catégorie 4 n'a pas fonctionné. On note par ailleurs que des navires de la catégorie 5 (céphalopodiers) ont débarqué en Mauritanie à leur propre initiative. Les raisons de cet échec sont difficiles à identifier de manière précise. Les dispositions du protocole en cours sur les conditions générales et les conditions fiscales et financières entourant les débarquements obligatoires sont de nature à préserver les armateurs de mauvaises surprises. Suivant les informations données par les représentants des professionnels européens, les ports mauritaniens ne sont pas suffisamment adaptés en termes d'installation portuaires, sont dangereux d'approche, et n'offrent pas de services performants en termes d'avitaillement et d'entretien lors de l'escale. Dans ces conditions, le débarquement en Mauritanie est économiquement contre-productif pour les navires communautaires.

Pour la Mauritanie, les escales des navires européens pouvaient permettre de générer des recettes portuaires. La nature des produits concernés (congelé bord) n'aurait pas apporté de bénéfices substantiels pour les industries à terre qui auraient acheté les produits car le congelé est peu valorisable.

Par ailleurs, les débarquements obligatoires entravent la libre concurrence entre les différentes places portuaires de la région.

Il est donc recommandé de supprimer les clauses de débarquements obligatoires, même en cas de mise en place des plans d'aménagement<sup>65</sup> quitte dans ce cas à renforcer les mesures de suivi des navires comme le font le plan de reconstitution européens (ports désignés, objectifs quantifiés de contrôle au port).

Si les autorités mauritaniennes parviennent à mener au bout les différents projets d'aménagement portuaire qu'elles ont commencé à définir avec des bailleurs de fond potentiels, et quand l'axe routier vers l'Europe sera définitivement achevé, les ports deviendront naturellement attractifs. L'environnement économique de la filière, et notamment l'augmentation du coût des carburants, incitera par ailleurs les armements européens à rechercher des solutions d'escales au plus près des zones de pêche. A terme, les navires européens conservant les produits en glace pourront trouver des débouchés commerciaux auprès des usines à terre mauritaniennes. Ceci aura un impact favorable sur la création de valeur ajoutée locale et augmentera l'intégration du secteur de la pêche dans l'économie nationale.

### **5.2.8. Le climat des affaires**

Le Code des Investissements récemment réformé offre des conditions attractives et non-discriminatoires aux investisseurs étrangers. Cependant, malgré l'organisation de forums commerciaux par la Commission et le CDE, le bilan de l'investissement européen dans le domaine de la pêche en Mauritanie reste décevant. La participation d'investisseurs de la Communauté à ces forums indique cependant qu'il y a un intérêt, confirmé lors des discussions tenues avec les associations professionnelles dans le cadre de cette étude.

Les facteurs limitants sont connus. En résumé, ils tiennent essentiellement dans le fait que la législation mauritanienne soit muette sur le statut juridique des sociétés mixtes, que la conditionnalité de mauritanisation d'un navire de pêche est que la majorité des parts de la société mixte appartiennent à des nationaux, et que l'environnement général de la filière (incluant *inter alia* l'état des ressources exploitées, ses modes de gestion, les lacunes du système de contrôle sanitaire, les services aux navires) ne donnent pas aux éventuels promoteurs européens la sécurité et la visibilité requises.

L'évaluation recommande que ces points soient discutés avec les autorités du pays afin de trouver des solutions, notamment aux problèmes juridiques. La visibilité de l'investissement dans le secteur sera confortée si le partenariat entre la Mauritanie et la Communauté parvient à améliorer les modes de gestion de la ressource et le renforcement institutionnel notamment en matière de contrôle sanitaire.

### **5.2.9. Domaines prioritaires du partenariat**

La conclusion d'un nouveau protocole d'accord sur le modèle des accords de partenariat permettra de cibler un certain pourcentage de la contrepartie financière communautaire vers des secteurs prioritaires. Le Gouvernement mauritanien a posé comme objectifs principaux de sa politique en matière de pêche i) la préservation de la ressource et sa gestion durable, ii) l'intégration accrue du secteur à l'économie nationale, iii) le renforcement et l'adaptation du cadre institutionnel et iv) l'aménagement intégré du littoral et la préservation de l'environnement et de l'écosystème marins. Suivant les constats de l'évaluation ex-post, les aspirations de la Mauritanie et les recommandations pour le futur, les domaines prioritaires du partenariat devraient comprendre :

- Une meilleure intégration des considérations environnementales dans la gestion des pêches mauritaniennes se révèle aujourd'hui indispensable. Enoncée comme priorité stratégique dans le texte de la Loi cadre 2000-025 (article 2) et également pierre angulaire de la réforme de la PCP, l'évaluation ex-post du protocole d'accord a indiqué qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir. On constate en effet que les niveaux de rejets d'espèces cibles ou de prises accessoires sont

<sup>65</sup> L'obligation de débarquement en Mauritanie en cas de plan d'aménagement est sans préjudice des dispositions des accords internationaux. La difficulté juridique sera de déterminer si l'accord de pêche peut être qualifié d'accord international.



importantes dans certaines pêcheries, que les impacts de la pêche sur l'environnement marin restent peu connus, et que des espèces protégées comme les mammifères marins ou les tortues marines sont susceptibles de subir des mortalités accidentelles du fait de la pêche. L'élément le plus urgent est le démarrage d'une réflexion sur les engins de pêche et sur leurs paramètres de sélectivité. Cette réflexion conduira à tester et rendre obligatoire des dispositifs sélectifs nécessaires pour diminuer les prises d'espèces non désirées, et dont les prélèvements ont un impact sur l'équilibre des stocks. S'agissant des espèces protégées, des mesures mitigatives éprouvées sont disponibles.

Depuis la réforme de la PCP, la Communauté a acquis une certaine expérience du traitement de ces questions d'intégration des considérations environnementales, et les résultats de recherches menées ou les mesures réglementaires adoptées dans les eaux européennes sont pour beaucoup adaptables au contexte des pêcheries multi-spécifiques et multi-engins mauritaniennes. Il y a donc un acquis qui est transférable dans le cadre d'un partenariat, et qui permettra au Gouvernement mauritanien d'avancer vers son objectif de maintien de la durabilité des pêches et de l'écosystème marin.

- La recherche scientifique : l'IMROP a des capacités de recherche reconnues et une indépendance qui garantit une bonne qualité des avis scientifiques. Cette mission essentielle pour la gestion des pêches demande des financements importants. Le renforcement des moyens humains et techniques de l'institut figure parmi les priorités des autorités nationales dans la recherche de l'objectif d'aménagement et de gestion de la ressource. Au cas où une démarche d'intégration des considérations environnementales s'amorce comme on le recommande, de nouveaux besoins de recherche se feront jour, en plus des besoins courants ciblés vers l'accomplissement de la mission institutionnelle du centre de recherche en matière d'évaluation des stocks. L'IMROP n'est pas aujourd'hui des mieux armés dans le domaine de la technologie des engins de pêche suivant les constatations d'une mission de l'IFREMER. Il y a donc un programme à mettre en place, des priorités à définir et des expérimentations à mener dans ce domaine.
- Une poursuite de l'effort de coopération dans le domaine du contrôle des pêches et du suivi des navires. Il s'agit d'un domaine qui peut être qualifié de prioritaire également du fait du nombre élevé de navires sur zone et de la sensibilité de certains stocks. Figurant parmi les priorités de la Mauritanie, la DSPCM poursuit une phase de montée en puissance et requiert des financements que le Gouvernement en l'état actuel des choses ne peut assurer en totalité. La coopération pourrait également être amorcée avec les services de contrôle des Etats membres ou, si celle-ci en a le mandat, avec l'Agence Communautaire des Contrôle des Pêches afin de systématiser l'échange d'informations sur les activités des navires et les contrôles réalisés.
- La formation maritime : ce domaine revêt une importance stratégique pour les deux partenaires. La formation aux métiers de la mer s'inscrit dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté en donnant à des nationaux la possibilité d'accéder à la profession. La réussite de cet engagement conditionne également les possibilités de développement du secteur national en consolidant les capacités des futures générations à prendre la relève sur les navires de pêche. Il y a aussi un intérêt pour les navires communautaires qui sont demandeurs de main d'œuvre formée. Le manque relatif de main d'œuvre qualifiée fait partie des facteurs qui préviennent les armements européens d'une fréquentation plus importante des ports mauritaniens.
- La pêche artisanale : le secteur de la pêche artisanale fait l'objet des attentions des principaux bailleurs de fond qui concentrent leur aide sur ce segment, parfois de façon désordonnée car les autorités mauritaniennes n'ont plus les capacités d'aiguiller le ciblage des projets. A l'heure actuelle, la priorité n'est plus au développement des capacités de la pêche artisanale car l'expansion non maîtrisée du secteur fait peser des risques sur l'état des ressources, notamment pour le poulpe. Le futur partenariat entre la Communauté et les autorités mauritaniennes pourra s'intéresser à ce problème en réfléchissant à des procédures pratiques de contrôle des entrées / sorties de flotte et de suivi de l'activité des pirogues. Ce domaine fait partie des priorités affichées

de la politique des pêches mauritanienne mais n'a pu être traité de façon satisfaisante jusqu'alors (un plan de gestion et de développement de la pêche artisanale devait être finalisé pour 2003).

L'efficacité du futur partenariat sera renforcée si les deux parties parviennent à restaurer un climat de confiance. Une rencontre au plus haut niveau a eu lieu début 2005 entre le Commissaire en charge de la Pêche et des Affaires Maritimes et le Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime à Bruxelles. Cette rencontre a été constructive de l'avis de la partie mauritanienne et a sans doute contribué à redynamiser le dialogue. Il appartiendra ensuite aux acteurs de cet accord de faire preuve de davantage de transparence en respectant les obligations sur lesquelles le protocole s'engage.

## Conclusion

Le protocole d'accord de pêche en cours avec la Mauritanie est financièrement le plus important des accords en vigueur avec des pays tiers. L'investissement communautaire a permis de soutenir l'activité de près de 185 navires européens, dont la majorité sont très dépendants d'un accès à cette zone de pêche. Le bilan emploi est également positif dans la mesure où l'accord est estimé favoriser le maintien de 3 500 à 4 000 ressortissants communautaires. Cet accord correspond également au besoin de la Mauritanie de générer des recettes budgétaires à partir de l'une des principales richesses du pays, en l'absence de moyens nationaux pour exploiter la totalité du potentiel halieutique. On estime par conséquent qu'il y a un intérêt mutuel à ce que les deux partenaires poursuivent leurs relations déjà anciennes dans le domaine de la pêche.

Les différentes pêcheries dans la ZEE mauritanienne forment un ensemble complexe de pêcheries multi spécifiques et multi engins, similaire en plusieurs points aux pêcheries européennes. Leurs gestions demandent par conséquent une attention particulière, et les autorités mauritaniennes ont pu développer avec l'aide de la Communauté des services performants dans le domaine de la recherche et du contrôle des pêches notamment. Des décisions importantes ont également été prises pour tenter de restaurer des stocks en état de surexploitation.

L'un des facteurs qui a limité l'efficacité du protocole dans le domaine de la promotion de la pêche responsable a été la rupture du climat de confiance entre les deux partenaires. Quelles qu'en soit les raisons, il importe maintenant de le restaurer pour que le prochain protocole puisse permettre de faire évoluer le secteur des pêches mauritanien au bénéfice de toutes les parties prenantes.

Les perspectives de développement du secteur sont en effet importantes. La Mauritanie a plusieurs défis à relever pour optimiser son système de gestion des pêcheries et améliorer les conditions de ses infrastructures portuaires. L'amélioration en vue des conditions économiques du pays grâce notamment à l'apport de l'exploitation du pétrole en 2006, ainsi que l'achèvement d'infrastructures routières importantes donneront probablement un nouvel essor au secteur. En effet, quand le port de Nouadhibou sera à quelques heures de route de l'Europe, les perspectives pour les investisseurs européens et mauritaniens seront plus favorables. La coopération avec la Communauté en cette période charnière au travers des dispositions d'un accord de partenariat sera de nature à favoriser le développement du secteur privé, tout en renforçant les capacités institutionnelles des autorités en charge de la pêche.

\*\*\*

\*

## **ANNEXE 1 : Détail des estimations économiques**

## Catégorie 1 : Navires de pêche aux crustacés

### Structure de coûts

<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		13%	13%	15%	18%
<i>Autres frais variables</i>		10%	10%	10%	10%
<i>Frais fixes</i>		13%	15%	14%	14%
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>65%</b>	<b>64%</b>	<b>63%</b>	<b>59%</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires		32%	35%	33%	31%

### Chiffre d'affaires

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Tonnages pêchés* (t)		45	150	150	150
Crevettes	77%	202 308	725 880	694 140	620 540
Céphalopodes	3%	5 250	19 700	22 100	26 475
Divers	20%	14 534	42 513	29 898	25 369
Total CA		222 092	788 093	746 138	672 384
Nombre de navires		36	37	38	29
<b>Chiffre d'affaires total</b>		<b>7 995 297</b>	<b>29 159 444</b>	<b>28 353 232</b>	<b>19 499 140</b>

\* : Estimation de la capture d'un navire dans la ZEE mauritanienne

### Résultats

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		1 023 398	3 790 728	4 167 925	3 439 648
<i>Autres frais variables</i>		791 534	2 799 307	2 778 617	1 988 912
<i>Frais fixes</i>		1 039 389	4 373 917	3 969 452	2 729 880
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>5 212 934</b>	<b>18 603 725</b>	<b>17 805 829</b>	<b>11 504 492</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		2 582 481	10 234 965	9 413 273	6 064 232
<b>Taxes</b>					
Frais de licences		565 319	4 321 590	4 002 346	3 720 747
Autres taxes	2%	159 906	583 189	567 065	389 983
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>1 905 228</b>	<b>3 463 981</b>	<b>3 823 146</b>	<b>1 329 530</b>

## Catégorie 2 : Chalutiers et palangriers de fond de pêche au merlu noir

### Structure de coûts

<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		21%	17%	18%	22%
<i>Autres frais variables</i>		4%	9%	10%	11%
<i>Frais fixes</i>		15%	15%	15%	16%
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>60%</b>	<b>59%</b>	<b>57%</b>	<b>51%</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		35%	31%	38%	34%

### Chiffre d'affaires

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Tonnages pêchés*		60	200	200	200
Merlu	93%	123 597	390 600	395 436	411 990
Céphalopodes	1%	2 033	9 328	9 647	9 979
Divers	6%	10 620	34 010	31 200	30 000
Total CA		136 250	433 939	436 283	451 969
Nombre de navires		12	25	20	15
<b>Chiffre d'affaires total</b>		<b>1 635 000</b>	<b>10 848 473</b>	<b>8 725 660</b>	<b>6 779 528</b>

\* : Estimation de la capture d'un navire dans la ZEE mauritanienne

### Résultats

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		343 350	1 844 240	1 570 619	1 491 496
<i>Autres frais variables</i>		65 400	976 363	872 566	745 748
<i>Frais fixes</i>		245 250	1 627 271	1 308 849	1 084 724
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>981 000</b>	<b>6 400 599</b>	<b>4 973 626</b>	<b>3 457 559</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		572 250	3 363 027	3 315 751	2 305 039
<b>Taxes</b>					
Frais de licences		135 614	625 117	522 313	405 939
Autres taxes	2%	32 700	216 969	174 513	135 591
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>240 436</b>	<b>2 195 486</b>	<b>961 049</b>	<b>610 990</b>

### Catégorie 3 : Navires de pêche des espèces démersales avec engin autre que chalut

#### Structure des coûts

<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		8%	9%	9%	10%
<i>Autres frais variables</i>		11%	12%	11%	11%
<i>Frais fixes</i>		12%	10%	14%	15%
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>69%</b>	<b>69%</b>	<b>66%</b>	<b>64%</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins CE		47%	49%	46%	44%

#### Chiffre d'affaires

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Tonnages pêchés*		18	60	60	60
Divers poissons	95%	50 445	161 550	148 200	142 500
Merlu	5%	3 795	13 071	12 783	13 356
Total CA		54 240	174 621	160 983	155 856
Nombre de navires		9	13	13	13
<b>Chiffre d'affaires total</b>		<b>488 163</b>	<b>2 270 069</b>	<b>2 092 779</b>	<b>2 026 128</b>

\* : Estimation de la capture d'un navire dans la ZEE mauritanienne

#### Résultats

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		39 053	204 306	188 350	202 613
<i>Autres frais variables</i>		53 698	272 408	230 206	222 874
<i>Frais fixes</i>		58 580	227 007	292 989	303 919
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>336 832</b>	<b>1 566 348</b>	<b>1 381 234</b>	<b>1 296 722</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		229 436	1 112 334	962 678	891 496
<b>Taxes</b>					
Frais de licences		36 221	129 943	183 506	176 486
Autres taxes	2%	9 763	45 401	41 856	40 523
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>61 412</b>	<b>278 669</b>	<b>193 194</b>	<b>188 217</b>

## Catégorie 4 : Chalutiers poissonniers congélateurs

## Structure des coûts

<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		13%	13%	15%	18%
<i>Autres frais variables</i>		12%	12%	12%	13%
<i>Frais fixes</i>		16%	20%	17%	17%
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>60%</b>	<b>55%</b>	<b>56%</b>	<b>52%</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		38%	38%	38%	37%

## Chiffre d'affaires

<i>En €</i>		<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>
Tonnages pêchés*		84	280	280	280
Divers	65%	88 170	257 913	181 379	153 906
Merlu	27%	50 236	158 760	160 726	167 454
Céphalopodes	4%	13 142	46 842	43 853	47 762
Crustacés	4%	14 377	48 462	39 894	39 906
Total CA		151 549	463 515	385 958	369 122
Nombre de navires		10	15	9	7
<b>Chiffre d'affaires total</b>		<b>1 515 488</b>	<b>6 952 718</b>	<b>3 473 625</b>	<b>2 583 851</b>

\* : Estimation de la capture d'un navire dans la ZEE mauritanienne

## Résultats

<i>En €</i>		<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		189 436	903 853	521 044	465 093
<i>Autres frais variables</i>		181 859	834 326	416 835	335 901
<i>Frais fixes</i>		242 478	1 390 544	590 516	439 255
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>901 716</b>	<b>3 823 995</b>	<b>1 945 230</b>	<b>1 343 603</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		575 886	2 642 033	1 319 977	956 025
<b>Taxes</b>					
Frais de licences		151 175	668 564	271 944	177 838
Autres taxes	2%	30 310	139 054	69 472	51 677
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>144 345</b>	<b>374 344</b>	<b>283 836</b>	<b>158 063</b>



## Catégorie 5 : Céphalopodes

### Structure des coûts

<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		13%	13%	15%	18%
<i>Autres frais variables</i>		12%	12%	12%	13%
<i>Frais fixes</i>		15%	19%	16%	16%
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>61%</b>	<b>56%</b>	<b>57%</b>	<b>53%</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins CE		38%	38%	38%	37%

### Chiffre d'affaires

<i>En €</i>		<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>
Tonnages pêchés*		111	370	370	370
Poulpe	47%	158 179	764 117	946 886	1 077 311
Calmar	7%	30 391	108 322	101 411	110 449
Seiche	6%	12 814	45 532	55 700	48 796
Crustacés	2%	13 018	46 709	44 666	39 930
Divers poissons	38%	68 114	199 245	140 120	118 897
Total CA		188 571	872 438	1 048 297	1 187 759
Nombre de navires		55	55	55	47
<b>Chiffre d'affaires total</b>		<b>10 371 399</b>	<b>47 984 114</b>	<b>57 656 315</b>	<b>55 824 683</b>

\* : Estimation de la capture d'un navire dans la ZEE mauritanienne

### Résultats

<i>En €</i>		<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		1 296 425	6 237 935	8 648 447	10 048 443
<i>Autres frais variables</i>		1 244 568	5 758 094	6 918 758	7 257 209
<i>Frais fixes</i>		1 555 710	9 116 982	9 225 010	8 931 949
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>6 274 696</b>	<b>26 871 104</b>	<b>32 864 100</b>	<b>29 587 082</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		3 941 132	18 233 963	21 909 400	20 655 133
<b>Taxes</b>					
Frais de licences		1 730 470	5 587 058	5 507 227	5 230 827
Autres taxes	2%	207 428	959 682	1 153 126	1 116 494
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>395 667</b>	<b>2 090 400</b>	<b>4 294 347</b>	<b>2 584 629</b>

## Catégorie 7 : Thoniers senneurs

### Structure des coûts

<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		21%	21%	21%	23%
<i>Autres frais variables</i>		5%	6%	6%	6%
<i>Frais fixes</i>		26%	26%	26%	27%
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>48%</b>	<b>47%</b>	<b>48%</b>	<b>45%</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		25%	25%	25%	26%

### Chiffre d'affaires

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Tonnages pêchés*		1 269	388	3 131	1 500
Albacore	49%	634 246	207 231	1 319 403	786 450
Listao	45%	416 867	111 744	760 833	506 250
Patudo	6%	54 821	19 090	137 138	80 100
<b>Total CA</b>		<b>1 105 934</b>	<b>338 064</b>	<b>2 217 374</b>	<b>1 372 800</b>

\* : captures réelles dans la ZEE mauritanienne, sauf 2004 (projection)

### Résultats

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		231 140	70 994	454 562	315 744
<i>Autres frais variables</i>		60 605	18 932	124 173	81 720
<i>Frais fixes</i>		287 543	87 897	578 735	363 792
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>526 646</b>	<b>160 243</b>	<b>1 059 905</b>	<b>611 544</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		276 483	85 192	563 213	351 437
<b>Taxes</b>					
Frais de licences		38 750	38 750	36 250	33 750
Autres taxes	2%	22 119	6 761	44 347	27 456
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>189 293</b>	<b>29 539</b>	<b>416 094</b>	<b>198 901</b>

## Catégorie 8: Canneurs et palangriers

### Structure des coûts

<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		25%	30%	29%	35%
<i>Autres frais variables</i>		11%	11%	12%	12%
<i>Frais fixes</i>		7%	7%	7%	8%
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>57%</b>	<b>51%</b>	<b>52%</b>	<b>45%</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		36%	35%	35%	32%

### Chiffre d'affaires

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Tonnages pêchés*		3 223	6 931	8 310	7 500
Albacore	77%	2 520 073	5 792 006	5 479 060	6 152 500
Listao	3%	78 417	147 861	149 580	187 500
Patudo	20%	464 054	1 136 684	1 213 260	1 335 000
<b>Total CA</b>		<b>3 062 544</b>	<b>7 076 551</b>	<b>6 841 900</b>	<b>7 675 000</b>

\* : captures réelles dans la ZEE mauritanienne, sauf 2004 (projection)

### Résultats

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		765 636	2 135 868	1 997 909	2 698 288
<i>Autres frais variables</i>		336 880	793 211	798 352	951 983
<i>Frais fixes</i>		214 378	504 770	508 042	605 807
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>1 745 650</b>	<b>3 642 702</b>	<b>3 537 597</b>	<b>3 418 921</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		1 102 516	2 441 410	2 360 456	2 456 000
<b>Taxes</b>					
Frais de licences		121 548	133 743	157 346	150 000
Autres taxes	2%	61 251	141 531	136 838	153 500
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>460 335</b>	<b>926 018</b>	<b>882 957</b>	<b>659 421</b>

## Catégorie 9 : Chalutiers congélateurs de pêche pélagique

### Structure des coûts

<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		15%	15%	14%	17%
<i>Autres frais variables</i>		28%	28%	24%	25%
<i>Frais fixes</i>		17%	17%	15%	15%
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>41%</b>	<b>41%</b>	<b>47%</b>	<b>43%</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		26%	26%	26%	25%

### Chiffre d'affaires

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Tonnages pêchés*		38768	164 898	171 553	125 443
Sardinelle	54%	11 580 696	46 787 985	40 621 962	27 004 759
Sardine	23%	3 288 346	13 285 477	11 534 631	7 668 018
Maquereau	12%	4 003 203	16 173 625	14 042 160	9 334 978
Chinchard	8%	1 906 287	7 701 726	6 686 743	4 445 228
Autres	3%	643 372	2 599 333	2 256 776	1 500 264
<b>Total CA</b>		<b>18 872 245</b>	<b>76 247 087</b>	<b>66 198 753</b>	<b>44 007 755</b>

\* : captures réelles dans la ZEE mauritanienne

### Résultats

<i>En €</i>		<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Consommations intermédiaires					
<i>Fuel</i>		2 849 709	11 513 310	9 466 422	7 481 318
<i>Autres frais variables</i>		5 246 484	21 196 690	15 887 701	10 825 908
<i>Frais fixes</i>		3 113 920	12 580 769	9 929 813	6 777 194
<b>Valeur ajoutée brute</b>		<b>7 662 131</b>	<b>30 956 317</b>	<b>30 914 818</b>	<b>18 923 335</b>
<b>Charge de personnel</b>					
Salaires marins		4 812 422	19 443 007	17 079 278	11 177 970
<b>Taxes</b>					
Frais de licences		455 837	1 283 927	1 122 678	940 265
Autres taxes		377 445	1 524 942	1 323 975	880 155
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>2 016 427</b>	<b>8 704 441</b>	<b>11 388 886</b>	<b>5 924 945</b>

## **ANNEXE 2 : Personnes rencontrées**

### Représentants de l'administration

Prénom	NOM	Qualité	Organisme
Colonel	BEN AOUF	Chef Service Opérations	DSPCM
Jean-Louis	LAUZIERE	Conseiller	DSPCM
Moustapha	O. WAVY	Délégué Adjoint	DSPCM
M.	YACOUN	Service Opérations	DSPCM
Mamadou Aliou	DIA	Conseiller Scientifique et Technique	IMROP
Pierre	LABROSSE	Conseiller Scientifique	IMROP
Docteur	NIANG	Directeur DVIS	IMROP
Cheick Abdallahi	O. INEJIH	Chef du Dt Exploitation et Aménagement	IMROP
Abou Sidi	BA	Directeur PAC	MPEM
Christophe	BREUIL	Conseiller du Ministre	MPEM
Mohamed Menne	O. CHEIBANI	Conseiller du Ministre	MPEM
Lionel	KINADJIAN	Conseiller du Directeur DARH	MPEM
Mohamedine Fall	O. ABDI	Directeur DARH	MPEM
Sidi Ali	O. SIDI BOUBACAR	Coordinateur PDPAS	MPEM
Cherif	O. TAILEB	Directeur DPI	MPEM
Amadou Niabina	SARR	Direction de la Promotion des Produits de la P.	MPEM
Ulrich	SCHACK	Conseiller DARH	MPEM
Brahim Salem	O. BOULEIBA	Directeur Général	EPBR
Sidi	O. BRAHIM	Directeur G. Adjoint	EPBR
Mohamed Lemine	O. ISMAIL	Représentant à Nouakchott	EPBR
Sidi Mohamed	O. M <sup>ED</sup> CHEIKH	Directeur	ENEMP

### Représentants du secteur privé

Prénom	NOM	Qualité	Organisme
Abdel Aziz	O. MALICK	Socio-économiste	A3PAM
Lemine	KHATTARY	Directeur Général	AMAN Pêche
Carlos	MONTERO CASTANO	Coordinateur	Ambassade d'Espagne
Vicente	ORTEGA CAMARA	Chef de projet	Ambassade d'Espagne
Ahmedou	O. LEHBIB	Directeur Général	EMC Sarl
Sid'Amed	O. ABEID	Président de la Section Pêche Artisanale	FNP
Mohamed Mahmoud	SADEGH	Secrétaire Général	FNP
Steve	CUNNINGHAM	Consultant	IDDRA
Saleck	O. BRAHIM	Directeur Général	Marché au Poisson de Nouakchott
Anatolij	MICHAILOV	Directeur Commercial	Mauribalt
Mohamed	O. SALECK	Directeur Général	PCM
Mohamed	O. SALECK	Directeur Général	PCM sarl
Mahmoud	CHERIF	Directeur	Pechecops
Sid'Amed Rgueiby	O. ABD EL MEJID	Directeur	RAMPA gie
Jean-Jacques	GOUSSARD	Chef de projet	RCT
Moulaye Abasse	BOUGHOURBAL	Directeur Général	SEPH s.a.
Matthieu	BERNARDON	Chef de projet	UICN
Abdellatif	CHERIF	Coordinateur	UICN
Philippe	PRIGENT	Consultant	WOODSIDE

En outre, les représentants de la CE à la délégation de Nouakchott ont été associés à ce travail, dont :

M. Jean-Eric PAQUET, Représentant de la CE  
M. Mario CARJAVAL, Attaché Pêche  
M. Rachid KARROUM, Chargé de Programme